

52048



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr.: GENERALE

E/ECA/PSD.5/4  
17 mars 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence commune des planificateurs,  
statisticiens et démographes africains

Cinquième session

Addis-Abeba (Ethiopie), 21 - 28 mars 1988

DOCUMENT

NOTES DE LA COMMISSION

AU-DELA DU REDRESSEMENT  
ETUDE PROSPECTIVE REVISEE DE LA CEA SUR LES  
PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE  
1988-2008



AU-DELA DU REDRESSEMENT  
ETUDE PROSPECTIVE REVISEE DE LA CEA SUR LES  
PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE  
1988 - 2008

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION - - - - -	1
PREMIERE PARTIE : LES VICISSITUDES DE L'ECONOMIE AFRICAINE, 1980-1987 -	1
SECTION I. APERCU GENERAL DE L'ECONOMIE AFRICAINE : 1980-1987 - - -	1
A. L'aggravation de la récession économique : 1980-1982 - - -	1
B. La grande sécheresse africaine de 1983-1985 - - -	5
C. Sortie de la crise : 1986-1987 - - -	9
SECTION II. L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR : 1980-1987 - - -	13
A. Evolution du commerce international de produits de base - -	13
1. Marché des produits de base - - -	13
2. Prix des produits de base - - -	14
B. Evolution de la situation financière internationale - - -	16
1. Le problème des flux de ressources - - -	16
2. L'aggravation de la crise de la dette - - -	18
SECTION III. EFFORTS POUR ASSURER LE REDRESSEMENT : STABILISATION ET RESTRUCTURATION - - -	21
A. La stratégie globale de redressement de l'Afrique - - -	21
B. Programmes de redressement et de restructuration - - -	21
C. La dimension humaine de la reconversion- - -	26
D. Quelques enseignements pour l'avenir - - -	28
DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES DE REDRESSEMENT : 1988-1990 - - -	30
SECTION I. RETARD DANS LE PROCESSUS DE REDRESSEMENT DE L'AFRIQUE : REPERCUSSIONS DES CONDITIONS CLIMATIQUES ET INTER- NATIONALES DEFAVORABLES - - -	30
A. Implications de la persistance de conditions climatiques défavorables - - -	30
B. Ramifications de la dégradation du climat international - -	47

	<u>Page</u>
C. L'incidence conjuguée des conditions climatiques et de la dégradation de l'environnement international- - - - -	59
SECTION II. AMELIORATION DES CAPACITES DE REDRESSEMENT : 1988-1990 - -	62
A. Perspectives sectorielles en cas d'amélioration des conditions climatiques - - - - -	62
B. Perspectives dans un climat international amélioré - - - -	77
C. Répercussions générales pour l'évolution des politiques intérieures et internationales : transition du redressement et de l'ajustement à l'expansion à long terme - - - - -	88
TROISIEME PARTIE : AU-DELA DU REDRESSEMENT : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT REVISEES D'ICI 2008 - - - - -	91
SECTION I. LE SCENARIO FONDE SUR LES TENDANCES PASSEES : UN DEVELOPPEMENT AUX ENTRAVES MULTIPLES - - - - -	91
A. La situation démographique - - - - -	91
B. Conséquence du développement avec un secteur agricole faible et tributaire du climat - - - - -	93
C. L'économie africaine face à la rigidité du milieu économique international - - - - -	119
D. Déséquilibre du cadre macro-économique - - - - -	123
SECTION II. MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE ECONOMIE AFRICAINE : UN SCENARIO NORMATIF - - - - -	125
A. Le nouveau cadre démographique de l'Afrique - - - - -	125
B. Perspectives sectorielles - - - - -	132
C. Milieu favorable dans les domaines commercial, financier et extérieur - - - - -	171
D. Cadre macro-économique d'une économie africaine autonome et autosuffisante - - - - -	181
E. Vers une communauté économique africaine : nouvelles dimensions de l'intégration économique en Afrique - - - - -	184
QUATRIEME PARTIE : RESUME ET CONCLUSIONS : UN PROGRAMME D'ACTION - - -	191



## INTRODUCTION

1. On se souviendra que l'étude intitulée la CEA et le développement de l'Afrique 1983-2008 : une étude prospective préliminaire a été présentée à la dix-huitième session de la Conférence des ministres de la CEA à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission. Il avait été décidé dans la résolution 470 (XVIII) que l'étude devait être mise à jour tous les cinq ans pour servir d'instrument d'évaluation et d'amélioration de l'exécution du Plan d'action de Lagos dans la région africaine. On se souviendra aussi que depuis la publication de l'étude de 1983, une crise d'une ampleur sans précédent s'est abattue sur l'Afrique, qui était due principalement à la grande sécheresse catastrophique survenue sur le continent durant la période 1983-1985. En raison de cette situation, deux programmes de redressement d'urgence, le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (APPER) et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique, 1986-1990 (UNPAAERD) ont été élaborés et adoptés.

2. A la suite de la décision adoptée par la Conférence des ministres et de nombreux changements importants survenus en Afrique, le secrétariat de la CEA a entrepris un réexamen et une mise à jour de l'étude prospective antérieure. La Conférence des ministres de la CEA chargés de la planification du développement n'avait pas demandé une mise à jour périodique de l'étude prospective, mais en raison de la grande sécheresse survenue en Afrique et de certains faits consécutifs à cette catastrophe, notamment l'engagement pris par les gouvernements des pays africains d'exécuter un programme commun de redressement et l'approbation de ce programme par la communauté internationale, une révision et une mise à jour de cette étude s'imposent.

3. La présente mise à jour ne tend pas dans l'ensemble à s'écarter de l'étude antérieure sur le plan de l'analyse du caractère complexe des problèmes de développement de l'Afrique. L'étude repose sur l'idée selon laquelle le développement à long terme des économies africaines continuera de dépendre des grands principes du Plan d'action de Lagos consistant à assurer une transformation structurelle et à promouvoir une coopération régionale et sous-régionale. A cet égard, elle reste fondée à la fois sur la philosophie et sur les objectifs de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique et social de l'Afrique, du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos et de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

4. Toutefois, la présente étude reconnaît les nouvelles réalités de l'Afrique consécutives à l'expérience de la crise économique et sociale qui a frappé la région. L'étude traite d'un grand nombre d'aspects sociaux, technologiques, écologiques et économiques qui n'avaient pas été analysés dans l'étude précédente. Mais l'approche générale retenue est sensiblement la même que dans l'étude précédente et met l'accent sur des variables et des indicateurs macro-économiques fondamentaux qui revêtent une importance particulière pour l'avenir de la région africaine. La méthodologie de l'étude reste donc à la fois qualitative et quantitative et s'appuie sur un ensemble de formules économétriques et d'autres relations socio-économiques ou techniques simples faisant appel aux données disponibles et aux recherches actuelles.

5. L'étude comprend quatre parties. La première partie contient un aperçu général des événements socio-économiques qui se sont produits durant la période 1980-1987. Elle analyse les principaux événements qui ont marqué l'environnement africain et international durant cette période. Comme on pouvait s'y attendre, les principales questions examinées sont la sécheresse et la désertification, les aménagements de structure, la dégradation de l'environnement international, les prix des produits de base et les problèmes financiers, y compris les fardeaux de l'endettement et du service de la dette - facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans le cours des événements survenus durant cette période. Compte tenu du rôle pivot joué par l'APPER et l'UNPAAERD dans le processus de redressement, la partie II - le redressement et le développement - analyse les perspectives de mise en oeuvre de l'APPER et de l'UNPAAERD dans le cadre des efforts déployés actuellement. Toutefois, pour mettre en évidence l'influence de facteurs exogènes, ces perspectives sont analysées en tenant compte des hypothèses de la persistance de mauvaises conditions météorologiques et d'un environnement international défavorable et des effets conjugués de ces deux phénomènes. La partie III étudie les perspectives de développement à long terme jusqu'en 2008. Cette partie décrit un scénario fondé sur les tendances historiques et un scénario normatif. Enfin, la partie IV contient des observations sur les orientations et les politiques de développement que l'Afrique devrait suivre pour réaliser les prévisions retenues dans le scénario normatif.

6. L'évolution décrite à la partie I, s'étendant de la période initiale à la période de redressement, est à de nombreux égards aléatoire. Certes, la région a mobilisé toutes ses forces pour entreprendre un effort résolu afin de sortir des crises du passé et d'ouvrir la voie à un nouvel avenir, mais son action a été généralement entravée par les mauvaises conditions météorologiques et un environnement international défavorable. Ainsi, la perspective du redressement que l'Afrique a entrepris de réaliser d'ici à 1990 décrite à la partie II reste incertaine. Les conséquences d'une telle évolution sur la croissance future de l'Afrique sont particulièrement inquiétantes. Les perspectives de l'étude donnent à penser que l'Afrique restera tributaire d'un appareil de production restreint et généralement rigide qui est loin d'être doté de la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins de sa population en augmentation et à ses aspirations. Sur le plan sectoriel, l'agriculture africaine devrait continuer de dépendre des conditions météorologiques. L'industrie devrait continuer à régresser et l'Afrique resterait encore très largement tributaire des importations. Dans le domaine social, le chômage, la misère et la sous-alimentation endémiques devraient continuer à mettre en péril la stabilité et la sécurité de la région.

7. L'étude prospective préliminaire de 1983 avait mis en garde contre l'éventualité que l'Afrique ne vive un véritable «cauchemar» d'ici l'an 2008 si la situation continuait à évoluer comme par le passé. Malheureusement, ce cauchemar a frappé l'Afrique d'une manière encore plus soudaine et intense que les auteurs de l'étude ne l'avaient envisagé en 1983. La crise qui s'est abattue sur le continent durant la période de sécheresse de 1983-1985 ne sera pas oubliée avant peut-être une génération. Les tendances

historiques décrites à la partie III de la présente étude laissent entrevoir à de nombreux égards une évolution aussi catastrophique en Afrique. Certaines indications montrent qu'il existe une possibilité - une triste possibilité - que l'Afrique reste à jamais en retard, qu'elle continue désespérément de rechercher un développement qui se dérobe sans cesse et de se heurter à des difficultés économiques chroniques. Comme dans l'étude de 1983, les conclusions sont claires et nettes: il faut procéder à des changements en Afrique à tous les niveaux - social, économique et politique - pour que l'Afrique échappe à la sombre perspective de ne pas connaître un véritable développement dans les vingt prochaines années.

8. Le scénario normatif décrit à la partie III analyse les possibilités d'avenir de l'Afrique. Cet avenir devrait assurer la prospérité des peuples africains et les intégrer au sein d'un continent solide capable d'assurer une vie décente à sa population et de lui fournir en permanence les biens qu'elle devrait être en mesure de produire et de consommer avec fierté. Le scénario normatif met en évidence une situation du possible caractérisée par un dynamisme propre à assurer une autosuffisance dans la plupart, voire l'ensemble, des secteurs alimentaires et des biens de consommation, de l'énergie, des transports, etc.. Si le scénario normatif était réalisé, l'Afrique serait à l'abri de la famine et les régions rurales se développeraient en jouant un plus grand rôle dans l'économie. Les prestations de services seraient améliorées et le niveau de vie serait celui qui convient à un peuple qui se respecte. En outre, le scénario normatif prévoit que l'Afrique devrait devenir un partenaire viable et égal dans le développement international. Des exportations plus importantes et mieux structurées devraient maintenir l'effort de développement dans l'ensemble de la région. De même, la capacité d'importer des produits provenant d'autres régions ne devrait nullement être limitée. Les relations financières devraient s'améliorer et ne devraient plus faire obstacle au développement autonome de l'Afrique.



## PREMIERE PARTIE

### LES VICISSITUDES DE L'ECONOMIE AFRICAINE, 1980-1987

#### SECTION I : APERCU GENERAL DE L'ECONOMIE AFRICAINE : 1980-1987

1. La période de 1980 à 1987 a été très difficile pour l'Afrique. Durant cette période, la région a connu une série de crises répétées sans précédent, de graves troubles sociaux et politiques et des déséquilibres économiques. Les rigidités économiques du continent ont été aggravées durant cette période par des calamités naturelles et des événements extérieurs défavorables. La grande sécheresse africaine de la période 1983-1985 a fait peser une véritable menace sur les conditions d'existence de millions d'Africains. Les effets de la sécheresse se sont conjugués aux dégâts causés à l'agriculture, qui constitue le secteur de base pour la majorité des peuples africains et la principale source de revenus extérieurs. En outre, le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et l'évolution pernicieuse des marchés internationaux des produits de base et des systèmes financiers et monétaires internationaux, qui a abouti à une baisse des recettes d'exportation, ont réduit les flux de ressources et augmenté les charges du service de la dette et tous ces facteurs se sont conjugués pour placer l'économie africaine au bord de l'effondrement.

#### A. L'aggravation de la récession économique : 1980-1982

2. La grave récession mondiale qui a été déclenchée par la forte hausse des prix du pétrole en 1979-1980 a provoqué une baisse très sensible de la performance économique globale des pays africains. Cette récession a frappé les économies africaines à une époque où elles subissaient encore les effets du premier choc pétrolier de 1974 caractérisé par le doublement des prix du pétrole qui a gravement perturbé leurs équilibres structurels déjà très précaires. Le processus d'ajustement qui a été mis en route avec une certaine hésitation est devenu de plus en plus difficile à poursuivre et, de ce fait, l'ensemble de la région a été plongée dans une profonde récession.

3. Durant la période 1980-1982, le PNB a baissé brutalement de 1,4% en termes réels. Cette diminution a été particulièrement marquée en 1981 lorsque le PNB a baissé de 2,7%. La situation a continué de rester critique en 1982, la région dans son ensemble ayant enregistré une croissance nulle.

4. On aurait pu s'attendre à ce que les pays africains exportateurs de pétrole bénéficient de la forte hausse du prix du pétrole de 1979-1980, mais c'est la situation inverse qui s'est en fait produite. Les effets de la récession mondiale paraissent avoir touché encore plus brutalement ce groupe de pays. En outre, pour maintenir les prix du pétrole à un niveau élevé, ces pays ont dû réduire leur production de pétrole. Le PNB des pays africains exportateurs de pétrole a baissé de 5,6% en 1981 et de 1% en 1982. La situation des pays africains membres de l'OPEP s'est encore plus détériorée puisque l'ensemble de leur PNB a baissé de 9,6% en 1981 et de 2,4% en 1982.

5. Au niveau sous-régional, l'Afrique du Nord a été particulièrement touchée par la récession mondiale et son PNB a baissé de 6% en 1981 et de 0,6% en 1982. De même, l'Afrique de l'Ouest a enregistré un taux de croissance sensiblement négatif en raison de la performance du Nigéria qui a été durement affecté par la baisse de la demande mondiale de pétrole et par d'autres effets de la récession internationale. Toutefois, les pays les moins avancés ayant des liens plus limités avec le monde extérieur n'ont pas été aussi gravement touchés par la récession de 1980-1982. En 1981, le PNB de ce groupe de pays a progressé de 5%, mais la persistance des difficultés a inversé cette évolution et, en 1982, le PNB de ces pays a baissé de 1,8%.

6. Les résultats de l'agriculture ont également été, dans l'ensemble, très médiocres et la croissance de ce secteur a été inférieure à 1% en 1981. Ces résultats médiocres du secteur agricole ont encore accéléré la baisse déjà inquiétante de la production agricole par habitant, qui a encore diminué de 2,5% et de 0,7% en 1981 et 1982 respectivement. Les déficits alimentaires ont continué de s'accroître à un rythme alarmant et l'ensemble de la région est devenu plus largement tributaire des importations de produits alimentaires. En raison de l'expansion limitée du secteur agricole et de l'insuffisance des ressources, en particulier des ressources extérieures, pour financer les acquisitions de matières premières et de pièces de rechange, la production industrielle a été également sérieusement entravée et la capacité de développement de ce secteur a été considérablement limitée. La plupart des secteurs industriels fonctionnaient à des taux bien inférieurs à la moitié de leur capacité installée, et dans de nombreux pays, la rénovation de l'ensemble de la structure industrielle faisait encore défaut. La valeur ajoutée du secteur manufacturier n'a augmenté que de 2 à 4% durant la période 1980-1982. Le taux de croissance enregistré par l'Afrique du Nord n'a été que de 3,3% en 1981 alors qu'il avait atteint 8,2% en 1980. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le taux de croissance s'est ralenti et n'a été que de 3,6% en 1981 alors qu'il avait augmenté de 4,3% en 1980. Le secteur des services, y compris les transports, a été très gravement perturbé par les faibles niveaux de la production globale, les goulets d'étranglement dus aux infrastructures et aux institutions et l'insuffisance des ressources internes et externes.

7. Le ralentissement général de l'ensemble des activités de production a eu des effets défavorables sur l'évolution et la structure des dépenses dans le PNB. La demande interne globale a augmenté en 1981, mais a baissé de 1,3% en 1982. La consommation privée n'a progressé que de 0,4% en raison d'une grave détérioration du niveau de vie de la population africaine. Les dépenses publiques ont dû être radicalement réduites en raison de la stagnation ou de la baisse des recettes fiscales et de l'aggravation des déséquilibres budgétaires. Les

dépenses publiques n'ont augmenté que de 0,7%. Ces tendances ont eu de graves répercussions en particulier sur les engagements de capitaux publics qui ont dû être retardés, ce qui a provoqué une nouvelle décélération de la croissance et une détérioration des secteurs productifs et de la structure de l'emploi.

8. L'épargne intérieure a sensiblement baissé durant la période 1980-1982. Entre 1981 et 1982, l'épargne a diminué de 10%, ce qui a eu pour conséquence que le taux d'épargne, qui était de 26% en 1980, est tombé à 20% en 1982. A la suite de la baisse de l'épargne, conjuguée à la stagnation des apports de capitaux, la formation de capital a diminué de 9,1% alors qu'elle avait augmenté de 4,4% en 1980. Cette baisse de la formation de capital a été plus marquée dans les pays exportateurs de pétrole où les revenus pétroliers et la formation de capital ont diminué de 15,4% durant la période 1981-1982.

9. Dans le secteur extérieur, de nombreux pays ont éprouvé des difficultés de balance de paiements et ont enregistré des déficits commerciaux qui sont devenus presque insupportables. La balance commerciale de l'ensemble de la région qui avait enregistré un excédent de 19,8 milliards de dollars en 1980, s'est soldée par un déficit de 4,1 milliards de dollars en 1981 et de 2,8 milliards de dollars en 1982. Cette situation était due à de fortes fluctuations des exportations tant en volume qu'en valeur. Les résultats médiocres du secteur de l'agriculture et certains événements défavorables survenus sur les marchés extérieurs tant en ce qui concerne les prix internationaux des produits de base que les restrictions d'accès aux marchés ont réduit considérablement les possibilités d'accroître les recettes d'exportation totales. Naturellement, cette évolution a réduit la capacité des pays africains d'importer des produits de base essentiels et des biens d'équipement pour maintenir leurs investissements. Toutefois, en raison de la nécessité de maintenir le minimum d'importations nécessaire, certains pays ont dû puiser très largement sur leurs réserves et contracter des emprunts extérieurs. Les réserves totales, qui atteignaient le niveau élevé de 33,7 milliards de dollars en 1980, sont tombés à 21,9 milliards de dollars en 1981 et à 15,7 milliards de dollars en 1982. En outre, les pays africains ont eu recours à des emprunts massifs à des conditions encore plus rigoureuses, ce qui a aggravé la charge du service de la dette de la région.

Tableau 1

Production et demande des pays africains en développement, 1980-1982  
(en milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1980,  
sauf indication contraire)

	1980	1981	1982
Production	315,2	306,6	306,6
Demande intérieure	307,8	319,3	315,0
Investissements	81,8	85,4	77,6
Exportations (biens/services)	105,1	87,5	85,3
Importations (biens/services)	97,7	100,2	93,8
Déficit de la balance des biens et services (en pourcentage)	2,3	-4,1	-2,8

Source : Etude des conditions économiques et sociales de l'Afrique, 1982-1983, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, avril 1984.

Tableau 2

Croissance du PNB des pays africains en développement par sous-régions et  
groupes économiques (mesuré aux prix de 1980) avril 1984  
(Taux en pourcentage par an)

	1980	1981	1982
<u>PNB par habitant</u>	-2,0	-6,0	-3,3
<u>PNB :</u>			
Pays africains en développement	1,3	-2,7	0,0
Pays exportateurs de pétrole	-2,1	-5,6	-1,0
Pays non exportateurs de pétrole	5,0	2,6	1,8
Afrique du Nord	1,6	-5,8	-0,6
Afrique de l'Ouest	-0,4	-3,9	-0,4
Afrique du Centre	1,6	3,6	0,3
Afrique de l'Est et australe	4,7	5,7	2,5

Source : Etude des conditions économiques et sociales de l'Afrique, 1982-1983, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, avril 1984.



B. La grande sécheresse africaine de 1983-1985

10. Après l'aggravation de la récession africaine en 1980-1982, la région a subi une autre calamité lorsque de nombreux pays d'Afrique ont été frappés au cours de la période 1983-1985 par la sécheresse la plus catastrophique de tous les temps. Les signes d'un redressement qui étaient apparus en 1982 ont tous disparu en 1983. Au cours de cette année, la croissance du PNB a encore diminué de 0,3%. Cette tendance s'est poursuivie et en 1984 le PNB a reculé de 0,2%. Dans cette sombre situation, le revenu par habitant a continué de fléchir. Dans l'ensemble de la région, le revenu par habitant a diminué de 3,7% et de 3,6% en 1983 et 1984 respectivement.

11. Les résultats médiocres du secteur de l'agriculture dus à la sécheresse ont été essentiellement à l'origine de cette diminution globale de la croissance. De fait, la sécheresse très étendue qui a frappé l'Afrique a non seulement gravement réduit les approvisionnements intérieurs en produits alimentaires et les effectifs du cheptel, mais a également touché d'autres secteurs de l'activité agricole comme la production de cultures d'exportation. Durant cette période, les résultats, déjà assez moyens, du secteur agricole se sont détériorés. La production agricole a baissé brutalement de 3% en 1983 alors qu'elle avait augmenté de 4,0% en 1982. Toutefois, en 1984 et 1985, on a enregistré une reprise de la production agricole qui a augmenté de 1,3% et de 4,6% respectivement. A la suite des résultats médiocres de l'agriculture, la croissance du secteur manufacturier s'est ralentie tombant de 7% en 1982 à 2,8% en 1983 et baissant même de 0,7% en 1984. Cependant, en 1985, ce secteur a enregistré un taux de croissance de 4,6%.

12. L'évolution de la croissance au cours de la période 1983-1985 a été irrégulière dans l'ensemble de la région, mais elle s'est caractérisée par des variations entre les diverses catégories de revenus des pays. Les pays exportateurs de pétrole ont enregistré une baisse de 2,3% en 1983 alors que les pays non exportateurs de pétrole ont accusé un taux de croissance de 1,4%. Durant cette période, les pays les moins avancés ont été particulièrement éprouvés par cette évolution. Leur PNB qui avait crû de 4,2% en 1983 a baissé pour atteindre 2,3% en 1985. Au niveau sous-régional, le taux de croissance de l'Afrique du Nord est tombé de 4,6% en 1983 à 0,7% en 1984, mais s'est légèrement redressé pour atteindre 3,1% en 1985. En Afrique de l'Ouest où de nombreux pays sahéliens ont été touchés par la sécheresse, la croissance du PNB a été négative au cours de l'ensemble de la période 1983-1985. Le PNB a baissé de 6,8% en 1983 et de 3,1% en 1984 et a enregistré une légère reprise en 1985. Les pays de l'Afrique de l'Est et australe ont été également gravement frappés par la sécheresse et leur taux de croissance, qui était de 2% en 1982, est tombé à 0,4 en 1983. Toutefois, le taux de croissance de leur PNB s'est redressé pour atteindre 2,4% en 1984 et 3,3% en 1985. Les résultats des pays de l'Afrique centrale ont été relativement meilleurs, la croissance de leur PNB ayant été de 3,4% en 1983 et de 4,1% en 1984 mais s'est ralentie pour atteindre 3% en 1985.

13. Les difficultés survenues dans le secteur de l'offre ont certainement eu des répercussions défavorables sur la structure de la demande. Les dépenses de consommation globale ont baissé, surtout dans le secteur de la consommation privée. Cette tendance a eu à son tour des effets défavorables sur les conditions de vie de la masse de la population. Les dépenses publiques ont été réduites dans certains cas à la suite de la diminution des sources de recettes fiscales et des efforts visant à assurer un certain équilibre financier. Comme l'administration est le plus grand employeur institutionnel, les diminutions des dépenses publiques ont eu des conséquences graves sur les taux de chômage.

14. En dépit de ces tendances, les déficits budgétaires ont continué d'augmenter durant la période 1983-1985 à la suite de la faiblesse des niveaux de production et de l'incapacité des gouvernements à mobiliser suffisamment de recettes fiscales. En conséquence, la part de la formation de capital public dans le total du PNB a baissé. La formation globale de capital en pourcentage du PNB a diminué en raison du faible niveau de l'épargne dû au ralentissement global du niveau général des activités économiques, de la baisse de l'aide extérieure en termes réels et du durcissement des conditions applicables aux emprunts extérieurs.

La sécheresse et ses effets sur la croissance de l'agriculture conjugués à un environnement international hostile ont considérablement ralenti la croissance du secteur de l'exportation durant la période considérée. En conséquence, les importations ont été radicalement réduites. L'insuffisance des ressources industrielles essentielles et de biens d'équipement a limité la capacité des pays africains de s'adapter à la crise et d'assurer leur croissance.

15. Toutefois, en dépit des réductions des importations, à la suite de la forte dégradation des termes de l'échange et de l'environnement monétaire international défavorable, les pays africains se sont heurtés à des difficultés chroniques de balance des paiements et ont dû recourir à des emprunts massifs à des conditions encore plus rigoureuses. Cette évolution a imposé une charge de la dette insupportable à la région et a donc aggravé une situation déjà difficile qui a abouti à une crise dont il devient presque impossible de venir à bout. Préoccupés par cette situation économique et sociale critique, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont adopté à leur assemblée de juillet 1986 le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (APPER).

Tableau 3

Production et demande des pays africains en développement : 1983-1985  
(en milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1980 sauf indication contraire)

	1983	1984	1985
Production	298,5	297,9	306,9
Demande intérieure	318,8	327,4	336,0
Investissements	68,9	70,4	73,2
Exportations (biens/services)	77,5	81,6	81,5
Importations (biens/services)	87,2	88,9	86,9
Déficit commercial (en pourcentage)	3,2	2,5	1,7

Source : Etude des conditions économiques et sociales de l'Afrique, 1985-1986, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, avril 1987.

Tableau 4

Croissance du PNB des pays africains en développement par sous-région et groupes économiques

	1983	1984	1985
<u>PNB par habitant</u>	-3,7	-3,5	-0,3
<u>PNB :</u>			
Pays africains en développement	-0,3	-0,2	3,0
Pays exportateurs de pétrole	-2,3	-3,4	1,8
Pays non exportateurs de pétrole	1,4	2,8	4,1
Afrique du Nord	4,6	0,7	3,1
Afrique de l'Ouest	-6,8	-3,1	2,8
Afrique du Centre	3,4	4,1	3,0
Afrique de l'Est et australe	0,4	2,4	3,3

Source : Etude des conditions économiques et sociales de l'Afrique, 1985-1986, Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, avril 1987.

Tableau 5  
Indicateurs concernant l'Afrique et d'autres  
groupements de pays  
1980-1985

	Pays africains en développement a/	Pays à faible revenu	Pays à revenu inter- médiaire	Pays développés à économie de marché
Population (en millions) au milieu de 1985	523,4	2 439,4	1 242,1	737,3
Revenu par habitant (en dollars des Etats-Unis) 1985	557,0	270,0	1 290,0	11 810,0
Croissance du secteur agricole 1980-1985 (en pourcentage)	1,8	6,0	2,1	1,5
Croissance du secteur manufacturier 1980-1985 (en pourcentage)	3,4	10,8	n.d.	3,0
Croissance des investissements 1980-1985 (en pourcentage)	-3,2	11,4	-3,9	2,7
Croissance des exportations de marchandises 1980-1985 (en pourcentage)	3,2	5,0	3,7	3,7
Croissance des importations de marchandises 1980-1985 (en pourcentage)	-0,8	7,3	-1,0	3,9
Taux d'épargne, 1985	21,0	24,0	23,0	21,0
Taux de consommation des administrations 1985 (en pourcentage)	17,0	13,0	12,0	17,0
Nombre d'habitants pour un médecin 1981	5 256,0	5 770,0	5 080,0	530,0
Espérance de vie à la naissance (années) 1985	50,0	60-61	60-64	73-79
Taux d'urbanisation (en pourcentage) 1985	27,8	22,0	48,0	75,0

Sources : Etude des conditions socio-économiques du secrétariat de la CEA;  
et les autres chiffres se référant au rapport de la Banque mondiale sur le  
développement dans le monde, 1987.

a/ Période 1965-1985

### C. Sortie de la crise : 1986-1987

16. Après la crise économique et sociale de 1983-1986, on espérait beaucoup que la région reprendrait un taux de croissance normal et régulier. De fait, les pays africains étaient d'accord pour reconnaître que cette situation insupportable devait être radicalement modifiée afin de mettre en route un processus de redressement de l'ensemble de la région. C'est dans ces conditions que le programme adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains en juin 1985 avait expressément pour but d'assurer une reprise soutenue des économies des pays africains au cours de la période 1986-1990. Cet effort a été appuyé par la suite par l'ensemble de la communauté internationale dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique (UNPAAERD) qui a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en juin 1986.

17. Les données dont on dispose montrent que les résultats obtenus au cours des deux premières années d'application du programme ont été modestes. Dans l'ensemble, le PNB n'a augmenté que de 1,2% et de 1,5% en termes réels en 1986 et 1987 respectivement. En conséquence, la production par habitant a continué de diminuer en 1986 et 1987, quoique à un taux plus faible de 2% et de 1,7% en 1986 et 1987 respectivement. Le redressement relatif de 1986, qui était principalement dû à la reprise des pluies normales, n'a guère duré et la situation économique de la région dans son ensemble s'est fortement dégradée en 1987 lorsqu'un certain nombre de pays africains, en particulier de l'Afrique de l'Est et australe, ont à nouveau été frappés par la sécheresse.

18. En 1986, la production alimentaire globale de la région a augmenté de 5,9%. La production céréalière a progressé de 6% alors que la production de racines et de tubercules a augmenté d'environ 3%. Les produits carnés et laitiers ont accusé un rythme d'accroissement moins rapide de 2,6%. Certains pays des différentes sous-régions ont même enregistré des excédents alimentaires en 1986. La situation du cheptel s'est également améliorée. La population animale (bovins, buffles, moutons, chèvres, porcs et poulets) du continent a été évaluée à environ 221,5 millions d'unités de bétail tropical en 1985. Le taux annuel global d'accroissement de 3% de la production totale de viande d'origine nationale par rapport à la décennie précédente a suivi le taux d'accroissement démographique, mais a été insuffisant pour compenser les effets de la baisse des revenus. Toutefois, il convient de souligner que l'amélioration de la production alimentaire dans la plupart des pays en 1985-1986 ne signifie pas que la crise alimentaire et agricole en Afrique est terminée. Certains secteurs continuent de susciter des préoccupations. Par exemple, la croissance de la production de racines et de tubercules - les principales cultures alimentaires de base de l'Afrique de l'Ouest et du Centre - a sensiblement fléchi. La production agricole globale (y compris la pêche et l'exploitation forestière) a augmenté de 3% en 1986 dans l'ensemble de l'Afrique. Les meilleurs résultats

ont été obtenus en Afrique de l'Est et australe avec un taux de croissance de 5,2%. Dans cette sous-région, des récoltes supérieures à la moyenne ont été enregistrées dans un certain nombre de pays. En Afrique du Nord, les résultats ont été assez satisfaisants et la production agricole a augmenté de 2,9%. Les résultats de l'Afrique centrale et de l'Ouest ont été moins satisfaisants, la production agricole n'ayant augmenté que de 2,4% en 1985 et de 1% en 1986.

19. En 1987, la croissance de la production agricole s'est encore ralentie et n'aurait augmenté, selon les estimations, que de 1%. Toutefois, l'évolution dans les différentes sous-régions a été assez divergente. En Afrique du Nord, la production de blé aurait atteint un niveau record en 1987, mais la production d'autres céréales a reculé sensiblement en raison de conditions météorologiques défavorables. En Afrique de l'Ouest, la production céréalière a également diminué à la suite de pluies tardives et inférieures à la normale. En Afrique de l'Est, la production agricole globale a été inférieure à la normale en raison de l'insuffisance des pluies dans la plupart des pays de la région. En Afrique australe, la production agricole a aussi été relativement médiocre.

20. Les importations de produits alimentaires de la région dans son ensemble, qui s'élevaient à 17,9 millions de tonnes de céréales en 1986 seraient tombées à 16,4 millions de tonnes en 1987, selon les estimations. Toutefois, dans certains cas exceptionnels, en 1987 des pays ont accusé de graves pénuries alimentaires. Dans ces cas, une aide alimentaire a continué d'être nécessaire. Le volume de l'aide alimentaire totale n'a pas donc diminué et a même légèrement augmenté passant de 5,2 millions de tonnes en 1986 à 5,7 millions de tonnes en 1987.

21. En 1986, le secteur industriel a enregistré un taux de croissance de 5,7% contre 4,6% en 1985. A ce rythme, la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier de la région a augmenté, quoique dans des proportions très modestes, passant de 9,4% en 1985 à 9,6% du PNB en 1986. Au niveau sous-régional, le taux de croissance de l'Afrique centrale a atteint 7,3% alors que l'Afrique du Nord a enregistré un taux de croissance de 6,2%. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest qui avait accusé des baisses notables au cours de la période 1980-1984 a enregistré une certaine reprise de la valeur ajoutée du secteur manufacturier qui a augmenté de 5,6%. Les résultats de l'industrie manufacturière des pays de l'Afrique de l'Est et australe ont été assez médiocres, la croissance s'étant ralentie passant de 4,4% en 1985 à 4,2% en 1986. Les indicateurs préliminaires pour 1987 mettent en évidence une légère décélération de la croissance du secteur manufacturier par rapport à 1986, en particulier dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, la croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier n'aurait été, selon les estimations, que d'environ 4% en 1987 dans la région.

22. D'une manière générale, les bons résultats du secteur agricole en 1986 ont eu des effets positifs sur la performance des agro-industries en raison de l'amélioration de l'offre de matières premières agricoles et de l'accroissement de la demande rurale. L'amélioration de la situation alimentaire après 1984-1985 et la réduction consécutive des importations de produits alimentaires ont permis aux pays de la région de disposer de devises pour l'importation d'équipements, de pièces de rechange et d'autres biens industriels essentiels. Toutefois, les prix des produits d'exportation en particulier du pétrole ont eu des effets particulièrement négatifs sur les résultats de l'industrie notamment dans les pays les plus industrialisés comme le Nigéria et l'Algérie.

23. Le secteur des transports et des communications a également enregistré une croissance médiocre. Les estimations pour 1986 montrent que la valeur ajoutée dans le secteur des transports et des communications n'a augmenté que de 0,8% et que sa part dans le PNB n'a que très légèrement progressé passant de 5,1% en 1985 à 5,2% en 1986. En 1987, la situation n'a pas sensiblement changé par rapport à celle de 1986.

24. Durant la période 1986-1987, aucun changement significatif ne s'est produit dans la situation de la demande interne par rapport à 1985. Cette demande n'ayant globalement augmenté que de 0,3% en 1986, la consommation publique a diminué et la consommation privée a augmenté de 2,3%. La formation brute de capital fixe dans la région a brutalement baissé de 5%, surtout dans les pays exportateurs de pétrole où elle a reculé de 9,4%. Les mêmes tendances ont plus ou moins été observées en 1987.

25. En 1986-1987, la position des paiements extérieurs de la région a continué de se dégrader en raison d'un environnement international défavorable caractérisé en particulier par l'effondrement des prix du marché pétrolier et des fortes baisses des prix des principaux produits de base de l'Afrique. En 1986, l'Afrique a perdu 19 milliards de dollars à la suite de la très forte chute des prix à l'exportation des produits de base. En outre, en dépit d'une légère augmentation des prix du pétrole et des métaux, les recettes d'exportation étaient inférieures en 1987 de 5,7% à celles de 1986. Toutefois, le niveau des importations en 1987 étant resté inchangé, la région a enregistré un énorme déficit de sa balance commerciale et sa balance des opérations courantes s'est encore dégradée. En même temps, la charge du service de la dette a continué de s'accroître au rythme alarmant d'environ 25 milliards de dollars par an et représente l'équivalent de 55% des recettes d'exportation.

Tableau 6

Evolution économique de la région africaine durant la période  
1986-1987

	<u>Taux de croissance</u>	
	1986	1987
<u>PNB par habitant</u>	-2,0	1,7
<u>PNB :</u>		
Pays africains en développement	1,2	1,5
Agriculture	3,0	1,0
Industrie manufacturière	5,7	4,0
Transports	0,8	1,0
Demande interne	0,3	0,3
Investissements	-5,0	-5,0
Exportations (en milliards de dollars E.-U.)	45,6	50,3
Importations (en milliards de dollars E.-U.)	52,7	54,7

Source : Secrétariat de la CEA.



## SECTION II : L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR - 1980-1987

### A. Evolution du commerce international de produits de base

#### 1. Marché des produits de base

26. Durant la première partie des années 80, le commerce international a été caractérisé par un ralentissement de la croissance qui était dû à la fois à la récession de l'activité économique mondiale et au recours par différents pays à des moyens d'intervention faisant une large place à des solutions bilatérales de nature à provoquer des frictions commerciales qui ont entraîné un accroissement des mesures protectionnistes tarifaires et non tarifaires essentiellement au détriment des pays en développement. La politique commerciale a également été de plus en plus marquée par des perturbations financières, en particulier par de fortes fluctuations des taux de change effectifs réels, une interruption des flux de capitaux, des taux d'intérêt élevés et des tendances imprévisibles des investissements étrangers.

27. Les tendances récentes de l'exportation des produits de base montrent que la part des régions en développement dans ce secteur a considérablement baissé. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits de base est tombée de 34 % en 1966-1967 à 31 % en 1971-1972. En dépit d'une certaine reprise en 1980-1984, cette part est restée à peu près constante autour de ce niveau. Dans le cas de l'Afrique, cette part a régulièrement baissé durant les années 70 et 80 alors que les parts de l'Asie et de l'Amérique latine sont restées assez constantes.

28. Outre les rigidités associées à la structure inélastique de l'offre, les efforts déployés par l'Afrique pour accroître et diversifier la gamme de ses exportations ont été contrecarrés par un certain nombre de facteurs du marché international des produits de base. La forte hausse des prix à l'importation des produits manufacturés et la faiblesse des prix à l'exportation des produits de base ont sensiblement gêné toute modification de la structure du commerce africain. La position de l'Afrique qui l'oblige à accepter les prix des transactions internationales fixés par les pays d'autres régions fait que le développement du secteur extérieur ne dépend pas des pays africains. Cette situation est principalement imputable à des événements défavorables survenus sur les marchés internationaux des produits de base qui se sont aggravés au cours de la récession mondiale.

29. Durant la période 1980-1987, la demande de produits de base de l'Afrique a généralement diminué essentiellement à la suite de deux événements défavorables. La contraction générale de la production des pays industrialisés a gravement ralenti la reprise de la demande de produits de base. Le développement de la technologie des produits synthétiques et de substitution a encore limité les possibilités d'accroître les exportations d'un certain nombre de produits de base. La capacité insuffisante de la technologie africaine de transformer efficacement les matières premières et les produits de base a également contribué à entraver la reprise.

30. De même, les restrictions qui caractérisent les marchés internationaux des produits de base n'étaient pas de nature à favoriser la croissance des exportations de produits primaires. Des restrictions contingentaires, des obstacles tarifaires et non tarifaires ainsi que d'autres formes de protectionnisme ont été appliqués dans presque tous les marchés de produits de base. Cette évolution a provoqué une baisse des prix des exportations de l'Afrique et une réduction notable des volumes d'exportation. Le ralentissement de la croissance démographique dans les pays développés a également contribué à ralentir la progression de la demande de certains produits de base de l'Afrique comme le café, le cacao et le thé.

## 2. Prix des produits de base

31. Les produits de base sont soumis à de très fortes fluctuations à court terme, et des variations des prix de ces produits sont souvent provoquées par des modifications de l'activité économique et de la demande à la fois au niveau du consommateur et des échanges commerciaux.

32. Les marchés du pétrole et des produits primaires autres que le pétrole ont été très déprimés et continueront de l'être très largement dans les prochaines années. Le prix du pétrole a diminué depuis 1981 et a sensiblement baissé en 1986 pour atteindre un niveau en termes réels inférieur de quelque 15 % à celui de 1978. De même, les prix des produits de base autres que le pétrole en termes réels ont été, en moyenne, inférieurs de 13 % aux prix de 1960 et ont atteint, en 1986, leur niveau le plus bas depuis les années 30. Cette baisse des prix des produits de base est généralement due au ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et à des changements structurels dans les économies des pays industriels qui continuent de réduire la demande des principaux produits de base en remplaçant ces produits par d'autres types d'énergie et des substituts synthétiques. Les prix des produits alimentaires et des métaux ont baissé d'environ 40 % en termes réels entre 1980 et 1986 alors que les prix des matières premières agricoles n'ont diminué que de quelque 30 %.

Tableau 7

Tendances des indices de prix de quelques produits de base  
(1979-1981 = 100)

	1983	1984	1985	1986	1987
<u>Agriculture</u>					
Café (cents/livre)	127,9	141,2	133,5	170,3	106,3
Cacao (cents/livre)	96,1	108,7	102,3	93,8	92,0
Thé (cents/livre)	105,4	156,8	89,9	86,6	74,1
Arachides (dollars/tonne)	392,0	438,0	361,0	323,0	292,0
Palmistes (dollars/tonne)	366,0	529,0	291,0	142,0	170,0
Coton (cents/livre)	72,8	75,0	50,2	39,1	66,1

Tableau 7

Tendances des indices de prix de quelques produits de base  
(1979-1981 = 100) (suite)

	1983	1984	1985	1986	1987
<u>Minéraux</u>					
Phosphate (dollars/tonne)	31,5	33,3	33,5	34,7	31,0
Manganèse (dollars/tonne)	136,9	136,9	138,5	137,5	127,5
Minerai de fer (dollars/tonne)	23,7	22,3	22,0	21,6	21,8
Cuivre (cents/livre)	72,2	62,5	64,3	62,3	67,8
Étain (cents/livre)	589,2	555,2	541,9	260,2	310,3
Bauxite (dollars/tonne métrique)	179,5	164,9	164,2	166,1	163,9

Source : Bulletin mensuel des prix des produits de base, CNUCED.

33. L'évolution de la valeur unitaire des exportations de l'Afrique, de la valeur unitaire des importations, des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations de la région entre 1980 et 1985 a été généralement défavorable. Durant cette période, l'Afrique a très gravement souffert de la baisse continue de la valeur unitaire de ses exportations. L'indice de la valeur unitaire des exportations (1980 = 100) est tombé à moins de 80 en 1985. La valeur unitaire des importations de la région a également eu tendance à baisser principalement à la suite de la chute des prix du pétrole, mais les termes de l'échange de l'ensemble de la région ne se sont pas beaucoup améliorés. Le volume des exportations de l'Afrique ayant diminué au cours de la période considérée, le pouvoir d'achat des exportations de la région a sensiblement baissé. L'indice du pouvoir d'achat des exportations de l'Afrique a fortement fléchi en 1983 et en dépit d'une légère reprise en 1984 et 1985, il n'atteignait que 77,9 en 1985.

Tableau 8

Indices des prix unitaires (commerce de l'Afrique)  
(1980 = 100)

	1981	1982	1983	1984	1985
Valeur unitaire des exportations	101,4	91,5	82,9	81,5	78,5
Valeur unitaire des importations	97,4	91,3	90,9	85,5	79,5
Termes de l'échange	103,7	100,2	91,2	95,3	98,7
Pouvoir d'achat	78,8	73,1	67,5	77,2	77,9

Source : Annuaire des statistiques financières internationales du FMI pour 1987, OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE (juin 1987).

## B. Evolution de la situation financière internationale

### 1. Le problème des flux de ressources

34. Le total des apports financiers des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD), de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et des institutions multilatérales aux pays d'Afrique en développement, qui avait atteint un nouveau record de 21,2 milliards de dollars en 1982, est tombé à 18 milliards de dollars en 1986, soit une diminution de 3,2 milliards de dollars durant la période considérée. Cette baisse serait certainement beaucoup plus importante si l'on tenait compte de l'inflation et des fluctuations des taux de change. Les flux de ressources nets à destination des pays de l'Afrique subsaharienne en 1986 ont été bien inférieurs aux apports nécessaires pour compenser la forte baisse des prix à l'exportation qui aurait atteint cette année, selon les estimations, 19 milliards de dollars. En outre, les pays membres du CAD ont durci les modalités de leur prêt à des conditions de faveur. La durée des prêts a été ramenée de 31,2 ans en moyenne en 1979 à 28,4 en 1986 et le différé d'amortissement prévu pour ces crédits à des conditions de faveur, qui était en moyenne de 10,1 en 1981, a été réduit à 8,2 ans en 1986.

35. Au titre de ses crédits financiers à des conditions de faveur, la Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA), a décaissé 6 930,6 millions de dollars en 1985 dont un montant de 6 023,9 millions de dollars a été alloué à l'Afrique subsaharienne. Le mécanisme d'ajustement structurel du Fonds monétaire international qui a été créé en mars 1986 a fourni depuis cette date un montant de 374,4 millions de DTS à 11 pays de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, on a estimé que les sorties de ressources du Fonds en 1986 représentaient trois fois et demie les montants reçus au cours de cette année. Les sorties nettes de ressources ont atteint 0,9 milliard en 1986. Les crédits accordés à des conditions de faveur par ces deux institutions multilatérales sont restés faibles dans l'ensemble mais constituent une proportion importante des ressources financières reçues par certains pays d'Afrique à faible revenu.

36. Les dons aux pays africains en développement n'ont guère augmenté et sont passés de 6 073,5 millions de dollars en 1983 à 6 721,3 millions de dollars en 1984 après être tombés au niveau de 5 875 millions de dollars en 1982. D'une manière générale, les apports financiers à des conditions de faveur fournis à l'Afrique ont diminué ou sont tout au mieux restés stables pendant la période 1980-1985 et les conditions de libéralité sont devenues plus rigoureuses.

37. La tendance à un accroissement des emprunts sur les marchés financiers qui a commencé après la première hausse des prix du pétrole au milieu des années 70 s'est poursuivie mais à un rythme plus lent dans les années 80 en raison de la crise de l'endettement. Les crédits en eurodevises aux pays africains en développement se sont presque taris en 1984 passant d'un total de 2 420 millions de dollars en 1983 à 330,5 millions de dollars en 1984. Toutefois, ces crédits ont de nouveau augmenté en 1985 atteignant un niveau de 1 220,3 millions de dollars. Cette progression des crédits en eurodevises en 1985 pourrait être en partie expliquée par ce qui a été qualifié de prêts forcés lorsque les banques commerciales ont été littéralement contraintes d'accorder de nouveaux prêts à leurs débiteurs pour les empêcher de se trouver en état de cessation de paiements.

38. Les crédits en eurodevises ne sont accordés qu'à un nombre limité de pays africains appartenant en général aux pays à revenu moyen qui sont considérés par les banques comme présentant moins de risques. Cette approche sélective est la raison pour laquelle les crédits en eurodevises à l'Afrique en 1985 n'ont été accordés qu'à 10 pays seulement. En ce qui concerne les marchés des obligations internationales, la capacité des pays africains de mobiliser des ressources financières sur ces marchés a fortement diminué en raison de l'érosion de la solvabilité de la majorité de ces pays. Les ressources financières mobilisées à la suite de l'émission d'obligations, qui étaient de 751 millions de dollars en 1983, sont tombées à 513 millions de dollars en 1985.

39. Le montant des crédits publics et privés à l'exportation accordés aux pays africains en développement, qui atteignait un milliard de dollars en 1983, est tombé à 0,6 milliard de dollars en 1986, soit une diminution de 0,4 milliard de dollars sur trois années. Comme ces crédits sont destinés à accroître le volume des exportations des pays développés dans les pays en développement, leur diminution pourrait être en grande partie due à la baisse de la capacité des pays africains d'importer en raison de la crise économique qu'ils traversent. Comme les crédits à l'exportation ne comportent pas d'éléments de libéralité, ils ne sont guère intéressants pour les pays africains qui éprouvent des difficultés de balance des paiements.

40. Les prêts accordés au titre des diverses tranches et facilités de crédit du Fonds monétaire international ont régulièrement augmenté et sont passés de 4 803 millions de dollars en 1982 à 7 109 millions de dollars en 1985. Le FMI accorde des crédits à court terme, mais leur utilisation dépend de l'adoption et de l'application d'un ensemble de mesures économiques. D'autres crédits multilatéraux non assortis de conditions de faveur, y compris ceux accordés par la Banque mondiale, ont également régulièrement augmenté et sont passés de 73 798 millions de dollars en 1983 à 86 509 millions de dollars en 1985. Cet accroissement régulier des apports financiers des institutions multilatérales met en évidence le rôle de plus en plus important que jouent ces organismes depuis la diminution des prêts des banques commerciales aux pays en développement.

41. Les ressources d'investissements directs privés ne constituent qu'une part négligeable de l'ensemble des apports de ressources à l'Afrique. Ces investissements sont principalement attirés par des perspectives commerciales intéressantes, un environnement économique libéral et une stabilité politique dans les pays destinataires. Le volume total de ces apports à l'Afrique est très limité et a tendance à diminuer : de 1 740 millions de dollars en 1981, il est tombé à 1 452 millions de dollars en 1984.

Tableau 9

Total des flux de ressources nets à l'Afrique sub-sahélienne  
(en milliards de dollars courants)

	1983	1984	1985	1986
I. Aide publique au développement	11,4	12,7	12,9	16,0
Sources bilatérales	7,0	7,0	7,8	10,5
Sources multilatérales	2,6	2,9	3,3	3,5
Autres	1,8	2,8	1,8	2,0
II. Crédits à l'exportation	1,1	0,2	0,6	0,6
III. Flux privés	2,3	0,3	2,5	2,3
Total des flux nets	14,8	13,2	16,0	18,9

Sources : Diverses, incluant l'OCDE, la CNUCED et la BIRD.

Tableau 10

Conditions des apports de ressources

	1970	1985
1. Pays à faible revenu :		
a) Taux d'intérêt (moyenne en pourcentage)	3,2	3,4
b) Durée moyenne de remboursement (ans)	28,0	33,0
c) Différé d'amortissement	9,0	8,0
d) Pourcentage de la dette à taux d'intérêt variable	0,1	4,7
2. Pays à revenu moyen (groupe inférieur)		
a) Taux d'intérêt	5,1	8,3
b) Durée moyenne de remboursement	21,0	15,0
c) Différé d'amortissement	6,0	5,0
d) Pourcentage de la dette à taux d'intérêt variable	0,5	32,2

Source : Rapport sur le développement dans le monde 1987, Banque mondiale.

2. L'aggravation de la crise de la dette

42. L'accroissement rapide de l'endettement de la région et du service de la dette a eu des conséquences préjudiciables aux économies africaines. Entre 1984 et 1985, la dette extérieure totale de l'Afrique, y compris la dette à court

terme et le montant des arriérés accumulés, a augmenté de plus de 7 % pour atteindre 200 milliards de dollars en 1986.

43. Le montant total de la dette extérieure de l'Afrique a plus que doublé entre 1974 et 1984 et a représenté environ 50 % du PNB en 1984. Le ratio du service de la dette a augmenté si rapidement et est devenu si difficile à supporter dans plusieurs pays africains que la région, dans son ensemble, a dû recourir à plus de 32 rééchelonnements en moins de trois ans durant la période 1983-1985. La capacité d'assurer le service de la dette est très limitée et ne permet à de nombreux pays de s'acquitter que d'environ 50 % de leurs engagements. En outre, si l'on tient compte des arriérés de paiements dans l'ensemble des engagements, de nombreux pays seraient certainement dans l'impossibilité totale de rembourser plus de 10 % de leurs dettes.

44. L'encours de la dette extérieure de l'Afrique peut apparaître faible par rapport à la dette de l'ensemble des pays du tiers monde qui était évaluée à 785 milliards de dollars à la fin de 1985, mais il fait peser toutefois une très large charge sur la région africaine, essentiellement pour deux raisons. Premièrement, les taux de la dette globale et du service de la dette par rapport aux exportations sont très élevés en Afrique et représentent respectivement 223,5 et 21,1 %, contre 81,4 et 10,8 % respectivement pour l'Asie. Deuxièmement, la capacité de mettre en oeuvre des politiques d'ajustement interne est beaucoup plus limitée en Afrique en raison du grand nombre de pays qui sont rangés dans la catégorie des pays les moins avancés, de l'instabilité des conditions météorologiques et de la très forte dépendance de ces pays à l'égard d'une gamme limitée d'exportations de produits primaires.

45. Cet accroissement de la charge de la dette s'est progressivement étendu des pays importateurs de pétrole aux pays exportateurs de pétrole, qui ne disposent plus aujourd'hui d'excédents financiers. A la fin de 1985, plusieurs pays africains ont été contraints d'accepter des conditions rigoureuses pour restructurer leurs dettes publiques et privées. La sévérité des conditions imposées à ces pays a retardé les décaissements et a entravé encore plus l'efficacité de l'intervention du FMI dans ce domaine. En dépit des efforts déployés par plusieurs pays industrialisés pour empêcher les principaux pays en développement débiteurs de ne plus être en mesure de s'acquitter de leurs obligations, aucune attention particulière n'a été accordée au cas de nombreux pays africains qui, en raison de leur pauvreté et de leur faible capacité de remboursement, n'ont pu obtenir un plus grand nombre de prêts. La charge élevée de la dette et les résultats médiocres à l'exportation ont provoqué des baisses brutales des importations de produits essentiels, ce qui a ralenti la production nationale. Certes, il faut particulièrement se féliciter de la reconstitution des ressources de l'IDA au niveau de 12,4 milliards de dollars et de la décision d'allouer 45 % de ces ressources aux pays de l'Afrique sub-sahélienne, mais ces mesures sont modestes étant donné l'ampleur de l'effondrement des prix des produits de base et de la dette effective.

46. En ce qui concerne la structure de l'endettement extérieur, environ 85 % de la dette sont constitués d'aides publiques au développement, 3 % de crédits à l'exportation et 12 % d'apports de capitaux privés. L'aide publique au développement, qui s'élevait à 11,4 milliards de dollars en 1983, est passée à 16 milliards de dollars en 1986, mais le total des apports privés a diminué tombant de 3,5 milliards de dollars en 1983 à 2,3 milliards de dollars en 1986. Cette diminution des apports privés traduit une évaluation plus pessimiste de la solvabilité des pays africains en raison des niveaux très élevés de leur endettement, des baisses des prix des produits de base et d'autres facteurs économiques internes comme les taux de change, les taux d'intérêt, les prix, les systèmes de commercialisation qui nuisent à la rentabilité, ainsi que le fléchissement de la demande des pays africains d'importations financées par des crédits non assortis de conditions de faveur. Il n'est guère probable que les emprunteurs africains ou leurs prêteurs extérieurs insisteront pour accroître les niveaux de la dette tant que le rapport entre le service de la dette et les recettes d'exportation n'aura pas été sensiblement amélioré. On prévoit que l'aide publique au développement (APD) à des conditions très favorables aux pays d'Afrique en développement n'augmentera que dans des proportions modestes d'environ 2 % par an.

47. Certains pays africains parviennent à assurer le service de leur dette, mais la majorité d'entre eux diffèrent la recherche d'une solution à ce problème et attendent les décisions qui seront prises dans le cadre des renégociations de la dette au Club de Paris pour la dette publique et au Club de Londres pour la dette privée. Il semble de plus en plus admis que, dans certains cas, des mesures complémentaires devront être adoptées pour améliorer la capacité de l'Afrique d'assurer le service de sa dette tout en entreprenant des programmes orientés vers la croissance.



### SECTION III - EFFORTS POUR ASSURER LE REDRESSEMENT: STABILISATION ET RESTRUCTURATION

#### A. La stratégie globale de redressement de l'Afrique

48. Conscients de la nécessité de relancer d'urgence le processus de croissance en Afrique, les pays africains ont mis au point une stratégie de redressement à moyen terme axée sur des objectifs précis en juillet 1985. Cette stratégie globale a été définie dans ce que l'on a appelé le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. La grande philosophie du programme est restée fondée sur les principes essentiels du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos adoptés en 1980. La stratégie globale de redressement de l'Afrique considère encore comme pertinents les objectifs visant à modifier radicalement les structures de la production et de la consommation, à transformer les structures des relations sociales et économiques, à assurer l'intégration de la région africaine et surtout à réaliser une croissance et un développement économiques accélérés.

49. Dans le contexte de ces très vastes objectifs, la stratégie de redressement de l'Afrique est axée sur un petit nombre de secteurs et met l'accent pour des raisons tactiques sur l'agriculture qui constitue le secteur clé à partir duquel devrait être engagé le redressement à moyen terme. A cet égard, il a été stratégiquement décidé de mettre l'accent sur les secteurs qui ont un lien direct et dynamique avec l'agriculture, c'est-à-dire l'industrie, les transports, le commerce, les finances et les ressources humaines.

50. La stratégie globale africaine met non seulement l'accent sur les secteurs pivots qui doivent être développés en priorité au cours de la période de redressement, mais aussi sur un certain nombre de mesures qui doivent être adoptées aux niveaux national et international. De fait, les pays africains ne nourrissent pas l'illusion qu'ils pourraient assurer avec succès le redressement de leurs économies sans le soutien de la communauté internationale. C'est pour cette raison qu'il a été décidé de soumettre la stratégie de l'Afrique à la session extraordinaire des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale de l'Afrique dans le but de conclure un arrangement avec la communauté internationale au sujet de la mise en oeuvre de la stratégie.

#### B. Programmes de redressement et de restructuration

51. Depuis le début des années 80, l'Afrique fait face à une crise particulièrement grave qui provoque, comme on l'a déjà noté, des déséquilibres internes et externes très accentués. Pour essayer de résoudre au moins quelques-uns de ces multiples problèmes, un grand nombre de pays africains ont demandé l'aide des institutions financières internationales en particulier de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. De fait, l'Afrique constitue l'une des principales sources de préoccupation de ces institutions qui ont accru leurs prêts aux pays africains et participent plus largement à la formulation et à la surveillance de l'exécution des politiques générales et des programmes. C'est dans ce cadre très large que de nombreux pays africains ont adopté des programmes de stabilisation et de restructuration seuls ou en étroite coopération avec la Banque mondiale et/ou le FMI.

52. Toutefois, ces dernières années, un grand nombre des programmes, ou tout au moins certains aspects d'entre eux, ont suscité des controverses qui ont porté sur l'efficacité des mesures de politique générale dans le contexte des problèmes et des caractéristiques des pays africains. Les conséquences de ces programmes sur l'économie globale ont également suscité de graves inquiétudes.

53. On s'attachera ici à décrire brièvement la nature des principaux déséquilibres qui nécessitent l'adoption de programmes d'ajustement par les pays africains, les caractéristiques et les objectifs généraux des programmes et leur impact sur l'ensemble des économies des pays africains.

### 1. La nature des déséquilibres

54. La situation économique et financière des pays africains s'est détériorée ces dernières années à la suite de l'interaction de facteurs internes et externes défavorables. Sur le plan extérieur, l'augmentation sensible des prix du pétrole durant la période 1979-1980 qui a provoqué une récession mondiale d'une ampleur très étendue, la forte hausse des taux d'intérêt et l'alourdissement de la charge de la dette, la diminution de l'aide extérieure au développement et la baisse des prix de la plupart des produits de base ont suscité de grandes difficultés dans les pays africains qui se sont traduites par des déficits insupportables de leurs balances des paiements. Ces difficultés ont aggravé les faiblesses des économies déjà fragiles des pays africains à la suite de longs cycles de sécheresse, d'une intensification des pressions inflationnistes, des déficits budgétaires considérables du secteur public et de l'application de politiques intérieures inadaptées à leur situation. L'insuffisance de l'épargne intérieure et la forte baisse consécutive des investissements depuis 1980 ont provoqué un chômage et un sous-emploi presque endémiques et un ralentissement général de la croissance économique.

55. Dans ces conditions, 34 pays africains ont entrepris depuis 1980 des programmes de stabilisation et/ou de restructuration avec l'appui du FMI et/ou de la Banque mondiale.

### 2. Caractéristiques et objectifs des programmes de restructuration de l'Afrique

56. Les programmes de stabilisation et de restructuration qui ont été mis en oeuvre dans les pays africains visent généralement à rétablir l'équilibre de la balance des paiements, à réduire le taux d'inflation et à créer des conditions plus favorables à la croissance économique. Pour rétablir l'équilibre macro-économique des pays africains, la Banque mondiale et le FMI proposent généralement trois grands types d'actions: la régulation de la demande, des interventions concernant l'offre et des ajustements des taux de change. Ces actions interdépendantes très générales sont souvent formulées dans le cadre d'un ensemble de mesures macro-économiques dont la mise en oeuvre constitue également une condition de l'octroi de prêts et de crédits de la Banque mondiale et du FMI. Les mesures spécifiques qui sont généralement recommandées varient d'un pays à l'autre. Toutefois, les mesures suivantes

font en général partie de la plupart des programmes proposés, à savoir, restriction de la demande, dévaluation des monnaies, libéralisation des échanges, réduction ou suppression des subventions, équilibrage du budget, mesures d'incitation par les prix en particulier au profit des producteurs agricoles, privatisation ou nationalisation d'entreprises publiques, promotion des exportations et levée des contrôles des prix. Ces mesures sont jugées nécessaires pour mettre fin aux principaux déséquilibres des économies.

57. Les mesures visant à assurer la régulation de la demande constituent très souvent des éléments clés dans le processus de restructuration. Théoriquement, une action sur la demande est censée avoir l'avantage de produire des effets très rapides. Ces mesures sont destinées à ramener le volume de la demande interne à un niveau compatible avec les ressources disponibles, ce qui à son tour nécessite l'application de politiques budgétaires et monétaires et de régulation de la demande.

58. Les politiques budgétaires jouent un rôle de premier plan dans la plupart des programmes de restructuration mis en oeuvre dans les pays africains. De fait, le taux de croissance des dépenses publiques par rapport à celui des recettes de l'Etat a provoqué des déficits budgétaires importants. Aussi, les programmes de restructuration adoptés par les pays africains prévoient dans la plupart des cas l'application d'un plafond aux dépenses publiques pour diminuer les déficits. Les réductions des dépenses publiques imposent aux gouvernements des pays africains des choix difficiles en raison des conséquences politiques et sociales entraînées par ces mesures. En même temps, dans le cadre de ces programmes, des efforts doivent être déployés pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales et des ressources. A cette fin, les programmes préconisent des réformes fiscales tendant à accroître les recettes de l'Etat.

59. Les politiques monétaires sont envisagées en même temps que des mesures budgétaires car elles visent à atteindre les mêmes objectifs et leurs conséquences sont complémentaires. Le principal élément des politiques budgétaires est la régulation du crédit par la fixation de plafonds de crédit applicables à la fois aux secteurs public et privé. La régulation du crédit est généralement accompagnée par une hausse des taux d'intérêt à l'échelon national.

60. Ces dernières années, les politiques de l'offre ont commencé à jouer un rôle important dans les programmes de restructuration de l'Afrique. L'objectif des politiques de l'offre est d'accroître la production pour la consommation nationale et les exportations, améliorer la répartition des ressources et établir des bases solides pour le développement. A la différence des politiques axées sur la demande, les politiques de l'offre ont généralement un objectif à long terme. L'accroissement de la production pour la consommation nationale et les exportations ou le remplacement des importations, est destiné à réduire le déficit de la balance des opérations courantes et à améliorer la capacité des pays d'assurer le service de leurs dettes. Outre l'accroissement du niveau de production, les politiques de l'offre visent également à assurer des réformes structurelles, comme la rénovation d'entreprises para-étatiques, la réforme des structures financières, la

privatisation du commerce et la promotion des initiatives privées. Ces politiques sont bien adaptées aux objectifs des Etats africains qui tendent à construire des bases solides pour assurer une croissance et un développement soutenus.

61. Dans de nombreux cas, les programmes de restructuration comprenaient notamment comme moyens d'action une dévaluation des monnaies nationales et/ou une modification du système des taux de change. D'une manière générale, les objectifs déclarés de l'adoption de cette politique sont les suivants: i) atténuer les distorsions de l'économie; ii) accroître la rentabilité et la compétitivité des produits nationaux en particulier des produits d'exportation et des produits de substitution des importations; et iii) décourager la demande excédentaire de produits d'importation. Un certain nombre de méthodes ont été expérimentées. Dans certains cas, des monnaies ont été dévaluées et dans d'autres cas la dépréciation a été accompagnée par des modifications des systèmes des taux de change comme un alignement sur les DTS, ou un panier de monnaies, un changement de la pondération des monnaies, etc..

### 3. Evaluation des programmes de restructuration

62. L'expérience africaine de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes de stabilisation et/ou de restructuration, en particulier avec l'assistance du FMI et de la Banque mondiale, montre qu'ils soulevaient en général cinq grandes questions:

- a) les programmes ne sont-ils pas trop uniformes pour tenir compte des caractéristiques et des particularités des différents pays africains ?
- b) les programmes ne mettent-ils pas trop l'accent sur la viabilité financière à court terme sans traiter concrètement des problèmes structurels à plus long terme ?
- c) les mesures préconisées dans les programmes sont-elles bien adaptées au contexte des pays africains qui ont besoin d'une croissance économique et non d'un retrait sur eux-mêmes ?
- d) les programmes sont-ils financés à l'aide de ressources suffisantes par le Fonds et la Banque ou par d'autres donateurs ?
- e) les facteurs sociaux et d'autres coûts du programme sont-ils bien évalués pour éviter que la population - en particulier les groupes vulnérables - ne souffre de leurs effets défavorables ?

63. En ce qui concerne la question du caractère uniforme de ces programmes, il est évident que si certaines directives générales tendent à occuper une place importante dans presque tous ces programmes, dans leur ensemble ils ont été suffisamment diversifiés. Cette situation traduit non seulement le fait que les problèmes que les programmes tendent à résoudre sont de caractère et d'ampleur variés mais également que la chronologie de l'adoption des programmes a différé d'un pays à l'autre. Dans certains cas, les programmes ont été adoptés bien avant que les déséquilibres économiques ne deviennent trop graves et dangereux alors que dans d'autres cas, les programmes ont été

adoptés au début ou au cours d'une situation très critique. Dans chacun de ces cas, les directives et le dosage des actions nécessaires pour affronter les problèmes tendaient à varier d'un pays à l'autre.

64. La question de l'efficacité des programmes pour résoudre des problèmes structurels continue de faire l'objet de controverses. Les institutions qui financent la plupart des programmes de restructuration estiment que les politiques adoptées devraient provoquer une réorientation des ressources vers des secteurs plus productifs, plus compétitifs et plus rentables, mais de nombreux analystes soutiennent que même si les ressources sont bien réaffectées, cette mesure n'aboutirait pas aux réformes structurelles souhaitées. A cet égard, dans de nombreux cas, les programmes risquent de réduire le volume de production de quelques produits de base traditionnels d'exportation et même de faire obstacle aux changements nécessaires pour que la production alimentaire assure l'autosuffisance des pays concernés.

65. Il a également été soutenu que les programmes de stabilisation et de restructuration qui ont été entrepris avaient généralement eu pour effet de limiter à court terme les activités économiques. Certes, la nature de la crise sociale et économique des pays africains est telle qu'un processus de redressement d'urgence doit être mis en route le plus rapidement possible. C'est pour cette raison fondamentale que le PPREA et le PANUREDA ont été adoptés. Toutefois, un certain nombre de moyens d'action prévus dans les programmes de stabilisation et de restructuration tendent à faire obstacle à la relance de la croissance. Par exemple, la diminution des investissements publics dans le contexte africain tend souvent à ralentir la croissance globale car dans de nombreux pays africains le secteur public continue de jouer un rôle important dans les secteurs productifs et des services. En outre, des mesures comme la suppression des subventions destinées à favoriser l'utilisation des produits comme les engrais et les pesticides peuvent avoir des effets négatifs directs sur le développement de l'agriculture.

66. Une des principales raisons pour laquelle de nombreux pays africains ont demandé une assistance au FMI et à la Banque mondiale pour mettre en oeuvre leurs programmes de réforme était peut-être qu'ils souhaitaient avoir les moyens de mobiliser des ressources extérieures. Cette situation s'expliquait par le fait que les donateurs voulaient généralement obtenir l'assurance que les réformes de politique générale que les pays envisageaient d'adopter avaient le soutien du FMI et de la Banque mondiale. Toutefois, un examen du montant de l'accroissement des flux de ressources dans les pays qui ont adopté des réformes montre que les fonds qu'ils ont reçus sont encore très insuffisants. De fait, dans certains cas, il semble que l'insuffisance de l'assistance financière ait abouti directement à l'échec des programmes de réforme structurelle.

67. L'expérience douloureuse que de nombreux pays africains ont éprouvée en entreprenant un véritable effort de restructuration a montré clairement que les coûts socio-économiques de ce processus d'ajustement étaient très élevés. Certains de ces coûts peuvent être considérés comme transitoires et inévitables, mais il apparaît de plus en plus clairement que quelques coûts pourraient avoir des conséquences à long terme. Il est aujourd'hui de plus

en plus largement reconnu que les programmes de stabilisation et de restructuration ne devraient pas faire abstraction des aspects sociaux.

68. Un des aspects qui a été négligé dans ces programmes est la relation entre le processus d'ajustement dans le cadre traditionnel et les dimensions socio-culturelles. Il est devenu évident que l'ajustement entraîne non seulement un certain nombre de coûts sociaux mais également qu'il faudrait tenir compte de dimensions socio-politiques pour mettre en oeuvre avec succès des programmes de reconversion. Ces considérations montrent qu'il est nécessaire de revoir les conceptions orthodoxes de la reconversion afin de mettre en route un processus que l'on dénomme aujourd'hui la restructuration à visage humain. La Section IV ci-après donne un plus grand nombre de détails et de précisions sur la question de la dimension humaine de la reconversion.

#### C. La dimension humaine de la reconversion

69. La crise survenue durant la première partie des années 80 a eu de graves répercussions sur les ressources humaines et les conditions sociales de l'Afrique. Les principaux aspects des incidences de cette crise sur la population et les structures sociales africaines sont notamment les suivants: i) l'emploi; ii) le revenu et le niveau de vie; iii) les services sociaux; et iv) la gestion des ressources humaines.

70. Le chômage déclaré, qui traduit la recherche infructueuse d'un emploi, a frappé 22 millions de travailleurs en 1985, soit une augmentation de 9,7 millions de chômeurs par rapport à 1983. Le sous-emploi, qui caractérise une productivité du travail assez faible et touchait 40 % de la population active, soit 63,6 millions de travailleurs en 1983, a fortement augmenté et 95 millions d'Africains se trouvaient dans cette situation en 1985. Ces niveaux élevés de chômage et de sous-emploi en Afrique s'expliquaient par une contraction radicale de l'économie, une baisse de la productivité du travail et la perte de leur emploi par des millions de paysans, de travailleurs agricoles et d'éleveurs. Le nombre de personnes privées d'emploi a atteint plus de 10 millions au plus fort de la crise de 1983-1984 dont 40 à 50 % faisaient partie de la population active.

71. La dépression persistante des économies africaines, les niveaux élevés du chômage, l'insuffisance des ressources et l'accroissement des inégalités dans la répartition des revenus ont abouti à une baisse considérable des revenus de la plupart des peuples africains. Par exemple, le revenu par habitant a baissé en moyenne de 3,4 % par an entre 1980 et 1986. Cette réduction des revenus qui s'est conjuguée à une diminution des biens et des services essentiels disponibles a entraîné une dégradation du niveau de vie général des populations africaines. Les salaires réels ont diminué en moyenne d'au moins 19 % entre 1980 et 1986, alors que les prix ont augmenté en moyenne de 18,9 % de 1982 à 1983 et de 24 % en 1984 et de 11,7 % en 1985. L'évolution divergente des salaires et des prix conjuguée à d'autres facteurs défavorables a entraîné une grave dégradation des conditions de vie des populations du continent.

72. La crise a eu également des conséquences négatives sur les niveaux sanitaires et nutritionnels de l'Afrique en particulier si l'on tient compte du fait que les dépenses publiques consacrées à la santé étaient déjà les plus faibles du monde. Il n'est donc pas surprenant que le nombre d'Africains dont les conditions de santé et de nutrition se sont dégradées ait augmenté de quelque 30 millions de personnes. La plupart des victimes sont des enfants, mais 12 millions de travailleurs principalement dans le secteur de la production agricole ont également souffert de cette situation. Des centaines de milliers d'Africains sont morts à la suite de la famine qui s'est abattue dans la corne de l'Afrique et dans la zone soudano-sahélienne et des destructions provoquées par l'agression de l'Afrique du Sud raciste contre les Etats de première ligne, en particulier le Mozambique et l'Angola. Les conditions sanitaires générales et d'hygiène du milieu se sont gravement détériorées, ce qui a provoqué un accroissement des taux de morbidité, de malnutrition maternelle et infantile et de mortalité.

73. Les investissements dans le secteur de l'enseignement public et privé ont également sensiblement diminué. Les dépenses publiques consacrées à l'enseignement par habitant, qui étaient de 41 dollars en 1980, sont tombées à 28 dollars en 1985. L'accroissement du nombre d'élèves inscrits dans les établissements primaires, qui était de 9,3 % par an entre 1975 et 1980, est tombé à 2,9 % par an entre 1980 et 1983. Le nombre d'élèves inscrits dans les établissements secondaires, qui avait augmenté de 13,7 % par an durant la période 1975-1980, n'a progressé que de 10,9 % par an entre 1980 et 1983.

74. Ces baisses des effectifs scolaires se sont poursuivies au cours de la première moitié des années 80. Le taux d'accroissement des inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur a fléchi de 66 % entre 1980 et le début de 1985. Les indicateurs de qualité de l'enseignement - livres et autres matériaux pédagogiques, installations et laboratoires, effectifs des classes, nombre d'élèves par enseignant, etc. - font apparaître une dégradation considérable de ce secteur en particulier dans les zones rurales, ce qui menace de réduire à néant les progrès qui ont été accomplis depuis l'indépendance pour accroître la participation des populations au développement de l'Afrique.

75. La détérioration générale des conditions socio-économiques a été accentuée par les rigidités structurelles et les inefficacités institutionnelles des administrations publiques et des systèmes de gestion des pays africains. Les capacités administratives se sont gravement détériorées et les erreurs grossières de gestion dans presque tous les secteurs de l'activité économique sont devenues de plus en plus fréquentes. Les pays africains sont de plus en plus incapables de formuler et de mettre en oeuvre efficacement une politique de développement en raison de l'érosion de leurs moyens de planification. La gestion des secteurs sociaux, en particulier de l'enseignement, de la santé et du logement est en pleine crise. La mauvaise gestion des ressources humaines a suscité des sentiments de frustration et réduit la productivité des fonctionnaires.

76. La mauvaise gestion sociale et économique générale et les rigidités institutionnelles ont dégradé les valeurs morales et donné naissance à un sentiment de désaffectation très répandue à l'égard du bien public. Cette

situation a également accéléré le départ massif de spécialistes de la région. Quelque 40 000 cadres de niveau intermédiaire, des spécialistes hautement qualifiés, des techniciens et des scientifiques avaient déjà quitté le continent en 1985. En outre, en 1985 il y avait 5 millions de réfugiés africains à la suite de l'aggravation des tensions politiques, ethniques, régionales et religieuses sur le continent.

77. Ainsi, tous les indicateurs de performance dans le domaine de la mise en valeur, de l'utilisation et de la gestion des ressources humaines montrent que ces ressources très importantes se sont particulièrement dégradées en Afrique, ce qui fait ressortir la nécessité de reconstruire d'urgence ce potentiel de ressources humaines pour favoriser le redressement et le développement du continent. Ce besoin est clairement défini dans le PANUREDA, qui indique que "la mise en valeur, la planification et l'utilisation efficaces des ressources humaines et la participation pleine et entière des populations au processus de développement sont essentielles au succès de la mise en oeuvre des actions proposées".

#### D. Quelques enseignements pour l'avenir

78. Il est aujourd'hui très largement reconnu que les pays africains déploient des efforts inlassables pour assurer la reprise de la croissance de leurs économies respectives. Toutefois, il a également été noté qu'en dépit de ces efforts louables, la performance des économies africaines est restée peu satisfaisante. Il convient donc de se poser la question suivante: quels sont les facteurs qui ont influé sur ces tendances divergentes entre les efforts des pays africains et les résultats obtenus ? Il y a lieu de réfléchir à cette question afin de définir les considérations générales de la partie II de la présente étude qui analyse les perspectives probables des économies africaines au cours de la période qui reste à courir avant la fin de la mise en oeuvre du PPREA et du PANUREDA (1986-1990).

79. Le premier enseignement important qu'il y a lieu de tirer de l'expérience récente de la mise en oeuvre des programmes de stabilisation et de restructuration en Afrique porte sur la vulnérabilité de la performance économique des pays africains aux fluctuations des conditions météorologiques. La reprise économique générale de l'Afrique a fluctué directement en fonction des conditions météorologiques. Dans de nombreux pays, des excédents records ont été enregistrés lorsque les pluies ont été suffisantes et opportunes et des pénuries graves se sont produites lorsque le niveau pluviométrique était insuffisant. Cette vulnérabilité considérable des économies africaines a eu de graves conséquences sur l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques générales. Par exemple, il est évident que si des politiques et des mesures d'incitation concernant les prix continueront de jouer un rôle important dans la poursuite du redressement, leur efficacité pourrait être gravement compromise par les simples variations de la nature.



80. Le second enseignement qui doit être tiré de l'expérience africaine du processus de reconversion porte sur les effets de l'environnement international. Il est généralement reconnu qu'un des principaux déséquilibres des économies africaines est imputable à des difficultés de balance de paiements. Un grand nombre de politiques générales ont été adoptées pour remédier au problème des déficits des balances de paiements et de la charge considérable de la dette. Toutefois, en dépit des efforts qui ont été déployés par les pays africains pour mettre en oeuvre vigoureusement différentes politiques, ces problèmes n'ont pas été résolus. Il est indéniable que la persistance de ces problèmes est le résultat direct de l'environnement international défavorable dans le domaine des prix des produits de base, des flux de ressources et des conditions d'endettement. Tant que le problème de l'environnement extérieur dans le redressement de l'Afrique n'aura pas été résolu, il sera très difficile pour les pays africains, même s'ils adoptent et appliquent efficacement les mesures intérieures nécessaires, de réussir à mettre en route un processus soutenu de croissance.

## DEUXIEME PARTIE

### PERSPECTIVES DE REDRESSEMENT 1988-1990

#### Introduction

81. Ayant identifié l'alimentation et l'agriculture comme des secteurs prioritaires, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (PPREA) et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) sont systématiquement axés sur le développement des diverses branches d'activités qui soutiennent l'agriculture : agro-industries, transports, commerce et finance. Ces programmes portent également une attention particulière à d'autres secteurs : développement des ressources humaines, lutte contre la sécheresse et la désertification, rôle de la communauté internationale à l'appui des priorités du programme de redressement. Dans la première section de cette deuxième partie, on examinera les perspectives des secteurs prioritaires du PPREA et du PANUREDA dans l'hypothèse où les tendances récentes se poursuivraient. Dans la deuxième section, on examinera les perspectives de reprise en cas d'intensification des efforts, mesures et actions préconisés par le PPREA et le PANUREDA aux niveaux intérieur et international.

#### SECTION I - RETARD DANS LE PROCESSUS DE REDRESSEMENT DE L'AFRIQUE : REPERCUSSIONS DES CONDITIONS CLIMATIQUES ET INTERNATIONALES DEFAVORABLES

82. Pour assurer le succès du PPREA et du PANUREDA, il est indispensable que les gouvernements africains puissent appliquer effectivement les mesures et politiques préconisées dans les programmes de redressement et que la communauté internationale réponde pleinement aux besoins de l'Afrique pendant la période de relèvement. Au moment où les gouvernements africains mettent en place les mesures voulues, deux contraintes peuvent avoir un effet critique sur l'effort de redressement : les conditions climatiques et l'évolution du milieu international. Ces deux facteurs ont déjà gravement affecté les performances de l'Afrique pendant les deux premières années des programmes. Dans la présente section, on examinera le résultat éventuel du processus de redressement dans l'hypothèse où aucune amélioration importante ne se manifesterait dans ces deux domaines.

##### A. Répercussions de la persistance de conditions climatiques défavorables

83. Il est désormais acquis que l'évolution favorable des conditions climatiques et de la situation internationale constitue un grave handicap pour la croissance des pays africains. Par exemple, la grande sécheresse africaine de 1983-1985 a souligné que beaucoup de pays d'Afrique confrontent une menace permanente de catastrophes naturelles ayant des conséquences désastreuses non seulement pour leurs performances économiques mais aussi pour la survie même de leurs populations. On tentera d'analyser ci-après la situation qui pourrait se présenter d'ici deux ans si les conditions climatiques restent défavorables.

### 1. Persistance de la crise alimentaire

84. Alors que la population de l'Afrique a augmenté de 3,2 % par an entre 1980 et 1985, la production alimentaire totale de la région a progressé d'à peine 1 à 1,5 % par an, le taux d'autosuffisance alimentaire tombant ainsi de 86 % en 1980 à moins de 80 % en 1985. De ce fait, de nombreux pays d'Afrique ont dû recourir à des importations vivrières massives et à l'aide alimentaire pour compenser l'insuffisance des approvisionnements. Les importations de céréales sont montées en flèche, passant de 23,7 millions de tonnes en 1980-1981 à 31 millions de tonnes en 1983-1984. Les importations augmentant rapidement et les recettes des exportations de produits primaires diminuant en raison de l'effondrement des cours internationaux des produits de base, les pays d'Afrique sont devenus de plus en plus tributaires de l'aide alimentaire à mesure que leur capacité de financer les importations commerciales se trouvait gravement limitée. Cela explique la forte augmentation de l'aide alimentaire, qui est passée de 3,7 millions de tonnes en 1979-1980 à 7,6 millions de tonnes en 1984-1985.

#### a) Céréales

85. Avec la prévalence des catastrophes naturelles, la situation alimentaire devrait s'aggraver encore d'ici la fin de la décennie, l'ensemble de la région restant tributaire des importations. Avec une consommation de céréales se maintenant à 140,8 kg par personne, la consommation alimentaire devrait atteindre 82,5 millions de tonnes d'ici 1990, soit une augmentation de 1,3 % entre 1986 et 1990. Sur la base des tendances de 1983-1985, on estime que la production atteindra 58,6 millions de tonnes. Avec une demande totale projetée (tous usages confondus) de 110,3 millions de tonnes, le taux d'autosuffisance sera maintenu à 53,1 % pour les céréales. A ces rythmes de consommation et de production, la position alimentaire de l'Afrique sera encore pire que pendant la grande sécheresse. Les importations alimentaires devraient doubler par rapport à 1985 pour atteindre 46,8 % de la demande totale, ce qui signifie qu'un Africain sur deux vivrait uniquement d'aliments importés. Dans son ensemble, la région serait plus tributaire que jamais de l'aide alimentaire car elle ne pourrait mobiliser qu'un montant restreint de ressources extérieures pour financer ses importations vivrières.

Tableau 11  
Situation céréalière africaine : perspectives 1986-1990

	1985	1988	1990
Demande totale (millions de tonnes)	101,7	106,8	110,3
Production totale (millions de tonnes)	75,4	64,8	58,6
Taux d'autosuffisance	74,1	60,6	53,1
Déficit (millions de tonnes)	26,3	42,0	51,7
Demande totale par personne (kg)	188,2	181,0	175,1
Consommation alimentaire par personne (kg)	140,8	140,6	140,3

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

b) Racines alimentaires, tubercules et légumineuses

86. La persistance de conditions climatiques défavorables affecterait gravement la production de racines alimentaires, tubercules et légumineuses qui représentent une partie importante du régime alimentaire en Afrique. Avec une consommation de 180,1 kg par personne (estimations de la FAO), la demande totale atteindra 109,2 millions de tonnes en 1990. S'il est vrai que la région dans son ensemble a atteint l'autosuffisance en racines alimentaires et tubercules dans les années 70, les conditions climatiques défavorables ont fait tomber le taux d'autosuffisance en raison du déclin de la production. Si ces conditions climatiques défavorables persistent, la situation empirera et le taux d'autosuffisance baissera encore pour atteindre 87,3 %, ce qui suppose des pénuries alimentaires aiguës, surtout en milieu rural.

Tableau 12  
Tubercules et racines alimentaires : perspectives 1988-1990

	1985	1988	1990
Demande totale (millions de tonnes)	95,2	103,3	109,2
Taux d'autosuffisance	99,7	73,5	87,3
Production (millions de tonnes)	95,0	87,7	83,1

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

87. Sur la base d'une consommation de 10,6 kg par tête, la demande totale de légumineuses atteindra 6,6 millions de tonnes en 1990 avec une consommation plafonnant à 9,0 kg par personne. Par contre, la production, gravement handicapée par des conditions climatiques défavorables, ne couvrira que 85 % de la demande totale, soit l'équivalent d'une production de 5,6 millions de tonnes de légumineuses d'ici 1990.

Tableau 13  
Légumineuses : perspectives 1988-1990

	1985	1988	1990
Consommation par personne (kg)	9,0	9,0	9,0
Consommation totale (millions de tonnes)	4,5	5,0	5,4
Demande totale (millions de tonnes)	5,7	6,2	6,6
Taux d'autosuffisance	96,5	90,3	84,8
Production (millions de tonnes)	5,6	5,6	5,6

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

c) Aliments d'origine animale

88. Les tendances passées révèlent que la production d'aliments d'origine animale est tombée pendant la période 1983-1985 en raison de la réduction radicale des troupeaux provoquée par la sécheresse. Si cette situation devait persister d'ici la fin de la décennie, les approvisionnements d'origine animale connaîtraient une contraction très sensible. La production totale de viande se maintiendrait au mieux à son niveau de 1983-1985, soit 5,2 millions de tonnes. En un même temps, la demande augmentera en raison de l'expansion démographique. Sur la base d'une consommation de viande de 11,3 kg par personne, on projette une demande totale d'environ 7,4 millions de tonnes d'ici 1990, soit une augmentation annuelle de 5 % pour 1985-1990 et une chute du taux d'autosuffisance à 71 %.

89. On projette que la production de poisson atteindra 2,3 millions de tonnes d'ici 1990, tandis que la demande totale s'élèvera à 5,8 millions de tonnes, soit un niveau d'autosuffisance de 60,3 % pour l'ensemble de la région, et donc une augmentation de 2,3 millions de tonnes des importations nettes.

Tableau 14  
Viande : perspectives 1988-1990

Viande	1985	1988	1990
Demande par personne (kg)	11,3	11,7	12,1
Demande totale (millions de tonnes)	5,7	6,7	7,4
Consommation par personne (kg)	11,3	11,3	11,7
Consommation totale (millions de tonnes)	5,7	6,6	7,3
Production totale (millions de tonnes)	5,2	5,2	5,2
Taux d'autosuffisance (%)	91,2	77,6	71,0

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

2. Dégradation continue des résultats industriels

90. Historiquement, l'évolution défavorable des conditions économiques internes et externes s'est soldée par une croissance décevante de l'industrie manufacturière en Afrique, comme en témoigne le fait que la valeur ajoutée ait progressé d'à peine 3,4 % pendant la période 1980-1985 contre 10,1 % pendant les années 70. La sécheresse, la pénurie de devises, l'insuffisance ou l'absence d'intégration en amont et l'inadéquation du financement figurent parmi ces facteurs défavorables. Il semble que ces contraintes continueront de freiner le redressement industriel de nombreux pays d'Afrique.

91. Bien que l'on ne sache pas dans quelle mesure la sécheresse a affecté la production industrielle, la part importante des industries agro-alimentaires et des autres agro-industries dans l'ensemble du secteur

manufacturier permet de penser qu'elle a eu des répercussions marquées. L'insuffisance des réserves de change reste le facteur limite le plus important pour le redressement industriel, en ce sens qu'elle restreint la capacité d'importation des produits intermédiaires nécessaires. Face à la contraction de leurs recettes en devises, les pays d'Afrique ont donné la priorité aux importations de première nécessité (alimentation, combustibles, etc.), laissant peu de place aux importations de produits intermédiaires et de biens d'équipement, ce qui a abouti à i) la détérioration des installations faute de machines, équipements et pièces détachées; ii) un très faible niveau d'utilisation de la capacité; et iii) des fermetures d'usine faute de produits intermédiaires et de matières premières.

92. Structurellement, les industries qui apportent un soutien critique à l'agriculture relèvent de deux secteurs : production d'apports agricoles et transformation de produits agricoles. Le premier comprend la production d'outils et de machines agricoles, de matériel d'irrigation et de transport et de leurs pièces de rechange, ainsi que d'engrais, pesticides, vaccins et produits pharmaceutiques dans le sous-secteur de la chimie. Le deuxième comprend essentiellement les secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac. En 1985, ces industries représentaient 31,6 % de la valeur ajoutée totale manufacturière dans 25 pays d'Afrique. Parmi les autres branches d'activité industrielle figurant dans ce groupe, on trouve les textiles, les cuirs et peaux et les produits connexes, mais elles ne représentent que 3,5 % de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier. Au total, ce deuxième groupe d'industrie de transformation, avec le bois, la papeterie, l'imprimerie et l'édition, représentait 60 % de la valeur ajoutée manufacturière dans les 25 pays en 1985.

a) Agro-industries

i) Transformation alimentaire

93. Si l'activité agricole ralentit en raison de conditions climatiques défavorables, la valeur ajoutée diminuera au même rythme dans les industries de transformation alimentaire. On estime que la valeur ajoutée dans la transformation alimentaire ne progresserait donc que de 1,2 % en 1990. Cette croissance ne diffère guère des chiffres enregistrés pendant la période de sécheresse 1983-1985, lorsque les pénuries de matières premières agricoles ont considérablement réduit la capacité employée dans ce sous-secteur. En outre, le manque d'apport industriel essentiel, notamment de pièces détachées et de matériaux d'emballage, de mise en boîte et d'embouteillage contribue à la dégradation de la situation. Un tel ralentissement de la transformation alimentaire aggraverait certainement la crise prévue pendant la période à l'étude. On estime que les céréales industriellement produites atteindraient 75,5 millions de tonnes d'ici 1990, ce qui aggraverait le déficit céréalier.

ii) Boissons et tabac

94. Le développement de l'industrie des boissons a été limité par le manque de capacité des activités de transformation. L'expansion de la valeur ajoutée du sous-secteur a nettement ralenti, passant de 9,9 % dans les années 70

à 4 % pendant la période 1980-1985. Ce ralentissement a surtout été ressenti dans le secteur de transformation de produits de boissons comme le café, le thé et le cacao. La réduction des approvisionnements en matières premières et la faiblesse de la capacité de transformation ont nettement amoindri le potentiel d'expansion du sous-secteur. En outre, l'importation de quantités suffisantes de constituants élémentaires pour la fabrication de boissons gazeuses et alcoolisées a été gravement affectée par la pénurie de devises. Sur la base de ces tendances, on prévoit que la croissance de la valeur ajoutée manufacturière dans l'industrie des boissons tombera à 2,1 % en 1990. De même, l'évolution défavorable des marchés extérieurs et les conséquences probables de la sécheresse sur la culture du tabac dans les grands pays producteurs d'Afrique donneront un coup de frein à l'expansion de la valeur ajoutée dans l'industrie de transformation du tabac où l'augmentation ne devrait pas dépasser 1 % en 1990.

### iii) Textiles

95. Sur la base d'une consommation de 3 kg par personne en 1990, on estime que la demande totale de toutes les matières textiles atteindra 1,8 million de tonnes en 1990, soit une augmentation de 4,7 % entre 1986 et 1990. Par ailleurs, compte tenu des tendances historiques de la production, qui augmente au taux annuel de 1,4 %, on estime que l'on produira 1,4 million de tonnes en 1990, soit un déficit de 0,4 million de tonnes qui devra être couvert par des importations. En outre, une partie importante de ce déficit proviendra d'une chute de la production de matières textiles synthétiques.

### iv) Articles en cuir

96. D'après une estimation de l'ONUDI, la valeur ajoutée par l'industrie de la chaussure a augmenté de 1,6 % pendant la période 1980-1983. Si le secteur de l'élevage continue d'évoluer défavorablement, l'approvisionnement en cuirs et peaux bruts risquera de freiner l'expansion de l'industrie du cuir. On suppose donc que la valeur ajoutée par ce secteur progressera marginalement de 1,3 % entre 1988 et 1990.

### v) Produits de la forêt

97. La valeur ajoutée par l'industrie de transformation du bois, en recul constant depuis le début des années 80, est tombée à son niveau le plus bas en 1982-1983. Face à la baisse de la production, l'augmentation de la demande a rendu l'Afrique largement tributaire des importations, surtout pour le papier et la papeterie. Ces tendances devant se poursuivre sur le court terme (1988-1990), on prévoit que la valeur ajoutée par ce sous-secteur plafonnera au mieux autour de 0,1 %.

### b) Chimie

98. L'industrie chimique reste à l'état embryonnaire en Afrique. Ce secteur comprend essentiellement la pétrochimie, les engrais, les pesticides, les matières plastiques, les fibres synthétiques, les produits du caoutchouc et certains produits pharmaceutiques. L'industrie chimique africaine semble concentrée dans un petit nombre de pays : Algérie, Egypte, Libye, Maroc et Nigéria.

i) Engrais

99. Les pays d'Afrique devront inévitablement donner un coup de fouet à la production d'engrais s'ils veulent atteindre les objectifs du PPREA. La consommation africaine d'engrais, mesurée en nutriments purs (N P205 et K20), a augmenté de 6,7 % par an, passant de 1,5 million de tonnes en 1974 à 2,8 millions de tonnes en 1985. Ce rythme est tombé à 1,1 % pendant la période 1980-1985. Les chiffres correspondants pour la production sont 1,8 et 3,5 millions de tonnes, et 8,3 et 3,0 %. Ce ralentissement spectaculaire est dû en partie à la sécheresse intervenue pendant la première moitié de la décennie. Bien que la différence entre consommation et production se soit progressivement résorbée (85 000 tonnes en 1984), elle s'est creusée à 236 000 tonnes en 1985. Malgré la faiblesse relative des importations nettes, la plupart des pays d'Afrique sont tributaires d'importations provenant de l'extérieur de la région, tandis que la région exporte dans l'ensemble d'importants volumes d'engrais (1,2 à 1,3 million de tonnes pendant la période 1983-1985). La région est totalement tributaire des importations pour les engrais potassiques. Il importe cependant de souligner que si la fertilisation intensive a permis à l'Asie d'accomplir des progrès considérables sur la voie de l'autosuffisance alimentaire, on estime que la consommation africaine d'engrais est égale à peine à 14 % du niveau enregistré en Asie. La demande et la production d'engrais restent encore très faibles. Pour le moment, la plupart des besoins d'engrais de la région sont satisfaits grâce aux importations. En 1985, la production d'engrais s'élevait à 2,3 millions de tonnes, alors que la demande totale était estimée à 12,9 millions de tonnes. L'augmentation de la demande totale étant projetée à 4,5 % et celle de la production à 5 % par an, la différence entre l'offre et la demande devrait se creuser pour atteindre 1,6 million de tonnes d'ici 1990, ce qui aboutira à terme à une augmentation substantielle des importations d'engrais.

100. Les pesticides jouent un rôle complémentaire à celui des engrais. Si ces derniers améliorent les rendements, les premiers limitent les risques de perte sur pied. La consommation de pesticides, qui est passée de 621 millions de dollars en 1983 à 665 millions en 1985 (en dollars constants de 1980), devrait atteindre 770 millions de dollars en 1990. Cette projection est peut-être même en-deçà de la vérité. A l'exception des produits à base de cuivre, et peut-être du DDT en Egypte, il n'existe dans la région aucune industrie produisant des principes actifs. La production se limite à la formulation et au conditionnement de constituants importés en vrac. Il est peu probable que l'industrie des pesticides connaisse un développement important d'ici 1990.

ii) Médicaments

101. Le développement de l'industrie pharmaceutique est embryonnaire en Afrique. La plupart des activités de production consistent à formuler des formats thérapeutiques à partir de principes actifs pour la plupart importés. La production locale d'alcaloïdes végétaux et de vaccins, qui fluctue énormément d'une année à l'autre, est tombée à près de 5 % pendant la période 1982-1984. Cette tendance devrait persister jusqu'à 1990 étant donné que la pénurie aiguë de réserves de change limite les importations de principes actifs pour la formulation locale.



**Tableau 15**  
**Valeur ajoutée prévisionnelle de certaines branches manufacturières\***  
(milliers de dollars)

	1985	1988	1990
Alimentation, boissons et tabac	8 979,6	9 279,2	9 484,5
Textiles, habillement et cuir	5 865,9	6 225,7	6 288,2
Produits du bois, y compris l'ameublement	994,9	997,8	999,9
Papier et papeterie, imprimerie et édition	191,0	191,6	192,0
Biens de consommation	16 031,4	16 584,3	16 964,6
Autres produits manufacturés	11 031,4	12 457,8	13 509,8
Valeur ajoutée totale	27 062,8	29 042,1	30 474,4

Source : Projections de la CEA.

\* Sur la base des chiffres de 24 pays d'Afrique.

c) Sidérurgie

102. En 1986, la part des pays d'Afrique dans la production et la consommation mondiales d'acier était respectivement de 0,38 % et 0,82 %, soit 2,7 millions et 5,9 millions de tonnes en valeur absolue. La différence entre ces deux chiffres, qui équivaut à 60 % des besoins, est couverte par les importations. La consommation moyenne d'acier est actuellement estimée à 11 kg par personne, soit la plus faible au monde.

103. Au cours des deux prochaines années, on projette que la consommation totale d'acier atteindra 6,7 millions de tonnes. Cette demande pourrait être entièrement satisfaite par la région compte tenu de la capacité sidérurgique installée totale, que l'on estime à quelque 8,2 millions de tonnes par an. Toutefois, avec un taux d'utilisation de l'ordre de 40 %, on estime que la production d'acier atteindra à peine 3,1 millions de tonnes d'ici 1990.

**Tableau 16**  
**Demande et production de fonte et d'acier en Afrique : Projections 1990**  
**selon le scénario historique**

	1985	1988	1990
Demande totale	5,9	6,4	6,7
Production	2,7	2,9	3,1
Solde	-3,2	-3,5	-3,6

### 3. Une infrastructure de transports insuffisants

104. Avant d'évaluer individuellement chaque mode de transport, il convient de passer brièvement en revue la structure générale du secteur des transports et des communications en Afrique. On sait qu'historiquement le réseau africain des transports était essentiellement conçu comme une voie de pénétration vers l'intérieur des terres pour faire la liaison avec la métropole. Cela explique qu'une grande partie des régions rurales d'Afrique restent jusqu'ici privées de toute desserte par l'infrastructure des transports. De même, le réseau ferré africain manque totalement d'intégration, tant à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre. Les transports maritimes constituent un secteur essentiellement non africain, dominé par des armements étrangers. Les télécommunications dégagent aussi une tendance malsaine à assurer la liaison uniquement avec les pays développés ou par leur intermédiaire. Ces derniers temps, le secteur des transports et des communications a connu une croissance médiocre. Selon les estimations préliminaires pour 1986, la valeur ajoutée par le secteur des transports et des communications a augmenté de 0,8 % tandis que sa part de PIB progressait marginalement de 5,1 % en 1985 à 5,2 % en 1986.

105. La lenteur de la croissance constatée ces deux dernières années est due à la faiblesse du niveau de l'activité économique en raison des crises économiques et d'une situation mondiale défavorable. Le taux de croissance de 0,7 % enregistré entre 1980 et 1986 devrait se maintenir jusqu'à 1990 dans le scénario des tendances historiques. La valeur ajoutée globale atteindra 17,2 milliards en 1990 en termes réels, contre 16,6 milliards en 1985 (environ 5 % du PIB).

#### a) Transports routiers

106. Les réseaux routiers de l'Afrique se sont développés très rapidement entre 1960 et 1980, tandis que l'augmentation du trafic en volume s'est accélérée pendant les 20 dernières années, suite à l'indépendance. Ce phénomène par ailleurs normal a entraîné, faute de mesures de sécurité effectives, une augmentation très marquée du nombre de victimes d'accidents de la route. Dans la plupart des pays, la route fait plus de morts que toutes les grandes maladies contagieuses conjuguées. Autre aspect alarmant de l'évolution du transport routier en Afrique : l'insuffisance et l'inefficacité de l'entretien de l'infrastructure et des installations routières entraînent une déperdition énorme des ressources investies dans l'équipement routier national de nombreux pays. Par ailleurs, la dégradation de l'état des routes devient l'une des principales causes de la hausse des dépenses d'exploitation du parc de véhicules.

107. Depuis 1980, bien que le transport routier continue de représenter 80 à 90 % de tout le trafic de surface, marchandises et voyageurs, sa croissance a été très décevante. Les indices disponibles révèlent que très peu de pays ont été à même d'allonger leur réseau pavé. Dans une certaine mesure, les pays se sont concentrés sur la réfection des routes existantes, notamment des routes secondaires, principalement en raison d'une pénurie aiguë de ressources investissables dans la construction de routes nouvelles.

Pour plusieurs des pays considérés, le kilométrage total de routes principales est resté plus ou moins constant. Certains pays comme le Kenya sont cependant parvenus à réaliser une expansion louable de leur réseau secondaire. Mais dans l'ensemble, la densité routière reste constante dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de chiffres, de 0,014 km/km<sup>2</sup> au Soudan à 0,2 km/km<sup>2</sup> au Malawi et au Zimbabwe. Ces valeurs devraient rester inchangées d'ici 1990.

b) Chemins de fer

108. Les données concernant les réseaux ferrés africains sont difficiles à obtenir et rarement fiables. Les informations disponibles révèlent cependant une expansion du réseau ferré dans la plupart des sous-régions, sauf en Afrique de l'Est et en Afrique australe. On estime que l'Afrique du Nord a atteint une longueur de voie de 18 100 km en 1985. Le réseau d'Afrique de l'Ouest a augmenté de 500 km entre 1981 et 1985 pour atteindre 11 100 km en 1985. Les travaux d'expansion entrepris au Gabon et au Zaïre ont également amené une augmentation de kilométrage en Afrique centrale.

109. Les experts estiment toutefois que la modernisation du réseau ferroviaire qui devait être entreprise systématiquement pendant la période du PPREA ne s'est pas réalisée jusqu'ici à cause du manque de ressources et de l'absence de planification adéquate. L'organisation des réseaux ferrés n'a fait l'objet d'aucune modification sérieuse. De même, le kilométrage total de voie ferrée est généralement insuffisant pour amener des améliorations sensibles.

110. Deux tendances naissantes méritent d'être signalées. Premièrement, des mesures ont été prises en ce qui concerne le personnel ferroviaire. Deuxièmement, on constate un regain d'intérêt dans l'aménagement ferroviaire. De nombreuses études ferroviaires intéressant le PPREA et le PANUREDA ont déjà été entreprises, bien que leur mise en oeuvre reste à faire. Cette situation ne devrait guère évoluer d'ici 1990 si les conditions climatiques restent défavorables.

c) Transport maritime

110. En 1985, le trafic maritime international s'élevait à 3,3 milliards de tonnes. La part de tous les pays en développement était de 47,7 % des embarquements (dont 7,8 % pour l'Afrique) et de 25,8 % des débarquements (dont 5,8 % pour l'Afrique). Toutefois, entre 1981 et 1985, le fret maritime a augmenté pour l'ensemble de l'Afrique au taux annuel moyen de 2,3 %, pour atteindre 623?4 millions de tonnes en 1985, soit environ 18,2 % du total mondial. La contre-performance générale des transports maritimes est due à des facteurs tels que la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, la vétusté et l'insuffisance des engins de manutention, la lourdeur et l'inadaptation des structures de gestion et d'organisation, et l'insuffisance des infrastructures.

112. Depuis 1983, les transports maritimes internationaux souffrent d'un grave déséquilibre entre l'offre et la demande. Par exemple, en 1986, le tonnage excédentaire moyen représentait jusqu'à 20,6 % de la capacité mondiale

totale. Les cargos à marchandises sèches et les porte-conteneurs représentaient 93,3 % de l'excédent. Un déséquilibre aussi important provoque le désarmement massif des navires non rentables, donc une baisse des prix de toutes les catégories de coques. En 1986, la capacité de la flotte mondiale était très inférieure à son niveau de 1978. On suppose que cette situation se maintiendra jusqu'en 1990.

113. Les pays du littoral africain possèdent plus de 105 ports de mer, dont 70 grands ports internationaux. Malgré l'attention que les gouvernements africains ont commencé d'accorder à leurs ports nationaux, beaucoup restent engorgés. En dépit d'investissements massifs dans l'infrastructure et l'équipement de plusieurs ports d'Afrique, la productivité des installations reste faible par rapport à celle d'autres régions en développement et développées. Pour les marchandises générales, la majorité des ports africains ont une productivité de 5 à 12 tonnes par équipe et par heure contre 15 à 20 tonnes dans les ports des pays développés. L'engorgement et le manque de productivité sont essentiellement dus à une mauvaise planification et au manque de rationalisation dans l'utilisation des postes d'amarrage, des installations de manutention et d'entreposage, ainsi qu'à l'absence de système de stimulation à des problèmes de documentation, à un manque d'interconnexion entre les modes de transport, à la mauvaise organisation des administrations portuaires et de la direction des ports, et à l'impossibilité d'adopter des techniques modernes de transbordement (navires rouliers, porte-barges).

114. La structure des armements maritimes se caractérise par une très forte concentration dans les pays développés à économie de marché et dans les pays à pavillon libre qui, en 1986, représentaient 69,6 % de la flotte marchande mondiale lourde. La part des pays en développement atteignait à peine 19,2 %, tandis que celle des économies centralisées était de 9,5 %. La part de l'Afrique dans le monde, à peine 1,2 % ne changera sans doute guère d'ici 1990.

#### d) Transport aérien

115. Les tendances enregistrées dans le domaine du transport aérien obéissent essentiellement à des facteurs externes : croissance économique des pays en développement; performances économiques individuelles des pays d'Afrique; évolution du tourisme mondial; état des balances des paiements et mesures de contrôle des changes qui en découlent. Il faut ajouter à ces facteurs généraux des influences plus spécifiquement africaines : niveau des tarifs passagers et fret; prix du pétrole; coûts de maintenance; barrières physiques et autres.

116. Entre 1980 et 1985, on estime que le trafic aérien total a progressé en Afrique d'environ 8 % pour les passagers en service international régulier avec 30,7 milliards de passagers-kilomètre, et de 9 % pour le fret avec 4,3 milliards en tonnes-kilomètre 1986. Ces tendances récentes révèlent un ralentissement relatif de l'expansion du trafic aérien par rapport aux années 70. Compte tenu que la plupart des paramètres qui déterminent le niveau de trafic aérien dans la région Afrique sont en déclin, on ne prévoit aucun changement radical pour ces prochaines années. On projette donc que le trafic aérien augmentera au rythme de 8 % pour les passagers et de 9 % pour le fret d'ici 1990.

e) Télécommunications

117. Plusieurs pays d'Afrique ont poursuivi des efforts assidus en vue de mettre en oeuvre le réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL), qui regroupe les plus importants projets africains dans le domaine des télécommunications interrégionales et internationales. Le réseau PANAFTEL est essentiellement constitué de faisceaux hertziens à hyperfréquences complétés par des liaisons à propagation troposphérique, des câbles coaxiaux sous-marins et terrestres et des circuits par satellite. A l'échelon national, les pays ont installé des centres de transit internationaux à autocommutateurs modernes pour les liaisons téléphoniques et télex. Fin 1986, quelque 43 000 km de circuit avaient été installés, dont 35 000 km par faisceau hertzien et 8 000 km par câbles sous-marins. Trente-quatre pays disposaient d'au moins une liaison terrienne multivoie de haute qualité avec un ou plusieurs pays voisins et de possibilités de transit vers d'autres pays. Dans certains cas, les réseaux nécessaires à l'établissement d'autres liaisons sont en cours d'installation.

118. Au niveau opérationnel, 41 pays sur les 45 qui participent au réseau PANAFTEL exploitent des stations terriennes de communications par satellite. Trente-quatre d'entre eux exploitent des circuits spatiaux directs avec d'autres pays d'Afrique. Les "chaînes manquantes" du réseau de base sont constitués par quelque 8 000 km de liaison terrienne, sept centres autocommutateurs internationaux et quatre stations terriennes de communications spatiales.

119. Malgré le grand nombre de centres internationaux de commutation téléphone et télex actuellement en exploitation et les liaisons de haute qualité actuellement disponibles dans le secteur terrien et le secteur spatial PANAFTEL, une grande partie du trafic qui pourrait être acheminée par ces liaisons continue de passer par des centres de transit situés à l'extérieur de l'Afrique. La sous-utilisation persistante du réseau africain, notamment pour le trafic en transit, est attribuable à l'absence d'accords d'exploitation en manière tarifaire, alors que les centres de transit extra-régionaux offrent des tarifs intéressants; au manque d'aménagement approprié des autocommutateurs et des multiplexeurs-démultiplexeurs pour le trafic de transit; aux problèmes posés par la coordination des systèmes de signalisation; etc.

120. Les principaux problèmes confrontés par les pays d'Afrique en ce qui concerne le développement de leurs réseaux de télécommunications résident dans :

- l'absence de planification préalable qui a sérieusement retardé, sinon empêché, l'achèvement ou la mise en service de projets de télécommunications PANAFTEL et nationaux;
- Le non-respect des accords bilatéraux et multilatéraux prévoyant l'établissement de liaisons internationales, qui a obligé certains pays à mettre en place des installations coûteuses mais encore inutilisées;

- l'insuffisance des ressources fournies pour l'exploitation et la maintenance des installations de télécommunications;
- la nécessité d'une coopération plus étroite et d'une plus grande complémentaire entre les administrations africaines de télécommunications en matière de développement et d'exploitation;
- la nécessité d'améliorer les compétences et les structures de gestion dans tous les secteurs du service.

Compte tenu de tous ces problèmes, aucun changement important n'est prévu dans le secteur des télécommunications pendant la période 1988-1990.

f) Radiodiffusion

121. La radiodiffusion a un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de programmes tels que le PPREA et le PANUREDA, notamment pour ce qui concerne la mobilisation de la population. Cependant, les moyens de production, d'émission et de réception de programmes radiodiffusés sont non seulement insuffisants mais aussi très mal répartis dans l'Afrique subsaharienne. La zone de diffusion reste limitée dans l'ensemble aux régions urbaines et semi-urbaines, tandis que la réception en milieu rural est gravement handicapée par l'absence d'électricité et de piles électriques. Il faudra remédier à cette situation pendant la période du PPREA et par la suite afin d'assurer la participation des masses au processus de redressement socio-économique.

g) Services postaux

122. Les services postaux sont dans une situation critique en Afrique. Les grandes distances séparant les pays et les villes d'un même pays, l'extrême dispersion de la population, le mauvais état des routes et la médiocrité des transports freinent grandement le développement des services postaux en Afrique. A ces obstacles, il faut ajouter l'analphabétisme et la médiocrité des résultats économiques, ce qui réduit le marché des services postaux. En 1981, l'Afrique comptait à peine 11 200 bureaux de poste sur un total de 331 000 pour tous les pays en développement. En moyenne, chaque bureau de poste dessert 30 500 personnes sur une surface de 1 760 km<sup>2</sup>, tandis que la norme internationale est de 3 000 à 6 000 personnes par bureau de poste sur une superficie de 30 à 40 km<sup>2</sup>. En 1981, le trafic postal total africain atteignait à peine 2 154 millions d'objets. L'augmentation du trafic postal est très faible en raison des nombreux obstacles mentionnés ci-dessus. D'après la tendance historique, on projette que le trafic augmentera de 1,8 % par an pour atteindre 3 540 millions d'objets d'ici 1990, année où le continent comptera 38 000 bureaux de poste, soit une expansion de 4,7 % par an.

#### 4. Commerce et finance

##### a) Commerce intérieur africain

123. Le premier aspect important du commerce dans les pays d'Afrique est que la majorité des marchandises échangées ne sont pas produites dans le même pays. Si l'on prend la valeur ajoutée comme indicateur du secteur commercial, c'est essentiellement pour déterminer la quantité de marchandises distribuées (de production locale ou importées). En soi, cet indicateur ne reflète pas précisément le degré effectif de distribution des marchandises de production locale. En outre, il ne donne aucune indication quant à la distribution des marchandises entre les différents groupes de la population, par exemple le groupe rural et le groupe urbain.

124. La valeur ajoutée du secteur commercial a évolué de façon très décevante pendant les années 80. Par exemple, entre 1983 et 1986, la valeur ajoutée par le commerce a en fait diminué de 1,1 % par an. Ces résultats médiocres sont dus en général à la faiblesse de l'expansion économique et à la contraction du revenu par habitant. D'autres obstacles freinent l'expansion du commerce : insuffisance des circuits commerciaux et de la distribution, manque de capacité d'entreposage; politiques de prix inadaptées; prévalance des marchés parallèles; et persistance de l'inflation. Le scénario PPREA/PANUREDA fondé sur les tendances historiques suppose que cette situation n'évoluera guère pendant la période 1988-1990.

##### b) Secteur financier intérieur

125. Pendant la période 1983-1986, le taux moyen d'épargne intérieure de la région dans son ensemble se situait à 14,7 %. Il est passé de 12,3 % en 1983 et 15,5 % en 1986. L'Afrique du Nord et l'Afrique centrale ont dégagé un taux d'épargne relativement élevé de 25,2 % et 22,7 % respectivement. L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe avaient des taux d'épargne relativement faibles, tandis que l'Afrique de l'Ouest enregistrait un taux négatif pendant la période à l'étude.

126. Là où le taux d'épargne intérieur a augmenté, cette évolution résulte essentiellement d'une stagnation très nette de la consommation totale. Entre 1983 et 1986, la consommation totale a augmenté de seulement 0,5 % par an dans la région avec une élasticité exceptionnellement faible de la consommation (à peine 0,3 %). Il semble que la stagnation de la consommation totale serait due au manque de vitalité de la consommation réelle, aux mesures d'austérité adaptées par les pays d'Afrique et à une répartition inégale des revenus.

127. Bien que le taux d'épargne ait augmenté pour l'ensemble de la région, le taux moyen d'investissement est tombé de 22,9 % à 19,2 % en 1986. Cette baisse était particulièrement marquée en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Afrique centrale, tandis que l'on enregistrait une légère augmentation en Afrique australe et en Afrique de l'Est. La baisse des taux d'investissement résulte du ralentissement de l'activité économique, de la contraction des ressources de change et de la rigueur des conditions d'emprunt. En raison des tendances de l'épargne et de l'investissement, le besoin d'investissement non satisfait par l'épargne est tombé de 10,6 % en 1983 à 6,5 % en 1986. Toutefois, cette amélioration ne s'explique que par les tendances décroissantes de l'investissement.

Tableau 17

Epargne et investissement, 1990

	1983 - 1986	1990
Taux d'épargne	14,5	13,0
Taux d'investissement	21,0	18,5
Besoin de financement	6,5	5,5

Source : Estimations de la CEA.

128. D'après les tendances historiques observées entre 1983 et 1986, et compte tenu de la réduction projetée de l'activité économique globale si les conditions climatiques restent défavorables, on estime que le taux d'investissement devrait se contracter encore de 2,5 points de pourcentage d'ici 1990. Avec le taux projeté, le ratio investissement/PIB tomberait de 21 % en 1983-1986 à 18,5 % en 1990. Compte tenu de la faiblesse de la consommation dans les pays africains, le taux d'épargne devrait décliner suite à la baisse générale des revenus. On projette que le taux d'épargne tombera de 14,5 % en 1983-1986 à 13 % en 1990. Ces tendances dégageraient un besoin de financement de 5,5 % en 1990. La baisse du besoin de financement résulte d'une contraction de l'investissement suite au creusement des manques à gagner en devises.

c) Commerce intra-africain

129. En ce qui concerne le commerce intra-africain, le PPREA met l'accent sur l'identification des facteurs qui affectent les échanges intra-africains dans les domaines prioritaires. Malgré les efforts actuellement déployés pour inverser les tendances de consommation des pays d'Afrique, essentiellement déterminées depuis l'extérieur, une production insuffisante de marchandises de première nécessité continue de limiter sérieusement l'expansion du commerce intra-africain. Par ailleurs, l'étroitesse des marchés africains empêchant l'optimisation de la production, il est essentiel d'élargir les débouchés en ouvrant les régions rurales au commerce et en améliorant les revenus des populations rurales, et donc leur pouvoir d'achat. En ce qui concerne le démantèlement des obstacles aux échanges intra-africains, les mesures à recommander dans le cadre des institutions existantes de coopération économique font l'objet d'une mise en oeuvre régulière.



130. Dans l'ensemble, le commerce intra-africain n'a dégagé aucune amélioration sensible en 1986-1987. La part des échanges intra-africains dans le commerce total de l'Afrique continue d'osciller autour des 4,5 % réalisés en 1985, tandis que sa composition comprend essentiellement les mêmes produits traditionnels (céréales, boissons et tabac), tandis que les règlements s'effectuent pour la plupart en compensation. Les principaux facteurs qui ont retardé le développement du commerce intra-africain devraient se maintenir en 1990, notamment les suivants : manque de complémentarité régionale dans la production alimentaire; médiocrité des facilités de transport et de communication; tendance à consommer des marchandises étrangères de préférence aux produits africains; insuffisance des mécanismes de financement et de crédit; lourdeur des barrières tarifaires; moyens insuffisants pour l'étude des marchés des produits de base et la promotion du commerce. Compte tenu de l'action de ces facteurs; la part du commerce intra-africain se maintiendra au niveau historique de 4 à 5 % du volume total des échanges dans la région.

#### 5. Ressources humaines

131. L'évaluation de la mise en oeuvre du PPREA et du PANUREDA dans le domaine du développement des ressources humaines révèle qu'au moins 60 % des pays africains sondés ont commencé à prendre des mesures pour réorienter leurs systèmes d'enseignement afin de répondre aux besoins du développement, et que 83 % intensifient leurs efforts pour promouvoir l'alphabétisation des masses et l'éducation des adultes. En ce qui concerne les efforts visant à s'affranchir de l'assujettissement à l'expertise étrangère, à peine 53 % des pays sondés déclarent avoir pris des mesures, alors que 63 % ont formulé des politiques et programmes visant à encourager l'entreprise indigène. En outre, une majorité de pays (70 %) ont élaboré des programmes visant à aider les petits agriculteurs, surtout les femmes et les jeunes.

132. De même, plusieurs mesures qui pourraient accroître indirectement la productivité des ressources humaines africaines ont été instituées, surtout en vue de moderniser la production agricole. La majorité des pays ont adopté des mesures pour encourager l'entreprise privée, d'autres ont lancé des programmes visant à mieux intégrer les femmes au processus de développement. Mais seul un petit nombre de pays ont adopté des politiques pour endiguer l'exode rural, et rares sont ceux qui ont élaboré des mesures visant à arrêter ou inverser l'exode des compétences.

133. Les institutions africaines ont elles aussi déployé des efforts spécifiques et défini leurs rôles dans l'application du PPREA et du PANUREDA. Les dirigeants des institutions d'enseignement supérieur, par exemple, ont identifié de nouvelles actions aux niveaux sous-régional et régional, notamment les suivantes : élaboration de programmes de recherche et d'enseignement et de missions de consultance pour aider à mettre en oeuvre les divers éléments du programme prioritaire; harmonisation des démarches pour la recherche de solutions aux problèmes communs de développement, surtout ceux que confrontent les pays en développement des zones arides et semi-arides du continent, les pays sans littoral et les pays insulaires, ainsi que les pays les moins avancés.

134. Dans la mise en oeuvre de certaines de ces décisions, les institutions ont constitué des groupes de travail chargés de revoir les programmes d'étude pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe dans les disciplines suivantes : sciences administratives et gestion; sciences élémentaires et naturelles; sciences sociales et politiques, dans le but d'élaborer des manuels pour l'enseignement universitaire. Un bureau régional de consultance a également été créé pour faciliter le renforcement des capacités universitaires de consultance à mieux servir le développement du continent. Un programme quinquennal de recherche-développement a été élaboré pour répondre aux besoins des secteurs prioritaires : alimentation et agriculture; sciences médicales; ingénierie et technologie. Des mesures ont déjà été prises en vue d'identifier les institutions pilotes où seront concentrées les ressources pour l'élaboration des programmes d'études supérieures en recherche-développement et pour l'expansion de l'enseignement spécialisé et des institutions d'enseignement.

135. Compte tenu du rôle que joue la gestion économique dans le processus de redressement, il est important de mentionner l'évolution récente intervenue dans l'administration publique en Afrique. Par exemple, dans le cadre d'un large effort visant à promouvoir la participation des masses au processus de développement, plusieurs pays ont élaboré de grands programmes de décentralisation et d'aménagement rural. En Afrique de l'Est, certains pays ont constitué des comités et des équipes de développement à l'échelon des régions, districts et villages, et ont mis en oeuvre un système national de décentralisation au niveau des districts. En Afrique australe, la Zambie, le Malawi et le Zimbabwe ont procédé à des réformes des administrations locales et décentralisées. En Afrique de l'Ouest, certains pays ont pris des mesures visant à mettre en oeuvre de vastes plans de décentralisation et d'aménagement rural. La privatisation de plusieurs entreprises d'Etat est également en marche dans de nombreux pays d'Afrique.

136. Il est donc évident que pendant la période 1986-1987, les divers gouvernements d'Afrique ont adopté des mesures qui, il y a quelques années, auraient été rejetées comme inapplicables. Toutefois, sur la base des résultats disponibles jusqu'ici, il semble que les progrès réalisés en matière de formulation des politiques ne se soient pas accompagnés d'améliorations marquées dans les pratiques de gestion. Il est vrai que de nouvelles institutions pour la planification et le contrôle des politiques ont été mises en place dans le sillage des tentatives de restructuration de l'appareil de l'Etat entreprise dans nombre de pays. Mais l'appareil bureaucratique de l'Etat n'a pas encore répondu adéquatement aux appels lancés en vue d'améliorer l'imputabilité des actes publics, la tenue des dossiers; le règlement rapide des problèmes ayant des répercussions sur le développement, l'allocation rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières, et l'encouragement de l'esprit d'entreprise dans les rangs de la fonction publique.

S'il est vrai que les gouvernements et les institutions d'Afrique ont déployé des efforts aussi encourageants, il est peu probable que ces efforts puissent être soutenus face au repli économique qui limite simultanément l'emploi et l'investissement dans l'éducation.

## B. Ramifications de la dégradation du climat international

### 1. Prix des produits de base

137. Pour la majorité des analystes, les perspectives d'évolution des prix des produits de base pendant la période 1987-1990 sont résolument sombres. Fin 1987, les cours des produits de base ont chuté encore de 5 % en termes nominaux et de 14 % en termes réels. Cependant, on prévoit que pendant la période 1988-1990, les prix des produits de base augmenteront d'environ 5 % par an en dollars et en termes nominaux mais d'à peine 2 % par an en termes réels. Si ces projections se vérifient, les prix réels de 1990 des produits de base n'auront pas encore retrouvé leurs niveaux de 1986 et seront environ d'un tiers inférieurs à celui de 1980. Ainsi, le climat économique mondial prospectif devrait rendre l'économie africaine plus vulnérable. Pour remédier à cette situation, les pays industrialisés doivent entreprendre un effort soutenu pour démanteler les barrières au commerce des produits primaires et pour réduire les subventions directes et indirectes à leurs producteurs nationaux, afin de laisser jouer un plus grand rôle à l'avantage comparatif international dans le cadre de la prochaine série de négociations commerciales multilatérales au GATT. L'évolution de certains produits de base importants pour les pays d'Afrique est récapitulée ci-après.

#### Café

138. Le prix du café, dont le cours début 1986 était supérieur de 27,5 % à celui au-dessous de 1985 en raison de la sécheresse survenue dans les grands pays producteurs, a nettement décliné en 1987. Fin 1986, le prix était même retombé de la moyenne de 1985. Compte tenu de l'expansion des stocks, les prix devraient encore se replier en 1987/1988 pour se stabiliser en 1989/1990 avec le retour éventuel au régime des contingents.

#### Cacao

139. L'existence de stocks excédentaires a provoqué une baisse de 8 % des cours mondiaux du cacao en 1986. Avec la négociation de l'Accord international sur le cacao, qui a permis de réaliser des achats pour un stock régulateur, les prix se sont redressés en 1987, mais pas de façon générale. On prévoit une baisse des cours du cacao pendant la période 1988-1990.

#### Coton

140. En raison de l'existence de stocks excessifs, les cours du coton sont tombés en 1986 à environ un tiers de leur niveau de 1985, soit le prix le plus bas en 15 ans. Il est probable que cette tendance persistera pendant toute la période du PPREA.

#### Sucre

141. Les cours du sucre ont subi des fluctuations marquées. La faiblesse des prix constatée pendant une partie de l'année 1986 s'explique par une offre excédentaire sur le marché. Cette situation s'est modifiée fin 1986 avec la

réduction des excédents. Les prix ont fluctué entre 2,8 et 8,3 cents la livre entre fin 1985 et le troisième trimestre 1986. La sécheresse brésilienne et la réduction du nombre de contrats d'approvisionnement ont amené une hausse des cours en 1987. Malheureusement, la reprise des prix du sucre constatée en 1987 risque d'être assez brève et ne devrait pas se poursuivre au-delà de 1988, essentiellement en raison de l'importante réduction des contingents d'importation aux Etats-Unis d'Amérique et d'une tendance générale à la baisse de la consommation de sucre et de produits du sucre, surtout dans les pays développés.

### Cuivre

142. L'atonie de la demande et l'abondance de l'offre ont amené une baisse importante des prix du cuivre, le cours mondial étant parfois inférieur au coût de production. Malgré l'abaissement des stocks, il est peu probable que le prix du cuivre se redresse à court ou à long terme en raison des perspectives futures de la consommation mondiale et du recul de la part du cuivre dans les principales industries consommatrices.

### Fer

143. Le marché du minerai de fer est de plus en plus déséquilibré par l'existence d'un excédent de capacité résultant de l'augmentation des investissements au moment où la demande diminue. Le prix du minerai de fer n'a cessé de baisser. Compte tenu des incertitudes qui pèsent sur le marché, les cours risquent de poursuivre leur baisse en 1988 et au-delà.

### Pétrole

144. Le marché du pétrole a connu de graves perturbations. Les prix ont fortement baissé lorsque l'OPEP a abandonné le contingentement de la production en 1985. Les prix spot se sont effondrés de 25,9 dollars le baril en 1985 à à peine 14,9 dollars en 1986. Le marché du pétrole devrait rester marqué par de graves incertitudes et les perspectives de prix sont sombres pour 1988-1990. Bien que les prix du pétrole puissent se stabiliser après 1987, il est probable qu'ils resteront inférieurs à 20 dollars le baril pendant cette période.

145. Outre ces tendances et perspectives défavorables sur le marché international des produits de base, les prix des produits primaires risquent de se dégrader encore en raison du renforcement du protectionnisme et de l'apparition de technologies nouvelles et de produits de remplacement. En outre, la faiblesse du niveau de transformation et de fabrication exerce un effet d'amortissement sur toute amélioration éventuelle des prix des exportations de matières premières.

## 2. Evolution des termes de l'échange

146. Les perspectives pour la période 1988-1990 se fondent sur deux tendances divergentes des indices de valeur unitaire des exportations et des importations. Comme on l'a vu plus haut, les perspectives sont inquiétantes pour les produits de base. Compte tenu du climat prévalant sur le marché international, on suppose que l'indice de la valeur unitaire des exportations continuera de baisser de

3,5 % par an jusqu'à 1990. Sur cette base, l'indice de la valeur unitaire des exportations africaines devrait tomber jusqu'à 64,2 en 1990. On suppose par ailleurs que la valeur unitaire des importations continuera d'augmenter pendant la période, en raison essentiellement de deux facteurs : i) le prix du pétrole devrait se stabiliser ou même augmenter légèrement; ii) l'inélasticité-prix des produits manufacturés, de même que les tendances inflationnistes qui se manifestent dans les pays développés, ne devraient pas permettre une baisse soutenue des prix à l'importation. En fait, les perspectives de l'OCDE prévoient une augmentation de plus de 3 % entre 1987 et 1988. On projette que ce taux se maintiendra jusqu'à fin 1990, l'indice de la valeur unitaire des importations africaines passant ainsi d'un niveau relativement faible de 75 en 1986 à 82,6 en 1990. Du fait de ces divergences, les termes de l'échange de la région Afrique se dégraderont encore, leur indice pouvant tomber jusqu'à 77,7 en 1990 (1980 = 100). Compte tenu de la faiblesse projetée de la progression des exportations en volume, le pouvoir d'achat des exportations africaines devrait aussi continuer à se dégrader. L'indice du pouvoir d'achat sera d'à peine 61,7 en 1990 contre 77,9 en 1985.

Tableau 18

Evolution projetée des indices de prix unitaires  
du commerce africain (1980 = 100)

	1985	1988	1990
Indice des prix à l'exportation	78,5	69,6	64,2
Indice des prix à l'importation	79,9	81,5	82,6
Indice des termes de l'échange	98,7	85,3	77,7
Indice du pouvoir d'achat des exportations	77,9	67,7	61,7

Source : Projections de la CEA.

147. Ces tendances ont des conséquences alarmantes pour la mise en oeuvre du PPREA et du PANUREDA. Il sera pratiquement impossible à l'Afrique d'importer toutes les matières premières et les machines dont elle aura besoin, et d'assurer le service de sa dette si les termes de l'échange et le pouvoir d'achat des exportations de la région continuent de se dégrader à un rythme aussi inquiétant. Même si les pays africains mettent en place les politiques et mesures préconisées par le PPREA et le PANUREDA, leur efficacité sera compromise par les tendances que l'on prévoit en ce qui concerne le climat économique international, lesquelles constituent par ailleurs des obstacles infranchissables sur la voie du redressement de l'Afrique.

### 3. Commerce des marchandises

#### a) Exportation de produits primaires

148. L'Afrique étant fortement tributaire d'un petit nombre de produits d'exportation, les perspectives ci-après se fondent sur les tendances de 12 grands produits primaires des secteurs de l'agriculture, des mines et de l'énergie : café, cacao, coton, tabac, thé, arachides, sucre, cuivre, fer, bauxite, phosphates et pétrole brut. En 1985, ces 12 produits primaires représentaient globalement quelque 94,2 % des recettes totales d'exportation de l'Afrique, le pétrole représentant à lui seul près de 76 % des exportations totales. Dans le scénario des tendances historiques, on suppose que la structure des exportations de marchandises restera inchangée.

#### i) Exportations de certains produits agricoles

149. Les prévisions de croissance de certaines exportations agricoles sont récapitulées au tableau ci-dessous. On constate en général que la croissance en volume des exportations de produits agricoles marquera nettement le pas entre 1988 et 1990, se maintenant à moins de 1 % pour la plupart des produits. Dans la catégorie des produits agricoles, seuls le thé et le sucre devraient progresser à un taux raisonnable.

Tableau 19

Projections des exportations agricoles  
(volume en milliers de tonnes; valeurs en millions de dollars)

	1985		1988		1990	
	Vol.	Val.	Vol.	Val.	Vol.	Val.
Cultures marchandes				(prix de 1985)		
Café	814,7	2 197,9	831,9	2 083,0	843,6	2 275,9
Cacao	849,3	2 039,9	890,8	2 119,9	919,6	2 175,0
Coton	647,8	1 994,3	657,5	2 024,2	664,1	2 044,5
Tabac	172,2	706,5	173,2	710,6	173,9	713,4
Thé	251,5	503,1	274,7	549,7	291,4	583,1
Arachide	93,5	32,1	93,7	32,5	93,9	32,9
Sucre	1 777,7	637,1	1 914,4	686,1	2 011,3	720,8
Total	-	8 111,5	-	8 206,0	-	8 546,6

Source : Projections de la CEA.

#### ii) Exportations de métaux et minerais

150. Les exportations du secteur extractif qui, à l'exclusion du pétrole, représentaient 5 % des exportations totales en 1985, devraient progresser à un rythme très faible. On projette que les exportations de cuivre se

maintiendront au même niveau qu'en 1985 pendant toute la période 1988-1990, en raison de la situation très difficile du marché du cuivre, qui se caractérise par la stagnation de la demande mondiale et une offre excédentaire. Il est même probable que certains pays africains producteurs de cuivre seront forcés de réduire encore leur production. De même, les exportations de minerai de fer devraient progresser marginalement d'à peine 0,24 % par an compte tenu des tendances historiques et de la faiblesse du marché mondial. Bien que plusieurs pays d'Afrique aient réalisé d'importants investissements dans la sidérurgie, on ne prévoit pas que ces réalisations affecteront de façon sensible l'offre de fer sur le court terme. En ce qui concerne les exportations de bauxite, on projette un redressement relatif, essentiellement suite à une amélioration de la production des deux grands pays africains producteurs. On projette que les exportations de bauxite augmenteront de 1,6 %, ce qui les ramèneraient au même niveau qu'en 1983-1984 avant le recul de 1985-1986. Compte tenu des tendances de la production de phosphates dans les grands pays producteurs d'Afrique, ainsi que de la faiblesse de la demande mondiale, on projette que les exportations de phosphates resteront pratiquement inchangées en volume. Les exportations de phosphates bruts devraient s'élever à peine à 21,5 millions de tonnes en 1990, contre 21,1 millions de tonnes en 1985.

### iii) Exportations de pétrole brut

151. Selon le scénario des tendances historiques, le pétrole brut, qui représentait 76,5 % des exportations totales de l'Afrique en 1985, devrait se contracter de 0,8 % par an en volume entre 1988 et 1990. A ce rythme, les exportations africaines de pétrole tomberont à 1,1 milliard de barils en 1990. On suppose que certains des grands pays africains producteurs de pétrole continueront d'appliquer des politiques de modération à la production. En outre, on part du principe que l'évolution future du marché mondial du pétrole ne devrait pas favoriser une forte augmentation des volumes exportés.

Tableau 20

Projections des exportations de certains produits du secteur  
extractif (Volumes en milliers de tonnes et millions de  
barils, valeurs en millions de dollars)

	1985		1988		1990		Expansion annuelle (%)
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	
Cuivre	1 271,5	1 819,9	1 271,5	1 819,9	1 272,1	1 820,7	0,01
Fer	2 781,1	631,3	2 801,2	2 814,6	635,8	638,9	0,24
Bauxite	196,6	32,3	206,2	33,8	212,8	34,9	1,6
Phosphate	21 129,5	716,3	21 384,0	724,9	21 555,5	730,7	0,4
Pétrole	1 652,0	49 000,0	1 296,4	38 155,6	1 088,8	32 294,9	-0,8
Total		52 199,6		41 370,0		35 520,1	-0,7

Source : Projections de la CEA.

b) Importation de marchandises

152. La structure des importations de marchandises n'a guère évolué dans les années 80. En 1985, l'alimentation et les boissons représentaient 17,3 % des importations totales de marchandises; les combustibles 7,9 % et les produits chimiques, y compris pour l'agriculture, 8,5 %. Les machines et le matériel de transport occupent toujours une place prépondérante avec un tiers des importations totales de marchandises. De même, les importations d'autres produits manufacturés représentent toujours une grande partie du total avec 33,7 % en 1985. Il faut donc souligner que cette structure régionale des importations de marchandises est fortement influencée par la situation d'un petit nombre de pays africains. Par exemple, la faiblesse relative des importations de combustible pour l'ensemble de la région résulte de la modicité de cette catégorie de produits dans les grands pays exportateurs de pétrole. A noter qu'à peine quatre pays producteurs de pétrole (Algérie, Egypte, Libye et Nigéria) achètent près de 60 % des importations totales de la région Afrique. L'incidence disproportionnée des importations d'un petit nombre de pays explique aussi la grande part des importations de machines et de matériel de transport. En fait, sans les quatre pays cités ci-dessus, la part des combustibles dans les importations totales atteint près de 20 %, tandis que celle de toutes les autres catégories d'importations (à l'exception des produits chimiques) est très inférieure à la moyenne régionale.

153. Selon les statistiques énergétiques des Nations Unies, les importations totales de produits énergétiques pétroliers pour l'ensemble de l'Afrique ont augmenté pendant la période 1981-1984 à un taux relativement modéré d'à peine 1,1 %. Ces statistiques semblent indiquer que beaucoup de pays africains ont réduit leur niveau d'importation pour de nombreux types de produits pétroliers. Par exemple, les importations de pétrole brut ont diminué au taux annuel moyen de 6,2 %, passant de 17,3 millions de tonnes en 1981 à 14,3 millions de tonnes en 1985. Les importations de gaz, de pétrole et de kérosène dégagent une tendance analogue pendant la même période avec une baisse en volume aux taux annuels moyens de 8 % et 5,2 % respectivement. Les seuls produits pétroliers dont les importations augmentent sont les carburants et combustibles pour l'aviation et l'essence d'automobile.

154. Les importations alimentaires baissent régulièrement de 5,9 % par an depuis cinq ans. Si cette tendance se poursuit, elles tomberont à 8,3 milliards de dollars en 1990 contre 11,3 milliards en 1985. Les importations de boissons et de tabac ont diminué de 1,1 % par an, tendance qui devrait persister jusqu'à 1990. De même, la valeur des importations de combustibles a baissé de 6,2 % pendant la période 1981-1985; si la tendance se maintient, elle diminuera pratiquement d'un quart, tombant à 4,3 milliards de dollars en 1990 contre 5,6 milliards en 1985. Les importations d'engrais et de pesticides ont augmenté marginalement de 2,1 %, tandis que toutes les autres importations de produits chimiques baissaient de 4,7 % pendant la période 1981-1985. On suppose que ces taux se maintiendront pendant toute la période 1988-1990. Les pays africains ont aussi réduit leurs importations de machines et de matériel de transport de 7,3 % par an pendant la période 1981-1985, et celles d'autres marchandises manufacturées de 4,3 %. On suppose que ces tendances historiques se poursuivront pendant la période 1988-1990. La situation d'ensemble des importations de marchandises est ainsi illustrée ci-dessous. Dans l'ensemble, les importations totales de marchandises tomberont de 67,6 milliards en 1985 à 52,3 milliards en 1990, soit une contraction de 20,4 %.



Tableau 21  
Projection des importations de certaines  
catégories de marchandises  
(Millions de dollars)  
Scénario des tendances historiques

	1985	1988	1990	Progression
Alimentation	11 285	9 403	8 326	-5,9
Boissons et tabac	727	703	723	-1,1
Combustibles	5 574	4 600	4 268	-6,2
Produits chimiques				
- Engrais et pesticides	1 079	1 148	1 197	2,1
- Autres	5 466	4 730	4 298	-4,7
Machines et matériel				
de transport	22 874	18 221	16 521	-7,3
Divers	20 608	18 062	16 542	-4,3
Total	67 612	56 867	51 875	-5,2

Source : Projections de la CEA.

#### 4. Balance des paiements

155. La région Afrique éprouve des difficultés chroniques de balance des paiements. Un déficit de compte courant de montant variable persiste depuis 1985. La situation de la balance des paiements s'est très nettement dégradée pendant les années 80 lorsque la région dans son ensemble a dégagé un déficit global de 28,2 milliards de dollars en compte courant. En 1986, le déficit des opérations courantes atteignait 21,5 milliards de dollars. Ce chiffre s'explique essentiellement par un déficit commercial chronique dû surtout à la baisse des exportations. Les services et les transferts privés dégagent aussi en permanence d'importants déficits qui, en 1986, étaient deux fois plus élevés que celui du compte commercial. Sur la base des projections d'exportation et d'importation, ainsi que de l'évolution prévue des indices de prix du commerce extérieur, on prévoit que les exportations de marchandises f.o.b. se contracteront en termes nominaux à 39,0 milliards de dollars en 1990, contre 64,0 milliards en 1985. De même, les importations de marchandises f.o.b. tomberont à 53,9 milliards de dollars en 1990, contre 58,1 milliards en 1985. Le déficit commercial de 1990 sera donc de 14,9 milliards de dollars.

156. Le compte assurance et fret se situait, côté crédit, à 1,8 % des exportations de marchandises 1985 au crédit et à 12 % des importations de marchandises au débit. En termes de valeur, cela représente respectivement 1 milliard et 6,5 milliards de dollars. Compte tenu de la modicité de la flotte marchandise africaine, les valeurs projetées de l'assurance et du fret au crédit devraient plafonner à 0,9 milliard de dollars en 1988 et 1 milliard en 1990. La part historique moyenne de 11,3 % de l'assurance et du fret au débit dans les importations totales de marchandises a été supposée constante pendant toute la période 1988-1990 avec des valeurs projetées à 7,2 milliards de dollars en 1988 et 8,7 milliards en 1990. Ainsi, le solde net du compte assurance et fret devrait dégager un déficit de l'ordre de 6,1 milliards de dollars en 1988 et 7,7 milliards en 1990.

Tableau 22  
Projections de balance des paiements  
(solde des opérations courantes)  
Milliards de dollars)

	1985	1988	1990
Exportations de marchandises	64,0	47,6	39,0
Importations de marchandises	-58,1	-54,9	-53,9
Compte des marchandises	5,9	-7,3	-14,9
Assurance et fret (net)	-5,5	-6,1	-7,7
Intérêts (net)	-6,8	-7,6	-9,2
Services divers (net)	-5,2	-6,1	-7,1
Compte des services	-17,5	-19,8	-24,0
Transferts privés nets			
sans contrepartie	4,7	5,1	5,7
Transferts publics nets			
sans contrepartie	3,3	3,8	4,6
Total transferts	8,0	8,9	10,3
Solde des opérations courantes	-3,6	-18,2	-28,6
<u>Financement :</u>			
- Investissement étranger direct	1,6	2,1	2,3
- Variation des réserves	-0,4	1,1	2,9
Emprunts nets	-2,4	15,0	-23,4

Source : Projections de la CEA.

157. La valeur des versements d'intérêts était de 1,4 milliard de dollars en 1985 au crédit et de 8,2 milliards de dollars au débit. On suppose que ces versements continueront à progresser selon la tendance historique de 15,8 %, soit des valeurs projetées de 2,2 milliards de dollars en 1988 et 2,9 milliards en 1990 pour les intérêts reçus et de 10,4 milliards en 1988 et 12,1 milliards en 1990 pour les intérêts servis. Le déficit net des versements d'intérêt devrait donc s'élever à 7,6 milliards de dollars en 1988 et 9,2 milliards en 1990.

158. Les transferts privés nets étaient estimés à 4,7 milliards de dollars en 1985 et les transferts publics nets à 3,3 milliards. La progression historique moyenne de 4,1 % pour les transferts privés et de 7 % pour les transferts publics devrait rester constante pendant la période couverte par les prévisions à court terme, soit une valeur projetée de 5,1 milliards en 1988 et de 5,7 milliards en 1990 pour les transferts privés et de 3,8 milliards de dollars en 1988 et de 4,6 milliards en 1990 pour les transferts publics.

159. Le compte des opérations courantes de la balance des paiements devrait donc se dégrader encore en 1990. On estime que plusieurs facteurs contribueront à déséquilibrer encore plus la balance des paiements. Premièrement, les marchés des produits primaires et des métaux, dont l'affaiblissement est à l'origine de la baisse des prix et des volumes d'exportation, ne devraient guère s'améliorer dans l'avenir prévisible. Deuxièmement, le compte des services ne devrait guère se redresser compte tenu de la faiblesse de la capacité de la région Afrique en matière de transports maritimes et de l'évolution défavorable des marchés financiers internationaux. Ces facteurs devraient contribuer, à des degrés divers, à porter le déficit global en compte courant à 28,6 milliards de dollars en 1990. Dans ces circonstances, il est manifeste qu'un important apport de ressources sera nécessaire pour soutenir le processus de redressement économique pendant la période du PPREA si les tendances historiques des grands postes de la balance des paiements se maintiennent pendant la période 1988-1990.

## 5. Apports de ressources

160. En ce qui concerne les apports de ressources, le PPREA et le PANUREDA recommandent une amélioration de la qualité et des modalités de l'assistance et de la coopération extérieure, notamment en mettant l'accent plus nettement sur l'appui au programme dans les domaines prioritaires définis par les pays africains bénéficiaires; en accélérant le décaissement des fonds; en augmentant la concessionnalité de l'aide, surtout en ce qui concerne l'élément de don de l'aide au développement fournie aux pays africains; et en tenant plus largement compte des dépenses de fonctionnement et en monnaie locale imputables aux divers programmes et projets. Les deux programmes de redressement recommandent en outre l'adoption de mesures par la communauté internationale à l'appui des réformes de politique en Afrique. Les mesures recommandées consistent notamment à mettre plus fermement l'accent sur l'aide hors projet, y compris l'appui à la balance des paiements; à accroître l'assistance concessionnelle à l'Afrique, notamment en accélérant la mise en oeuvre du mécanisme d'ajustement structurel du FMI; et à reconstituer rapidement les ressources de l'IDA à un niveau correspondant aux besoins effectifs des pays d'Afrique.

161. Deux ans après l'adoption du PANUREDA, les pays africains ont déjà pris diverses mesures visant à mobiliser les ressources financières intérieures à l'appui du programme. Les mesures adoptées dans les divers pays et dans différents domaines ont déjà été présentées. Mais il était entendu que ces mesures devaient être soutenues par une augmentation des apports de ressources. Il est peut-être prématuré de vouloir déterminer la mesure dans laquelle les mesures récemment adoptées ont influé sur les apports de ressources à l'Afrique, car plusieurs de ces actions ne déploient leurs effets qu'avec un long décalage. Il est donc aujourd'hui généralement admis que les pays africains ont effectivement pris les premières mesures nécessaires pour tenir les engagements qu'ils ont pris quant à la mise en oeuvre du programme prioritaire. Par contre, il n'est pas évident que la communauté internationale ait pris des mesures analogues en ce qui concerne ses engagements au titre du programme prioritaire.

162. Jusqu'ici, les décaissements des donateurs et créanciers n'ont pas été à la hauteur des prévisions tandis que les prêts des banques commerciales et les crédits d'exportation se sont quasiment taris. Il est décevant de constater que la communauté internationale n'a pas pris jusqu'ici de mesures concrètes et positives pour accroître les apports financiers à destination de l'Afrique. Malgré certaines décisions de réaménagement et d'annulation de la dette prises en 1986 et 1987. Les apports de ressources nécessaires pour soutenir les efforts des pays d'Afrique ayant entrepris des réformes structurales n'ont pas été suffisamment appuyés par le niveau de l'aide. En 1986, on estime que le total des apports de ressources à l'Afrique subsaharienne atteignait à peine 18 milliards de dollars, y compris les mesures d'annulation et de réaménagement de la dette. Pendant la période 1986-1987, l'aide publique au développement (APD) a continué de plafonner en termes réels.

163. Comme l'indique le tableau ci-dessous, non seulement le niveau des apports de ressources a-t-il plafonné, mais encore constate-t-on un resserrement des conditions auxquelles ces ressources sont fournies aux pays bénéficiaires. Les taux d'intérêt moyens ont sensiblement augmenté, surtout pour les pays à revenus intermédiaires. En outre, les échéances ont été resserrées, ce qui alourdit le fardeau du service de la dette. De même, les différés de remboursement ont été raccourcis. Si la structure et les modalités de financement continuent de suivre la même tendance jusqu'en 1990, la région Afrique dans son ensemble sera prise au piège d'un endettement structurel. Les tendances des apports de ressources sont illustrées au tableau ci-dessous. On projette que leurs niveaux resteront inchangés par rapport à 1986. Mais leur structure évoluera dans la tendance hypothétique d'une privatisation accrue de la dette. On projette donc que le financement public du développement tombera de 84 % en 1986 à 80 % en 1990 alors que les apports multilatéraux et les crédits d'exportation se maintiendront à leur niveau de 1986.

## 6. Problèmes et perspectives en matière de dette

164. En 1986, la dette extérieure totale (y compris la dette privée non garantie de l'Afrique), compte non tenu des arriérés accumulés, était estimée à plus de 200 milliards de dollars. L'encours de la dette représentait 65,3 % du PIB et environ 3,5 fois les recettes d'exportation. La dette à long terme

représente 64,9 % de la dette totale bilatérale et multilatérale. La dette bilatérale considérée comme concessionnelle représentait 38,7 % de la dette totale. La dette multilatérale atteignait aussi un montant important, constituant l'une des principales sources de financement avec près de 52,4 milliards de dollars en 1986. Par ailleurs, la dette privée, malgré sa modicité relative, impose un lourd fardeau aux pays africains. La dette privée est estimée à 35,1 % de la dette totale, soit 8,2 100 en crédits fournisseurs et 26,9 % provenant des marchés financiers. La dette envers le FMI s'élève à 8,1 milliards de dollars, soit 4 % de l'encours total de la dette.

Tableau 23  
Projections des apports de ressources d'ici 1990  
dans le scénario normatif  
(milliards de dollars courants)

	1986	1990
I. Financement officiel		
du développement	16,0	14,7
- Bilatéral	10,5	9,5
- Multilatéral	3,5	3,5
- Autre	2,0	1,7
II. Crédits d'exportation	0,6	0,5
III. Apports privés	2,3	3,2
Apport total net	18,9	18,4

Source : Projections de la CEA.

165. Les obligations totales du service de la dette, y compris l'endettement privé non garanti, étaient estimées en 1986 à 24,2 milliards de dollars pour tous les pays d'Afrique, soit plus de 8 % du PIB. On estime que pour de nombreux pays africains le ratio du service de la dette se situait en 1986 entre 35 et 40 % des recettes d'exportation de l'année, bien que le chiffre exact varie beaucoup d'un pays à l'autre, pour certains pays, il atteignait même des niveaux insoutenables égaux ou supérieurs à 100 % des recettes d'exportation.

166. Les conditions de financement tendent à s'éloigner de la concessionnalité pour se rapprocher de la privatisation. Ces tendances sont restées dominantes en 1987. Selon les estimations de la Banque mondiale, les taux d'intérêt se sont maintenus à des niveaux pouvant atteindre jusqu'à 9,4 % pour la dette privée et plus de 6 % pour la dette officielle. En un même temps, l'élément de don de 30 % pour la dette officielle et de 1,8 % pour la dette privée ne s'est nullement amélioré. Cette évolution a indubitablement accentué le fardeau

déjà croissant des pays africains, suscitant une demande de ressources fraîches, ne serait-ce que pour permettre aux pays de s'acquitter de leurs obligations. Les ressources supplémentaires nécessaires déclencheraient sans aucun doute une escalade dans l'endettement et porteraient encore plus atteinte au crédit de nombreux pays africains.

167. Les perspectives pour 1988-1990 ne sont pas particulièrement prometteuses. Comme on l'a vu, on s'attend à une performance décevante pour les prix des produits de base. Les marchés financiers internationaux, qui connaissent actuellement une inquiétante instabilité, seront beaucoup moins enclins à fournir des fonds en quantité suffisante et à des conditions adéquates. Il serait hasardeux de se livrer à des projections quant à la contraction et au niveau futur de la dette car de nombreux facteurs influencent les décisions d'emprunt des pays et leur capacité à contracter effectivement de nouveaux crédits. Si l'on projette les tendances passées du compte courant de la balance des paiements (avec un élément de don au niveau historique de 30 %), on estime que la dette atteindra 237,2 milliards de dollars en terme de stocks d'ici 1990.

168. En supposant que la structure globale de la dette-stock ne change pas de façon marquée pendant la période restante du PPREA, on projette que les versements d'intérêt atteindront l'ordre de 10,4 milliards de dollars en 1988 et 12,1 milliards en 1990. Sur la base des recettes d'exportation projetées en prix courants, les versements d'intérêt représenteraient à eux seuls près de 20 % des exportations. Compte tenu que la dette nouvelle contractée pendant la durée du PPREA ne devrait pas arriver à échéance pendant la même période, on estime que les remboursements de capital atteindront en moyenne de 10,6 à 15,3 milliards de dollars par an. De ce fait, le fardeau du service de la dette pour l'ensemble de la région augmentera considérablement pour se situer entre 40 et 45 % des recettes d'exportation en 1990, contre 35 à 40 % en 1986.

Tableau 24  
Indicateurs de la situation d'endettement en 1990

	1985	1990
Taux de croissance du PIB	1,2	1,4
Ratios		
Intérêts/exportations	12,8	19,7
Dette/exportations	290,6	388,2
Intérêts/PIB	2,7	3,6
Dette/PIB	60,7	72,3
Compte courant/exportations	-5,6	-48,6

Source : Projections de la CEA.

169. Les projections relatives au fardeau du service de la dette révèlent manifestement que les problèmes d'endettement constitueront toujours un dilemme insoluble pour une Afrique en quête d'un redressement soutenable, tant que des mesures immédiates et approfondies ne seront pas prises par la communauté internationale en matière d'allègement de la dette. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, conscients que le redressement des déséquilibres extérieurs de la région reste compromis, ont exhorté les pays développés créanciers et les institutions financières internationales à envisager de suspendre les obligations de service de la dette de l'Afrique pendant la mise en oeuvre du PANUREDA, conformément à l'engagement qu'ils ont pris d'accroître substantiellement les ressources mises à la disposition des pays africains pour mettre en oeuvre ledit programme.

C. L'incidence conjuguée des conditions climatiques et de la dégradation de l'environnement international

170. Le scénario historique, fondé sur l'hypothèse du maintien des mauvaises conditions climatiques et d'un environnement international défavorable, révèle une situation résolument insoutenable, même si les gouvernements africains poursuivent des politiques de développement appropriées comme l'exigent les programmes de redressement. La situation qui se dégage de ce scénario est à de nombreux égards aussi mauvaise, sinon pire, que celle qui a caractérisé la période de sécheresse 1983-1985. Si ces tendances perturbatrices se maintiennent, le PIB progressera d'à peine 1,4 % dans l'ensemble. Une croissance aussi faible provoquerait une réduction moyenne du revenu par habitant de 1,8 % par an entre 1988 et 1990.

171. La persistance de conditions climatiques défavorables serait très dommageable pour l'agriculture qui reculerait de plus de 1 %, donnant un coup de frein sensible à de nombreuses activités qui sont directement et indirectement liées aux résultats agricoles. La situation alimentaire se dégraderait encore et intensifierait les besoins en importations vivrières. Compte tenu de la réduction des positions financières extérieures qui prévaudrait alors, il est peu probable que l'augmentation des importations alimentaires puisse être financée par les ressources de la région. De ce fait, la région dans son ensemble deviendrait encore plus tributaire de l'aide alimentaire.

172. La crise agricole ainsi provoquée aurait des répercussions défavorables sur le développement du secteur industriel pendant la période considérée. Dans l'ensemble, le secteur industriel dégagerait une expansion marginale de 2,4 % en termes réels. Sa progression continuerait d'être freinée par l'existence de capacités inemployées en raison de l'irrégularité des approvisionnements en matières premières et de pénuries de certains produits intermédiaires essentiels. Le secteur des transports, qui serait aussi gravement affecté, connaîtrait une expansion médiocre de l'ordre de 0,7 % pendant la période 1988-1990. Ce secteur continuerait d'exiger des actions de relèvement tout en se heurtant à de graves difficultés dues à l'insuffisance des travaux de réfection et d'entretien. De même, la contraction de la production et les carences d'infrastructure viendraient aussi freiner le développement du secteur commercial intérieur et surtout les échanges intra-africains. On projette que les résultats du secteur commercial et financier intérieur seront encore pires en raison

de divers facteurs d'inhibition, notamment la médiocrité des moyens de transport et de communication, l'insuffisance des études de marché et les autres barrières commerciales. La valeur ajoutée par le commerce diminuerait de 0,8 % pendant la période 1988-1990.

173. Les efforts déployés par les gouvernements africains pour freiner la dégradation des structures socio-économiques se heurteront à une pénurie aiguë de ressources locales et extérieures. Les déficits budgétaires se creuseront sensiblement et les dépenses d'équipement pour le développement diminueront. L'investissement total, qui est tombé de 4 % pendant la période 1981-1985, restera en baisse jusqu'en 1990.

174. Pendant les deux premières années d'application du PPREA et du PANUREDA, le secteur extérieur africain a donné des résultats décevants à de nombreux égards. Le dynamisme du secteur exportateur a été gravement touché par la sécheresse catastrophique et par l'effondrement sans précédent des cours et des produits de base exportés. Rien qu'en 1986, l'Afrique a perdu 19 milliards de dollars à cause de l'évolution des prix des produits de base, ce qui a entraîné une baisse marquée des importations faute de réserve de change. Les apports de ressources supplémentaires aux faibles disponibilités de l'Afrique se sont aussi contractés radicalement en 1986 et 1987. Malgré les mesures recommandées à l'appui des réformes africaines, le niveau des apports de ressources en Afrique a plafonné en volume et s'est dégradé en qualité et en modalités. Avec des conditions aussi rigoureuses, la dette accumulée en 1986, à l'exclusion des arriérés, a atteint 200 milliards de dollars (environ trois fois les recettes d'exportation), alors que le fardeau du service se situait entre 35 et 40 % des recettes d'exportation.

175. Compte tenu de ces tendances défavorables et de l'aggravation ininterrompue du climat international, surtout en ce qui concerne les produits de base et les relations monétaires et financières, les perspectives pour 1990 sont des plus sombres. On prévoit que les exportations reculeront de 9,4 % en termes réels entre 1988-1990 et, si les prix des produits de base ne se relèvent pas que les recettes d'exportation seront inférieures à leur niveau de 1980. De ce fait, les importations baisseront encore de 1,5 % en raison de l'épuisement des réserves.

176. Si les conditions d'emprunt restent inchangées, l'encours de la dette devrait atteindre 227,2 milliards de dollars en 1990 (si 30 % restent couverts par des dons) avec des obligations totales de service de la dette allant de 40 à 45 % des recettes d'exportation. Le ratio versement d'intérêts/exportations serait de 20 % contre 13 % en 1985. Une telle ponction de ressources entraînerait une aggravation de la situation économique déjà très déprimée de la région. Ces tendances alarmantes semblent indiquer que le problème de la dette continuera d'affliger le continent Afrique jusqu'à la fin de la décennie et au-delà, à moins que des mesures radicales ne soient prises pour améliorer la structure et les modalités de financement de la dette afin d'amortir ses répercussions dommageables sur la croissance.



177. Alors que les pays d'Afrique ont entrepris et continuent d'entreprendre nombre de réformes de leurs politiques intérieures, la communauté internationale, comme en témoignent les résultats de l'application du programme depuis deux ans, n'a lancé aucune action positive et concrète en vue d'apporter un appui effectif à l'Afrique dans la mise en oeuvre des programmes. A part les efforts limités déployés par les institutions multilatérales, par exemple les mécanismes spéciaux de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne et le mécanisme d'ajustement structurel du FMI, la communauté internationale n'a pas suffisamment répondu aux besoins des pays d'Afrique qui ne demandent qu'à contribuer positivement et concrètement au progrès et à la stabilité de l'économie mondiale. Même les nombreux pays d'Afrique qui ont entrepris des réformes de structure n'ont pas reçu une assistance suffisante.

178. Si les aléas du climat continuent de dévaster des économies africaines, si les perspectives restent sombres pour la demande et les prix des produits de base, si les marchés financiers ne se desserrent pas, si l'aide reste restrictive, si les modalités financières deviennent plus rigoureuses, dès lors il est peu probable que les programmes prioritaires puissent être menés à bien, même si les pays d'Afrique mettent en place les politiques et les mesures prévues par le PPREA et le PANUREDA.

## SECTION II - AMELIORATION DES CAPACITES DE REDRESSEMENT : 1988-1990

### Antécédents

179. Les hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions pour la période de redressement jusqu'à 1990 supposent la réalisation générale de réformes de politique agricole (notamment en ce qui concerne le niveau d'investissement dans l'agriculture), la prévalence de conditions climatiques normales, la réalisation d'autres réformes de politiques dans les secteurs qui soutiennent l'agriculture, et une amélioration régionale des conditions extérieures, surtout en ce qui concerne les apports de ressources. Ces hypothèses sont généralement tenues pour réalistes et même réalisables. Toutefois, la situation qui apparaît en 1990 dans le scénario historique révèle que le redressement économique de l'Afrique est étroitement lié à deux facteurs : les conditions climatiques et les apports de ressources extérieures. Certes, l'avenir de l'Afrique reste précaire puisqu'il est conditionné et assujéti à des facteurs que la région ne peut ni maîtriser ni contrôler. Il convient donc de souligner que le développement prospectif de l'Afrique doit se tourner vers de nouveaux horizons pour s'affranchir d'un assujettissement structurel à des forces telles que le climat ou la bonne volonté des bienfaiteurs internationaux. Cette hypothèse est à la base du présent scénario normatif.

### A. Perspectives sectorielles en cas d'amélioration des conditions climatiques

#### 1. Amélioration de la situation alimentaire

180. Lorsque les pays africains ont adopté le Plan d'action de Lagos et, plus récemment, le PPREA, ils ont déclaré sans équivoque que le développement agricole avait pour objectif l'autonomie et la sécurité alimentaires. Pour des raisons d'ordre politique, stratégique et économique, l'Afrique ne peut rester tributaire du monde extérieur pour la satisfaction de ses besoins alimentaires. Cette légitime préoccupation d'autonomie alimentaire n'exclut cependant pas la nécessité d'accroître le rendement des cultures marchandes. Il a toujours été admis que l'Afrique doit trouver dans le secteur agricole un juste milieu entre la production vivrière et l'agriculture marchande. Par ailleurs, l'autosuffisance n'étant pas toujours réalisable à l'échelon national, il est admis que l'autonomie collective fait partie intégrante de la stratégie de développement agricole.

181. L'évaluation des perspectives de redressement agricole en Afrique d'ici la fin du PPREA et du PANUREDA doit notamment s'appuyer sur les variables critiques suivantes : i) l'expansion démographique; ii) les taux d'investissement dans l'agriculture; iii) les politiques agricoles effectivement poursuivies; iv) l'assistance extérieure au secteur agricole, et v) l'évolution future des conditions climatiques, surtout dans les régions d'Afrique les plus vulnérables à la sécheresse. On examinera aux pages qui suivent les perspectives de l'agriculture vivrière pour 1988-1990 en considérant l'évolution de trois grandes catégories de produits alimentaires : i) les céréales; ii) les racines alimentaires, les tubercules et les légumineuses; et iii) la viande et le poisson.

a) Céréales

i) Demande

182. Selon les tendances récentes, les estimations de la FAO indiquent que la consommation de céréales augmentera de 8 kg par personne en 1990 pour une consommation moyenne 1983/1985 de 140,8 kg par personne, soit une augmentation de 1,4 % par an et par personne entre 1986 et 1990. Sur la base d'une expansion démographique de 3 % entre 1986 et 1990, la consommation totale de céréales alimentaires augmentera de 4,3 % pendant la période, passant de 76,1 millions de tonnes en 1986 à 90,1 millions de tonnes en 1990. Selon les mêmes estimations, la demande totale de céréales pour tous usages devrait augmenter d'environ 4,4 % pendant la même période, ce qui signifie que les autres catégories de consommation (industrie, aliments pour animaux et semences) augmenteraient légèrement plus vite que la demande alimentaire.

ii) Production

183. D'après les estimations de la FAO, on projette que le taux d'autosuffisance en céréales ne progresserait que marginalement de 74,1 % en 1986 à 75,3 % en 1990, ce qui suppose que la production totale de céréales passe de 75,4 millions de tonnes en 1986 à près de 91 millions de tonnes en 1990, soit une expansion annuelle de 4,8 %. Le déficit céréalier se creuserait ainsi de 26,3 millions de tonnes en 1986 à 29,8 millions de tonnes en 1990, soit un taux annuel moyen de 3,2 %. Sur la base de la valeur unitaire de 210 dollars la tonne tirée des importations de 1985, le coût total des importations de 1990 s'élèverait à 6,3 milliards de dollars en prix constant de 1985, montant dont environ 25 % seraient couverts par l'aide alimentaire.

Tableau 25

Afrique - Céréales : perspectives 1986-1990

	1985	1988	1990
Demande totale (millions de tonnes)	101,7	110,8	120,8
Production totale (millions de tonnes)	75,4	82,8	91,0
Taux d'autosuffisance (%)	74,1	74,7	75,3
Déficit (millions de tonnes)	26,3	28,0	29,8
Demande totale par personne (kg)	188,2	198,9	199,4
Consommation alimentaire par personne (kg)	140,8	144,7	148,8

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

iii) Différences sous-régionales

184. Les perspectives céréalieres pour l'ensemble de la région doivent cependant être vues dans leur diversité sous-régionale au niveau de la consommation et de la dotation en ressources. Ainsi, l'Afrique du Nord représentait en 1986 quelque 43 % de la demande totale de céréales de la région, tandis que l'Afrique centrale n'intervenait que pour 2 %. L'Afrique

de l'Est et l'Afrique australe intervenaient à parts égales dans la demande de céréales avec près de 26 % chacune. Outre ces différences d'ordre quantitatif, il faut tenir compte de la diversité des produits consommés dans les différentes sous-régions. Par exemple, l'Afrique du Nord consomme essentiellement du blé, l'Afrique de l'Ouest du riz et du mil, tandis que l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe consomment surtout du maïs.

185. D'importantes différences apparaissent aussi au niveau de la dotation en ressources. Par exemple, on estime peu probable que l'Afrique du Nord parvienne à accélérer beaucoup sa production céréalière en raison de contraintes croissantes au niveau des ressources et d'un ralentissement naturel de l'expansion après une période de croissance rapide. De même, les pays du Sahel en Afrique de l'Ouest sont gravement touchés par les conditions climatiques, alors que l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe jouissent d'un climat relativement favorable et possèdent d'importantes superficies cultivables encore inexploitées.

186. Enfin, le taux d'expansion démographique varie d'une sous-région à l'autre, ce qui explique que le même taux de croissance de la production et de la consommation de céréales par personne exige des efforts très différents selon la sous-région considérée. L'augmentation de 1,4 % par personne projetée pour l'ensemble de l'Afrique suppose que la demande totale augmente d'environ 3,3 % par an en Afrique du Nord et en Afrique centrale, mais d'environ 5 % en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

#### b) Racines alimentaires et tubercules

187. Depuis les années 70, la consommation par habitant de racines alimentaires et de tubercules est en recul constant, tombant de 146 kg en moyenne pour la décennie 1970 à 140,6 kg pendant la période 1983-1985. Malgré ce recul, on projette de maintenir la consommation par habitant à son niveau de 1985 pendant la durée du PPREA afin d'encourager la consommation d'aliments que l'Afrique peut facilement produire, surtout dans des sous-régions comme l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. Pour maintenir la consommation par habitant à son niveau de 1983-1985, on a supposé que l'augmentation serait fournie en majorité par une réduction des déchets et des pertes après récolte, qui s'élevaient à 16,7 % en 1983-1985 et qui devraient être ramenés à 13 % en 1990 soit, en valeur absolue, une réduction de 15,9 à 13,9 millions de tonnes.

188. Par ailleurs, la demande totale non alimentaire de racines et tubercules devrait passer de 7,9 millions de tonnes en 1983-1985 à 10,2 millions de tonnes en 1990, ce qui porterait la demande totale de 95,2 millions de tonnes en 1985 à 109,2 millions de tonnes en 1990.

189. L'Afrique étant traditionnellement autosuffisante en racines alimentaires et tubercules, on suppose qu'un coefficient d'autosuffisance égal à 1 sera maintenu pendant toute la période 1988-1990. On estime donc que la production atteindra 109,2 millions de tonnes en 1990, soit une expansion de 2,8 % par an pendant la période 1985-1990, taux à peine suffisant pour soutenir le rythme de l'expansion démographique.

Tableau 26

Tubercules et racines alimentaires : perspectives 1988-1990

	1983/1985	1988	1990
1. Consommation par personne (kg)	140,6	140,6	140,6
2. Consommation totale (millions de tonnes)	71,4	78,3	85,2
3. Pourcentage de pertes	16,7	14,7	12,7
4. Autres usages (%)	8,3	8,8	9,3
5. Total des pertes et autres usages (millions de tonnes)	23,8	24,1	24,0
6. Demande totale (millions de tonnes)	95,2	102,4	109,2
7. Taux d'autosuffisance	99,7	100,0	100,0
8. Production (millions de tonnes)	95,0	102,4	109,2

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

c) Légumineuses

190. En ce qui concerne les légumineuses, la consommation a plafonné à quelque 9 kg par personne pendant la période 1983-1985. On projette que ce chiffre n'évoluera guère d'ici 1990. A ce niveau, la consommation totale de légumineuses atteindra 5,2 millions de tonnes en 1988 et 5,4 millions de tonnes en 1990. La part de la demande non alimentaire (essentiellement comme semences) est supposée constante à 11,7 %. Toutefois, pour maintenir la consommation par personne au niveau projeté tout en améliorant le degré d'autosuffisance, il sera nécessaire de réduire les pertes de 10,9 % pendant la période 1983-1985 à 8,9 % en 1988 et 6,9 % en 1990. On estime que la demande totale s'élèvera à 6,3 millions de tonnes en 1988 et 6,6 millions de tonnes en 1990. Du fait de la réduction des pertes, le taux d'autosuffisance devrait s'améliorer, passant de 95,9 % pendant la période 1983-1985 à 96,5 % en 1988 et 98,0 % en 1990, soit une augmentation de production de 2,3 % par an ou, en valeur absolue, de 5,65 millions de tonnes en 1985 à 6,5 millions de tonnes en 1990. Des importations nettes resteront nécessaires pour couvrir le déficit de la période.

Tableau 27

Légumineuses : perspectives 1988-1990

	1983/1985	1988	1990
1. Consommation par personne (kg)	9,0	9,0	9,0
2. Consommation totale (millions de tonnes)	4,5	5,0	5,4
3. Pourcentage de pertes	10,9	8,9	6,9
4. Autres usages (%)	11,7	11,7	11,7
5. Total des pertes et autres usages (millions de tonnes)	1,3	1,3	1,2

Tableau 27 (suite)

	1983/1985	1988	1990
6. Demande totale (millions de tonnes)	5,8	6,3	6,6
7. Taux d'autosuffisance	96,5	96,5	98,0
8. Production (millions de tonnes)	5,6	6,0	6,5
9. Déficit (millions de tonnes)	0,2	0,3	0,7

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

d) Aliments d'origine animale (viande et poisson)

191. On projette que la demande de viande pour l'ensemble de l'Afrique en développement, qui atteignait 11,3 kg par personne, augmentera à 11,7 kg en 1988 et 12,1 kg en 1990. Cette augmentation de la consommation par personne répond à la nécessité d'améliorer le régime alimentaire africain qui est jusqu'ici très pauvre en protéines animales. En outre, ce niveau de consommation individuelle est jugé réalisable, compte tenu du potentiel considérable que peut exploiter la région pour accroître les disponibilités de viande au moyen des ressources intérieures et en mettant en oeuvre des techniques connues.

192. La demande industrielle de viande étant négligeable (à peine 0,14 % de la demande totale), on peut supposer que la demande totale sera égale à la consommation totale. De ce fait, la demande de viande passera de 5,7 millions de tonnes en 1983-1985 à 6,5 millions de tonnes en 1988 et 7,3 millions de tonnes en 1990. Le taux d'autosuffisance pour la viande était estimé en moyenne à 91,2 % pendant la période 1983-1985. On prévoit qu'il passera à 94,0 % en 1988 puis à 95,0 % en 1990, ce qui suppose que la production intérieure totale de viande augmente au taux annuel moyen de 6,1 % pendant 1985-1990 pour atteindre 7 millions de tonnes en 1990.

Tableau 28

Viande : perspectives 1983-1990

Viande	1983/1985	1988	1990
Demande par personne (kg)	11,3	11,7	12,1
Demande totale (millions de tonnes)	5,7	6,5	7,3
Consommation par personne (kg)	11,3	11,7	12,1
Consommation totale (millions de tonnes)	5,7	6,5	7,3
Production totale (millions de tonnes)	5,2	6,1	7,0
Taux d'autosuffisance	91,1	94,0	95,0
Déficit (millions de tonnes)	0,5	0,4	0,3

Source : Projections de la CEA et imprimés de la FAO, juillet 1987.

193. S'agissant du poisson, la production totale de 1985 était estimée à 3,2 millions de tonnes avec une progression moyenne d'environ 1 % sur les dix années 1975-1985. La modicité de ce taux s'explique par la mauvaise gestion des stocks, la lenteur du développement de la pêche industrielle, le sous-développement de la pêche dans les eaux intérieures et, dans certains cas, la concurrence entre la pêche traditionnelle et les navires étrangers se livrant à la pêche industrielle.

194. Les prises actuelles de poisson représentent environ un tiers du potentiel exploitable. En outre, dans plusieurs pays, la production et la transformation de poisson est destinée essentiellement à l'exportation. En général, la part du poisson dans l'apport énergétique alimentaire est assez faible, se situant à moins de 1 % dans beaucoup de pays pendant la période 1961-1981. En outre, les déchets et pertes sont relativement élevés (20 à 40 %).

195. Sur la base des tendances passées, on projette que la production de poisson atteindra 3,5 millions de tonnes en 1990, soit un déficit net qui devra être comblé par une augmentation des importations nettes, lesquelles passeront ainsi de 385 000 tonnes en 1985 à 2,3 millions de tonnes en 1990. Le taux d'autosuffisance tombera de 89 % en 1985 à 60,3 % en 1990 sans modification importante de la consommation par personne.

## 2. Amélioration des résultats industriels

196. Sur la période à court terme qui reste à courir d'ici la fin du PPREA et du PANUREDA, le redressement du secteur industriel dépendra des actions entreprises en vue de réaliser trois objectifs fondamentaux :

- Maximiser la valeur des matières premières par une transformation locale plus poussée : les agro-industries et le secteur alimentaire doivent également développer leurs débouchés intérieurs en adaptant les produits transformés à la demande de la majorité de la population, ce qui exigera un changement à court terme dans les habitudes alimentaires.
- Utiliser plus intensément et plus rationnellement la capacité de transformation installée : de nombreuses usines travaillent à peine entre 20 et 30 % de leur capacité, ce qui augmente le coût des produits et les empêche d'être compétitifs avec les marchandises importées. Une utilisation plus intense de la capacité installée permettrait de résoudre le problème d'approvisionnement en matières premières, lequel est directement lié à la productivité agricole, ainsi que les difficultés d'approvisionnement résultant d'une mauvaise planification de la structure industrielle et d'une gestion médiocre.
- Réduire les coûts d'exploitation, qui sont souvent supérieurs à la moyenne faute de connaissances techniques et par manque de compétences pour la conduite des négociations industrielles.

197. Il faut cependant souligner qu'il est actuellement difficile de fournir des indications viables quant à la production et à la valeur ajoutée à

l'échelon des sous-secteurs. Toutefois, pour mieux appréhender la situation sur la période à court terme 1988-1990, on s'est efforcé de donner des indications très préliminaires et provisoires de la façon dont se présenterait le secteur industriel en Afrique en 1990, surtout dans les sous-secteurs critiques qui influent directement sur la relance et le redressement de l'agriculture. La plupart de ces indications, brièvement résumées ci-après, sont tirées du rapport 1986 de l'ONUDI sur l'industrie et le développement dans le monde.

a) Sous-secteur de la transformation alimentaire

198. Le système des Nations Unies a largement répondu aux appels lancés en faveur d'une assistance au redressement et au développement de l'agriculture en Afrique et des sous-secteurs qui la soutiennent. Outre les efforts déployés par la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), le FIDA, l'OIT et le FISE, les pays africains ont reçu l'assistance de l'ONUDI et d'autres organismes dans les domaines suivants : fabrication et entretien d'outils, engins et machines agricoles, fabrication de pièces détachées et organes constitutifs, fabrication, réparation et entretien de matériel d'irrigation. En outre, le redressement, la modernisation et l'expansion des industries de transformation alimentaire et l'assistance aux coopératives agro-industrielles en milieu rural figurent parmi les grandes composantes des activités d'assistance technique. Des projets d'investissement, notamment dans le secteur agro-industriel, ont été identifiés dans plusieurs pays et sous-régions d'Afrique où ils ont fait l'objet d'une promotion auprès des investisseurs potentiels et des institutions financières. De plus, la programmation nationale et régionale du PNUD pour le quatrième cycle (1987-1991) a donné la priorité aux projets agro-industriels, notamment pour la production d'apports intermédiaires agricoles et pour la transformation alimentaire. On s'attend donc à un certain redressement des industries alimentaires (notamment la viande et les produits laitiers; les conserveries de poissons, fruits et légumes et viande; la meunerie, les raffineries de sucre, la boulangerie, etc.) en raison de l'amélioration des conditions climatiques et d'une plus forte concentration sur l'accroissement de la production alimentaire locale. La tendance de la croissance dans ces branches d'activités devrait atteindre un niveau de l'ordre de 3 % sur la période 1986-1990, ce qui représenterait un renversement par rapport à la forte baisse de production enregistrée par ces secteurs pendant les années 1981-1984.

b) Boissons et tabac

199. Les pays d'Afrique produisent et continueront de produire certaines matières premières élémentaires pour la fabrication de boissons (thé, café, cacao). Pour que le secteur industriel puisse appuyer ces importantes activités agricoles, il est essentiel d'assurer une capacité suffisante de production locale. Bien que la tendance de la valeur ajoutée à la production de boissons, en prix constants de 1980, révèle une réduction marquée en 1981-1982 dans la plupart des pays d'Afrique, on constate un certain redressement jusqu'à 1985. On prévoit une certaine amélioration pour la période 1986-1990. On projette que le taux de croissance de ce secteur augmentera d'environ 2,8 % pour l'ensemble de la région. A ce niveau, la part de ces industries



devrait augmenter d'ici 1990. A noter cependant que, sur le court terme, l'expansion de ces industries ne se situera pas essentiellement à l'échelon de la transformation finale des matières premières mais plutôt de la transformation élémentaire : décorticage, torréfaction, séchage et emballage de ces produits primaires.

200. S'agissant du tabac, on constate certains indices de redressement, mais l'expansion restera en général très modeste, surtout à cause de l'essoufflement du marché mondial du tabac qui devrait limiter l'expansion d'activités comme le séchage et le conditionnement des feuilles. Par contre, la production locale de cigarettes devrait se maintenir à la hausse conformément à la tendance historique.

c) Textiles

201. On projette également une amélioration des tendances dans l'industrie textile. Après le recul à long terme enregistré entre 1978 et 1983, on prévoit que l'Afrique sera en mesure de réaliser une expansion de 1,4 à 1,9 % pendant la période du PPREA 1986-1990, avec assez peu de disparités entre les pays. Compte tenu de la situation du marché mondial, on envisage que les producteurs de coton se livreront à une transformation locale plus poussée et produiront des textiles plus élaborés. Toutefois, la progression la plus forte devrait être enregistrée dans des pays comme Maurice qui possèdent déjà une industrie textile compétitive.

d) Cuir

202. L'Afrique est toujours en retard sur les autres régions du monde qui se sont dotées d'une grande industrie moderne du cuir. Mais l'Afrique, qui possède d'abondants approvisionnements en cuirs et peaux, pourrait facilement s'équiper d'une industrie moderne dans ce secteur. Certains estiment même que les pays en développement jouent un rôle si important comme fournisseurs de cuirs et peaux qu'il faut s'attendre à ce que les industries de transformation du cuir des pays développés viennent s'installer à proximité des sources d'approvisionnement. On projette que les pays d'Afrique enregistreront une expansion positive pendant la période du PPREA, mais à un rythme moindre qu'en 1983-1985. L'ONUDI projette que la production de chaussures en Afrique tropicale progressera d'environ 3,5 % en 1990.

e) Produits de la forêt

203. Les produits de la transformation industrielle du bois vont des sciages et de l'ameublement aux papiers et produits de papeterie. En ce qui concerne le bois et les produits en bois, les perspectives à court terme prévoient un plafonnement, sinon même un ralentissement surtout en Afrique du Nord. Cette tendance est sans doute souhaitable face aux graves préoccupations que soulèvent le peuplement et le reboisement des forêts. Dans de nombreux pays d'Afrique, il serait même peu judicieux d'encourager une expansion qui accélérerait le déboisement. Au niveau du continent, les seuls pays où la transformation du bois possède encore un certain potentiel d'expansion sont ceux de la ceinture boisée d'Afrique centrale : Gabon, Congo, Zaïre et, dans une moindre mesure, République centrafricaine.

f) Industrie chimique

204. Dans l'ensemble, l'Afrique est en position de grande faiblesse en ce qui concerne la fabrication de produits chimiques industriels élémentaires, d'engrais et pesticides, ainsi que de produits pharmaceutiques. A l'exception des pays producteurs de pétrole qui se sont récemment lancés dans la pétrochimie, la plupart des pays d'Afrique possèdent une structure industrielle limitée à des produits chimiques simples tels que les savons et les peintures. Ce secteur présente encore des possibilités d'expansion mais aucune croissance rapide n'est prévue pour le court terme. Les perspectives des divers sous-secteurs sont présentées ci-après :

i) Engrais

205. Les pays d'Afrique devront obligatoirement accroître au plus tôt leur production d'engrais afin de pouvoir réaliser les objectifs du PPREA. Jusqu'ici, l'Afrique produit surtout des engrais phosphatés et azotés, catégories dont la production devra augmenter d'environ 6 % par an. A noter cependant que ce taux d'expansion sera largement tributaire des tendances de la production dans les grands pays producteurs comme le Maroc. En outre, la mise en exploitation rapide de projets de fabrication d'engrais dans les diverses sous-régions influencera l'expansion de la production.

206. D'ici la fin de la décennie, l'Afrique devrait produire dans l'ensemble plus qu'elle ne consomme si tous les projets prévus pour la période 1988-1990 sont effectivement réalisés. Utilisée entre 30 et 40 %, la capacité des nouvelles unités (2,5 millions de tonnes de N et 2,9 millions de tonnes de P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>) devrait suffire à satisfaire une demande projetée à 4,5 millions de tonnes. Mais cette autosuffisance apparente ne tient pas compte du fait que 80 % de la capacité nouvelle sera créée en Afrique du Nord, qui est déjà la première sous-région productrice et exportatrice d'engrais.

ii) Médicaments

207. On ne prévoit aucun changement majeur dans l'industrie pharmaceutique d'ici la fin de la période du PPREA. Dans l'ensemble, on n'enregistrera aucune augmentation marquée de la production de principes actifs. La production se maintiendra vraisemblablement dans le domaine des alcaloïdes végétaux, de leurs dérivés et des vaccins. En outre, la majorité des produits de formulation pharmaceutique continueront d'être importés.

Tableau 29

Valeur ajoutée projetée pour certains produits manufacturés\*  
(milliers de dollars)

	1985	1988	1990
Alimentation, boissons et tabac	8 979,6	9 811,5	10 409,8
Textiles, habillement et cuir	5 865,9	6 160,1	6 366,1
Produits du bois, y compris ameublement	994,9	996,9	999,9
Papiers et papeterie, imprimerie et édition	191,0	191,5	192,0
Biens de consommation	16 031,4	17 160,0	17 967,8
Autres produits manufacturés	11 374,9	13 508,6	15 150,5
Valeur ajoutée totale	27 062,8	30 668,6	33 118,3

Sources : Projections de la CEA.

\* Chiffres concernant 24 pays d'Afrique.

g) Sidérurgie

208. Selon les estimations disponibles, la consommation d'acier en Afrique pourrait progresser d'environ 10 % par personne et par an pour atteindre 34 kg en 1990. D'après cette estimation, la demande africaine d'acier projetée pour 1990 serait de 21 millions de tonnes. La capacité annuelle des aciéries existantes, en construction et en projet devrait s'élever à 13,8 millions de tonnes en 1990. Dans l'hypothèse d'un redressement rapide, et si l'utilisation de capacité remonte à près de 50 % d'ici 1990, la production de ces installations devrait atteindre 7 millions de tonnes. A ce niveau de production, l'écart entre l'offre et la demande, qui s'élèvera à 14 millions de tonnes en 1990, exigera une capacité additionnelle. En outre, compte tenu de la longueur de la période de gestation dans le secteur de l'acier, il est peu probable que la production africaine couvre ce déficit d'ici 1990. De ce fait, on prévoit que les importations d'acier seront élevées pendant la période 1988-1990.

Tableau 30

Demande et production d'acier en Afrique : projections d'ici 1990

	1985	1988	1990
Demande	5,9	9,4	20,6
Production	2,7	3,6	6,8
Solde	-3,2	-5,8	-13,8

Source : Projections de la CEA.

### 3. Amélioration des transports et communications

209. Dans le secteur des transports et des communications, le PPREA et le PANUREDA mettent l'accent sur l'intensification des efforts africains dans le financement des projets de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, ainsi que sur le renforcement des entreprises nationales et sous-régionales existantes pour l'entretien et la réfection de l'infrastructure des transports. On insiste en outre sur la nécessité complémentaire d'améliorer l'accès aux régions de production et de faciliter le développement du commerce africain dans les secteurs de l'agriculture, des matières premières industrielles et des autres biens et services. Les actions nécessaires à la réalisation de ces objectifs sont notamment : la création et l'entretien de routes secondaires et de voies d'accès et de desserte; la construction de petits ponts et de routes dans les déserts; et la participation à l'élaboration de réseaux de transport multinationaux et intermodaux, y compris la réfection des réseaux ferrés et le démantèlement des barrières qui, dans le domaine des transports et des communications, empêchent l'expansion des échanges.

210. Dans la mise en oeuvre du PANUREDA, certains gouvernements africains ont accru leur budget d'équipement dans le secteur des transports et des communications. Les progrès réalisés dans la réalisation des routes transafricaines pendant la deuxième phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et les investissements énormes consacrés à l'entretien routier permettent d'envisager avec optimisme l'amélioration des transports routiers d'ici la fin de la période couverte par le PANUREDA.

211. Fin juillet 1986, l'état d'avancement de la deuxième phase de la Décennie se présentait comme suit : 54 des 578 projets du secteur des transports (9 p. 100) étaient achevés et 145 (25 p. 100) étaient en cours d'exécution, 20 des 472 projets du secteur des communications (4 p. 100) étaient achevés et 66 (14 p. 100) étaient en cours d'exécution. Au plan financier, 4,29 milliards de dollars avaient été mobilisés, ce qui correspond à 23 p. 100 du coût du programme révisé de 18,225 milliards de dollars. Sur ce total, 42 p. 100 (1,314 milliard de dollars) provenaient de sources extérieures. Les projets nationaux continuaient de mobiliser plus de financement que les projets régionaux et sous-régionaux, tendance qui vaut aussi pour les projets en cours d'exécution. Dans le cas du Programme de la Décennie, six grands projets routiers transafricains sont en cours d'exécution : route Trans-saharienne, route transafricaine Mombasa-Lagos, route trans-sahélienne Dakar-Ndjamena, route transafricaine côtière Lagos-Nouakchott, route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gaborone, et route trans-Afrique centrale Tripoli-Windhoek. Ces six routes transafricaines, d'une longueur totale estimée à 40 000 km, plus 50 000 km de routes secondaires, ont atteint des niveaux d'avancement très différents.

212. Il faut avant tout reconnaître que l'élaboration d'une infrastructure des transports et des communications est essentiellement un effort à long terme. L'équipement des réseaux de transport, tant en ce qui concerne la mise en place des fondations essentielles que l'acquisition de nouveaux matériels, est un exercice coûteux. Il est donc très difficile de faire des projections à deux

ou trois ans dans ce secteur. On trouvera cependant ci-après certains indicateurs de l'évolution probable des grands modes de transport pendant la période de PPREA, tels qu'ils ressortent des projets en cours d'exécution.

a) Transport routier

213. Comme on l'a vu ci-dessus, la construction routière a progressé très lentement dans la plupart des pays d'Afrique. Cette situation ne devrait pas s'améliorer spectaculairement pendant la période 1988-1990. Tout au plus peut-on envisager quelques améliorations à court. Mais il y a deux autres aspects importants : la réfection des routes abandonnées, surtout les routes secondaires, et l'amélioration de la capacité d'entretien. Le simple fait de remettre en état les routes abandonnées permettrait d'augmenter d'un pourcentage appréciable le kilométrage total du réseau routier. De même, la réfection des véhicules hors d'usage permettrait d'accroître sensiblement le volume du trafic.

214. Pour pouvoir concentrer les efforts sur les aspects mentionnés au paragraphe précédent, il faudrait résoudre immédiatement les problèmes suivants : a) manque d'information et de données fiables sur l'état des routes et du matériel de transport; b) perfectionnement des ressources humaines afin d'améliorer les politiques de formation pour toutes les catégories de personnel; c) actualisation des services d'entretien, surtout dans des zones rurales négligées.

b) Transport ferroviaire

215. Compte tenu des exigences financières et techniques inhérentes au développement de ce mode de transport, les projets à court terme ne révèlent aucune transformation importante dans la situation des chemins de fer africains d'ici 1990. En tout premier lieu, les structures ferroviaires historiques de la période coloniale ne peuvent être refondues sur le court terme. Deuxièmement, les difficultés économiques qu'éprouvent la plupart des pays d'Afrique ne permettront sans doute pas de réaliser les investissements lourds qu'exige l'équipement ferroviaire. Cependant, certains pays comme l'Ouganda ont pris conscience des avantages qu'ils peuvent tirer de l'exploitation du réseau ferroviaire existant, qui est souvent beaucoup plus économique que le transport routier. En outre, l'impulsion donnée par la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique en matière de réfection et d'amélioration de l'entretien du réseau ferré et des matériels ferroviaires pourrait donner certains résultats d'ici 1990.

c) Transport maritime

216. Compte tenu des investissements élevés qu'exige le développement des transports maritimes, les perspectives à court terme sont difficiles à évaluer. Toutefois, certaines informations limitées indiquent que ce secteur produira des performances médiocres pendant la période 1988-1990. En 1986, l'Afrique possédait 1,2 p. 100 du tonnage mondial de port en lourd. Compte tenu de ces tendances et du fait que le volume africain de trafic maritime augmentera de 2,6 p. 100 en 1990, la part africaine du tonnage mondial de port en lourd devrait atteindre, d'ici 1990, l'objectif de 3,9 p. 100 fixé dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

217. Le PPREA et le PANUREDA prévoient la réfection et l'entretien des équipements portuaires, ainsi que l'adoption de techniques à haute intensité de main-d'oeuvre pour la construction et l'entretien des infrastructures portuaires. Mais les infrastructures portuaires restent en général médiocres. Le degré d'interconnexion entre les différents modes (mer/rail, mer/route, mer/fleuve) reste le point faible de beaucoup de ports africains. Les longs délais de transbordement ralentissent les livraisons et favorisent les pertes dues au vol et aux dégâts matériels.

218. Il est donc urgent de régler ces problèmes sur le court terme. En outre, les pays côtiers doivent s'efforcer de réduire les délais de chargement et de déchargement, mieux planifier les activités portuaires et améliorer l'analyse opérationnelle. Dans ces conditions, il serait possible d'accroître le débit de conteneurs tout en maintenant le trafic portuaire à ses niveaux actuels. La productivité de la main-d'oeuvre portuaire devrait aussi augmenter légèrement.

#### d) Télécommunications

219. Du point de vue du développement général des télécommunications dans les pays d'Afrique, les progrès à court terme se heurteront vraisemblablement aux facteurs suivants : absence de plans directeurs nationaux pour le développement des télécommunications et la maintenance, manque de ressources financières pour assurer les opérations coûteuses d'exploitation et de maintenance des réseaux; non-respect des accords bilatéraux et multilatéraux sur l'établissement de liaisons internationales; pénurie de compétences et de structures de gestion dans tous les secteurs du service.

220. Dans ces circonstances, il est peu probable que d'importantes améliorations se produisent pendant la période du PPREA. Les projets en cours peuvent toutefois permettre de réaliser certains progrès d'ici 1990.

### 4. Commerce et finance

221. Dans le but d'accélérer le redressement de l'Afrique, le PPREA et le PANUREDA soulignent la nécessité de développer, rationaliser et régulariser les opérations du commerce intérieur, et de promouvoir et renforcer le commerce intra-africain.

#### a) Commerce intérieur des pays d'Afrique

222. En raison de l'importance relative de la production de subsistance et des activités du secteur non monétisé dans la production totale de l'Afrique, il est relativement difficile de dégager précisément les perspectives du commerce intérieur à l'échelon national. En outre, les données concernant le commerce intérieur sont fragmentaires et souvent dénuées de toute fiabilité, en raison notamment de l'importance relative des activités non structurées qui se déroulent en dehors de l'économie "officielle". Malgré cela, on trouvera ci-après une appréciation qualitative du secteur du commerce intérieur pendant la période du PPREA et du PANUREDA (1986-1990), évaluation qui se fonde essentiellement sur les paramètres suivants :

- évolution du commerce;
- évolution des prix intérieurs;
- circuits intérieurs de distribution.

i) Evolution du commerce

223. Pour l'Afrique dans son ensemble, la valeur ajoutée par le commerce (en prix constants de 1980) s'est contractée de 0,3 p. 100 pendant la période 1980-1983, puis encore de 1,1 p. 100 pendant 1983-1986. Ce recul est très certainement dû à une contraction de l'activité commerciale, étant donné que les marges sont pratiquement incompréhensibles. Toutefois, ce résultat pour l'ensemble de la région est fortement influencé par le recul très net de la valeur ajoutée commerciale constatée depuis 1980 en Afrique de l'Ouest. On suppose que, pendant la période 1988-1990, les marges bénéficiaires n'augmenteront guère en termes réels par rapport à leur niveau de 1983-1985. L'accroissement projeté de la valeur ajoutée par le secteur commercial en Afrique (2 à 3 p. 100 par an) devrait résulter de l'expansion des activités commerciales attribuable à l'amélioration des circuits de distribution et au démantèlement des obstacles à l'expansion du commerce intérieur.

ii) Evolution des prix intérieurs

224. Les deux éléments de prix qui influencent directement le volume du commerce intérieur sont le ratio prix à la consommation/revenu et le niveau des prix à la production. Des tendances récentes indiquent que les efforts déployés par les pays d'Afrique ont amené un ralentissement généralisé de la hausse des prix à la consommation. En outre, la plupart des pays africains ont adopté des mesures visant à relever les prix à la production de nombreux produits commercialisables. On prévoit que ces deux tendances se poursuivront pendant la période du PPREA et du PANUREDA, ce qui renforcera à terme l'expansion du commerce intérieur. Toutefois, étant donné qu'une grande partie du commerce porte sur des marchandises importées, la pénurie de devises, conjuguée à des tendances inflationnistes dans les pays industrialisés, risque de compenser largement les effets favorables de l'évolution des prix intérieurs.

iii) Circuits intérieurs de distribution

225. Pour que le secteur commercial appuie effectivement le développement de l'agriculture, il est nécessaire de disposer de circuits de distribution performants dotés de solides structures de commercialisation, d'une gestion des stocks efficace et de moyens de transport adéquats. Dans la plupart des pays d'Afrique, on constate une dégradation des rendements dans la distribution en raison des structures de commercialisation monopolistes, de l'inadéquation des politiques de prix, ou du manque d'infrastructure et d'équipement de transport performants. Il est donc encourageant de constater que plusieurs pays d'Afrique ont déjà pris des mesures dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurel en vue de rationaliser les structures de mise sur le marché, d'établir des prix rémunérateurs pour les producteurs agricoles afin de favoriser les producteurs locaux, et de constituer des réseaux de distribution interne performants.

226. Si ces efforts se poursuivent et se renforcent, les perspectives sont favorables à une amélioration des réseaux de distribution dans les divers pays d'Afrique. Mais encore faudra-t-il régler le problème de la répartition des revenus pour assurer à la majorité de la population un pouvoir d'achat suffisant pour profiter des biens et des services offerts sur le marché. En outre, le développement du secteur des transports, surtout en milieu rural, constitue encore un obstacle majeur à l'expansion du commerce, étant donné le montant d'investissements qu'il exige. De même, le manque d'installations d'entrepôt, surtout pour l'alimentation, continue de limiter les possibilités d'échanges commerciaux entre les pays de la région.

#### b) Finances intérieures

227. D'après les données préliminaires disponibles, les ratios épargne/PIB et investissement/PIB s'améliorent depuis 1986. La part de l'investissement dans le PIB total a effectivement augmenté, passant à 19,2 p. 100 en 1986 et 19,6 p. 100 en 1987; de même, le taux de l'épargne intérieure est passé à 15,5 p. 100 du PIB en 1986 et à 15,9 p. 100 en 1987, la différence épargne-investissement se maintenant donc à 3,7 p. 100 du PIB en 1987, contre 5,5 p. 100 en 1986. Cette amélioration procède de l'adoption de politiques d'assainissement de la demande, notamment par la compression des dépenses publiques, la rationalisation de la consommation et l'imposition de plafonds aux emprunts du secteur public et du secteur privé auprès du système bancaire et, si la même tendance se maintient jusqu'à 1990, l'écart épargne-investissement devrait se resserrer jusqu'à 3 p. 100.

#### c) Commerce intra-africain

228. Les pays d'Afrique, parfaitement conscients de l'importance du commerce intra-africain, ont déployé des efforts visant à intensifier le commerce à l'intérieur du continent. Des accords de préférence commerciale ont été conclus en Afrique de l'Est et en Afrique australe, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la CEA et en Afrique centrale sous l'égide de l'UDEAC. En Afrique du Nord, la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) d'Afrique du Nord est en cours de constitution. La participation des pays d'Afrique aux mécanismes visant à éliminer les obstacles à l'expansion du commerce intra-africain devrait s'intensifier pendant le reste de la période du PPREA et du PANUREDA. On estime que le commerce intra-africain atteindra quelque 6 p. 100 du volume total des échanges de la région d'ici 1990, soit une expansion annuelle de 4 p. 100 entre 1988 et 1990. Ce chiffre est facilement réalisable et pourrait même être dépassé si les pays d'Afrique prenaient des mesures spécifiques dans le but de régulariser le commerce "officieux" à travers les frontières. En outre, les mécanismes de paiement et de compensation, par exemple les chambres sous-régionales de compensation et les régimes de crédits et d'assurances, devraient être renforcées dans le but de réaliser l'expansion projetée du commerce intra-africain.

### 5. Ressources humaines

229. En supposant que le PPREA et le PANUREDA soient intégralement mis en oeuvre d'ici 1990, l'état déplorable des ressources humaines africaines devrait montrer



certaines améliorations. Les niveaux de chômage déclarés et de sous-emploi, au lieu d'augmenter, auront été abaissés. Le chômage aura été ramené à 6 à 8 p. 100 de la population active. Il serait possible de mettre un terme à l'augmentation du sous-emploi et même d'inverser cette tendance. Les mesures de redressement créeront en elles-mêmes un climat économique favorable à l'absorption de main-d'oeuvre qui créera directement quelque 3 millions d'emplois permanents nouveaux. Les nombreux programmes qui devront être mis en oeuvre dans le cadre du PPREA et du PANUREDA, dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture et les autres secteurs auxiliaires de l'agriculture, auront pour effet non seulement de créer de nombreux débouchés pour l'emploi rural mais aussi de réduire très sensiblement le sous-emploi dans ce secteur et de donner un coup de fouet à la productivité rurale.

230. La mise en oeuvre des programmes relatifs aux autres secteurs qui appuient l'agriculture stimulera l'expansion de l'industrie et des services, créant ainsi une demande de main-d'oeuvre dans le secteur structuré et dans le secteur traditionnel. Il en résultera une augmentation des revenus qui contribuera à réduire l'impact de la pauvreté, surtout chez les économiquement faibles urbains. Mais cette évolution positive ne contribuera que marginalement à inverser l'exode des compétences, car il faut que les conditions générales, politiques et socio-économiques restent attrayantes sur le long terme pour rendre confiance à ceux qui ont émigré pour tenter d'échapper à des conditions de vie défavorables.

231. L'expansion des dépenses publiques permettra d'améliorer la capacité des gouvernements africains à fournir un plus grand appui aux secteurs sociaux (éducation et santé) afin de lutter plus rapidement contre l'analphabétisme et d'ouvrir l'accès à l'éducation à une plus grande proportion des jeunes africains, ainsi qu'à réduire sensiblement la morbidité et la mortalité infantiles.

#### B. Perspectives dans un climat international amélioré

232. La PPREA comme le PANUREDA soulignent l'importance du rôle que peut jouer la communauté internationale à l'appui et en supplément des efforts déployés par l'Afrique en vue de la réalisation effective du programme de redressement d'ici 1990. Nous allons maintenant examiner les conditions extérieures que confronte l'Afrique, surtout en ce qui concerne les exportations, les importations et la balance des paiements.

##### 1. Le commerce extérieur de l'Afrique

###### a) Exportations de marchandises

233. On prévoit que la majorité des exportations de produits agricoles augmenteront en volume pendant la période 1988-1990, mais à des rythmes différents compte tenu notamment des politiques intérieures adoptées par les pays africains en matière de cultures d'exportation. Toutefois, du fait que l'on ne prévoit pas une reprise de la demande mondiale pour beaucoup de ces produits, les taux de croissance projetés résultent d'une amélioration probable des marchés internationaux pour les produits d'exportation africains.

234. Le thé et le sucre sont les produits primaires agricoles qui devraient enregistrer une croissance relativement élevée en 1988-1990. S'il est vrai que les exportations de café ont diminué en volume pendant la période 1983-1985, on a enregistré une augmentation globale de l'ordre de 1,1 p. 100 entre 1980 et 1984. Cette tendance devrait se maintenir pendant 1988-1990, ce que confirme les tendances de la demande mondiale, en expansion de 3 p. 100. La tendance historique 1980-1984 permet également de projeter une augmentation de 3 p. 100 par an des exportations de thé entre 1988 et 1990. De la même manière, le sucre devrait progresser de 2,5 p. 100.

235. Les autres produits agricoles (cacao, coton, tabac et arachides) devraient progresser très lentement pendant la période 1988-1990. Pour le cacao, on prévoit une expansion de 1,3 p. 100 malgré le déclin observé ces dernières années. Cette reprise des exportations de cacao se fonde essentiellement sur le fait que la demande mondiale totale a augmenté de plus de 4 p. 100. On suppose donc que l'Afrique pourra retrouver sa part des exportations mondiales de cacao. Par contre, on prévoit que le coton, le tabac et l'arachide marqueront le pas avec des taux de croissance inférieurs à 1 p. 100. Ce plafonnement résulte essentiellement d'une demande mondiale stagnante pour ces produits.

Tableau 31

Exportations de marchandises selon le scénario normatif  
(volumes en milliers de tonnes et millions de barils,  
valeurs en millions de dollars à prix constants de 1985)

Produit	Volume	1985	Volume	1988	Volume	1990
		Valeur		Valeur		Valeur
<u>Cultures marchandes</u>						
- Café	814,7	2 197,9	841,9	2 271,3	860,5	2 321,5
- Cacao	849,3	2 039,9	888,3	2 133,0	914,9	2 197,5
- Coton	647,8	1 994,3	665,5	2 048,6	677,5	2 085,7
- Tabac	172,2	706,5	173,2	710,7	173,9	713,5
- Thé	251,4	503,1	274,7	549,8	291,4	583,2
- Arachides	93,5	32,7	93,8	32,8	94,0	32,9
- Sucre	1 777,7	637,1	1 914,3	686,1	2 011,3	720,8
<u>Secteur</u>						
<u>extractif</u>						
- Cuivre	1 271,5	1 819,9	1 271,5	1 819,9	1 272,1	1 820,7
- Fer	2 781,1	631,3	2 801,2	635,8	2 814,6	638,9
- Bauxite	196,6	32,3	206,2	33,8	218,1	35,8
- Phosphate	2 129,5	716,3	21 384,0	724,9	1 555,5	730,7
- Pétrole brut	1 652,0	49 000,0	1 707,1	50 634,8	1 744,9	51 755,0
Total		52 199,6				54 981,1

Tableau 31 (suite)

Produit	Volume	1985 Valeur	Volume	1988 Valeur	Volume	1990 Valeur
Exportations totales de l'échantillon de marchandises (94,2 p. 100)		60 311,1				62 281,5
Exportations totales de marchandises		64 092,6				66 116,2

Source: Projections de la CEA.

236. On suppose que les exportations de métaux augmenteront à un rythme légèrement plus rapide que dans le scénario des tendances historiques. On prévoit que la bauxite progressera de 2,1 p. 100 par an. Les exportations de pétrole brut devraient marquer le pas en volume avec 1,1 p. 100 d'augmentation annuelle entre 1988 et 1990, pour un total de 1,7 milliard de barils en 1990.

b) Importations de marchandises

237. Même si l'on suppose que, dans l'ensemble, la structure des exportations n'évoluera pas de façon spectaculaire pendant la période du PPREA, les importations de certaines catégories de facteurs intermédiaires et de machines et matériels pour l'industrie devront progresser plus rapidement que la tendance historique pour soutenir les efforts d'équipement pendant la période de redressement.

i) Importations alimentaires

238. Les projections normatives des importations alimentaires totales pendant la période du PPREA et du PANUREDA tiennent compte des déplacements structurels historiques dans la composition des importations alimentaires de l'Afrique. En fait, compte tenu des estimations de la FAO quant à l'augmentation projetée de 8 kg par personne de la production céréalière pour une consommation de 140,8 kg par personne en 1986, il est évident que la part des céréales dans les importations alimentaires totales augmentera d'ici 1990, même si l'Afrique améliore son taux d'autosuffisance en céréales. Sur la base de l'augmentation annuelle de la part des céréales dans les importations alimentaires totales pendant la période 1981-1985, on estime que les importations céréalières représenteront 52,1 % des importations alimentaires totales en 1988 et 55,6 % en 1990. Compte tenu du déficit céréalier projeté ci-dessus, les importations alimentaires totales devraient atteindre 11,3 milliards de dollars en 1988, contre 10,6 milliards de dollars en 1985, soit une expansion de 2,2 % par an. A partir de 1988, on projette que les importations alimentaires totales

plafonneront au niveau prévu pour 1988. Toutefois, il est important de remarquer que si les importations alimentaires totales marquent le pas pendant cette période, les importations de céréales devront s'accroître pour permettre l'augmentation prévue de la consommation des céréales par habitant. Cela signifie que la composition des importations alimentaires aura subi une mutation logique, en ce sens que beaucoup des produits que l'Afrique peut facilement produire (sucre, viande, lait, fruits et légumes) ne devront plus être importés.

#### ii) Boissons et tabac

239. Une grande partie des produits de boissons les plus importants sur le marché mondial (café, thé et cacao) provient d'Afrique. L'Afrique produit également d'importants volumes de tabac. La seule raison pour laquelle l'Afrique importe certaines quantités de boissons et de tabac réside dans le faible niveau de transformation locale dont ces produits sont l'objet. On constate heureusement une baisse marquée des importations de boissons et de tabac dans l'ensemble de la région. Entre 1985 et 1987, la valeur des importations de boissons et de tabac a baissé en moyenne de 1,1 % par an, passant de 786 millions de dollars à 751 millions. On prévoit que cette tendance historique se maintiendra jusqu'à 1990, dans la mesure où, pendant cette période, les pays d'Afrique remettront en état et augmenteront la capacité des industries de transformation des produits agricoles de base conformément aux principes du PPREA et du PANUREDA. Dans cette hypothèse, la valeur totale des importations de boissons et de tabac devrait tomber à 726,5 millions de dollars en 1988 et 710,5 millions en 1990.

#### iii) Combustibles

240. Les projections concernant les volumes d'importation de combustibles pour la période 1988-1990 s'appuient sur l'élasticité-PIB marginale des importations de pétrole, récemment estimée à 0,73. Cette hypothèse relativement faible a été retenue en raison du fait que les pays d'Afrique ont été contraints, surtout pendant les années 80, à limiter leur consommation à cause d'une pénurie aiguë de réserves de change. Même si les prix du pétrole ont maintenant beaucoup baissé, la position de change de la plupart des pays africains reste très précaire. On prévoit donc que la majorité des pays d'Afrique continueront de pratiquer une politique de prudence en matière d'importations pétrolières. On suppose toutefois que le redressement économique des pays d'Afrique pendant la période du PPREA et du PANUREDA exigera une augmentation de la consommation d'énergie, et surtout de combustibles. Ainsi, même en appliquant l'élasticité marginale historique, le taux d'expansion du PIB pendant le redressement suppose une augmentation annuelle moyenne de 2,5 % des importations totales de produits pétroliers. A ce taux, la valeur des importations de combustibles augmentera de 5,2 milliards de dollars en 1985 à 5,6 milliards en 1988 et 5,9 milliards en 1990 (en prix constants de 1985).

#### iv) Produits chimiques

241. Les produits chimiques importés par la plupart des pays africains s'inscrivent dans trois grandes catégories : produits chimiques industriels de base; produits chimiques pour l'agriculture (engrais élaborés et pesticides);

produits pharmaceutiques. On ne dispose pas de chiffres détaillés permettant de calculer la part relative de chacune des catégories. Mais on estime que les engrais et pesticides représentent près de 20 % de toutes les importations de produits chimiques pour l'ensemble de la région.

242. En projetant les importations de produits chimiques pour la période 1988-1990, on a mis particulièrement l'accent sur l'évolution des engrais et pesticides, conformément aux priorités du redressement agricole de l'Afrique pendant la période. Les données de la FAO indiquent que la production africaine d'engrais azotés et phosphatés augmente depuis 1980. Conformément à cette tendance, les exportations d'engrais de ces catégories ont diminué en volume comme en valeur. Malgré ces tendances, et compte tenu du très faible niveau de mise en oeuvre des engrais, on projette que l'Afrique devra accroître ses importations d'engrais et de pesticides afin de réaliser le redressement et l'expansion notable programmés pour le secteur agricole. Sur la base du taux de 6,4 % projeté par la FAO pour la consommation d'engrais en Afrique subsaharienne, et du taux historique d'augmentation de la production, on estime que les importations d'engrais et de pesticides s'accroîtront pendant la période du PPREA alors qu'elles avaient diminué entre 1980 et 1985. On note cependant que cette augmentation sera nettement freinée par le manque de disponibilités de change. En outre, la croissance prévue par la FAO en ce qui concerne la consommation d'engrais risque d'être affectée par une mesure visant à rétablir l'équilibre financier : la suppression des subventions que les pays africains avaient dû offrir sur les engrais. On prévoit donc, dans l'ensemble, que les importations d'engrais et de pesticides progresseront au taux modique de 3,5 %. A ce rythme, la valeur des importations d'engrais et de pesticides augmentera pour l'ensemble de l'Afrique, passant de 973,5 millions de dollars en 1985 à quelque 1,2 milliard en 1990.

243. S'agissant des autres catégories de produits chimiques, on suppose aussi que le redressement des industries africaines pendant la période du PPREA exigera à court terme une augmentation des approvisionnements en produits chimiques industriels. Sur la base de leur élasticité, on estime que ces importations augmenteront au taux annuel moyen de 4 % entre 1985 et 1990.

#### v) Machines et matériel de transport

244. Pendant la période 1980-1985, les importations de machines et de matériel de transport pour l'ensemble de la région Afrique révèlent un déclin sensible de 7 % en valeur. Bien entendu, cette tendance résulte directement de la contraction radicale de la formation de capital fixe enregistrée dans la plupart des pays d'Afrique pendant cette période. En termes réels, la formation brute de capital fixe dans la région a baissé à un taux alarmant de 6 % par an entre 1981 et 1985. Bien entendu, le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique prévoit d'inverser cette inquiétante tendance en proposant un nouvel effort d'équipement dans certains secteurs prioritaires avec des investissements de 128 milliards de dollars pour la période 1986-1990, soit en moyenne 25,6 milliards de dollars par an.

245. Les indicateurs de 1986 révèlent que le niveau global d'investissement est resté en baisse. Même si cela n'indique pas nécessairement que les priorités du PPREA n'ont pas été respectées (les ressources investissables pouvant avoir été affectées à d'autres secteurs) il est évident qu'un retour très net aux priorités du Programme doit intervenir d'ici la fin de sa période (1987-1990). Sur cette base, et en supposant que les priorités du PPREA seront mises en oeuvre, on projette que l'investissement total devra s'élever à 76,7 milliards de dollars en 1990, ce qui suppose une forte progression annuelle, de l'ordre de 4,7 % entre 1985 et 1990. Compte tenue que les importations de machines et de matériel de transport représentent historiquement quelque 54 % de l'investissement total, on projette qu'elles s'élèveront (aux prix de 1985) à 22,9 milliards de dollars en 1988 et à 26,5 milliards en 1990.

vi) Autres marchandises manufacturées

246. Cette catégorie d'importations comprend essentiellement des produits de consommation manufacturés relevant pour la plupart de la catégorie des marchandises de luxe. Compte tenu de l'engagement pris par les pays africains de mettre intégralement en oeuvre les secteurs prioritaires pendant la période à l'étude, on estime raisonnable, sinon même indispensable, que ces pays concentrent la plus grande partie de leurs ressources extérieures sur l'importation de marchandises essentielles, de matières premières intermédiaires pour l'agriculture et l'industrie, et de bien d'équipement. De ce fait, la tendance historique à la baisse des importations d'autres produits manufacturés devrait se poursuivre au moins jusqu'à fin 1990. On prévoit donc que la valeur des importations d'autres produits manufacturés baissera légèrement, tombant de 21,9 milliards de dollars en 1985 à 19,7 milliards en 1990.

247. Les conséquences de cette hypothèse sont évidentes : i) les pays africains devront adopter des politiques pour modérer la tendance naturelle des Africains à consommer des marchandises importées; (ii) les pays d'Afrique devront adopter des mesures visant à accroître la production intérieure des marchandises traditionnellement importées, surtout lorsque la capacité de production est déjà en place (textiles, cuir, papier, métaux de base); iii) des mesures de facilitation des échanges intra-africains à travers de mécanismes comme les chambres de compensation sous-régionales doivent être prises d'urgence pour faciliter la circulation de cette catégorie de marchandises entre les pays d'Afrique.

Tableau 32

Projections des importations de certains produits  
(millions de dollars aux prix de 1985)

	1985	1988	1990
Alimentation	10 567	11 285	11 258
Boissons et tabac	751	727	711
Combustibles	5 176	5 574	5 586
Produits chimiques			
- engrais et pesticides	973	1 079	1 156
- autres produits chimiques	4 859	5 466	5 912
Machines et matériel			
de transport	21 022	22 874	26 460
Divers	21 998	20 608	19 730
Pays d'Afrique en développement	65 346	67 613	71 083

Source : Projections de la CEA.

## 2. Perspectives de balance des paiements

248. Dans le scénario normatif, on suppose que l'indice de la valeur unitaire des exportations s'améliorera sensiblement pour atteindre 85,1 en 1990 (1980 = 100) contre 78,5 en 1985, tandis que l'indice de la valeur unitaire des importations s'élèvera à 87 en 1990. Dans ces hypothèses, on projette que les exportations et importations totales de marchandises s'élèveront respectivement à 67,7 milliards de dollars et 71,1 milliards en 1990, aux prix constants de 1985, soit 73,4 milliards et 77,8 milliards en termes nominaux. Cela signifie que les exportations f.o.b. progresseront au taux annuel de 2,8 % et les importations f.o.b. au taux de 6,1 %. Dans ce scénario normatif, le déficit commercial atteindra 4,4 milliards de dollars d'ici 1990 au lieu de 14,9 milliards dans le scénario des tendances historiques.

Tableau 33

Evolution projetée de l'indice des prix unitaires du commerce africain  
(1980 = 100)

	1985	1988	1990
Indice des prix à l'exportation	78,5	83,8	85,1
Indice des prix à l'importation	79,5	81,2	87,0
Indice des termes de l'échange	98,7	103,2	97,8

Source : Projections de la CEA.

**Tableau 34**  
Projections de balance des paiements  
(solde des opérations courantes)  
(milliards de dollars)  
(scénario normatif)

	1985	1988	1990
Exportations de marchandises	64,0	69,5	73,4
Importations de marchandises	-58,1	69,2	-77,8
Compte des marchandises	5,9	0,3	-4,4
Assurances et fret (net)	-5,5	-8,7	-11,9
Intérêt (net)	-6,8	-7,8	-8,5
Services divers (net)	-5,2	-4,6	-4,2
Compte des services	-17,5	-21,1	-24,6
Transferts privés nets sans contrepartie	4,7	4,9	5,2
Transferts publics nets sans contrepartie	3,3	4,4	5,4
Total des transferts	8,6	9,3	10,6
<b>Solde des opérations courantes</b>	<b>-3,6</b>	<b>-11,5</b>	<b>-18,4</b>
<b>Financement :</b>			
- Investissement étranger direct	11,6	1,8	2,4
- Variation des réserves	-0,4	-0,2	0,6
<b>Emprunts nets</b>	<b>2,4</b>	<b>-9,5</b>	<b>- 15,4</b>

Source : Projections de la CEA.

249. Dans le scénario normatif, les services non facteurs reçus s'élèvent à 1,2 milliard de dollars en 1990, tandis que les paiements de services non facteurs, qui sont censés représenter quelque 8,7 % du total du commerce de marchandises, atteignent 13,1 milliards en 1990; le compte assurances et fret dégage un déficit net de 11,9 milliards de dollars. Toutefois, on prévoit que les intérêts versés augmenteront au rythme de 8,9 % par an, reflétant l'amélioration de la situation financière africaine face à ses obligations de service. A ce rythme, les versements d'intérêts passeront de 8,2 milliards de dollars en 1985 à 12,6 milliards en 1990. Les intérêts reçus devraient augmenter de 17,1 % par an pour atteindre 3,1 milliards de dollars en 1990, si bien que les intérêts nets atteindront 8,5 milliards de dollars cette année-là. Les autres services (net) devraient diminuer de 4,2 % pour atteindre 4,2 milliards de dollars en 1990.



250. Les transferts privés nets, qui s'élevaient à 4,7 milliards de dollars en 1985, devraient augmenter de 2,0 % par an pour atteindre 5,2 milliards de dollars en 1990. Les transferts publics nets, y compris les dons, devraient augmenter plus fortement de 10,4 % par an, pour atteindre 5,4 milliards de dollars.

251. On projette donc que le solde des opérations courantes de la balance des paiements dégagera un déficit de 18,4 milliards de dollars en 1990. Ce montant pourra être financé par des investissements étrangers directs de 2,4 milliards de dollars et une augmentation des apports de ressources. En outre, le climat économique international devra nettement s'améliorer en ce qui concerne les conditions de financement et les modalités de remboursement des emprunts, afin de garantir que tous les besoins de financement du PPREA sont satisfaits dans les délais nécessaires au redressement économique.

### 3. Apports de ressources

252. Les perspectives concernant l'apport total de ressources à destination de l'Afrique sont largement tributaires de la tendance de l'aide publique au développement (APD), laquelle représente traditionnellement quelque 70 % des ressources totales. C'est en fait l'APD qui constitue la principale source de financement du développement en Afrique depuis que les capitaux privés et les crédits d'exportation connaissent de profondes fluctuations.

253. Pendant la période 1988-1990, on prévoit que l'APD destinée à l'Afrique augmentera de 12,3 % par an en termes nominaux. Cette progression suppose une augmentation annuelle de 3 % en termes réels. On projette que les ressources multilatérales augmenteront de 12,4 % en termes nominaux pendant la période 1986-1990, ce qui est légèrement supérieur à celui enregistré en 1983-1986, car on prévoit que les divers mécanismes nouveaux qui ont été créés (pour l'Afrique subsaharienne à la Banque mondiale et pour l'ajustement structurel au FMI) susciteront une augmentation des apports multilatéraux aux pays africains.

254. Pour permettre aux pays d'Afrique de soutenir le niveau d'importations projeté et d'importer les produits intermédiaires et les biens d'équipement nécessaires au redressement pendant la période du PPREA, les crédits d'exportation devront jouer un rôle plus grand que jamais. On a donc projeté que les crédits d'exportation atteindront près de 1 milliard de dollars en 1990, ce qui suppose une augmentation annuelle moyenne de 7,5 % en termes nominaux entre 1986 et 1990.

255. Compte tenu des problèmes d'endettement qu'éprouvent la majorité des pays d'Afrique, il est peu probable que l'on enregistre d'importants recours à l'emprunt commercial pendant la période du PPREA. Toutefois, dans la mesure où le réaménagement de la dette privée ou commerciale peut être comptabilisé comme un apport net de ressources nouvelles, on projette une augmentation modique des apports privés, dont le montant atteindra 2,9 milliards de dollars en 1990, contre 2,3 milliards en 1986, soit une progression de 6,1 % en termes nominaux, mais une baisse en termes réels.

Tableau 35

Projections des apports de ressources

	1986	1990
I. Financement officiel du développement	16,0	25,0
- Bilatéral	10,5	17,6
- Multilatéral	3,5	5,6
- Autres	2,0	1,8
II. Crédit d'exportation	0,6	0,8
III. Apports privés	2,3	2,9
Apport total net	18,9	28,7

Source : Projections de la CEA.

256. A noter que le taux d'expansion projeté des divers types d'apports donne un montant total net de 28,6 milliards de dollars à destination de l'Afrique en 1990. Il semble donc que si les hypothèses posées ci-dessus se concrétisent pendant la période du PPREA en matière d'apports de ressources, l'Afrique devrait enregistrer une amélioration appréciable de sa position de balance des paiements, et serait certainement mieux placée pour financer son déficit de balance des paiements sans beaucoup puiser sur ses réserves. Cela créerait certainement un climat plus favorable à la mise en oeuvre des diverses mesures de réforme et engendrerait un processus sensible de redressement. On ne saurait trop souligner que, faute de mobiliser les montants de ressources prévus, les pays d'Afrique ne seront pas en mesure de mettre en oeuvre les PPREA et le PANUREDA. Par exemple, il est manifeste que les pays d'Afrique seraient alors dans l'impossibilité d'accroître suffisamment leurs importations pour soutenir les efforts de redressement et de relance, surtout si l'on tient compte de la situation très difficile qui règne sur le marché des produits de base.

4. La dette

257. Sur la base des besoins de ressources pour la période du PPREA et du PANUREDA, on a procédé à des estimations préliminaires du montant probable de la dette accumulée d'ici 1990. Le calcul se fonde sur deux grandes hypothèses : i) le niveau d'investissement étranger direct augmentera fortement pendant la période pour atteindre 2,4 milliards de dollars en 1990, contre 1,7 milliard en 1987; et ii) dans l'ensemble de la région, une partie des déficits seront financés en puisant sur les réserves. On suppose à cet égard que les pays d'Afrique devront prélever sur leurs réserves un total cumulatif de 2,4 milliards entre 1987 et 1990, soit en moyenne 0,6 milliard par an pendant toute la période.

258. Sur la base des hypothèses ci-dessus, et compte tenu du déficit annuel projeté du compte courant de la balance des paiements, les emprunts cumulatifs nets pour les années 1987-1990 sont estimés à 53,1 milliards de dollars.

Si 50 % de ce montant est fourni sous forme de dons directs, on estime que la dette-stock de la région Afrique s'élèvera à 226,5 milliards de dollars fin 1990, avec un fardeau de service projeté entre 20 et 25 % des recettes d'exportation. L'augmentation de la dette tient donc compte d'aspects aussi essentiels que les mesures d'allégement et de réaménagement, la modicité des taux d'intérêt grevant le stock actuel, l'allongement des différés de remboursement et l'augmentation de l'élément de don demandée à la septième session de la CNUCED et au sommet de Venise des sept pays à économie de marché les plus industrialisés. Ces aspects constitueront par nécessité une démarche concertée pour la solution du problème de la dette dans le contexte du redressement et du développement.

259. A cet égard, on accordera une importance vitale aux éléments suivants d'une démarche concertée visant à résoudre le problème de la dette dans le contexte de l'expansion du développement : réaménagement urgent des échéances; annulation de dettes; abaissement des taux d'intérêt sur la dette existante; allongement des différés de remboursement; relèvement de l'élément de don; remboursement en monnaies locales; conversion d'une partie de la dette et des obligations de remboursement existantes en portefeuilles d'investissement et de participations; consolidation ou capitalisation de la dette et des intérêts en prêts à long terme beaucoup plus concessionnels; et cession à des tiers de certains emprunts (surtout ceux qui ont été souscrits auprès de banques commerciales). Dans l'esprit du Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, cette démarche "devrait viser à accroître la capacité de production des pays d'Afrique. En effet, il faudra élaborer d'urgence un ensemble de mesures multiples comportant un allégement des différentes catégories de dettes. Cet ensemble de mesures devra non seulement alléger le fardeau des pays débiteurs et ramener le service de la dette à des niveaux raisonnables, mais aussi s'accompagner d'une augmentation des apports de ressources afin de favoriser le redressement et le développement. Faute de telles mesures, la situation économique en Afrique sera plus grave que jamais, beaucoup plus grave qu'avant que l'Assemblée générale n'adopte le Programme d'action".

260. Quelques améliorations concernant les relations financière internationales en matière d'apports de ressources contribueront à améliorer sensiblement la structure de la dette et du service de la dette. Le ratio intérêts/exportations devrait tomber à 11,6 % en 1990, contre 19 % dans le scénario des tendances historiques. On trouvera au tableau ci-dessous l'évolution probable d'ici 1990 de certains indicateurs de la structure de la dette.

Tableau 36

Indicateurs de la situation d'endettement

	1985	1990
Taux de croissance du PIB	1,2	3,5
Ratios :		
Intérêts/exportations	12,8	11,6
Dettes/exportations	290,6	348,2
Intérêts/PIB	2,7	3,5
Dettes/PIB	60,7	62,0
Compte courant/exportations	-5,7	-0,25

Source : Projections de la CEA.

C. Répercussions générales pour l'évolution des politiques  
intérieures et internationales : transition du redressement  
et de l'ajustement à l'expansion à long terme

261. Il faut souligner d'emblée que le PANUREDA suppose des efforts de la part tant de l'Afrique que de la communauté internationale. Lors de son adoption, il ne faisait aucun doute que son succès dépendrait des efforts concertés de tous les partenaires. A cet égard, on a nettement articulé les domaines prioritaires de développement et défini les tâches et les domaines de coopération. L'évaluation des perspectives futures du programme, à laquelle on a tenté de procéder dans la deuxième partie de la présente étude, est donc fidèle au concept d'engagement commun entre les pays d'Afrique et la communauté internationale.

262. Comme on l'a déjà souligné, les pays africains ont déployé tous les efforts en leur pouvoir pour élaborer un processus de redressement. Les pays d'Afrique ont mis en oeuvre le programme à un rythme logique pendant ses deux premières années (1986-1987). Les principes élémentaires du programme en matière de développement agricole ont été largement acceptés. Entre 1986 et 1987, beaucoup de pays d'Afrique ont atteint l'objectif du programme en consacrant à l'agriculture 20 à 25 % de leur budget public d'équipement. Presque tous les pays africains ont adopté des politiques en faveur de l'agriculture et du secteur alimentaire : prix d'encouragement; réduction des subventions; amélioration des circuits de distribution; etc.. Pour la première fois depuis les années 80, la production agricole globale a augmenté de 3 % en 1986-1987 et devrait progresser de 3,2 % d'ici 1990. Les projections supposent en outre une amélioration des conditions climatiques et une évolution favorable au plan extérieur.

263. En raison des améliorations prévues dans le secteur agricole, de l'adoption de politiques intérieures appropriées et des efforts entrepris dans le but de moderniser le secteur pour en faire un instrument performant de mutation économique, notamment en affectant des ressources accrues au

relèvement du niveau de transformation et d'utilisation de la capacité, on prévoit que la performance des industries manufacturières devrait dégager une amélioration générale d'ici 1990. Les perspectives industrielles pour 1990 devraient s'améliorer sensiblement suite à la stabilisation des marchés internationaux des produits de base, et à l'existence de disponibilités de change permettant d'assurer un approvisionnement continu en pièces détachées et l'importation des machines et des produits intermédiaires nécessaires à l'industrie. On estime que la valeur ajoutées par le secteur manufacturier augmentera sensiblement de 4,2 % en 1990.

264. Le développement des transports étant une entreprise à long terme, les perspectives pour 1990 concernent uniquement les efforts de redressement et les tendances probables de l'avancement de travaux de la deuxième phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Suite à l'intensification des efforts déployés au plan intérieur dans le but de faire progresser les réseaux routiers nationaux et transafricains, et compte tenu des disponibilités financières et de l'aptitude des pays à mobiliser d'importants financements auprès des donateurs, les perspectives 1990 permettent d'envisager une amélioration par rapport aux tendances historiques, tandis que l'on projette une expansion appréciable pour l'ensemble du secteur, au rythme de l'expansion économique globale. En outre, au vu des efforts et politiques que déploient actuellement les gouvernements africains (amélioration du rendement des circuits de distribution et création d'une capacité d'entreposage; formulation de politiques de prix visant à améliorer l'évolution des prix intérieurs et à fixer les prix à la production à un niveau rémunérateur), les perspectives 1990 semblent favorables. La valeur ajoutée par le secteur du commerce devrait augmenter de 2,5 % par an en 1990.

265. Le scénario envisage également une évolution favorable du climat international. A cet effet, on suppose qu'une libération appréciable des pratiques restrictives actuelles sur les marchés internationaux des produits de base ouvrira des perspectives plus favorables en matière de prix et permettra à l'Afrique de recevoir des montants de ressources plus conformes à ses besoins en matière de développement. Dans ce scénario, on projette une expansion des exportations au taux annuel moyen de 2,8 % entre 1988 et 1990, soit une amélioration énorme par rapport à la baisse constatée vers le milieu de la décennie 1980. Par ailleurs, on suppose également une augmentation de l'expansion des importations essentielles pour soutenir le rythme de la croissance envisagée. On prévoit que les exportations augmenteront de 6,1 % par an pendant 1988-1990, contre le recul historique de 0,8 % enregistré pendant la première moitié de la décennie 1980. De ce fait, les apports de ressources devront augmenter de façon appréciable, passant de 18,9 milliards de dollars en 1986 à 28,6 milliards en 1990, ce qui est très précisément conforme au montant nécessaire chaque année à la réussite du PANUREDA.

266. Compte tenu des hypothèses retenues quant à l'amélioration des modalités et des conditions de financement, la situation d'endettement devrait s'améliorer considérablement. En supposant un ratio intérêts/exportations de 11 %, le total des obligations de service de la dette représenterait

20 à 25 % des recettes d'exportation. Cette mesure différée d'allègement de la dette libérerait un montant considérable de ressources qui servirait au redressement et au développement.

267. Dans l'ensemble, les répercussions sur l'évolution des politiques intérieures et internationales se manifestent par une amélioration marquée des structures socio-économiques, pleines de dynamisme et capables de soutenir la croissance et le redressement. Si ce mouvement de redressement est soutenu et entretenu avec vigueur et résolution jusqu'à l'an 2008 et au-delà, l'Afrique progressera vers les horizons nouveaux d'un développement authentiquement autosuffisant et auto-entretenu.

### TROISIEME PARTIE

#### AU-DELA DU REDRESSEMENT : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT REVISEES D'ICI 2008

##### INTRODUCTION

268. Le développement de l'Afrique s'est heurté à une telle quantité de chocs, de déséquilibres, de calamités naturelles et de goulots d'étranglement qu'au milieu des années 80 les structures économiques de la région étaient sur le point de s'effondrer. En outre, du fait de sa vulnérabilité structurelle face à un système économique international souvent hostile et rigide, la région africaine se trouve actuellement aux prises avec une série de problèmes d'endettement et de balance des paiements.

269. Dans la section I de cette troisième partie, on examinera certains des principaux paramètres du développement, en supposant que la tendance historique se poursuive jusqu'au siècle prochain et au-delà. Dans la section II, on examinera en revanche l'avenir normatif qui pourrait être celui de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle et les efforts qu'il faudrait déployer pour y parvenir. Le grand principe sur lequel repose le scénario normatif est que les économies africaines doivent se moderniser et acquérir une force interne suffisante pour survivre et se régénérer. La dépendance structurelle vis-à-vis des forces extérieures doit laisser la place à une élasticité dynamique qui permette à la région de jouer le rôle d'un partenaire viable dans toutes les relations internationales.

##### SECTION I : LE SCENARIO FONDE SUR LES TENDANCES PASSEES : UN DEVELOPPEMENT AUX ENTRAVES MULTIPLES

270. La situation dramatique qui pourrait résulter de divers problèmes tels que la sécheresse ou l'influence négative du milieu extérieur a été illustrée à la section I de la deuxième partie. Il est indéniable que les perspectives de redressement dans des conditions climatiques défavorables et dans un contexte international hostile sont alarmantes et que, si ces facteurs négatifs se maintiennent, le développement de l'Afrique sera compromis pour le restant du siècle. Dans la présente section, on analysera les conséquences qui pourraient s'ensuivre si l'Afrique se développait avec une agriculture et des activités apparentées faibles et tributaires du climat et si le contexte extérieur restait négatif. Ce faisant, on essaiera d'éclairer les choix possibles et de montrer l'ampleur de la tâche à accomplir.

##### A. La situation démographique

271. La population des Etats membres de la CEA était estimée à 536 millions d'habitants au milieu de l'année 1986, contre 449 millions en 1980. Durant cet intervalle, la population africaine a donc augmenté de 3% par an, ce qui

est l'un des taux de croissance les plus élevés du monde. Ce phénomène est surtout dû à une forte fécondité et à la chute des taux de mortalité. Il a en outre été influencé par la précocité et la quasi-universalité du mariage, les habitudes culturelles, les nombreuses cohortes aux âges de procréation et la lenteur de diffusion de la planification familiale. La structure démographique de l'Afrique se caractérise donc par une population très jeune et des coefficients de dépendance élevés. En 1986, les enfants de moins de 15 ans constituaient 44% de la population et le coefficient de dépendance était estimé à plus de 90.

Tableau 37

Grands indicateurs démographiques par sous-région, 1983-1986

Sous-région	Taux brut de natalité	Taux brut de mortalité	Taux de croissance démographique annuel
Afrique du Nord	39	12	2,6
Afrique de l'Ouest	49	18	3,1
Afrique du Centre	45	18	2,7
Afrique de l'Est et australe	48	17	3,1
Afrique	46	17	3,0

Source : Secrétariat de la CEA.

272. La répartition géographique de la population africaine se caractérise principalement par une concentration disproportionnée de la population urbaine dans quelques centres métropolitains, un rythme élevé d'exode rural et une répartition inégale de la population rurale. Même si, au cours des dernières années, la population urbaine a augmenté très rapidement par multiplication naturelle et en raison de l'exode rural, la plus grande partie des habitants vivent encore dans les zones rurales. Globalement, il y a un problème de correspondance entre les ressources et la population. Un grand nombre de pays africains estiment donc insatisfaisante la répartition géographique de leur population. En ce qui concerne les migrations internationales, deux grandes tendances sont apparues au cours des dernières années : des migrations entre pays et de vastes mouvements de réfugiés. En Afrique du Nord, les migrations internationales se sont manifestées par une émigration vers l'Europe de l'Ouest et, plus récemment, vers les pays pétroliers riches. Dans l'Afrique subsaharienne, il y a eu des mouvements de main-d'oeuvre entre pays vers les régions agricoles, minières et industrielles plus développées. Autre tendance notable de ces dernières années, l'apparition de mouvements de réfugiés en Afrique centrale, orientale et australe.



Tableau 38

Choix d'indicateurs démographiques pour l'Afrique, 2008  
(scénario à variante élevée)  
(en millions 1/)

	1986	1990	2008
Population total	544	671	1 076
Population urbaine	178	194	495
Population rurale	366	458	581
Population de 0 à 14 ans	244	279	306
Population de 15 à 64 ans	281	317	347
Population de 65 ans et plus	18	19	21
Taux brut de natalité/1000	46	43	39,1
Taux brut de mortalité/1000	15,2	13,2	9,3
Taux net de reproduction	2,2	2,2	2,2

Source : Perspectives démographiques mondiales, Département des affaires économiques et sociales internationales de l'ONU, New York, 1986.

1/ Sauf indication contraire.

273. En raison de leurs taux de natalité élevés, de nombreux pays africains voient actuellement leur population augmenter au point de provoquer une explosion démographique. Etant donné les médiocres résultats économiques actuels, cette éventualité est évidemment alarmante. Mais, même si l'Afrique parvient à éviter la catastrophe de la famine, il faut noter que les enfants qui souffrent de malnutrition deviennent des handicapés physiques et mentaux. On ne saurait trop insister sur les conséquences de cette situation : la participation des enfants d'aujourd'hui au développement de la région deviendrait minimale, voire négative. L'accroissement de la population urbaine risque aussi de rendre insurmontable le problème de fournir suffisamment de services pour assurer une survie de base. L'exode rural aggravera cette croissance nuisible des villes qui augmente la criminalité, et les troubles publics prédomineront d'ici la fin du siècle. Si l'on n'empêche pas cette évolution, elle constituera un problème tout à fait fondamental pour la région et entraînera la désintégration des sociétés africaines.

B. Conséquence du développement avec un secteur agricole  
faible et tributaire du climat

1. Menace permanente de famine

274. Dans le scénario fondé sur les tendances passées, l'équilibre alimentaire de l'Afrique a été déterminé au moyen des prévisions de production, de demande

et d'échange établies par la FAO en fonction des tendances passées. La situation alimentaire est analysée selon quatre groupes de produits de base : les céréales, les racines, les tubéreuses et légumineuses et les produits animaux (viande et poissons).

a) Céréales

275. D'après les tendances de la production et de la demande, il est parfaitement clair que les pays africains seront loin d'avoir atteint le but de l'autosuffisance alimentaire en l'an 2008. Le coefficient d'autosuffisance tomberait légèrement, passant de 74,1% en 1983/85 à 71,1% en 2008. Le déficit céréalier se creusera considérablement, passant de 26 millions de tonnes au milieu des années 80 à 55 millions de tonnes en 2008. Les importations nettes de céréales augmenteront au rythme annuel de 3% entre 1986 et 2008 et de 2,6% entre 1990 et 2008. Calculée sur une valeur unitaire des importations de céréales égale à 210 dollars la tonne en 1985, la facture d'importation atteindra en 2008 le chiffre astronomique de 11,5 milliards de dollars.

276. La demande tous usages augmentera en moyenne de 3,1% par an entre 1986 et 2008 et de 2,8% entre 1990 et 2008. La demande tous usages par habitant augmentera entre 1983/85 et 1990, puis baissera légèrement. La consommation alimentaire par habitant augmentera de 8kg entre 1983/85 et 1990, puis diminuera de la même quantité.

Tableau 39

Projections de la demande et de la production de céréales  
d'ici 2008  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008
Céréales : Alimentation	35 242	136 482
Industrie	648	1 351
Aliments du bétail	11 948	25 916
Semences	2 814	3 526
Déchets	9 660	17 256
Demande totale	110 304	184 531
Production totale	58 605	131 182
Solde commercial	-51 699	-54 599
Coefficient d'autosuffisance	53,1	71,1
Demande par habitant (kg)	175,1	178,1
Consommation alimentaire par habitant (kg)	140,3	131,7

Source : D'après les projections de la FAO, tirages informatiques, juillet 1987.

b) Racines, tubéreuses et légumineuses

277. Entre 1983 et 1985, l'Afrique a produit environ 95 millions de tonnes de racines et tubéreuses par an. Cette production répond à la totalité de la demande tous usages, dont la consommation humaine représente 75%. Selon le scénario fondé sur les tendances passées, le coefficient d'autosuffisance diminuera entre 1986 et 2008 pour atteindre environ 91,2. La consommation par habitant continuera de se détériorer entre 1990 et 2008. Quant aux légumineuses, le coefficient d'autosuffisance et la consommation par habitant se détérioreront au cours des 26 prochaines années. En 2008, la production ne permettra de répondre qu'à 88% de la demande. Durant les années 70, l'Afrique était autosuffisante en racines ainsi qu'en tubéreuses et légumineuses, alors que la consommation par habitant était supérieure : respectivement 146 et 10 kg par an. En 2008, ces deux chiffres ne seront plus que de 125,6 et 6,8 kg.

Tableau 40

Projections de la demande et de la production de racines,  
tubéreuses et légumineuses d'ici 2008  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008
<u>A. Racines et tubéreuses</u>		
Alimentation	83 141	130 150
Industrie	4 323	16 818
Aliments du bétail	1 427	1 000
Semences	5 205	6 597
Déchets	17 705	24 222
Demande totale	109 152	178 787
Production totale	87 347	163 072
Solde commercial	-21 805	-15 715
Coefficient d'autosuffisance	80,0	91,2
Demande par habitant (kg)	180,1	158,6
Consommation alimentaire par habitant (kg)	140,6	125,6

Tableau 40 (suite)

Projections de la demande et de la production de racines,  
tubéreuses et légumineuses d'ici 2008  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008
<b>B. <u>Légumineuses</u></b>		
Alimentation	5 089	7 061
Aliments du bétail	153	157
Semences	571	687
Déchets	654	674
Demande totale	6 452	8 379
Production totale	5 646	7 537
Solde commercial	-308	-1 042
Coefficient d'autosuffisance	87,5	87,8
Demande par habitant (kg)	10,6	7,3
Consommation alimentaire par habitant (kg)	8,9	6,8

Source : D'après les projections de la FAO, tirages informatiques, juillet 1987

c) Produits animaux

278. Le déficit en viande résultant de l'inadéquation entre la production et la demande passera de 496 000 tonnes en 1983/85 à 928 000 tonnes en 2008. Le coefficient d'autosuffisance ne s'améliorera que légèrement au cours des 29 prochaines années, pour atteindre 92,4% en 2008. Quant à la consommation par habitant, il sera impossible d'éviter une certaine stagnation entre 1986 et 2008. Cette stagnation à environ 12 kg de viande par an signifie que le régime alimentaire des Africains restera très pauvre en protéines animales, alors que les ressources inférieures et les techniques connues offrent d'immenses possibilités d'augmentation de la production.

Tableau 41

Projections de la demande et de la production de viande d'ici 2008  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008
Alimentation	7 353	12 124
Industrie	8	15
Demande totale	7 361	12 139
Production totale	5 253	11 211
Solde commercial	-2 108	-928
Coefficient d'autosuffisance	71	92,4
Demande par habitant (kg)	12,1	11,7
Consommation par habitant (kg)	12,2	11,7

Source : D'après les projections de la FAO, tirages informatiques, juillet 1987.

279. Selon le scénario fondé sur les tendances passées, la production halieutique sera d'environ 4,2 millions de tonnes en 2008 et les importations nettes atteindront 10,2 millions de tonnes. Cela signifie que la demande totale de 14,4 millions de tonnes devra être couverte à 71,1% par les importations. Le coefficient d'autosuffisance tombera de 89% en 1985 à 29% en 2008, en supposant que la consommation par habitant reste stable. Cette détérioration sera surtout due à la demande, qui augmentera d'environ 5,9% par an entre 1985 et 2008.

2. La stagnation industrielle

280. Si les conditions météorologiques sont mauvaises, ce qui donnera des résultats agricoles médiocres et aura des effets néfastes sur la disponibilité des matières premières agricoles et des ressources en devises, la situation du secteur industriel africain deviendra très aléatoire. On expose ci-après l'évolution probable de ce secteur d'ici l'an 2008 en supposant que les tendances passées se poursuivent.

281. Dans les projections du secteur industriel, on considère trois grands sous-secteurs, et dans chaque sous-secteur on examine quelques produits industriels critiques. Ainsi, dans le sous-secteur des biens d'équipement, les projections

sont centrées sur les machines agricoles, à savoir tracteurs et matériel de traction animale, ainsi que sur les automobiles. Dans le sous-secteur des biens intermédiaires, on analyse les engrais et pesticides, les matériaux de construction et le fer et l'acier. Dans celui des biens de consommation, on examine les aliments, les textiles et les produits tirés de la forêt.

a) Sous-secteur des biens d'équipement

i) Tracteurs

282. Malgré l'existence d'un potentiel de création d'agro-industries capables de répondre aux besoins d'une agriculture moderne, il n'y a actuellement que quelques unités embryonnaires de production de tracteurs. En 1985, ces unités n'ont produit que 102 tracteurs. La demande de tracteurs, mal connue, est presque entièrement satisfaite par les importations. En 1985, ces importations se sont chiffrées à 613,3 millions de dollars, soit 12,3% du total des importations mondiales, ce qui a représenté 43 294 tracteurs, soit 6,3% du nombre total des tracteurs importés dans le monde.

283. Dans l'Afrique en développement, la demande de tracteurs importés a augmenté de 2,3% entre 1983 et 1985, contre 1,9% dans l'ensemble du monde. Selon les statistiques de la FAO, le nombre total de tracteurs dans l'Afrique en développement en 1985 était de 417 617, soit 8 pour 10 000 personnes.

284. La projection de 3,5% par an du taux d'augmentation du nombre de tracteurs dans l'Afrique en développement correspond à la tendance observée entre 1975 et 1982, avec une élasticité de 0,9 du nombre de tracteurs par rapport au PIB. Selon cette tendance, la demande totale atteindra 921 311 tracteurs en 2008, soit 9 pour 10 000 personnes, ce qui ne varie guère par rapport à la situation actuelle. En considérant un taux de croissance du PIB projeté de 2,6%, l'ensemble de la région aura besoin de 69 826 tracteurs supplémentaires chaque année entre 1990 et 2008, compte tenu d'un taux de remplacement de 10%. En revanche, si l'on suppose un taux de croissance annuel de 7,9, l'offre locale atteindra 586 tracteurs.

285. Si ces tendances se poursuivent, la région restera tributaire des importations pour la plus grande partie de son matériel agricole de base, ce qui aura indéniablement des effets néfastes sur la modernisation et la mécanisation agricoles et compromettra les chances d'atteindre un niveau raisonnable d'autosuffisance.

Tableau 42

Projections de la demande et de l'offre de tracteurs

	1985	2008	Taux de croissance
Tracteurs en service	417 617	921 310	3,5
Demande annuelle	43 294	69 826	2,3
Offre locale a/	102	586	

Source : Projections de la CEA basées sur les estimations de la FAO.

a/ Les tracteurs assemblés équivalent aux tracteurs produits.

ii) Traction animale

286. L'utilisation de la traction animale est très courante dans les régions agricoles. Il importe aussi de noter qu'avec la modernisation du secteur agricole, l'emploi de la traction animale diminuera. Comme, dans le scénario fondé sur les tendances passées, on ne prévoit pas d'évolution notable de la mécanisation du secteur agricole, on suppose que le taux annuel d'augmentation des animaux de trait ne sera guère différent de son niveau de 1983/85, soit 0,7%. Compte tenu de ce taux, le nombre d'animaux de trait estimé à 17,6 millions en 1985 passera à 20,6 millions en 2008. Le niveau annuel du matériel de trait atteindrait donc 1,03 million en 2008, en supposant un taux de remplacement de 10%.

Tableau 43

Demande annuelle de traction animale  
(en millions d'unités)

	1985	1990	2008
Animaux de trait	17,8	18,2	20,6
Matériel de trait	0,8	0,9	1,0

Source : Projections de la CEA.

iii) L'industrie automobile

287. Les projections de l'offre et de la demande de voitures et de véhicules commerciaux sont basées sur les tendances passées. La demande de voitures dépend généralement de l'augmentation du revenu et de la croissance démographique, tandis que la demande de véhicules commerciaux dépend surtout du niveau général de l'activité économique. En fonction d'une élasticité passée de 1,5 et d'un taux de croissance du PIB projeté à 2,6%, l'accroissement du nombre de véhicules augmentera de 3,9%, ce qui veut dire que la demande totale atteindra 952 300 véhicules en 2008. Compte tenu d'un taux de remplacement de 3,9%, la demande annuelle totale de véhicules commerciaux sera de 568 970 en 2008.

288. Si l'on suppose que la production intérieure du point de vue de la valeur ajoutée à l'assemblage ne dépassera pas 10% de la valeur des voitures assemblées et que la capacité d'assemblage de la région se situera entre 20 et 30% des besoins totaux en véhicules, la production intérieure atteindra 23 807 véhicules assemblés, ce qui signifie que les importations couvriront environ 97% des besoins en véhicules de la région.

Tableau 44

Projections de l'offre et de la demande d'automobiles  
(en milliers d'unités)

	1985	1990	2008
Densité de véhicules (véhicules/1000)	8,9	9,7	13,2
Nouveaux véhicules	236	285	569
Remplacement	159	192	383
Demande totale	395	477	952
Production	10	12	24

Source : Projections de la CEA.

b) Sous-secteur des biens intermédiaires

i) Engrais

289. En fonction de la consommation passée égale à 7 kg d'engrais par habitant, la demande totale sera de 7,1 millions de tonnes en 2008. Les projections de la production d'engrais sont basées sur les coefficients d'autosuffisance passés. Les tendances passées montrent que le coefficient moyen pour les engrais a oscillé autour de 70 %. En 2008, la production d'engrais sera donc de 6,4 millions de tonnes, soit une augmentation annuelle de 4,4 % entre 1990 et 2008.



Tableau 45

Demande et production d'engrais

	1985	1990	2008
Demande totale	2,9	4,5	9,1
Production	2,6	2,9	6,4
Exportations nettes	-0,3	-1,6	-2,7

Source : Estimations de la CEA.

ii) Fer et acier

290. En fonction d'une consommation d'acier par habitant égale à 11 kg dans la région africaine, la demande totale d'acier augmentera pour atteindre 11,4 millions de tonnes en 2008, ce qui représente une augmentation annuelle de 2,9 % entre 1985 et 2008. Compte tenu de la faible augmentation de l'utilisation des capacités existantes et des installations nouvelles, l'utilisation des capacités de production de fer et d'acier atteindra 37,8 % en 2008, ce qui sera insuffisant pour répondre à la demande. En fonction d'un coefficient d'autosuffisance d'environ 48 %, la production de fer et d'acier atteindra 5,4 millions de tonnes en 2008, soit un déficit de 6 millions de tonnes qui devront être importées.

Tableau 46

Projections de la demande et de la production de fer  
et d'acier d'ici 2008

	1985	1990	2008
Demande totale	5,9	6,7	11,4
Production	2,7	3,1	5,4
Solde	-3,2	-3,6	6,0

Source : Estimations de la CEA.

iii) Ciment

291. L'importance du ciment dans la construction apparaît dans le fait que le ciment et le béton représentent entre 10 et 20 % de la valeur des immeubles résidentiels et non résidentiels. Le génie civil consomme relativement plus d'acier que de ciment. Le dosage de la construction est donc un élément déterminant de la demande de ciment.

292. Les données statistiques disponibles indiquent que, durant la première moitié des années 80, la consommation de ciment a augmenté selon un taux annuel moyen de 6 %, contre 5 % pour la production. Si cette tendance se poursuit jusqu'en 2008, la consommation et la production de ciment atteindront respectivement 168,9 et 127,6 millions de tonnes. Il y aura donc un déficit de 24,5 % qui devra être couvert par les importations.

Tableau 47

Consommation, production et importations de ciment  
(en millions de tonnes)

	1985	1990	2008	Taux de croissance
Consommation	48	67	169	5,3
Production	39	53	128	5,0
Importations	9	13	41	6,6
Consommation par habitant (kg)	95	104	163	2,5

Source : Estimations de la CEA.

c) Sous-secteur des biens de consommation

i) Industrie alimentaire

293. L'industrie alimentaire en Afrique souffre depuis longtemps d'un approvisionnement irrégulier en matières premières agricoles et d'une insuffisance des importations de facteurs de production. La transformation des matières premières est donc dans le marasme. Pour de nombreux produits tels que sorgho, millet, manioc et autres fruits et légumes ainsi que racines et tubéreuses féculentes, il y a très peu de transformation industrielle. Les seules industries qui aient obtenu d'assez bons résultats sont celles qui transforment des produits agricoles importés, à savoir les brasseries et les industries utilisant la farine. On les trouve dans presque tous les pays de la région, principalement parce que le marché local est prêt à accueillir les produits manufacturés : bière et boissons gazeuses non alcoolisées.

294. Si les tendances passées se maintiennent, la production de céréales transformées atteindra 93,3 millions de tonnes en 2008, c'est-à-dire juste de quoi satisfaire 51 % de la demande totale qui sera de 184,3 millions de tonnes. La transformation des racines et tubéreuses connaîtra une baisse semblable, puisque la production ne couvrira que 77,8 % de la consommation totale, qui atteindra 225,6 millions de tonnes en 2008.

Tableau 48

Projections relatives aux aliments industriels, 1990-2008  
(en millions de tonnes)

	Céréales*			Racines et tubéreuses		
	1986	1990	2008	1986	1990	2008
Demande totale	104,2	110	184,5	97,9	108,7	225,6
Production intérieure						
Transformation domestique						
et industrielle	72,2	75,5	93,3	74,1	106,1	175,6
Importations	32,2	34,8	91,2	0,3	2,6	50,0
Investissements <u>1/</u>	20,1	19,7	135,5	...	16,4	220,7

Source : Projections de la CEA.

\* A l'exclusion du blé.

1/ Investissements, en millions de dollars, pour l'installation de capacités supplémentaires de transformation industrielle.

295. Si les conditions climatiques et l'environnement extérieur continuent de se détériorer, la situation de l'industrie alimentaire empirera. La valeur ajoutée de ce sous-secteur ne changera guère par rapport au 1,0 % projeté pour la période 1988-1990.

ii) Textile

296. Comme la plupart des sous-secteurs industriels, le textile continuera de se heurter à un certain nombre de problèmes dus notamment à l'approvisionnement irrégulier en matières premières ainsi qu'au manque de pièces détachées et de facteurs de production de base. Avec une croissance qui, dans le scénario fondé sur les tendances passées, se maintiendra à 1,6 %, la production de fibres textiles atteindra environ 1,8 million de tonnes en 2008. Compte tenu d'une consommation par habitant de 5,1 kg en 2008, la demande totale sera d'environ 5,8 millions de tonnes. L'autosuffisance tombera à 31 % seulement, et toute la région sera encore plus tributaire des importations de textile, qui dépasseront 3 millions de tonnes en 2008.

Tableau 49

Projections de la demande et de la production de textile  
(en millions de tonnes)

	1986	1990	2008
Textile			
- Demande	1,5	1,8	5,8
- Production	1,3	1,4	1,6
- Solde	-0,2	0,4	3,2

Source : Estimations de la CEA.

ii) Industries forestières

297. Le scénario fondé sur les tendances passées indique une médiocre croissance des industries forestières. Après un net recul entre 1980 et 1984, la valeur ajoutée de ce sous-secteur aux prix constants de 1980 s'est légèrement rétablie, avec une croissance de 3 % en 1984-1985. Mais ce rétablissement a été de courte durée, puisqu'on a enregistré une nouvelle baisse de 1 % en 1986. Les résultats varient selon les groupes de produits. L'ameublement et les agencements ont suivi la même tendance que l'ensemble du sous-secteur, mais le papier et les produits à base de papier ont bénéficié d'une croissance de 2 à 3 % entre 1985 et 1986. Si ces tendances se poursuivent, le bois scié et les panneaux à base de bois augmenteront de 1,5 % entre 1990 et 2008, contre 1,9 % pour le papier et les produits à base de papier. En 2008, l'écart entre l'offre et la demande atteindra 60,6 % de la demande totale pour le bois scié et 88,8 % pour le papier et les produits à base de papier.

Tableau 50

Projections de la demande et de la production  
de produits ligneux

Groupes de produits	1986	1990	2008
1. Bois scié et panneaux à base de bois (en millions de m3)			
- Demande	11,5	15,8	31,0
- Production	8,2	9,4	12,2
- Solde	-3,3	-6,4	-18,8

Tableau 50

Projections de la demande et de la production  
de produits ligneux (suite)

Groupe de produits	1986	1990	2008
2. Pâte à papier (en millions de tonnes)			
- Demande	0,8	1,2	5,0
- Production	0,7	0,8	1,1
- Solde	-0,1	-0,4	-3,9
3. Papier et carton (en millions de tonnes)			
- Demande	2,8	5,0	8,0
- Production	0,6	0,7	0,9
- Solde	-2,2	-4,3	-7,1

Source : Groupe CEA/FAO/ONUDI de l'industrie forestière pour l'Afrique.

3. Réseau de transports et de communications non intégré

La Décennie des transports et des communications pour l'Afrique 1977-1988 préconise notamment l'intégration des divers modes de transport et de communication, la coordination et l'harmonisation des divers réseaux de transport et l'ouverture des pays sans littoral et des régions isolées. En raison de la lenteur avec laquelle s'est faite l'application en deux phases de la Décennie, la valeur ajoutée des services de transport et de communication a augmenté au rythme très faible de 0,7 % en 1986 et 1987.

298. Si les tendances passées se poursuivent, aucun changement majeur n'aura lieu dans le secteur des transports et des communications, dont la valeur ajoutée n'atteindra que 19,4 milliards de dollars en 2008. Les perspectives selon les divers modes sont indiquées ci-après.

a) Route

299. Tout laisse penser que la circulation des personnes et des marchandises en Afrique continuera de se développer au cours des 10 ou 20 prochaines années et que les transports routiers continueront d'en assurer de loin la plus grande partie. L'efficacité et la sécurité de ces transports dans un avenir prévisible dépendra donc en grande partie de la capacité des gouvernements et de la communauté internationale à mobiliser des ressources suffisantes pour préserver la vie et les biens, et de la protection des investissements précieux réalisés dans l'infrastructure et les équipements routiers.

300. En plus d'accélérer la modernisation et d'améliorer l'entretien des infrastructures et équipements actuels, les gouvernements s'efforceront aussi d'améliorer les liaisons manquantes et les portions secondaires du réseau des grandes routes transafricaines (réseau principal et routes d'accès), notamment

là où il existe de larges tronçons secondaires comme au Zaïre, au Soudan et au Tchad, pour obtenir d'ici 2008 une route continentale coordonnée et intégrée qui serve de base au développement cohérent et rationnel des transports régionaux. Cependant, si la tendance passée se poursuit, aucun changement notable n'aura lieu d'ici la fin du siècle.

b) Transports maritimes

301. Les dirigeants africains prennent de plus en plus conscience de la nécessité de promouvoir le transport maritime dans la région, notamment en raison des déficits chroniques de ce compte dans la balance des paiements de chaque pays. En fonction de la tendance passée, ce déficit pourrait atteindre 9,1 milliards de dollars en 2008. Il est donc évident que les pays africains doivent avoir la maîtrise des principaux supports du transport maritime, à savoir les flottes marchandes, les ports, la formation dans le domaine du transport, les auxiliaires de transport dans le commerce et l'assurance du fret.

i) La flotte marchande africaine

302. Les perspectives relatives à la capacité de la flotte marchande africaine tiennent compte de la difficulté actuelle d'instaurer un équilibre dans le secteur des transports maritimes. Ces difficultés sont encore vives, malgré les mesures envisagées à l'échelle mondiale par la Commission des transports maritimes de la CNUCED et celles adoptées par chaque pays pour réduire le rythme des démolitions de navires ou arrêter la baisse de la capacité de transport. Les perspectives sont essentiellement basées sur la poursuite des tendances observées entre 1978 et 1986. Il faut noter que le seul élément qui a affecté la progression forte et rapide du volume de trafic maritime survenue récemment est l'augmentation du volume des hydrocarbures due à la chute des prix du pétrole. Cet élément est cependant trop incertain à long terme (en 1986, les expéditions de pétrole ont représenté 45,8 % du trafic maritime mondial, contre 39,5 % en 1985).

303. L'extrapolation des tendances passées donne, pour la flotte marchande mondiale, une capacité de 516,6 millions en 2008. Comme la flotte africaine est encore limitée et qu'elle est restée à peu près constante au cours des 10 dernières années, la réalisation de l'objectif de 3,9 % de la capacité mondiale serait un excellent résultat. Etant donné les obstacles financiers particulièrement importants qui s'opposent à la réalisation de cet objectif, on a projeté une variante basse de 2 % et une variante moyenne de 3 % d'ici 2008. Le tableau ci-après résume les projections de la capacité de la flotte marchande africaine, du volume de trafic et des investissements nécessaires. Il faut souligner que le financement des investissements en navires marchands et de leur exploitation exige la recherche de schémas de financement concurrentiels et la rationalisation de l'utilisation des navires ainsi que la maîtrise des coûts d'assurance et de transit.

Tableau 51

Projections de la capacité de la flotte marchande,  
du trafic et des investissements

	1986	1990	2008
1. Flotte africaine (millions de tpl)			
Flotte mondiale - tendance passée	639,1	629,2	516,6
Variante basse (2 %)	7,5	8,2	10,3
2. Trafic maritime (millions de tonnes)			
Trafic africain total	495,8	476,2	391,3
Variante basse	495,8	292,9	198,5

Source : Projections de la CEA.

ii) Ports africains

304. En ce qui concerne les ports, les efforts qui ont été jugés nécessaires pour la deuxième phase de la Décennie des transports et des télécommunications pour l'Afrique doivent être intensifiés en vue d'améliorer l'infrastructure portuaire, d'harmoniser les statistiques portuaires, de réduire les délais de chargement et de déchargement et de créer des banques de données. Pour réduire les frais de transport, les pays africains doivent notamment i) adopter des politiques dynamiques afin de réduire les frais dans les ports, et ii) créer des organes nationaux efficaces pour les transporteurs, dotés des compétences nécessaires pour négocier avec les organes analogues dans le cadre de la coopération sous-régionale.

c) Transports aériens

305. Selon les projections, les transports aériens augmenteront de 8 % pour les passagers et de 9 % pour les marchandises.

306. Sur le plan qualitatif, le scénario fondé sur les tendances passées prévoit néanmoins un certain nombre de problèmes à résoudre, notamment :

- Nécessité de renforcer la coopération entre compagnies aériennes africaines et de disposer de compagnies plus viables et plus rentables, avec la participation d'un certain nombre de pays dans le cadre d'arrangements sous-régionaux;
- Intégration plus poussée du réseau de transport aérien reliant tous les grands centres de la région africaine et amélioration de sa capacité à traiter efficacement le trafic sans retards indus;
- Amélioration des infrastructures du réseau de transport aérien.

Tableau 52

Projections du trafic aérien

	1990	2008	Pourcentage de croissance
Trafic de passagers (milliards de passagers-kilomètres)	42,2	177,4	8,3
Marchandises (milliards de tonnes-km)	6,1	28,6	9,0

Source : Projections de la CEA.

d) Communications

307. Bien qu'en général le secteur des postes et télécommunications n'ait pas fait l'objet d'une grande attention dans les programmes de développement africains, il joue un rôle essentiel dans l'intégration économique et culturelle des régions, car celles-ci doivent bénéficier d'un système moderne et efficace d'échange d'informations. Dans le domaine des services postaux et téléphoniques, la situation actuelle de l'Afrique est caractérisée par une mise en place très insuffisante de structures de communication rapide. A l'époque où le monde communique par satellite, l'Afrique est encore en retard malgré l'existence du projet PANAFTEL.

i) Télécommunications

308. On estime qu'il existe en Afrique 5,2 millions de postes téléphoniques, soit 0,7 pour 100 habitants. Il s'agit d'un chiffre très bas, surtout comparé aux autres régions en développement de l'Asie et de l'Amérique, où le nombre de postes pour 100 habitants est respectivement de 3,5 et 10,8. Il existe aussi des différences selon les sous-régions africaines. Ainsi, en Afrique du Nord, le chiffre est relativement élevé : 1,92. L'une des principales causes du niveau médiocre des télécommunications est le coût élevé du matériel, qui doit être importé alors que les devises sont rares. En revanche, les services télégraphiques ont progressé. Dans le cadre du programme PANAFTEL, un réseau de relais satellite est en cours de création; il couvrira 29 700 km<sup>2</sup> dans 33 pays africains. Mais le niveau d'utilisation de ce réseau est très bas en raison de son manque de fiabilité, de l'entretien insuffisant des circuits et du coût élevé des services par rapport aux réseaux extérieurs à l'Afrique. Si la tendance passée se maintient, le nombre de postes téléphoniques augmentera d'environ 18 % par an pour atteindre 232 323 postes en 2008, soit 4,5 postes pour 100 habitants.

ii) Services postaux

309. En 1981, l'Afrique ne possédait que 11 200 bureaux de poste, contre 331 000 pour tous les pays en développement. Chaque bureau dessert en moyenne 30 500 personnes sur une superficie de 1 760 km<sup>2</sup>, alors que la moyenne mondiale est de 3 000 à 6 000 personnes sur une superficie de 30 à 40 km<sup>2</sup>. En 1981, le trafic postal total de l'Afrique n'était que de 2 154 millions d'objets. Jusqu'ici,



il n'a progressé que très lentement. Si cette tendance se poursuit, le nombre d'objets postaux augmentera de 4,0 % par an pour atteindre 5 381 millions en 2008, alors que le nombre des bureaux de poste se situera à 60 000, ce qui donne un taux de croissance de 7 % par an.

Tableau 53

Situation postale (1990-2008)

	1988	1990	2008	Taux de croissance
Paquets postaux (millions)	2 454	2 654	5 381	4,0
Boîtes postales (millions)	2 080	2 726	31 200	14,5
Bureaux de poste (nombre)	15 440	17 677	60 000	7,0
Télécommunications (nombre de téléphones)	5 162	7 187	232 323	18,0

Source : Projections de la CEA.

e) Tourisme

310. Entre 1975 et 1985, le tourisme international en Afrique a augmenté de 5,6 %, le nombre de touristes passant de 4,6 millions à environ 8 millions. La capacité d'hébergement de la région a également progressé. Le nombre de lits d'hôtel est passé de 110 978 en 1975 à 217 157 en 1984, alors que le nombre de lits passait de 219 286 à 411 500.

311. Les perspectives du secteur touristique africain reposent sur l'hypothèse que l'ensemble du tourisme international continuera de croître à peu près au même rythme que par le passé. Cette hypothèse, qui peut paraître optimiste à première vue en raison de la faible croissance démographique des pays développés, repose sur le prédictat que la structure d'âge des touristes internationaux se modifiera et que les jeunes feront de plus en plus de tourisme. Selon cette tendance, le tourisme en Afrique maintiendra aussi son rythme de croissance passé ou même l'accélérera légèrement, de sorte que le nombre total de touristes se rendant en Afrique ou y voyageant de l'intérieur atteindra environ 6 % par an.

312. Les mesures qui paraissent nécessaires pour atteindre cette croissance sont notamment les suivantes :

- a) Renforcement de la stabilité économique, sociale et politique;
- b) Promotion du tourisme à l'intérieur du continent;
- c) Création de réseaux touristiques entre les Etats;
- d) Etablissement de mécanismes de coopération dans le domaine touristique;
- e) Formation de personnel du secteur touristique.

#### 4. L'environnement

4. La sécheresse et la désertification sont parmi les facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans l'aggravation de la crise économique et sociale de l'Afrique. Ce fléau frappe plus des deux tiers des pays africains depuis maintenant plus de 20 ans. Le monde a pris conscience de l'importance de la situation lorsque la sécheresse a dévasté 15 pays soudano-sahéliens, de la Mauritanie à la Somalie, entre 1968 et 1973. Cette situation s'est prolongée jusqu'à une époque avancée de 1986, malgré de brefs répités durant lesquels les précipitations ont été normales en 1974-1976, 1979-1982 et 1986. La pire sécheresse a sévi entre 1982 et 1985; 24 pays africains, depuis la zone soudano-guinéenne sous-humide de l'Afrique occidentale jusqu'à la savane sèche de l'Afrique orientale et australe ont été si gravement touchés qu'ils ont dû à un moment ou à un autre solliciter une aide alimentaire d'urgence.

5. Sur les 200 millions de personnes qui vivent dans les pays africains menacés par la sécheresse; 30 à 35 millions ont durement souffert. Dix millions ont dû quitter leurs terres en quête de nourriture, d'eau et de pâturage pour leur bétail. Famine, malnutrition, maladie et bien souvent mort ont été le lot de ces populations, et les pays touchés continuent d'avoir besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

6. La sécheresse et la désertification qui y est liée ont atteint des proportions inquiétantes depuis déjà un certain temps. A part les 6,1 millions de km<sup>2</sup> occupés par le désert naturel, plus de 10,3 millions de km<sup>2</sup> de terre ont subi les effets de la désertification durant la première moitié des années 80. En 1985, la désertification, essentiellement due à la pression exercée par les habitants sur l'écosystème naturel, a touché 27 pays africains. Les rythmes de désertification sont alarmants : entre 10 et 40 km par an. Les principales causes en sont toujours le surpâturage, les coupes de bois de chauffage, les feux de brousse et l'inadaptation des systèmes de gestion et d'exploitation agricole. Il faut aussi mentionner en particulier la grave sécheresse qui a frappé les pays d'Afrique occidentale et orientale en 1983/84.

7. Les terres ont continué de se dégrader durant cette période. Le déboisement, associé à la mauvaise utilisation des sols, à leur médiocre mise en valeur et à la pénurie d'intrants agricoles, a aussi causé de graves dommages dans la plupart des pays africains. En Afrique, quelque 70 millions d'hectares sont constitués de "sols salins", et plus de 276 millions d'hectares de "sols peu drainés". Entre 1983 et 1986, le déboisement et la dégradation des forêts ont causé la perte de 3,9 millions d'hectares de forêts denses à feuilles larges (environ 585 millions de m<sup>3</sup> de bois rond ou 83 millions de maisons en bois). Les ressources jugées les plus menacées d'épuisement sont les forêts denses de l'Afrique occidentale; si le rythme d'exploitation actuel se poursuit, certains pays risquent de perdre entièrement leurs ressources forestières d'ici l'an 2000. Les principales causes de défrichage sont la culture itinérante et l'extension de l'agriculture et des activités minières. Le tableau est d'autant plus sombre que les programmes de boisement et de reboisement n'ont remplacé que 7 % des forêts détruites durant la même période.

8. Dans l'Afrique occidentale non sahélienne, le rythme de disparition de la savane a été de 1,6 million d'hectares par an durant la période examinée. Certains pays de la sous-région ont perdu chaque année quelque 660 000 ha de forêt claire. En Afrique centrale, 960 000 ha de cette végétation ont disparu au cours des trois ans et, en Afrique orientale, environ 3,4 millions ont été défrichés. Une étude réalisée récemment par la CEA dans quatre pays d'Afrique orientale a montré que plus de 200 000 ha de forêt claire miombo disparaissaient chaque année dans les pays situés au sud de l'équateur. Quant au bois de chauffage et au charbon de bois, leur consommation a été d'environ 400 millions de m<sup>3</sup> en 1986, soit 0,77 m<sup>3</sup> par habitant. La grande sécheresse de 1983-1985 a fait ressurgir la crainte toujours latente que la répétition périodique des calamités naturelles annonce le temps où la sécheresse et la désertification seront devenues des caractéristiques permanentes de nombreux pays africains. Sachant qu'à la périphérie du Sahara le désert se propage au rythme alarmant de 1,6 million d'hectares par an, on ne peut prendre à la légère la menace qui pèse sur l'écologie africaine. Si cette tendance se poursuit sans qu'on y mette un frein, dans quelques dizaines d'années à peine, la région située au sud du Sahara ne comprendra plus que quelques pays autour de la zone tropicale, et la famine deviendra une caractéristique structurelle de la plupart des pays de la région.

9. A la suite de la table ronde scientifique qui a eu lieu en 1984, un plan d'action régional a été adopté pour lutter contre les conséquences de la sécheresse en Afrique. Des actions continuent d'être entreprises dans le cadre des mesures proposées. Ainsi, les études techniques sont désormais achevées en vue de la création d'un centre africain d'application météorologique pour le développement.

10. Pour lutter contre la sécheresse et ses effets, les pays sahéliens ont adopté des politiques et des mesures aux niveaux national et sous-régional. Les plus importantes sont les suivantes:

- Construction de petits barrages et autres systèmes d'irrigation et de collecte des eaux de pluie pour contribuer à la survie de l'agriculture durant les périodes de sécheresse;
- Plantation de cultures résistant à la sécheresse telles que les acacias au Sénégal;
- Efforts de boisement et de reboisement au Sahel, et notamment campagne massive de plantation forestière dans le cadre de la Journée de l'arbre;
- Meilleure exploitation des parcours et des pâturages;
- Meilleure gestion des bassins hydrographiques.

11. Malheureusement, un certain nombre de pays africains ont encore été victimes de la sécheresse en 1987. Il faut donc entreprendre davantage d'actions vigoureuses et concertées pour combattre plus efficacement la sécheresse et la désertification ainsi que leurs effets destructeurs sur la région. Il faut en outre rendre le secteur agricole moins tributaire des incertitudes climatiques en créant de petits systèmes d'irrigation et en exploitant mieux les ressources en eau aux niveaux national et sous-régional.

12. Les données quantifiables sur le rythme et l'ampleur de la désertification sont rares. Les perspectives de lutte contre la sécheresse et la désertification sont donc données en fonction de deux éléments principaux : a) la lutte contre la dégradation des terres et des forêts, et b) l'irrigation et la gestion des ressources en eau.

a) Lutte contre la dégradation des terres et des forêts

13. Les perspectives de lutte contre la dégradation des terres et des forêts dépendent essentiellement de la poursuite des mesures prises aux niveaux national, sous-régional et régional. En ce qui concerne la dégradation des terres, les principaux domaines prioritaires sont l'arrêt de la dégradation des terres arables, l'inversement de la perte de fertilité des sols, la limitation de l'érosion du sol et la prévention de la dégradation des pâturages. Si les politiques adoptées se poursuivent ou même sont renforcées, les indicateurs montrent qu'en 2008 de nombreux pays africains seront parvenus à freiner le rythme de dégradation des terres. Cette décélération sera certes un mieux, mais il restera beaucoup à faire pour arrêter entièrement la dégradation permanente. La surexploitation des terres arables sera encore courante dans de nombreux pays et le surpâturage restera intense, car la capacité de ces terres sera encore insuffisante pour nourrir le bétail.

14. En ce qui concerne le déboisement, les perspectives ne sont pas non plus très encourageantes, car les projections de consommation de bois de chauffage jusqu'en 2008 sont élevées. Bien qu'il soit prévu d'intensifier les efforts de plantation forestière, ce qui devrait donner quelques résultats, cela n'empêchera sans doute pas le déboisement, car le rythme de plantation restera probablement inférieur au rythme de coup pour le chauffage et d'autres usages. Si cette tendance se poursuit, le taux de déboisement passera de 1,3 % par an à environ 1,5 % entre 1988 et 2008. A ce rythme, la superficie boisée tombera de 216 millions d'hectares en 1986 à environ 205 millions en 2008.

b) Irrigation et gestion des ressources en eau

15. En ce qui concerne l'irrigation et la gestion des ressources en eau, l'accent est mis sur trois éléments fondamentaux : i) offrir aux agriculteurs de meilleures incitations pour qu'ils utilisent le plus efficacement possible les systèmes d'irrigation existants et développent l'irrigation; ii) remettre en état et moderniser les systèmes d'irrigation existants, qu'ils soient petits, moyens ou grands; et iii) accélérer la mise en oeuvre de nouveaux systèmes d'irrigation de petite et moyenne taille.

16. En 1982, la superficie totale des terres irriguées, n'était que de 9,5 millions d'hectares, dont 3,5 % par les moyens traditionnels. Etant donné le coût plus élevé et la longue période de gestation des programmes d'irrigation moderne, l'extension des terres irriguées dans la plus grande partie de l'Afrique viendra surtout de la vulgarisation et de l'intensification des méthodes traditionnelles. Selon la FAO, cette progression se traduira par une augmentation annuelle de 3 % des terres irriguées, soit environ 102 à 107 milliers d'hectares par an. On voit donc qu'en 2008 l'agriculture africaine restera fortement tributaire des précipitations.

## 5. Situation énergétique difficile

313. Pour analyser les perspectives énergétiques de l'Afrique dans le cadre du scénario fondé sur les tendances passées, on a tenu compte des grandes sources d'énergie commerciale telles que le pétrole, le gaz naturel, le charbon et l'électricité (thermique et hydraulique). Même si la région possède d'immenses ressources énergétiques renouvelables (notamment l'uranium, l'énergie solaire, le biogaz et l'énergie éolienne), ainsi que des sources traditionnelles non commerciales telles que le charbon de bois et le bois de chauffage, on estime que, dans les 20 ans à venir, les quatre catégories ci-dessus continueront de jouer un rôle prépondérant.

314. Il faut signaler que les ressources énergétiques non commerciales représentent environ la moitié de l'énergie totale produite dans la région africaine, avec plus de 80 % pour le bois de chauffage.

315. La permanence de la sécheresse et l'utilisation croissante de bois de chauffage au lieu de combustible fossile ont eu pour effet de réduire la superficie des terres boisées et d'accélérer la désertification du continent. Les pays africains qui ont pris conscience de cette situation inquiétante se sont lancés dans des campagnes destinées à lutter contre la désertification et à inciter la population à utiliser des sources d'énergie commerciale au lieu du bois de chauffage. Comme il est difficile d'évaluer les effets de cette politique et qu'on manque de statistiques sur la consommation de bois de chauffage, il est impossible de faire des projections à long terme pour la consommation et l'offre de bois de chauffage.

### a) Pétrole brut

316. Lorsque les prix du pétrole brut ont quadruplé en 1973-1974, puis doublé en 1979-1980, les pays développés importateurs se sont efforcés : i) de réduire le plus possible leurs achats de pétrole; ii) de laisser les prix retrouver leur juste niveau en fonction des coûts réels, pour que l'augmentation des prix du pétrole se traduise par une augmentation du coût des produits manufacturés; iii) de promouvoir la recherche et l'adoption d'énergies de remplacement; iv) d'encourager éventuellement la prospection pétrolière. La récente crise économique mondiale a fait baisser la demande de pétrole brut dans les pays développés et, malgré une baisse des prix du pétrole supérieure à 50 % en 1986, le niveau de production du pétrole brut africain en 1986 était encore inférieur à celui de 1980. Entre 1980 et 1985, la production de pétrole brut de l'Afrique en développement est tombée de 293,9 à 228,7 millions de tonnes, soit une production annuelle moyenne de 240 millions de tonnes. Dans le scénario fondé sur les tendances passées, les projections de l'offre de pétrole brut africain sont basées sur: i) les difficultés qui affecteront probablement le marché pétrolier en raison des politiques énergétiques menées par les pays industrialisés, lesquelles se traduiront par une baisse de la demande de pétrole brut; ii) la structure de production des pays africains producteurs de pétrole essentiellement tributaire de la demande des pays industrialisés; iii) le volume des investissements nécessaires qui, dans le secteur pétrolier, représentera 18 % des besoins d'investissement totaux dans le secteur énergétique, contre 26 % en 1980. Ces projections signifient que

la production de pétrole brut de l'Afrique suivra la tendance de la demande mondiale prévue dans l'étude intitulée "Energy needs and expectations" présentée au treizième congrès mondial de l'énergie. Selon cette hypothèse, la demande mondiale de pétrole brut diminuera de 0,11 % par an. Dans ces conditions, la production africaine passera de 237,2 millions de tonnes en 1985 à 235,9 millions en 1990.

317. Dans le scénario fondé sur les tendances passées, les projections de la consommation de pétrole brut en Afrique sont calculées en fonction du taux de croissance du PIB réel de 1,4 % par an observé pour l'Afrique en développement entre 1983 et 1985 et d'une élasticité de la consommation de pétrole brut par rapport au PIB égale à 0,7. Dans l'ensemble, cette élasticité est légèrement inférieure à celle observée pour les pays en développement entre 1973 et 1980, à savoir 0,8. Les projections de la consommation de pétrole brut montrent aussi qu'après l'an 2000 la structure de la consommation d'énergie se modifiera sensiblement. Il y aura une réorientation en faveur d'autres sources d'énergie primaire aux dépens du pétrole, dont la part dans la consommation mondiale d'énergie primaire sera de 38 % durant les premières années du siècle prochain, contre 47 % en 1980.

318. En fonction des hypothèses précédentes, la consommation africaine de pétrole brut augmentera d'environ 1 % par an pour atteindre 103 millions de tonnes en 2008, soit 44 % de la production. La consommation par habitant sera de 99,5 kg au lieu de 156 kg en 1985, soit une baisse annuelle de près de 2 %.

319. En 2008, les exportations nettes de pétrole brut de l'Afrique en développement atteindront 128,8 millions de tonnes. Ce chiffre net calculé après déduction de la consommation intérieure représentera 55,5 % de la production totale, contre 65,5 % en 1985. Les exportations nettes baisseront au rythme de 0,83 % par an.

320. Ces projections relatives au pétrole brut montrent donc que le continent se trouvera dans l'impasse. Malgré les ressources pétrolières disponibles, la croissance économique de l'Afrique ne permettra pas la production, la consommation et le commerce dans un domaine aussi crucial qui souffre largement de la constante détérioration du marché mondial. Cela veut dire aussi qu'il sera de plus en plus difficile d'obtenir de l'aide et des capitaux extérieurs et que la production pétrolière, dont dépend le progrès des pays africains producteurs de pétrole et qui rapporte le plus de devises au continent, a de sombres jours devant elle. Ces perspectives ne peuvent qu'aggraver les tensions économiques et sociales qui dominent actuellement sur le continent.

#### b) Gaz naturel

321. La consommation de gaz naturel pour l'ensemble de l'Afrique est faible, tant dans le secteur privé que dans le secteur industriel. En 1985, elle s'est élevée à 8,8 milliards de m<sup>3</sup>, soit environ 47 % de la production totale de la région. Elle est très concentrée dans les huit pays producteurs - Algérie, Angola, Egypte, Gabon, Libye, Maroc, Nigéria et Tanzanie -, qui consomment 95 % du total de la région. En raison d'une progression très rapide de la consommation des grands producteurs africains (Algérie et Libye), la consommation de la région a augmenté au taux annuel de 5 % entre 1981 et 1985, avec une forte hausse entre 1982 et 1985.

322. Pour établir les projections de la consommation de gaz naturel de la région, on a supposé que le rythme actuel ne pourrait être maintenu à long terme, car il est certain que la demande intérieure des deux grands pays consommateurs se ralentira. De plus, les problèmes de transformation industrielle, de transport et de stockage freineront l'expansion de la consommation sur tout le continent. Les projections de la consommation de l'Afrique en développement ont donc été calculées en fonction d'un taux de croissance de 4 % identique à celui de tous les pays en développement tel qu'il figure dans l'étude sur l'énergie citée précédemment. Dans ces conditions, la consommation de gaz naturel de la région sera de 21,7 milliards de m<sup>3</sup> en 2008.

323. Les trois quarts du gaz naturel de l'Afrique en développement sont produits par l'Algérie et la Libye, qui en sont actuellement les seuls exportateurs sur le continent. En 1984, ces deux pays ont exporté environ 73 % de leur production. Pour établir les projections de l'offre de gaz naturel dans le scénario fondé sur les tendances passées, on a supposé, comme dans l'étude susmentionnée, que la production africaine augmenterait au même rythme que la demande mondiale. On a aussi supposé que le gaz naturel représenterait environ 14 % de la demande mondiale en l'an 2000 et que les investissements dans ce secteur n'augmenteraient que de 1,3 % par an. En fonction de ces hypothèses, la production de gaz naturel en 2008 sera de 26,3 milliards de m<sup>3</sup>, et les exportations seront tombées à 4,6 milliards de m<sup>3</sup>, contre 10,1 milliards en 1985.

#### c) Electricité

324. Pour établir les prévisions de l'Afrique dans le domaine de l'électricité, il faut considérer l'immense potentiel qui existe dans toute la région. La part de l'Afrique dans la production hydro-électrique mondiale est très élevée : 2 690 milliards de kWh sur 6 540 milliards. Le potentiel hydro-électrique techniquement exploitable est d'environ 1 630 milliards de kWh par an, ce qui représente le tiers des ressources hydro-électriques mondiales. Il faut toutefois noter que cet énorme potentiel est très inégalement réparti. On estime que la seule sous-région de l'Afrique centrale détient un potentiel minimal d'environ 744 milliards de kWh par an, soit 46 % du total de la région. L'Afrique du Nord ne détient que 5 % de ce total, l'Afrique orientale 10 % et l'Afrique occidentale et australe 39 %. Même à l'intérieur des sous-régions, il existe de fortes disparités selon les pays. Ainsi, en Afrique centrale, le Zaïre détient à lui seul, grâce au site d'Inga, un potentiel exploitable de 530 milliards de kWh.

325. Dans le domaine de l'électricité, le scénario fondé sur les tendances passées a été établi en fonction de l'élasticité de la demande d'électricité par habitant par rapport au revenu par habitant pour la période 1980-1985. Cette élasticité était exceptionnellement basse - 0,4 % - car, durant la période considérée, l'activité économique a été fortement ralentie. En supposant qu'elle se maintienne, la consommation d'électricité par habitant augmentera au rythme très lent de 0,8 % par an. Cela veut dire que, pour l'ensemble de la région, la demande d'électricité par habitant progressera faiblement, passant du chiffre modeste de 200,8 kWh en 1985 à 241,2 kWh en 2008. Il faut peut-être noter que, depuis quelques années, la consommation d'électricité par habitant dans toute la région tend à baisser. En fonction de cette consommation, la consommation totale d'électricité en 2008 sera de 250 112 kWh.

326. Il est important de souligner que la demande d'électricité telle qu'elle est projetée en fonction des tendances passées aura des conséquences graves sur le développement de l'Afrique et le bien-être de sa population. Premièrement, avec une consommation par habitant aussi basse que 270,2 kWh, l'Afrique sera une très faible consommatrice par rapport aux autres régions du monde. Deuxièmement, ce niveau de consommation compromettra le succès de l'électrification rurale, car la plus grande partie de l'approvisionnement devra être dirigé en priorité vers l'industrie et la population urbaine en accroissement. Troisièmement, un nombre grandissant d'activités industrielles seront perturbées par la pénurie d'énergie. En effet, la pénurie d'électricité et les coupures de courant seront bien plus fortes qu'aujourd'hui.

d) Charbon

327. Bien qu'elle possède 2 à 3 % des réserves mondiales de charbon, l'Afrique en développement produit et consomme peu de ce combustible. En 1984, la production était de 4,2 millions de tonnes et la consommation de 6,9 millions de tonnes, soit un déficit de 2,7 millions de tonnes, couvert par les importations. Entre 1981 et 1984, la consommation a augmenté au taux réel d'environ 3 %. Les plus gros consommateurs ont été le Zimbabwe, la Zambie et le Mozambique en Afrique australe, et l'Egypte, l'Algérie et le Maroc en Afrique du Nord. Pour établir les projections fondées sur les tendances passées, on a supposé que ce taux de croissance de la consommation se maintiendrait, car la consommation est relativement inférieure à ce qu'autorisent les perspectives d'accroissement de la production. Le potentiel et les politiques énergétiques appliquées actuellement vont dans le même sens. Dans ces conditions, la production en 2008 sera d'environ 15,5 millions de tonnes.

328. Durant la période 1981-1984, la croissance réelle de la production de charbon de l'Afrique en développement a été de 3,4 % par an et les principaux pays producteurs ont été la Zimbabwe, le Maroc, la Zambie, le Zaïre, le Niger et le Nigéria. Les projections du scénario fondé sur les tendances passées ont été établies en extrapolant les tendances de la production étant donné les incertitudes fondamentales du marché mondial de l'énergie dues à l'instabilité des prix du pétrole et au volume des investissements nécessaires pour promouvoir l'utilisation d'autres formes d'énergie. Dans ces conditions, la production de charbon en 2008 sera d'environ 9,5 millions de tonnes, ce qui ne sera pas suffisant pour répondre aux besoins; la différence, soit près de 6 millions de tonnes, devra être importée.

e) Energie non commerciale

329. Le tableau de la consommation générale d'énergie en Afrique est dominé par la part très élevée de l'énergie traditionnelle : plus de 80 % des besoins de la population sont satisfaits par des sources d'énergie traditionnelles non commerciales. La consommation d'énergie non commerciale de l'Afrique représente 15 % de celle de l'ensemble du monde, contre environ 1 % pour l'énergie en général.

330. Les plus importantes sources d'énergie traditionnelles en Afrique sont le bois de chauffage et le charbon de bois. La biomasse, notamment la bouse



de vache et les déchets agricoles, est également utilisée, mais pas de façon répandue sur tout le continent. Dans la présente étude, on traitera essentiellement du bois de chauffage en raison de son importance comme source d'énergie et des conséquences que son exploitation effrénée par une population en accroissement rapide risque d'avoir sur le rendement agricole et l'équilibre écologique de la région.

331. Bien que les données concrètes sur la production et la consommation des pays africains soient rares, on s'efforcera de donner quelques ordres de grandeur des perspectives en matière de bois de chauffage étant donné l'importance de ce combustible dans l'équilibre énergétique de la région. Ces projections indicatives reposent sur des estimations de la consommation de bois de chauffage par habitant. Selon certaines études, la consommation de bois de chauffage par personne et par an dans la zone sahélienne sèche avoisine  $0,53\text{m}^3$ . Dans les pays d'Afrique australe, elle se situerait entre  $0,5$  et  $1,5\text{m}^3$ , tandis qu'en Afrique orientale, elle serait d'environ  $1,5\text{m}^3$ . Les statistiques de l'ONU en matière d'énergie donnent, pour l'ensemble de la région africaine, une consommation d'environ  $0,78\text{m}^3$  par an, chiffre qui a été retenu comme moyenne de la région.

332. En supposant que la consommation par habitant prévue dans le scénario fondé sur les tendances passées ne baisse pas, l'Afrique consommera d'ici 2008 environ 807,2 millions de  $\text{m}^3$  de bois de chauffage par an. Ce chiffre représentera plus de 30 % de l'offre mondiale. Les conséquences de cette consommation élevée sur la production seront indéniablement catastrophiques car, dans bien des régions d'Afrique, les capacités sont nettement inférieures au taux d'épuisement, et il y aura un déficit élevé de la production par rapport à la consommation. Pour l'ensemble de la région, la production atteindra 730,6 millions de  $\text{m}^3$  en 2008, ce qui laissera un déficit de 76,6 millions de  $\text{m}^3$ . Si l'on se fonde sur les chiffres les plus élevés de consommation par habitant pour calculer la demande projetée, il est évident que la région sera loin de pouvoir répondre à sa demande d'énergie traditionnelle, tout en épuisant ses réserves forestières déjà limitées.

Tableau 54

Projections relatives aux principales sources d'énergie

	1985	1990	2008	Taux de croissance
<b>Ressource brut (millions de tonnes)</b>				
Production	237,2	235,9	231,3	-0,11
Exportations nettes	153,4	149,9	128,3	-0,83
Cons. apparente	81,8	86,0	103,0	1,28
Cons. par habitant	156,0	140,6	99,5	-1,90

	1985	1990	2008	Taux de croissance
<u>Gaz naturel</u> (milliards de m <sup>3</sup> )				
Production	18,9	20,3	26,3	1,45
Exportations nettes	10,1	9,0	4,6	3,36
<u>Electricité</u> (KWh)				
Cons. par habitant	214,2	200,8	241,2	
Cons. totale	130 015,0	106 010,0	250 112,0	
<u>Charbon</u> (milliers de tonnes)				
Production	4 248,0	5 192,0	9 477,0	
Consommation	6 934,0	8 279,6	15 469,5	
Importations	2 686,0	3 087,6	5 992,5	

#### 6. Aggravation de la situation des ressources humaines

333. Les effets du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique observés en matière d'emploi indiquent que l'application de ce programme n'a pas eu d'incidence notable sur la situation de l'emploi dans les pays africains. La lenteur de la croissance et les politiques d'ajustement ont joué un rôle majeur. Les diverses mesures qui se sont traduites par une réduction des investissements dans le développement ont coûté à la région 1,5 million d'emplois nouveaux par an entre 1985 et 1987. Le gel des emplois a empêché des centaines de milliers de créations de postes, tandis que les licenciements et les réductions de personnel ont mis quelque 3 millions d'Africains au chômage entre 1985 et 1987. Le chômage des personnes scolarisées, et notamment des diplômés, s'est intensifié. On estime qu'il existe actuellement 4 à 5 millions de chômeurs dans cette catégorie. Les conditions difficiles qui persistent sur le continent ont accéléré l'exode des compétences. Entre 1985 et 1987, plus de 30 000 africains moyennement et hautement qualifiés ont émigré vers d'autres régions du monde en quête d'une vie meilleure.

334. Le chômage est particulièrement grave dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et australe et dans certaines parties de l'Afrique orientale. En Afrique occidentale, il est élevé en raison des effets résiduels de la sécheresse et du marasme économique qui sévit depuis 1985. En Afrique orientale, il est dû aux mauvais résultats économiques et au rythme élevé d'urbanisation. Les Etats d'Afrique australe ont particulièrement souffert des actes de déstabilisation perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud. Dans ces pays, le problème des travailleurs migrants a provoqué une situation économique et politique très précaire pour les Etats d'Afrique australe fournisseurs de main-d'oeuvre. Actuellement, le régime raciste d'Afrique du Sud fait vivre quelque 3 millions de travailleurs des Etats de première ligne. Les conflits du travail survenus en Afrique du Sud en 1986 et 1987 se sont traduits par des expulsions qui ont aggravé le problème du chômage dans des pays tels que le Lesotho, le Botswana, le Mozambique et le Swaziland.

335. Le taux de chômage le plus élevé est celui de l'Afrique orientale et australe, où il y avait, en 1987, 13,5 millions de chômeurs, contre 9 millions en Afrique occidentale, 3,5 millions en Afrique du Nord et 3 millions en Afrique centrale.

336. Il est probable que cette tendance se maintiendra jusqu'en 2008. Etant donné le coût des ajustements et les réductions de personnel qui seront inévitables dans une situation climatique défavorable, la situation de l'emploi risque d'empirer.

### C. L'ECONOMIE AFRICAINE FACE A LA RIGIDITE DU MILIEU ECONOMIQUE INTERNATIONAL

#### A. Perspectives du commerce des marchandises

##### 1. Exportations de produits primaires

337. Selon les taux de croissance en volume et en prix des exportations de certains produits primaires calculés en fonction des tendances passées (café 1,1 %; cacao 1,3 %; coton fibre 0,9 %; tabac 0,2 %; thé 2,1 %; arachides 0,1 %; sucre 2,5 %; cuivre 0,01 %; minerai de fer 0,24 %; bauxite 2,1 %; phosphates 0,4 %; pétrole brut 0,01 %), les exportations totales de marchandises en termes réels n'atteindront que 51,7 milliards de dollars en 2008, alors qu'elles étaient de 64 milliards de dollars en 1985, soit une baisse de 0,09 % par an. Cette diminution sensible sera principalement due aux exportations de pétrole brut qui stagneront à 0,01 %, après la chute de 0,8 % enregistrée en 1985.

Tableau 56

Projections des exportations de marchandises  
(en milliers de tonnes et en millions de dollars)

	1985		2008	
	MT	Val.	MT	Val.
<u>Cultures de rapport</u>				
- Café	614,7	2 197,9	1 047,8	2 829,1
- Cacao	849,3	2 039,9	1 196,1	2 870,6
- Coton	647,8	1 994,3	796,0	2 467,6
- Tabac	172,2	706,5	180,3	739,2
- Thé	251,4	503,1	405,5	811,0
- Arachides	93,5	32,7	95,7	33,5
- Sucre	1 777,7	637,1	3 136,9	1 124,2
Sous-total		8 111,5		10 875,2

Métaux et minéraux

- Cuivre	1 271,5	1 819,9	1 274,4	1 824,0
- Minerai de fer	2 781,1	831,3	2 938,7	667,1
- Bauxite	196,6	32,3	283,2	46,5
- Phosphates	21 129,5	716,3	23 161,4	785,2
- Pétrole brut	1 652,0	4 000,0	1 690,0	50 024,7
<b>Sous-Total</b>		<b>52 199,6</b>		<b>53 347,5</b>
<b>Total des exportations de certaines marchandises (94,2 %)</b>				
	60 311,1			21 396,7
<b>Total des exportations de marchandises</b>				
	64 024,5			68 176,9

Source : Projections de la CEA.

2. Importations de marchandises

338. Si les taux de croissance des importations de marchandises calculés en fonction des tendances passées se maintiennent jusqu'en 2008, la situation sera telle que le montre le tableau ci-après. Les importations totales de marchandises tomberont de 67,6 milliards de dollars en 1985 à 57,8 milliards de dollars en 2008, ce qui aura évidemment des conséquences très négatives pour la région. Les investissements devront être fortement réduits et de nombreuses usines devront fermer faute de matériel et d'apports intermédiaires étrangers. L'approvisionnement en produits indispensables tels que les produits pharmaceutiques deviendra même impossible.

Tableau 57

Projections des importations de marchandises  
(en milliers de tonnes et en millions de dollars)

	1985	2008
Denrées alimentaires	11 285	9 706
Boissons et tabac	727	705
Combustible	5 574	4 600
Produits chimiques		
- Engrais et pesticides	1 079	1 148
- Autres	5 466	4 731
Machines et matériel de transport	22 874	18 817
Autres	20 608	18 062
<b>Total des importations de marchandises</b>	<b>67 612</b>	<b>57 763</b>

Source : Projections de la CEA.

### 3. Perspectives en matière de balance des paiements

339. Si, conformément au scénario fondé sur les tendances passées, l'indice des prix à l'exportation continue de baisser aux rythmes de 3,5 % en 1990 et de 1,2 % en 2008, et si l'indice des prix à l'importation continue d'augmenter au rythme de 0,7 % selon le même scénario, les indices des prix du commerce extérieur africain en 2008 seront tels qu'il est indiqué dans le tableau ci-après. Les termes de l'échange se détérioreront considérablement pour atteindre 62,8 en 2008, contre 98,7 en 1985 (1980 = 100).

Tableau 58

Projection de l'indice des prix unitaires du  
commerce africain (1980 = 100)

	1985	2008
Indice des prix à l'exportation	78,3	59,6
Indice des prix à l'importation	79,5	94,8
Termes de l'échange	98,7	62,8

Source : Projections de la CEA.

340. En fonction des projections des indices des valeurs unitaires, les exportations f.o.b. baisseront considérablement pour atteindre en 2008 51,7 milliards de dollars en termes nominaux, contre 68,9 milliards de dollars en 1985, et les importations f.o.b. tomberont à 25,7 milliards de dollars, contre 58,1 milliards en 1985, soit un déficit commercial de 17,2 milliards de dollars.

Tableau 59

Projections de la balance des paiements  
(compte des opérations courantes en milliards de dollars)

	1985	2008
Exportations de marchandises f.o.b.	64,0	51,7
Importations de marchandises f.o.b.	-58,1	-68,9
Balance commerciale	5,9	-17,2
Assurance et fret (net)	-5,5	-9,5
Paievements d'intérêts (net)	-6,8	-20,0
Autres services (net)	-5,2	-21,7
Balance des services	-17,5	-51,2
Transferts sans contrepartie privés (net)	4,7	11,3
Transferts sans contrepartie de l'Etat (net)	3,3	15,2
Total des transferts	8,0	26,5
Balance des opérations courantes	-3,6	-41,9

Tableau 59 (suite)

	1985	2008
Financement		
- Investissement étranger direct	1,6	5,5
- Variations	-0,4	3,4
Capacité de financement	-2,4	-33,0

Source : Projections de la CEA.

341. Les recettes au titre des services autres que les revenus des facteurs, dont on suppose qu'elles représentent une part constante du commerce des marchandises n'atteindront en 2008 que 0,95 milliard de dollars, tandis que les paiements au titre des services autres que les revenus des facteurs, s'élèveront à 10,4 milliards de dollars, ce qui donne un montant net de fret et d'assurance égal à 9,5 milliards de dollars. Les paiements d'intérêt sur la dette augmenteront de 8,1 % par an conformément à la tendance passée et atteindront 10,4 milliards de dollars en 1988, puis 49,2 milliards de dollars en 2008. Les intérêts perçus augmenteront de 15,8 % par an selon la tendance passée, pour atteindre 1,6 milliard de dollars en 1988 et 29,2 milliards de dollars en 2008, de sorte que les paiements nets d'intérêt s'élèveront à 8,8 milliards de dollars en 1988 et à 20,0 milliards de dollars en 2008. Les autres services (nets) augmenteront de 6,4 % par an pour atteindre 6,3 milliards de dollars en 1988 et 21,7 milliards de dollars en 2008. Le compte des services se détériorera pour atteindre 51,2 milliards de dollars en 2008. Les transferts privés nets qui augmenteront à raison de 3,9 % par an et les transferts de l'Etat nets qui augmenteront à raison de 6,8 % par an ne parviendront pas à combler ce déficit élevé des comptes des opérations commerciales et des services. Il en résultera un déficit des opérations courantes égal à 41,9 milliards de dollars en 2008.

342. En supposant que la valeur nette de l'investissement étranger direct augmente de 5,5 % conformément à la tendance passée et que les variations des réserves soient en proportion constante du compte des opérations courantes (10 % dans le passé), le montant disponible ne sera pas suffisant pour couvrir le déficit des opérations courantes. L'Afrique devra contracter de nouveaux emprunts pour un total compris entre 30 et 45 milliards de dollars par an. Cette situation paraît impossible à soutenir.

#### 4. Perspectives en matière de flux de ressources vers l'Afrique

343. Si les tendances passées se maintiennent, la situation des flux de ressources extérieures empirera selon les modalités suivantes :

Tableau 60  
Projections des flux de ressources  
(milliards de dollars courants)

	1985	2008
Aide publique au développement	16,0	25,6
Bilatérale	10,5	16,8
Multilatérale	3,5	5,6
Autre	2,0	3,2
Crédits à l'exportation	0,6	0,5
Flux privés	2,3	9,6
<b>Total des flux nets</b>	<b>18,9</b>	<b>35,2</b>

Source : Projections de la CEA.

344. L'APD, qui représentera 84 % des ressources totales, continuera de baisser à raison de 0,6 % par an pour atteindre 73 % en 2008, soit 16,5 milliards de dollars. De même, les crédits à l'exportation diminueront de 0,8 % et, en raison de la tendance à la privatisation de la dette, les flux privés augmenteront de 6,4 % pour atteindre 9,6 milliards de dollars en 2008.

#### D. DESEQUILIBRE DU CADRE MACRO-ECONOMIQUE

345. Le tableau qui se dégage du scénario fondé sur les tendances passées montre clairement que le développement à long terme des économies africaines est trop vulnérable aux conditions météorologiques et à l'évolution du marché financier international et du marché international des produits de base. Ces deux facteurs continueront d'amputer ou même d'inverser les résultats positifs auxquels pourraient aboutir les efforts entrepris par les gouvernements africains pour appliquer leurs politiques de redressement.

346. Le cadre macro-économique général montre que la PIB augmentera de 2,6 % par an entre 1990 et 2008. Compte tenu de ce taux, le revenu par habitant baissera de 0,7 % par an durant toute la période. L'agriculture reculera de 0,1 %, ce qui aggravera la situation alimentaire déjà critique. Le secteur manufacturier sera également touché et sa croissance sera limitée à 2 %, tandis que le secteur des services restera très handicapé par les tendances générales défavorables en matière de production.

347. Les emplois du PIB se détérioreront. Les médiocres résultats de l'économie auront des répercussions profondes sur la structure de la demande, et la consommation privée ne progressera pas au-delà du taux de 0,9 % observé en 1983-1985. Les dépenses publiques nécessaires pour revigorer les activités économiques n'augmenteront que de 3 % d'ici à 2008, par rapport aux 4,2 % de la période 1983-1985. La chute la plus sensible sera celle de la formation de capital. L'investissement baissera de 4 %, comme entre 1981 et 1985. Avec un taux d'épargne limité à 10 % en raison de la faiblesse du revenu, le déficit des ressources atteindra 5,5 %.

348. Si le marché financier international et le marché international des produits de base continuent d'être défavorables, les perspectives de développement à long terme de l'Afrique seront sombres. Le dynamisme du secteur des exportations sera sérieusement compromis par les mauvaises conditions météorologiques et l'effondrement des prix des produits de base. Les exportations diminueront encore de 4,2 %, ce qui entraînera une baisse notable des importations due à la pénurie de devises. La baisse de 3,6 % des importations provoquera un déficit commercial de 3,2 %. Ces tendances se traduiront par une augmentation considérable des besoins en ressources étrangères. Le niveau des flux de ressources stagnera et ne s'améliorera guère par rapport à la tendance passée, mais les conditions et les modalités de ces flux empireront, ce qui aboutira à un endettement impossible à supporter.

349. Tel qu'il est prévu dans le cadre du scénario fondé sur les tendances passées, le développement socio-économique de la région apparaît sombre et décourageant. Faute de changements profonds, non seulement pour maîtriser les éléments naturels en mettant en place des mécanismes destinés à éviter les catastrophes, mais aussi pour améliorer les relations économiques internationales, on ne voit pas comment la transformation structurelle de la région africaine pourrait progresser. Ces changements sont les postulats du scénario normatif analysé dans la section suivante.



## SECTION II - MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE ECONOMIE AFRICAINE : UN SCENARIO NORMATIF

### Introduction

Dans le scénario de développement décrit ci-après, l'objectif est non seulement de maintenir l'impulsion et le rythme tout au long du redressement, mais aussi de susciter une transformation économique d'ici 2008. En tant que tel, ce scénario est basé sur les directives de développement accéléré énoncées dans le Plan d'action de Lagos, qui est axé sur le développement autonome. Il prévoit en outre des améliorations et des transformations radicales des structures de la production et de la demande. Les perspectives sectorielles y sont projetées dans le cadre d'un ensemble d'hypothèses quantitatives touchant certaines variables essentielles de l'économie africaine. Le comportement et les relations économiques et techniques des divers secteurs économiques tels que l'agriculture, le secteur manufacturier, les ressources naturelles, le transport, le commerce et les finances sont également pris en considération. On analyse le cadre macro-économique issu de l'interdépendance des diverses variables pour déterminer l'incidence des relations économiques telles que celles qui lient le revenu et la consommation, l'épargne et l'investissement, les exportations et les importations, etc.. Enfin, on analyse les aspects qualitatifs de ce nouvel avenir, car ils sont importants pour promouvoir et améliorer la qualité de la nouvelle économie et de la nouvelle société africaines.

### A. LE NOUVEAU CADRE DEMOGRAPHIQUE DE L'AFRIQUE

#### 1. Tendances démographiques générales

350. Les projections démographiques décrites dans la présente section sont basées sur la variante moyenne. Dans cette variante, les hypothèses les plus importantes concernent la fécondité, les migrations et la mortalité. Les hypothèses relatives à la fécondité tiennent compte des tendances passées et présentes situées dans le contexte social, économique et politique de la région, ainsi que des changements qui affecteront les structures socio-économiques et les valeurs culturelles des sociétés africaines. En Afrique, la fécondité s'est située entre 6,5 et 6,7 enfants par femme entre 1950-1955 et 1975-1980. Selon la tendance projetée, elle doit descendre au-dessous de 6 enfants d'ici le milieu des années 1990 et continuer de baisser pour atteindre environ 4 enfants à la fin du siècle. Prévoir les migrations est un exercice délicat; selon les projections actuelles, les flux migratoires nets finiront par tendre vers zéro, car on estime que les tendances actuelles sont temporaires - quoique prolongées - et qu'elles résultent surtout de conflits civils et de perturbations socio-économiques. En ce qui concerne la mortalité, il importe de noter tout d'abord qu'il existe des différences marquées entre les pays africains. Quoi qu'il en soit, on a prévu une baisse des taux de mortalité pour l'ensemble de la région, de sorte que l'espérance de vie sera de 55,2 ans avant la fin du siècle, contre 37,8 en 1950-1955 et 49,4 en 1980-1985.

351. En fonction des hypothèses précédentes, les projections démographiques font très clairement ressortir un certain nombre de caractéristiques générales, dont la plus importante est le taux élevé de croissance démographique - aux alentours de 3 % par an - durant les 20 années de la période 1988-2008. Le taux de l'ensemble des pays en développement pour la même période sera d'environ 2 %. Compte tenu de ce taux de 3 %, la population africaine atteindra un milliard d'habitants en 2008.

Tableau 61  
Quelques indicateurs démographiques pour l'Afrique, 1988 et 2008  
(Variante moyenne)

	1988 (millions)	2008 (millions)	Taux de croissance annuel (millions)
Population totale	570	1 035	2,98
Population urbaine	170	444	4,80
Population rurale	400	591	1,95
Population de 0 à 14 ans	260	448	2,72
Population de 15 à 64 ans	293	555	
Population de 65 ans et plus	17	32	3,16
Population de 6 à 11 ans (enseignement primaire)	96	171	2,90
Population de 12 à 17 ans (enseignement secondaire)	77	144	3,10
Population de 18 à 23 ans (enseignement supérieur)	63	119	3,20

Source : Nations Unies, World Population Prospects : Estimates and Projections as Assessed in 1984 (ST/ESA/SER.A/98).

## 2. Structure démographique

### a) Différence entre sous-régions

352. Les projections démographiques font apparaître des différences sensibles selon les sous-régions. En ce qui concerne la répartition géographique par exemple, la part de l'Afrique du Nord dans la population africaine diminuera pour se situer aux environs de 23 % en 1988 et de 20 % en 2008. Les autres sous-régions augmenteront leur part relative : l'Afrique occidentale sera la zone la plus peuplée avec 34 %, suivie de près par l'Afrique de l'Est et australe avec 33 %, tandis que l'Afrique australe restera au dernier rang avec seulement 13 % en 2008.

**Tableau 62**  
**Principaux indicateurs démographiques de l'Afrique en 2008**

Sous-régions	Densité au km <sup>2</sup>	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux de fécondité
Afrique du Nord (2008)	25	23,9	6,6	1,47
(1985)	(14)	(36,5)	(10,5)	(2,46)
Afrique australe (2008)	11	38,2	9,1	2,54
(1985)	(5)	(44,9)	(14,2)	(3,04)
Afrique de l'Est (2008)	55	41,6	11,0	2,72
(1985)	(26)	(49,1)	(16,9)	(3,35)
Afrique du Centre (2008)	17	38,3	10,8	2,02
(1985)	(9)	(44,5)	(16,2)	(2,97)
Afrique de l'Ouest (2008)	59	42,2	10,8	2,77
(1985)	(27)	(49,2)	(16,7)	(3,38)

  

	Espérance de vie		Hommes et femmes	% popul. rurale	% popul. urbaine
	Hommes	Femmes			
Afrique du Nord (2008)	65,2	68,9	67,0	45,7	54,3
(1985)	(57,6)	(60,3)	(58,9)	(57,9)	(42,1)
Afrique australe (2008)	58,7	63,4	62,0	60,4	39,6
(1985)	(50,6)	(54,2)	(52,9)	(80,6)	(19,4)
Afrique de l'Est (2008)	55,8	59,1	57,4	67,2	32,8
(1985)	(47,7)	(50,8)	(49,2)	(81,8)	(18,2)
Afrique du Centre (2008)	56,2	59,8	58,0	48,0	52,0
(1985)	(48,2)	(51,6)	(49,9)	(64,4)	(35,6)
Afrique de l'Ouest (2008)	52,2	55,8	54,0	60,7	39,3
(1985)	(47,6)	(51,0)	(49,3)	(75,1)	(24,9)

Tableau 63

Situation démographique de l'Afrique en 2008  
(variante moyenne)  
(en milliers d'habitants)

Sous-régions	1985	1988	1990	2008
Pays insulaires de l'océan Indien	11 502	12 314	13 235	21 842
Afrique de l'Est	154 902	170 860	182 401	329 074
Afrique australe	3 277	3 594	3 823	6 656
Afrique du Centre	47 278	50 597	52 937	89 898
Sahel	36 347	39 476	41 710	75 134
Afrique de l'Ouest (sauf Sahel)	137 576	152 129	162 676	292 913
Afrique du Nord	103 723	110 275	114 871	163 060
Total Afrique	524 640	556 952	605 933	1 034 851

Source : Estimations de la CEA.

353. La modeste part de la population d'Afrique du Nord peut s'expliquer par le fait que son taux de croissance démographique de 1,97 est le plus bas de la région, grâce surtout au niveau modéré des taux de fécondité. Le taux brut de reproduction n'y est que de 2,93 % tandis que le taux brut de natalité est de 41,9 %. De plus, cette sous-région a déjà amélioré notablement son taux de morbidité. L'espérance de vie en Afrique du Nord est la plus élevée : 57 ans, contre 50 ans en moyenne pour la région.

354. Pour les autres sous-régions, les taux de croissance projetés vont de 2,8 % pour les pays insulaires de l'océan Indien à 3,3 % pour l'Afrique de l'Ouest. Le taux de croissance démographique de l'Afrique du Centre est aussi inférieur à ceux de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est, surtout à cause du haut niveau de mortalité infantile.

355. Les taux bruts de reproduction, de naissance et de mortalité projetés entre 1985 et 2008 sont en baisse pour toutes les sous-régions. Cependant, si la baisse annuelle du taux brut de natalité est de 1,4 % en Afrique du Nord et de 1,3 % en Afrique australe, elle n'est que de 0,3 % par an en Afrique du Centre et de 1,1 % en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. En revanche, la baisse du taux de mortalité due à l'amélioration des conditions sanitaires est de 6,2 % par an en Afrique de l'Est, 2,5 % en Afrique de l'Ouest, 2,4 % en Afrique australe, 2,3 % en Afrique du Nord - qui avait le taux le plus faible en 1985 - et 1,5 % en Afrique du Centre. Le rythme de diminution de la mortalité explique les différences entre les tendances démographiques projetées d'ici 2008. Il y a aussi des variations de densité démographique selon les sous-

régions. En Afrique de l'Ouest, la densité projetée pour 2008 est de 61, contre 58 pour l'Afrique de l'Est et 19 pour l'Afrique du Centre, tandis que pour l'Afrique du Nord et l'Afrique australe elle est respectivement de 27 et 25. La densité moyenne projetée pour l'ensemble du continent est de 39.

b) Répartition urbaine-rurale

356. En 2008, la population rurale représentera 55,8 % de la population totale du continent, malgré un taux de croissance de la population urbaine proche de 5 % par an. Toutefois, en Afrique du Nord et en Afrique australe, où le pourcentage de la population rurale est le plus faible, près de 65 % de la population vivra dans les agglomérations en 2008, malgré un taux de croissance assez bas de la population urbaine estimé à 3,5 % par an durant la période. Dans les autres sous-régions, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, où la croissance démographique dépassera 3 % par an, les taux de croissance de la population urbaine seront respectivement de 6,1 % et 5,5 %.

357. Pour l'Afrique du Centre, le taux de croissance de la population urbaine sera de 4,6 %. Ces taux assez élevés de la croissance de la population urbaine sont surtout dus aux difficultés que les pays éprouvent pour améliorer rapidement les services dans les zones rurales, notamment en matière de santé, d'éducation et de loisirs, et à la recherche d'emplois meilleurs. Concrètement, si les conditions de vie et le niveau de revenu ne s'améliorent pas de manière décisive dans les zones rurales, l'exode rural se poursuivra. Pour l'enrayer, il faudra appliquer énergiquement les politiques recommandées dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, notamment en ce qui concerne le développement rural, en adoptant des plans de développement urbain-rural intégré, en fournissant des services suffisants dans les zones rurales, etc..

c) Répartition par âge et par sexe

358. En 2008, la population africaine sera encore jeune par rapport à la plupart des régions du monde. Les enfants de 0 à 14 ans constitueront près de 42 % de la population totale. En Afrique australe, ils seront même 47 %, contre 38 % en Afrique du Nord. La population active du groupe d'âge 15-64 ans représentera 55 % de la population totale, contre une moyenne de 52,2 % au milieu des années 80. Ces tendances signifient que le coefficient de dépendance s'améliorera, passant de 93 % en 1985 à environ 84 % en 2008. Le rapport de masculinité restera constant d'ici 2008 et représentera environ 99,3 %.

Tableau 64  
Répartition par âge et par sexe

	Afrique du Nord	Afrique australe	Afrique de l'Est	Afrique du Centre	Afrique de l'Ouest
<u>Rapport de masculinité</u>					
(1985)	(101,8)	(98,1)	(97,9)	(97,4)	(98,1)
2008	102,5	98,8	98,9	98,6	98,8
0 à 14 ans					
(1985)	(43,1)	(41,6)	(47,3)	(44,1)	(46,9)
2008	37,8	46,5	41,8	41,3	41,3
15 à 64 ans					
(1985)	(55,2)	(54,5)	(50,1)	(52,7)	(50,4)
2008	58,4	50,5	55,3	53,2	55,8

Source : Projections de la CEA.

### 3. Conséquences en matière d'orientation

359. Vu le taux de croissance démographique et les niveaux de population projetés pour les 20 prochaines années, le continent ne pourra éviter un certain nombre de problèmes de développement économique et social. Il est en effet pénible de constater que les pays africains sont encore incapables de répondre aux besoins essentiels de leur population concernant notamment i) l'instruction primaire pour tous les enfants de 6 à 11 ans, ii) l'emploi des nombreux chômeurs, et iii) la fourniture de services suffisants tels que l'eau potable, l'assainissement, les transports, la santé et le logement.

360. Pour résoudre ces problèmes et améliorer ainsi les conditions d'existence de la population africaine, il faut adopter dès maintenant des politiques bien conçues, en accord avec les valeurs culturelles du continent. La plupart de ces politiques ont été énoncées en détail dans le Programme d'action de Kilimandjaro pour la population, qui insiste sur le rôle de la population dans le développement socio-économique.

361. Ce programme souligne que les questions démographiques doivent constamment être prises en considération dans le développement, notamment en ce qui concerne l'effet des tendances démographiques sur les stratégies de développement en matière de santé, d'éducation, de logement, d'emploi et de nutrition. A cet égard, il faut entreprendre des actions pour améliorer la collecte des données démographiques, leur analyse et leur utilisation dans la planification du développement et pour renforcer les activités de formation, de recherche et de diffusion des informations démographiques. Les plans nationaux doivent tendre à maximiser la productivité des travailleurs et à créer une ambiance propice à l'adéquation entre les ressources et la répartition démographique, pour que la population jouisse d'une meilleure santé et qu'elle soit moins dépendante et plus productive.

362. Il faut prendre des mesures énergiques pour faire baisser sensiblement la mortalité infantile et juvénile, et notamment lancer des programmes de planification familiale. Il est impératif d'entreprendre des efforts dans ce sens pour rendre la planification familiale accessible à la population en implantant des services de planification familiale qui utilisent notamment les formations sanitaires et les systèmes de prestation axés sur la communauté, en assurant un financement suffisant et en coordonnant la planification et la formation de la main-d'oeuvre. Les mesures destinées à réduire le niveau de fécondité doivent amener la population à modifier son comportement et à passer de la famille nombreuse à la famille réduite, en soulignant les bienfaits de celle-ci du point de vue de la santé. Pour cela, il faudra mettre en place des programmes complets d'information et d'éducation appuyés par une puissante volonté politique.

363. En ce qui concerne la morbidité et la mortalité, il faut intensifier les efforts nationaux pour réduire la morbidité et la mortalité infantiles et juvéniles, notamment dans les zones rurales. Il faut intégrer au mieux les politiques de santé dans les autres secteurs de développement tels que l'éducation, l'emploi, l'urbanisation, la planification rurale et régionale, l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration de la nutrition. A ce sujet, la Conférence internationale sur la population qui s'est tenue au Mexique en 1984 a recommandé que les pays ayant des taux de mortalité élevés s'efforcent de repousser au moins jusqu'à 60 ans l'espérance de vie à la naissance, de réduire le taux de mortalité infantile à moins de 50 % des naissances vivantes et de diminuer la mortalité liée à la maternité d'au moins 50 % d'ici l'an 2000.

364. En ce qui concerne l'urbanisation et les migrations, les gouvernements devraient formuler des politiques globales d'urbanisation destinées a) à freiner l'exode rural actuellement élevé vers les capitales et les grandes villes, et b) à développer les villes régionales de taille moyenne. Il faudrait en particulier revigorer les économies rurales et fournir aux zones rurales des services socio-économiques pour stimuler et maintenir un développement équilibré et autonome.

365. Il faut accorder toute sa valeur au rôle des femmes dans le développement, notamment en élargissant et en améliorant ce rôle par l'éducation, l'emploi et d'autres possibilités, et en réduisant le fardeau qui pèse sur les femmes rurales grâce à la mise en place de technologies appropriées dans l'agriculture, l'industrie et le travail domestique. De plus, les politiques en faveur de la jeunesse doivent prévoir des programmes destinés à développer l'enseignement et la formation professionnelle, la création d'emplois rémunérés en quantité suffisante, la mise en place de programmes destinés aux enfants qui abandonnent l'école, et l'inclusion de l'éducation relative aux questions de démographie et de vie familiale dans l'enseignement scolaire et la formation professionnelle pour préparer les jeunes à assumer leurs responsabilités de parents.

## B. PERSPECTIVES SECTORIELLES

### Développement durable dans les domaines alimentaire et agricole

366. L'enjeu pour l'agriculture africaine est de parvenir à nourrir une population en accroissement rapide. Le déficit alimentaire croissant en Afrique, et particulièrement en Afrique subsaharienne, est du au déséquilibre croissant entre les terres cultivables, la production alimentaire et la population, qui se manifeste continuellement par certains signaux généraux qu'on observe régulièrement, notamment : a) la sécheresse persistante, b) l'instabilité politique; c) l'érosion et désertification accélérées; d) la stagnation agraire. En se trompant dans le diagnostic, on commet des erreurs de traitement comme c'était le cas dans le passé. Il est donc impératif que l'Afrique attaque de front ce problème et inverse la tendance. Telle est la raison pour laquelle le Programme prioritaire de redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 et le Programme d'action de Lagos mettent tous l'accent sur l'autosuffisance alimentaire. La priorité des priorités pour l'Afrique est donc de développer son agriculture, en insistant sur l'alimentation.

367. Les projections démographiques pour l'Afrique donnent 606 millions d'habitants en 1990 et plus d'un milliard en 2008. La plupart des pays de l'Afrique subsaharienne atteindront leur croissance démographique maximale entre 1990 et 2000. Parallèlement, le problème n'est pas seulement le doublement de la population, mais aussi sa répartition géographique. La plupart des grandes villes africaines grandissent à un rythme compris entre 7 % et 10 % par an. D'ici 2008, la moitié environ de la population vivra dans les centres urbains, avec toutes les conséquences qui s'ensuivront, notamment du point de vue de la demande et des impératifs de production alimentaire.

368. L'objectif de l'équilibre alimentaire en 2003 ne peut être atteint que si le concept d'un développement soutenu de l'agriculture est adopté et appliqué. Le développement soutenu de l'agriculture ou l'approche éconologique de la gestion de ressources se réfère à la stratégie de la gestion scientifique des ressources qui a pour but d'équilibrer les ressources existantes en terre et besoins en produits agricoles par des techniques de gestion innovatrice des terres et de la production agricole et des inputs extérieurs renouvelables en vue de maintenir un équilibre sain dans la préservation de l'environnement terre-alimentation-population, et de préserver la base de ressources. Dans cette stratégie, l'accent n'est pas mis sur la maximisation des bénéfices économiques à court-terme mais sur l'optimisation de l'utilisation des ressources, en conservant son potentiel productif, minimisant la dégradation de la terre et de l'environnement et réduisant la dépendance des inputs qui ne sont pas disponibles localement.

369. Le développement soutenu de l'agriculture est une approche intégrée de création des fermes agricoles. Il implique les cultures et l'association des cultures les plus appropriées, l'amélioration des méthodes culturales, l'utilisation libre des matières organiques et la conservation des labours, la protection contre les insectes nuisibles et le maintien de la fertilité à travers les techniques agro-sylvicoles pour réduire la dépendance des engrais chroniques.



370. Puisque le développement agricole soutenu implique, une utilisation adéquate des potentialités naturelles (terre et climat) eu égard aux besoins en produits agricoles, il est clair qu'il n'y a pas de panacée qui soit applicable universellement à toutes les régions écologiques de l'Afrique. Bien que les principes de base restent les mêmes, l'ensemble technologique pour le développement agricole soutenu basé sur des composantes améliorées varie selon les terres, les cultures, les régions agro-écologiques, les conditions socio-économiques et les facteurs politiques.

371. Partant des projections de la production, de la demande et du commerce établies par la FAO, on a déterminé l'équilibre alimentaire de l'Afrique en 2008. On a analysé la situation en fonction de quatre groupes de produits : les céréales, les racines, les tubéreuses et légumineuses et les produits animaux (viandes et poissons seulement). Les cultures de rapport sont traitées dans le cadre des exportations des produits agricoles, dans la section consacrée au commerce international.

a) La libération d'un continent : affranchissement de la faim

372. L'Afrique est aux prises avec le spectre de la faim depuis des dizaines d'années. On ne peut rester neutre ou indifférent face à la menace que cette situation fait peser tant sur la vie précieuse des habitants actuels que sur les générations à venir. Tous les plans et stratégies élaborés par l'Afrique, depuis le Plan d'action de Lagos jusqu'au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, constatent la nécessité inéluctable de lancer une attaque tous azimuts contre la faim et la famine pour faire disparaître une fois pour toutes cette horrible tragédie.

373. Diverses études effectuées par la FAO et d'autres organismes ont heureusement montré que l'Afrique avait les moyens d'assurer une production alimentaire suffisante pour ses besoins. Ainsi, en ce qui concerne la terre, 229 millions d'hectares de terres arables seulement étaient en culture en 1985, soit 27 % du total disponible. La faiblesse des rendements est le signe du peu de facteurs de production utilisés. Ainsi, la quantité d'engrais actuellement consommée est de 10 kg par hectare, ce qui est loin des chiffres de toute autre région du monde.

374. La base de production de l'Afrique peut être considérablement élargie si l'on peut rétablir les rendements de certaines terres dégradées. L'Afrique ne peut plus se permettre de perdre un seul pouce de terrain. Toute négligence dans ce domaine ne ferait que perpétuer la crise et aggraver le risque de famine et de malnutrition généralisées.

375. L'Afrique peut certes atteindre l'autosuffisance alimentaire. Certaines technologies utiles et permettant d'augmenter les rendements sont disponibles. Elles pourraient augmenter les rendements de façon spectaculaire. En plus de variétés à rendement élevé, on dispose de techniques permettant d'améliorer les systèmes de culture, la gestion de la fécondité, de fabriquer du matériel fonctionnel, de conserver le sol et l'eau et de limiter l'érosion. Même avec les techniques déjà disponibles, l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique peut être réalisée. Toutefois, comme l'a fait observer R. Lal, cela exige

la volonté politique totale et l'engagement des pays intéressés. Même les résultats des travaux de recherche ne peuvent être appliqués qu'avec la coopération des populations, des gouvernements et des institutions de la région.

# i) Céréales

376. Si les tendances passées se maintiennent, les pays africains seront loin de pouvoir satisfaire leurs besoins en 2008. Le coefficient d'autosuffisance ne sera que 71,1 % en 2008. Le déficit céréalier passera donc de 26 millions de tonnes au milieu des années 80 à 55 millions de tonnes en 2008.

377. Entre 1990 et 2008, les importations nettes de céréales augmenteront au taux moyen de 2,6 % par an. Il s'agit là d'une situation manifestement inacceptable et insoutenable.

378. On suppose donc qu'en 2008 l'ensemble de l'Afrique sera autosuffisante, sauf en ce qui concerne les produits difficiles à cultiver en Afrique tels que le blé, avec un apport énergétique alimentaire d'environ 2 500 kilocalories par jour. La part des céréales sera d'environ la moitié, soit 1 250 kcal/jour. Ces chiffres correspondront à une consommation par habitant de 163 kg par an. En 2008, la demande sera, pour le milliard d'habitants du continent, d'environ 169 millions de tonnes de céréales.

379. Il faudra en outre 32 millions de tonnes de céréales pour nourrir le bétail, et 1,7 million de tonnes pour les emplois industriels. Les mesures prises pour empêcher et limiter les pertes alimentaires permettront de minimiser les pertes et donc les besoins en semences.

Tableau 65

Situation céréalière en 2008 dans le scénario normatif  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008	Taux de croissance
Céréales : Alimentation	136 482	168 868	
Industrie	642	1 671	
Aliments du bétail	11 947	32 065	
Semences	2 814	4 370	
Déchets	4 830	11 493	
Demande totale	120 874	218 473	
Production totale	91 006	196 627	
Solde commercial	29 876	21 846	
Coefficient d'autosuffisance	75	90 1/	
Demande par habitant	199,4	210,9	
Consommation par habitant	148,8	163,0	

Source : Projections de la CEA.

1/ Sans le blé, le coefficient serait de 100 %.

ii) Racines, tubéreuses et légumineuses

380. Compte tenu de la nécessité d'améliorer le régime alimentaire africain et de la contribution limitée des céréales et des produits animaux à l'apport énergétique alimentaire, il est indispensable d'inverser la tendance historique de la consommation de racines et de tubéreuses. Il faut chercher non seulement à augmenter la productivité, mais aussi à réduire les pertes et les déchets qui sont considérables.

381. On suppose qu'en 2008 la part des racines et tubéreuses dans le régime de 2 500 kcal sera d'environ 20 %, ce qui correspondra à une consommation annuelle de 177 kg par habitant. La demande qui en résultera pour le milliard d'habitants de 2008 sera de 183,3 millions de tonnes. A cela s'ajouteront 40,1 millions de tonnes pour l'industrie, l'alimentation du bétail et les semences. Les pertes et les déchets seront ramenés à environ 10 %.

Tableau 66

Situation des racines et tubercules en 2008 dans le scénario normatif  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008	Taux de croissance
Alimentation	83 141	183 372	
Industrie	3 223	23 695	
Aliments du bétail	1 427	4 113	
Semences	4 205	12 315	
Déchets	12 287	24 833	
Demande totale	109 383	248 328	
Production totale	109 383	248 328	
Solde commercial	-	-	
Coefficient d'autosuffisance	100	100	
Demande par habitant	179,4	239,7	1,6
Consommation par habitant	137,2	177,0	1,4

Source : Projections de la CEA.

382. La part des légumineuses dans l'alimentation sera d'environ 7 %, soit une consommation annuelle de 14 kg par habitant. La demande alimentaire atteindra environ 14,5 millions de tonnes, auxquelles s'ajouteront 2,2 millions de tonnes pour les semences et l'alimentation du bétail. Les pertes et déchets en légumineuses seront ramenés à environ 5 %.

383. En 2008, la demande totale de racines, tubéreuses et légumineuses sera de 265,9 millions de tonnes. Comme on a supposé que le continent serait autosuffisant, la production devrait permettre de satisfaire la totalité de la demande tous usages. La production nette devrait donc augmenter au rythme de 0,95 % par an entre 1986 et 2008. Les stratégies de production

doivent être orientées vers l'augmentation des rendements et la réduction des pertes et des déchets plutôt que vers l'extension des superficies cultivées en racines, tubéreuses et légumineuses.

Tableau 67

Situation des légumineuses en 2008 dans le scénario normatif  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008	Taux de croissance
Alimentation	5 089	14 504	
Industrie	-	-	
Aliments du bétail	153	483	
Semences	571	1 707	
Déchets	387	878	
Demande totale	6 600	17 572	
Production totale	6 500	17 572	
Solde commercial	100	-	
Coefficient d'autosuffisance	98,0	100	
Consommation par habitant	9,0	14,0	

Source : Projections de la CEA.

iii) Produits animaux

384. Le coefficient actuel d'autosuffisance en viande est assez élevé et devrait le rester jusqu'en 2008. Si les tendances passées se maintiennent, il sera alors de 92 %. Toutefois, la consommation de 12 % par habitant est très faible comparée à celle de plusieurs autres régions. L'objectif fixé dans le scénario normatif est donc non seulement l'autosuffisance complète, mais aussi l'augmentation de la consommation par habitant.

385. Selon les tendances passées, la part des produits animaux (viande, graisses, produits laitiers et poisson) dans l'apport énergétique alimentaire total est d'environ 6,5 %, celle de la viande étant de 2,8 %. Pour 2008, la part de la viande dans l'apport énergétique alimentaire est estimée à environ 5 %, soit 125 kcal/jour, ce qui donnera une consommation annuelle d'environ 28 kg par habitant. La demande de viande sera donc d'environ 29 millions de tonnes, et la production devra augmenter de 2,5 % par an entre 1986 et 2008, et de 1,1 % entre 1990 et 2008.

Tableau 68

Projections de la demande et de la production de viande  
d'ici 2008 dans le scénario normatif  
(en milliers de tonnes)

	1990	2008
Alimentation	7 353	29 008
Industrie	8	41
Demande totale	7 361	29 049
Production totale	6 953	29 049
Solde commercial	408	-
Coefficient d'autosuffisance	94,5	100
Demande par habitant (kg)	12,2	28
Consommation par habitant (kg)	12,1	27,9

Source : D'après les projections de la FAO.

386. Tout devra être fait pour améliorer au cours des 25 prochaines années la production et la distribution de produits halieutiques. L'objectif consistant à augmenter de 1 kg la consommation par habitant de 1980 est également maintenu pour 2008. La consommation humaine totale correspondant à une consommation par habitant de 9,4 kg par an sera d'environ 9,7 millions de tonnes en 2008, ce qui est légèrement au-dessus du potentiel actuel. Afin de rendre l'Afrique moins tributaire des importations de poisson, il faudra intensifier les efforts actuellement déployés pour développer le secteur artisanal, les flottes semi-industrielles et l'aquaculture et pour diminuer les déchets et les pertes après capture. Il faudra notamment tout mettre en oeuvre pour valoriser les espèces non exploitées et utiliser au mieux les prises accessoires.

b) Conséquences en matière d'orientation

387. Globalement, la question essentielle est d'inverser les médiocres résultats généraux pour atteindre les objectifs ci-dessus dans le cadre du scénario normatif. Cette question préoccupe depuis un certain temps les pays africains. Dans des études qui font autorité telles que le Plan d'action de Lagos, le Plan alimentaire pour l'Afrique, "Agriculture : horizon 2000", le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. "African Agriculture : the next 25 years", et dans de nombreuses études effectuées par des organisations sous-régionales, bilatérales et nationales, la situation alimentaire du continent a été analysée de façon critique, et des propositions ainsi que des recommandations concrètes et précises ont été formulées. Il est inutile de répéter ici les recommandations pertinentes qui figurent dans ces documents. Les chefs d'Etats et de gouvernement ayant la ferme volonté politique de résoudre les problèmes agricoles, la préoccupation principale est de traduire en actes et en programmes concrets l'engagement pris d'atteindre l'autosuffisance et la

sécurité alimentaires et les politiques envisagées pour y parvenir grâce au renforcement des mesures d'autonomie collective.

388. Toutefois, en ce qui concerne les céréales, racines, tubéreuses et légumineuses, il faut noter que la priorité est donnée à l'augmentation plus rapide de la quantité de facteurs de production utilisés, qui doit passer du niveau faible actuel au niveau intermédiaire, puis au niveau élevé. Comme on l'a indiqué précédemment, la plupart des pays africains utilisent très peu de facteurs de production, c'est-à-dire qu'ils n'emploient pas d'engrais, de pesticides ou de semences améliorées et qu'ils n'appliquent pas de mesures de conservation à long terme. Cela équivaut à pratiquer une agriculture de subsistance. D'ici 2008, la plupart des pays africains devront au moins atteindre un niveau de technologie intermédiaire.

389. Très peu de pays africains produisent des engrais chimiques. L'importation de ces produits est de plus en plus difficile en raison de l'actuelle pénurie de devises et de la dévaluation des monnaies. Le prix supérieur des engrais africains tend aussi à décourager leur utilisation. Par conséquent, malgré les efforts entrepris par les gouvernements africains pour favoriser l'utilisation des engrais, celle-ci reste très faible dans l'Afrique subsaharienne, avec une moyenne de 5 kg/ha. L'Afrique du Nord est exportatrice nette, mais l'Afrique subsaharienne a dû importer 89 % de sa consommation en 1983. Il faut noter à cet égard qu'un certain nombre de pays possèdent les matières premières nécessaires à la fabrication de certains types d'engrais. Ainsi, 24 pays disposent de gaz, de pétrole ou de charbon, sept ont des gisements de phosphate, et trois des gisements de soufre. Le problème qui se pose pour créer des usines de production d'engrais et autres produits chimiques est l'ampleur des économies d'échelle requises. Pour mettre en place des installations de taille rentable, il faut une coopération multinationale. La plupart des usines d'engrais de l'Afrique subsaharienne fonctionnent bien au-dessous de leur capacité en raison du manque de débouchés. Le prix des engrais fabriqués sur place est donc généralement plus élevé que celui des engrais importés.

390. De plus, les engrais n'exerceront pleinement leur effet qu'avec l'emploi de facteurs complémentaires tels que semences améliorées, outils, produits chimiques et méthodes de cultures plus modernes. Pour amener les agriculteurs à adopter des techniques nouvelles et à faire les efforts nécessaires afin de cultiver davantage, il faut leur offrir des incitations, ce qui suppose un ensemble de réformes des institutions et des politiques. Si ces réformes ne sont pas appliquées, il sera à peu près impossible d'atteindre les objectifs alimentaires fixés dans le scénario normatif. Il faut aussi prendre des mesures de grande envergure pour conserver les ressources nationales et maintenir l'équilibre écologique afin d'assurer un développement durable.

391. Pour atteindre les objectifs fixés dans le domaine de la viande, il faut créer un milieu favorable permettant aux éleveurs d'augmenter et de maintenir la production de viande de qualité à des prix compétitifs ainsi que d'exercer efficacement leurs activités au-delà des frontières nationales. A cette fin, il faut entreprendre une réforme des pâturages consistant à attribuer une parcelle de terrain à un éleveur ou à un groupe d'éleveurs

pour leur usage exclusif, ce qui leur permettra de contrôler la qualité et les apports de ressources et de services de base nécessaires. Dans l'ensemble, les obstacles auxquels se heurte le développement de l'élevage sont institutionnels. S'ils disparaissent ou s'atténuent, les éleveurs seront capables non seulement de satisfaire entièrement une consommation par habitant supérieure, mais aussi d'exporter.

392. En bref, les pays africains ont la capacité d'atteindre l'autosuffisance et la sécurité dans le domaine alimentaire, au-delà de la satisfaction des besoins minimaux. Du fait que les dirigeants et ceux qui analysent les politiques sont de plus en plus conscients de la situation, il n'y a aucune raison de penser que les objectifs fixés pour 2008 sont inatteignables. Les organisations du continent telles que l'OUA et la CEA doivent continuer à jouer leur rôle de catalyseur pour renforcer l'autosuffisance collective dans le cadre de groupements économiques.

## 2. Vers le décollage industriel

393. Il faut souligner d'emblée que le succès de l'industrialisation africaine dépendra essentiellement de la capacité des pays à mettre en mouvement et à interioriser le développement des industries de base et des industries de base et des industries intermédiaires. Le Plan d'action de Lagos a mis l'accent sur le rôle décisif des industries de base dans le développement industriel et économique. La Décennie du développement industriel de l'Afrique a été plus loin, en se concentrant sur deux types d'industries fondamentales : les industries de ressources et les industries lourdes. Ces dernières comprennent les industries de base (métallurgie, chimie et mécanique, les produits de ces deux derniers secteurs représentant plus de 12,9 % et 46,6 % de la consommation intermédiaire des produits manufacturés qui s'est élevée à 45,1 milliards de dollars en 1985) et les premières comprennent les secteurs agricole et forestier et celui des matériaux de construction.

394. La nécessité de développer les capacités locales de production d'équipements et de biens intermédiaires a été amplement démontrée durant la première moitié des années 80. Par suite de la détérioration continue de la situation des devises, la plupart des industries africaines qui fabriquent des produits de substitution fortement tributaires d'apports étrangers - notamment matières premières, produits intermédiaires et équipement - ont dû soit réduire considérablement l'utilisation de leurs capacités, soit fermer. De plus, il est inconcevable de vouloir atteindre l'autosuffisance alimentaire, qui est l'objectif prioritaire entre tous, en comptant sur les apports étrangers (équipement et machines agricoles, engrais, pesticides, etc.). Il n'y a donc pas d'autre solution que de développer les capacités de production d'équipement et de biens intermédiaires sur le continent.

395. Un certain nombre de facteurs ont entravé le développement industriel et continueront de l'entraver au cours des 20 prochaines années : petite taille des marchés nationaux, insuffisance de main-d'oeuvre qualifiée, forte dépendance vis-à-vis des apports étrangers, notamment techniques. Mais parmi tous ces facteurs, celui dont l'Afrique doit s'occuper d'urgence est la technologie.

396. Les techniques industrielles utilisées dans les pays africains ont été conçues pour satisfaire les besoins des pays développés. Presque rien n'a été fait pour les adapter aux conditions africaines. Cela explique en partie que de nombreuses industries n'aient pas obtenu jusqu'ici de résultats suffisants. A cet égard, le grand coupable est apparemment l'innovation technique. Le dynamisme de l'innovation technique dans les pays développés et sa quasi-inexistence se sont traduits par de nombreuses distorsions qui se manifestent dans de nombreux choix technologiques, produits de substitution et techniques nouvelles inadaptables : la tendance à construire de grandes usines, l'automation et la robotique, et les choix technologiques faits trop souvent sans intervention de spécialistes locaux pour déterminer et évaluer les techniques les plus adaptées ont abouti à des décisions prises virtuellement par des étrangers, notamment ceux dont les objectifs sont de vendre des usines, que celles-ci utilisent ou non les matières premières et les techniques les plus appropriées. Le résultat, c'est qu'une grande quantité de ces usines n'ont pu fonctionner dans des conditions rentables et qu'un certain nombre ont dû fermer.

397. L'avènement de techniques permettant de fabriquer de nouveaux produits, notamment les plastiques, caoutchoucs, fibres et résines synthétiques, a privé l'Afrique de la possibilité d'exporter certaines de ses matières premières sous forme transformée. Cette situation est actuellement aggravée par l'apparition des nouvelles technologies, en particulier celles qui sont liées aux biotechnologies et au génie génétique. Ces techniques, qui permettent de manipuler la matière au niveau moléculaire et de modifier génétiquement les organismes, ont ouvert des possibilités infinies qui compromettent gravement les perspectives industrielles de l'Afrique. Premièrement, elles renforceront les effets de substitution au détriment du secteur des matières premières et des industries qui s'y rattachent. Deuxièmement, elles augmenteront les incertitudes relatives aux choix technologiques. A une époque de changements rapides, les pays africains seront confrontés au choix difficile de créer des industries reposant sur des techniques classiques, avec les risques élevés d'obsolescence des produits et des moyens de fabrication que cela comporte, ou d'attendre que la R-D se traduise en équipements de production.

398. En ce qui concerne les industries lourdes, il faut prendre des mesures de développement aux niveaux national et multinational. Le rôle joué par ces industries est si décisif que leur développement est indispensable pour parvenir à un progrès industriel et économique autosuffisant et autonome. Quel que soit leur stade de développement industriel, les pays doivent entreprendre des actions proportionnées pour développer les industries lourdes. Comme pour les autres secteurs de base, aux niveaux supérieurs de développement où il faut fabriquer des machines et du matériel pour l'agriculture, les transports et l'industrie minière, les économies d'échelle sont importantes.

a) Développement du sous-secteur des biens d'équipement

i) Tracteurs

399. Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici 2008, comme on l'envisage dans cette étude, il faudra apporter des changements rapides et



de grande ampleur aux systèmes de production agricole. Ces changements consisteront surtout à accélérer la mécanisation, ce qui entraînera le déclin des techniques traditionnelles.

400. Les projections présentées dans le tableau ci-après ont été établies en fonction d'un taux de croissance de 7,2 % par an du nombre de tracteurs et d'une élasticité de 1,3 de ce nombre par rapport au PIB. Cette hypothèse tient compte de l'objectif de l'autosuffisance alimentaire d'ici 2008. Dans ces conditions, le nombre de tracteurs en service en 2008 dans l'ensemble de la région sera de 2 066 609. En fonction d'un taux de croissance projeté à 8,9 %, correspondant à un taux de remplacement de 15 %, la demande annuelle en 2008 sera de 309 991 tracteurs. L'offre locale, qui était de 102 unités en 1985, devra augmenter considérablement pour répondre au moins aux deux tiers de la demande totale. Cette perspective est raisonnable compte tenu de l'augmentation du nombre des unités de production de tracteurs sur le continent africain. Mais, outre cette augmentation de la production, il faudra appuyer la réalisation de ces prévisions par des politiques agricoles conçues pour favoriser le regroupement des petits producteurs en coopératives et pour accélérer l'industrialisation du secteur agro-industriel.

Tableau 69

Projections de la demande et de l'offre de tracteurs d'ici 2008

	1990	2008	Taux de croissance
Tracteurs en service	591 224	2 066 609	7,2
Demande annuelle	66 308	309 991	8,9
Offre locale	115	232 423	-

Source : Projections de la CEA.

## ii) Traction animale

401. On estime généralement que la traction animale peut augmenter la productivité de la main-d'oeuvre agricole par un facteur de 5 à 10. Dans certaines sous-régions africaines, la traction animale est utilisée depuis des siècles, alors que dans d'autres elle est peu courante en raison soit de l'absence d'animaux de trait, soit des traditions culturelles. L'emploi de la traction animale présente un certain nombre d'avantages tels que les économies de devises, l'adaptation aux petites exploitations familiales, la possibilité de production domestique, le coût réduit des pièces détachées et la faible consommation d'énergie commerciale. Au cours des dernières années, il y a eu quelques progrès dans la fabrication de matériel de traction tel que jougs, charrettes simples, châssis de charrettes polyvalents et autres accessoires. Malheureusement, ces progrès ne sont pas répandus sur tout le continent.

402. En 1985, le nombre d'animaux de trait était estimé à environ 17,6 millions. Entre 1983 et 1985, il n'a augmenté que de 0,7 %. Cette augmentation a surtout eu lieu en Afrique occidentale et centrale, où elle s'est située aux alentours de 1,5 % par an. Toutefois, étant donné les nombreux avantages et les possibilités de développement de la traction animale et le stade de son développement actuel, on prévoit que le nombre d'animaux de trait augmentera plus rapidement pour atteindre 1 % entre 1985 et 1990, 1,5 % entre 1990 et 2000 et 2 % entre 2000 et 2008, ce qui donnera pour l'ensemble de l'Afrique environ 25,2 millions d'animaux en 2008. On estime que le matériel par paire d'animaux sera remplacé au taux de 10 %. D'ici 2008, l'Afrique aura donc besoin de 1,3 million d'unités de trait.

403. On prévoit que la demande de matériel de traction animale sera satisfaite par la production locale. A cette fin, les pays africains devront prendre des mesures pour atteindre le niveau de production nécessaire et assurer une distribution suffisante.

Tableau 70

Projection de la demande de traction animale, 1990-2008

	1990	2008
Animaux de trait (milliers)	18 526	25 191
Matériel de trait (milliers d'unités)	926	1 260

Source : Projections de la CEA.

iii) L'industrie automobile

404. Les perspectives de l'industrie automobile en Afrique sont difficiles à déterminer et ne peuvent être données qu'à titre indicatif. Cela vient d'une part du fait que les conditions d'approvisionnement dans ce secteur très compétitif au niveau mondial sont, dans le cas de l'Afrique, très difficiles à prévoir. L'ensemble de la région doit encore créer une base d'industries mécaniques et se doter des compétences techniques intermédiaires. En outre, le rythme du progrès et des innovations techniques ainsi que la profondeur de pénétration du marché sont tels que les nouveaux venus comme l'Afrique auront beaucoup de mal à soutenir la concurrence, même dans leur propre région. D'autre part, les facteurs qui peuvent influencer sur la future demande d'automobiles en Afrique sont multiples et complexes. Malgré ces incertitudes, on donne ci-après une esquisse des tendances possibles de l'offre et de la demande d'automobiles en Afrique. Cette analyse repose en grande partie sur l'étude de l'OCDE consacrée aux perspectives à long terme de l'industrie automobile mondiale.

405. Selon la tendance passée, le marché automobile (voitures et véhicules commerciaux) augmentera à un taux légèrement inférieur à 5 % par an entre 1985 et 2000. Cette prévision est essentiellement fondée sur le niveau élevé de la croissance démographique. Globalement, la densité des véhicules ne

devrait guère progresser. Elle devrait passer d'environ 9 pour 1000 personnes en 1985 à 12,5 en 2000 et à 15 en 2008. On suppose en outre un taux de mise à la casse d'environ 3,5 %, conformément à la période 1975-1980, car le marché automobile africain n'en est encore qu'à ses débuts.

406. Les projections de l'offre d'automobiles reposent principalement sur les tendances passées, c'est-à-dire sur la croissance léthargique d'une capacité de production inégalement répartie. La plupart des automobiles "produites" en Afrique ne sont que le résultat de l'assemblage de pièces fabriquées en dehors du continent. On ne prévoit pas de modification importante de cette situation, même au cours des 25 prochaines années. Les projections du nombre de voitures produites en Afrique doivent donc être interprétées comme la valeur ajoutée résultant de l'assemblage d'une certaine quantité de véhicules dans la région.

Tableau 71

Projections de l'offre et de la demande d'automobiles d'ici 2008  
(milliers d'unités)

	1985	1990	2008
Densité de véhicules (véhicules/1 000 personnes)	8,9	9,9	15,0
Nouveaux véhicules	236	281,6	532,3
Remplacement	159	211,7	594,3
Demande totale	395	493,3	1 126,6
Production	9,5	17,8	40,6

Source : Projections de la CEA.

#### b. Secteur des biens intermédiaires

##### 1) Engrais

407. Les projections de la demande d'engrais sont basées sur le niveau de production retenu dans le scénario normatif. Pour atteindre le niveau de production prévu, il faut que la demande d'engrais s'élève à 22,8 millions de tonnes en 2008, contre 2,9 millions de tonnes en 1985, ce qui suppose un taux de croissance de 9,4 %. Cependant, l'augmentation de la demande sera de 11,0 % entre 1985 et 2000 et de 6,4 % entre 2000 et 2008 car, en l'an 2000, l'Afrique du Nord et l'Afrique orientale auront déjà atteint un niveau d'utilisation de 156 kg par hectare, contre 20 kg en Afrique occidentale. Les besoins en engrais seront répartis comme suit :

- 9 millions de tonnes d'engrais azotés;
- 7,2 millions de tonnes d'engrais phosphatés;
- 6,6 millions de tonnes d'engrais potassiques.

Tableau 72  
Demande et production d'engrais  
(en millions de tonnes)

	1985	1990	2008	Taux de croissance
Demande totale	2,9	4,5	22,8	9,4
Exportations nettes	-0,6	-0,3	-	-
Production apparente	2,3	4,2	22,8	10,4

Sources : Estimations de la CEA.

408. Comme la région doit couvrir ses besoins dans ce domaine, le scénario normatif suppose que la demande d'engrais sera satisfaite par la production intérieure. La production d'engrais est assez bien développée en Afrique du Nord, car cette sous-région possède d'abondantes quantités de phosphorite et de matières premières nécessaires à la fabrication des engrais azotés. Quant aux pays de l'Afrique subsaharienne, ils ont des industries de production d'engrais, mais leurs installations sont de petite taille, sauf au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Globalement, la production n'est pas orientée vers la satisfaction de la demande intérieure de la région. Pour développer la production d'engrais, il faut consentir de gros investissements dans les infrastructures de stockage, de transport et de commercialisation. L'accroissement de la consommation nécessitera aussi des innovations institutionnelles. Il faut faire connaître aux paysans les avantages des engrais et leur en fournir des quantités suffisantes, tout en leur donnant accès au crédit. En outre, il faut fixer le prix des engrais à un niveau qui ne décourage pas la consommation.

ii) Fer et acier

409. Selon les estimations du scénario normatif, la consommation d'acier par habitant en Afrique augmentera d'environ 10 % par an; elle doublera donc tous les 9 ans, ce qui donnera les chiffres de 34, 51, 68 et 122 kg en 1990, 1995, 2000 et 2008. La demande projetée sera donc de 20,6 millions de tonnes en 1990 et de 122 millions de tonnes en 2008.

410. Les capacités annuelles des usines sidérurgiques (existantes, en construction ou prévues) sont estimées à 13, 19, 25 et 52 millions de tonnes pour les années 1990, 1995, 2000 et 2008. En supposant un taux d'utilisation de 50, 60, 70 et 80 %, la production de ces usines sera de 7,8, 12,8, 17,5 et 41,5 millions de tonnes, ce qui donnera des déficits croissants entre l'offre et la demande s'élevant à 14, 23, 39 et 80 millions de tonnes en 1990, 1995, 2000 et 2008.

411. Pour combler ces déficits, il faudra créer des capacités supplémentaires de 19, 22 et 54 millions de tonnes d'ici 1995, 2000 et 2008, compte tenu des niveaux ci-dessus d'utilisation des capacités et des possibilités de création de nouvelles usines à raison de 50, 60 et 70 % des besoins ces mêmes années. Le tableau ci-après indique les projections de la demande d'acier, des capacités prévues et supplémentaires et des investissements nécessaires pour installer ces capacités. L'écart entre la demande et la production nouvelle sera d'environ 7,4 millions de tonnes, ce qui nécessitera une capacité supplémentaire de 10,6 millions de tonnes. Le coût des investissements pour les nouvelles capacités à installer est estimé à 2000, 2500 et 3000 dollars par tonne installée.

Tableau 73  
Projections de la demande d'acier et des capacités prévues  
des usines sidérurgiques en Afrique, 1990  
(en millions de tonnes)

Sous-région	Demande	Capacité	Prod. estimée	Ecart
Afrique du Nord	11,6	7,7	3,8	7,8
Afrique de l'Ouest				
- Sahel	0,4	0,07	0,03	0,37
- Autre que Sahel	4,4	3,7	1,8	2,6
Afrique du Centre	0,7	0,3	0,15	0,55
Afrique de l'Est et australe				
- Afrique de l'Est	1,8	0,25	0,12	1,7
- Afrique australe	1,5	1,05	0,9	0,6
Pays de l'océan Indien	0,2	0	0	0,2
Total, Afrique	20,6	13,1	6,8	14,2

Tableau 74  
Projections de la demande d'acier et des capacités prévues  
des usines sidérurgiques en Afrique, 2008  
(en millions de tonnes)

Sous-région	Demande	Capacité	Prod. estimée	Ecart	Besoins suppl.	Investis- sement
Afrique du Nord	69,0	33,3	26,6	42,4	27,8	83,0
Afrique de l'Ouest						
- Sahel	0,8	0,6	0,5	0,3	0,17	0,5
- Autre que Sahel	25,0	12,5	10,0	15,0	11,5	34,0
Afrique du Centre	4,0	0,5	0,4	3,6	2,5	7,5
Afrique de l'Est et australe						
- Afrique de l'Est	12,0	1,8	1,4	10,6	7,2	21,6
- Afrique australe	10,0	3,1	2,5	7,5	4,9	14,0
Pays de l'océan Indien	0,6	0,2	0,15	0,45	0,25	0,7
Total, Afrique	122,0	51,9	41,5	79,9	53,9	163,0

Sources : Statistics of World Trade in Steel, Nations Unies, New York, 1986. The Steel Market in 1986, Nations Unies, New York, 1987. International Iron and Steel Institute Report, ECE, 1986.

### iii) Ciment

412. Durant la première moitié des années 80, la croissance de la consommation de ciment par habitant a été de 4,5 %. La consommation totale a également augmenté au taux moyen de 6 % par an. Les pénuries d'approvisionnement régulièrement enregistrées par certains pays semblent montrer que la demande réelle est bien supérieure à la quantité consommée. On pourrait donc prévoir des taux d'augmentation plus élevés si l'approvisionnement s'améliorait.

413. Si le taux de 6 % d'augmentation de la consommation totale se maintient jusqu'en 2008, cette consommation atteindra 190 millions de tonnes, soit une baisse du taux d'augmentation de la consommation par habitant, qui passera de 4,5 % à 3 %. La consommation de 172 kg par habitant prévue pour 2008 sera toutefois inférieure à ce qu'elle était en 1969 dans d'autres pays en développement tels que l'Argentine (194 kg) et la Turquie (176 kg).

Tableau 75  
Consommation, production et importations de ciment  
(en millions de tonnes)

	1990	2008	Taux de croissance
Consommation totale	67	190	
Production	53	152	6,0
Importations	13	38	
Consommation par habitant (kg)	104	172	2,8

Source : Projections de la CEA.

414. Durant la première moitié des années 80, la production de ciment a augmenté au taux annuel moyen de 5 %. On prévoit cependant que, grâce à des efforts concertés pour augmenter le taux d'utilisation des capacités des cimenteries, il sera possible de ramener l'écart entre la consommation et la production de 25 % à environ 20 % en 2008, ce qui donnera pour la région un écart total de 38 millions de tonnes à combler par les importations. Il faudra prendre des mesures pour réduire cette dépendance assez forte vis-à-vis des sources extérieures, car les matières premières nécessaires à la fabrication du ciment et des autres matériaux de construction sont abondantes dans la région. Ces mesures devront consister non seulement à créer de nouvelles unités de fabrication, mais aussi à porter l'utilisation des capacités de production existantes à au moins 90 %. Il faudra rationaliser davantage l'emploi du ciment dans la construction pour réduire la demande. On estime que 20 % seulement de la quantité de ciment consommée au niveau mondial requiert la force intégrale du ciment ordinaire Portland. Cette rationalisation devra donc favoriser les autres matériaux de construction tels que les briques d'argile pour les murs et les liants intermédiaires à base de chaux et de pouzzolane dans certaines applications.

c. Biens de consommation

i) Industries alimentaires

415. On estime que 12 à 15 % des aliments se perdent entre la récolte et la consommation. Il est possible de réduire fortement ces pertes grâce à la transformation industrielle, ce qui permettrait d'augmenter la disponibilité des aliments sans augmenter la production. Cette mesure, associée à la production et à l'utilisation de farines composées, peut permettre de freiner les importations de denrées, notamment le blé, ce qui entraînerait de notables économies de devises.

416. Le tableau ci-après indique les quantités de céréales, de racines et tubéreuses et de viande qui pourraient être transformées industriellement, et les investissements qu'il faudrait effectuer pour créer les capacités de transformation correspondantes. Tous les chiffres donnés correspondent à ceux qui figurent dans la section consacrée à l'agriculture, sauf en ce qui concerne les investissements. Les coefficients d'investissement (dollars par tonne de capacité) servant à l'estimation des besoins d'investissement pour les céréales et la viande sont tirés de "Agriculture : horizon 2000" (FAO, version révisée de 1987), et ceux qui concernent les racines et les tubéreuses proviennent des estimations de la CEA.

Tableau 76  
Projections relatives aux aliments industriels et  
aux besoins d'investissement  
(en millions de tonnes et en dollars)

	Céréales		Racines et tubéreuses	
	1990	2008	1990	2008
Transformation domestique	85,2	136,5	83,5	138,4
Transformation industrielle*	0,6	1,4	0,4	1,6
Demande totale	110,3	184,5	108,7	225,6
Production intérieure	76,6	132,2	108,7	225,6
Coefficient d'autosuffisance	69,4	71,1	100,0	100,0
Investissements 1/	20,0	192,0	16,8	283,3

\* Céréales : à l'exclusion du blé.

1/ Investissements en millions de dollars pour l'installation de capacités supplémentaires de transformation industrielle.

Source : Projections de la CEA.

#### 11) Industries textiles

417. Le tableau ci-après donne les projections de la demande et de la production de fibres textiles. Les projections de la demande ont été établies en fonction des consommations par habitant souhaitables mais réalisables de 3 kg en 1990, de 4,1 kg en 2000 et de 5,1 kg en 2008. Il faut noter que ce dernier chiffre n'est pas très différent des 4,7 kg de la Côte d'Ivoire en 1973 et qu'il est bien inférieur à la projection mondiale de 11 kg en 2008.



418. Pour produire et transformer les quantités supplémentaires de fibres de coton nécessaires, il faudra procéder à des investissements financiers considérables et former une main-d'oeuvre très nombreuse. Les investissements supplémentaires nécessaires d'ici 2008 pour les usines textiles qui traitent le coton seront d'environ 7,4 milliards de dollars aux prix de 1975. Cette somme sera apparemment supérieure si l'on décide de combler les déficits de l'offre de coton en 1990 et 2008. Les besoins en investissement pour la production des autres fibres (naturelles et artificielles) qui représentent la plus grande partie de l'écart pour l'ensemble des fibres textiles seront considérables.

Tableau 77  
Projections de la demande et de la production de textile  
(en millions de tonnes)

Produit et groupe de produits	1990	2008
1. Fibres de coton		
- Demande	1,1	3,6
- Production	1,5	2,5
- Solde	0,4	-1,0
2. Autres fibres		
- Demande	0,7	2,2
- Production	0,1	0,4
- Solde	-0,6	-1,8
3. Toutes fibres		
- Demande	1,8	5,8
- Production	1,6	3,0
- Solde	-0,2	-2,8

Source : Estimations de la CEA basées sur "Agriculture : horizon 2000" (FAO, version révisée de 1987) et sur d'autres sources.

#### iii) Industries du bois

419. Les projections de la demande et de la production de produits ligneux figurent dans le tableau ci-dessous. Elles ont été établies par le Groupe CEA/FAO/ONUDI de l'industrie forestière pour l'Afrique.

420. La caractéristique frappante de ce tableau est que la demande excède de loin la production dans tous les cas et que l'écart continue de croître au cours du temps. En 2008, les coefficients d'autosuffisance seront d'environ 50 % pour le bois scié et les panneaux à base de bois, de 28 % pour la pâte à papier et de 16 % pour le papier et le carton. Il est évident que, pour améliorer ces coefficients, il faudra de plus en plus transformer sur place le bois actuellement exporté. Il faut noter qu'en ce qui concerne le bois scié et les panneaux à base de bois, les techniques utilisées sont relativement simples et les besoins en investissement assez faibles. Il est donc possible et nécessaire de prendre des mesures immédiates pour réduire ces écarts démesurés et grandissants. En ce qui concerne la pâte à papier et le papier, il faut instaurer une coopération internationale pour élever sensiblement les coefficients d'autosuffisance.

Tableau 78  
Projections de la demande et de la production  
de produits ligneux

Groupe de produits	1990	2008
1. Bois scié et panneaux à base de bois (millions de m3)		
- Demande	15,8	31,0
- Production	9,4	15,3
- Solde	-6,4	-15,7
2. Pâte à papier (millions de tonnes)		
- Demande	1,2	5,0
- Production	0,8	1,4
- Solde	-0,4	-3,6
3. Papier et carton (millions de tonnes)		
- Demande	5,0	8,0
- Production	0,7	1,3
- Solde	-4,3	-6,7

\* Extrapolé à partir des chiffres de 1980.

Source : Groupe CEA/FAO/ONUDI de l'industrie forestière pour l'Afrique.

d. Quelques questions d'orientation

421. Au vu de la détérioration de la situation industrielle, il semble nécessaire d'adopter une double démarche. Premièrement, il faut rendre le potentiel de production opérationnel en le modernisant après avoir effectué des études diagnostiques. Parallèlement ou ensuite, il faut prendre des mesures pour maximiser l'utilisation et les avantages des installations existantes en rationalisant et en diversifiant les procédés et les produits. Le principe à cet égard est qu'il est généralement plus opportun et moins coûteux d'augmenter et de diversifier la production en fournissant du matériel supplémentaire, des liquidités et de la main-d'oeuvre aux entreprises existantes. Parfois même, il est possible d'installer du matériel polyvalent permettant de fabriquer des produits différents par rotation. Pour tout cela, il faut procéder à des études diagnostiques afin de définir et de proposer des solutions aux problèmes techniques, administratifs, opérationnels, financiers et autres liés à la modernisation, à la rationalisation et à la diversification.

422. La deuxième démarche est le développement à long terme des industries de base et des industries de ressources, notamment celles qui produisent des biens intermédiaires pour les secteurs qui en sont fortement privés. Comme on l'a vu au cours des 10 dernières années, un nombre croissant d'entreprises risquent de fermer, surtout celles qui sont tributaires des apports extérieurs, ce qui accélérerait le processus de désindustrialisation précédemment évoqué. La conséquence de la désindustrialisation est que les produits qui étaient fabriqués sur place devront être remplacés par des importations. Or, comme il est peu probable que les réserves en devises suffisent, les consommateurs devront renoncer à de nombreux produits industriels, dont certains sont indispensables. Il faut donc incontestablement développer les industries de base et les industries de ressources. La question est de savoir quand les mettre en place. Evidemment le plus tôt possible. Autrement dit, il faut lancer dès que possible les activités qui aboutiront à la création de ces industries, car tout retard risque d'aggraver les problèmes économiques et les souffrances de la population.

423. Presque toutes les industries de base qui produisent des biens intermédiaires pour d'autres secteurs sont malheureusement sensibles aux économies d'échelle et elles ont besoin de vastes marchés et d'investissements très élevés. Elles sont donc hors de portée de la plupart des pays africains. C'est pourquoi l'approche multinationale et sous-régionale est le seul moyen viable de développer en Afrique des industries de base capables de constituer une structure industrielle dynamique.

424. Il s'ensuit qu'il faut prendre d'urgence des mesures énergiques pour effectuer des pré-investissements dans le cadre des projets sous-régionaux déjà approuvés par les pays africains et mentionnés précédemment. Pour certains de ces projets, des pays ou des organisations intergouvernementales ont été désignés comme promoteurs ou parrains. Cette formule devrait être étendue aux autres projets dans toutes les sous-régions. Ces pays et ces organisations doivent avoir pour tâche essentielle de promouvoir et d'exécuter les activités de pré-investissement et les études relatives aux projets qui leur sont confiés. Il faut, bien entendu, compléter leurs connaissances et leurs apports financiers

au moyen de ressources fournies par l'ONUDI, la CEA et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que par des donateurs bilatéraux et multilatéraux. A cette fin, il faut organiser des réunions sous-régionales pour examiner les progrès accomplis dans l'exécution des projets déjà définis, étudier de nouveaux projets, attribuer des projets aux pays et organisations gouvernementales promoteurs ou parrains, mettre au point des procédures d'exécution et de suivi des tâches et définir des modes de coopération.

425. Le succès de la démarche ci-dessus dépendra de l'appui et de l'engagement des Etats membres et des organisations intergouvernementales. Les tentatives de coopération faites jusqu'ici dans le cadre de projets multinationaux n'ont pas donné les résultats escomptés. La principale raison en est le manque de volonté politique et de détermination des Etats membres. Si la coopération industrielle ne bénéficie pas d'un appui et d'un engagement politiques au plus haut niveau, il ne fait aucun doute que le processus de désindustrialisation continuera d'aggraver les problèmes économiques et sociaux de la plupart des pays africains.

426. Pour minimiser les facteurs ci-dessus et tous ceux qui entravent le redressement industriel, il faut indéniablement prendre des mesures aux niveaux national, sous-régional/régional et international. Ces mesures seront notamment les suivantes :

i) Au niveau national

- Effectuer des études diagnostiques sur les entreprises d'Etat malades;
- Répartir les entreprises en catégories : celles à conserver, celles à privatiser et celles à fermer, et prendre les mesures qui s'imposent;
- Mettre en pratique les recommandations énoncées dans les études diagnostiques en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité des entreprises à conserver;
- Effectuer des études sur les entreprises du secteur privé pour déterminer leurs problèmes;
- Aider les entreprises du secteur privé à résoudre les problèmes mis en évidence;
- Prendre des mesures de suivi (par les pays hôtes) concernant les établissements industriels qui ont besoin de coopérer avec d'autres pays africains.

ii) Au niveau sous-régional/régional

- Mobiliser une assistance technique et financière pour moderniser les entreprises nationales visées à l'alinéa a) ci-dessus;
- Trouver les investisseurs de la région disposés à s'associer aux entreprises à moderniser, à agrandir ou à diversifier et établir des contacts entre ces investisseurs et les entreprises publiques et privées;
- Sensibiliser les institutions financières africaines et les encourager à consentir des prêts à des conditions privilégiées;

iii) Au niveau international

- Mobiliser une assistance technique et financière pour entreprendre des études diagnostiques et d'autres études qui s'y rattachent en vue de moderniser, agrandir et diversifier les entreprises;
- Déterminer les entreprises qui apporteront leur concours et participeront aux associations avec les établissements industriels choisis pour la modernisation, l'agrandissement ou la diversification, et leur fournir des encouragements;
- Fournir des garanties d'investissement aux institutions financières pour qu'elles consentent des prêts à des conditions privilégiées.

3. Amélioration des réseaux de transport et de communication

427. Dans le scénario normatif, on suppose que des améliorations notables seront apportées aux réseaux de transport et de communication dans toutes les sous-régions de l'Afrique. Pour cela, on suppose que des investissements seront faits au profit de tout le secteur. Comme les institutions sous-régionales ont reconnu la nécessité de développer et de coordonner les liaisons de transport et de communication entre les pays africains pour faciliter le commerce interne du continent, on suppose qu'un grand nombre de projets de transport et de télécommunication auront des dimensions sous-régionales.

a) Transports routiers

428. Si les divers programmes de modernisation du réseau routier conçus par les pays africains sont appliqués d'ici 2008, toutes les liaisons manquantes du réseau seront achevées. La longueur des routes principales, notamment celles qui ont une dimension sous-régionale, augmentera grandement. Dans ces conditions, la dimension du réseau routier sera comme indiqué au tableau ci-après.

Tableau 79  
Réseau routier africain en 2008  
(en milliers de kilomètres)

Sous-région	1985			2008		
	Total	Routes permanentes	Routes améliorées	Total	Routes permanentes	Routes améliorées
Afrique du Nord	308	75,3	113,0	505	123,5	185,3
Afrique de l'Ouest	397	0,1	194,5	651	55,9	318,9
Afrique du Centre	456	1,3	45,8	732	2,9	73,5
Afrique de l'Est	470	24,4	125,7	787	40,9	210,5
Afrique en développement	1 632	135,6	479,0	2 675	223,2	788,2

Source : Estimations de la CEA.

429. En ce qui concerne les grandes routes transafricaines, on suppose que les cinq projets en cours seront achevés d'ici 1995 et que les quatre grandes routes supplémentaires (Tripoli-Luanda-Windhoek; Nouakchott-Le Caire; Dakar-N'Djamena-Massawa et Beira-Lobito) seront terminées d'ici l'an 2000, de sorte qu'en 2008, le réseau des grandes routes transafricaines mesurera en tout 101 922 km. Les routes rurales donnant accès à ces grandes routes seront aussi nettement améliorées, et l'Afrique possédera ainsi un réseau de transport routier entièrement intégré.

430. Ces projections supposent que le développement du réseau se fera rationnellement, de manière à éviter le gaspillage des ressources peu abondantes. Les principaux aspects à considérer sont les suivants : i) harmonisation des plans nationaux de développement du réseau routier entre pays voisins pour que les routes principales fassent partie d'un réseau intégré desservant plusieurs pays ou une sous-région; ii) coordination de la planification routière avec celle des secteurs agricole et industriel pour que le réseau réponde aux besoins de ces derniers et permette de créer des marchés qui s'étendent sur plusieurs pays; iii) coordination de la planification des transports routiers avec celle des autres modes de transport, notamment les transports ferroviaires, afin de conserver les ressources; iv) accent mis sur les routes qui relient les exploitations agricoles et les marchés et sur les routes de desserte; v) amélioration et développement des moyens de formation des opérateurs de transport à tous les niveaux ainsi que des planificateurs et ingénieurs pour les grandes routes.

#### b) Transports ferroviaires

431. La longueur totale du réseau ferroviaire africain, estimée à environ 60 000 km en 1985, n'a guère changé au cours des cinq dernières années. Dans le scénario normatif, on suppose que la structure de ce réseau se modifiera : actuellement non intégré, celui-ci deviendra plus coordonné et plus efficace et sera complémentaire avec les autres modes de transport. Dans le scénario fondé sur les tendances passées, on a montré que le volume du trafic assuré par les chemins de fer africains diminuait. Dans le scénario normatif, on suppose que cette tendance s'inversera et que le trafic augmentera au rythme annuel de 5,1%. On suppose aussi que les 26 000 km de voies supplémentaires prévues par l'Union africaine des chemins de fer seront achevés d'ici 2008.

Tableau 80  
Trafic ferroviaire en milliards de tonnes-kilomètres

	1985	1988	2008
Afrique du Nord	10,0	10,4	14,3
Afrique de l'Ouest	3,8	4,0	5,4
Afrique du Centre	4,7	4,9	6,8
Afrique de l'Est	20,5	21,2	28,0
Afrique en développement	39,0	40,5	54,5

Source : Projections de la CEA.

c) Transports maritimes

432. En fonction du volume projeté des échanges de marchandises (y compris entre les pays du continent), qui est de 470 milliards de dollars dans le scénario normatif, le commerce maritime africain, représentant par hypothèse environ 90% du commerce total des marchandises, s'élèvera à 425,7 milliards de dollars en 2008. Cela représente en volume environ 1 463,6 millions de tonnes, contre 655,2 millions en 1985.

433. L'un des principaux problèmes du transport maritime africain est le déficit en matière de fret et d'assurance, qui représente en moyenne 25% du déficit des opérations invisibles. L'explication en est que ce transport est insignifiant par rapport au transport mondial. Si l'on exclut les navires battant pavillon libérien, qui appartiennent à des pays étrangers, le pourcentage de l'Afrique dans les transports maritimes mondiaux est inférieur à 1%. Dans le scénario normatif, on suppose que cette situation changera d'ici 2008, lorsque les dispositions prises par les diverses institutions sous-régionales pour créer des compagnies maritimes sous-régionales se concrétiseront.

d) Transports aériens

434. Les transports aériens africains, qui ne représentent que 3 à 5% du total mondial, ont connu une forte expansion au cours des dernières années. Dans le scénario normatif, on suppose qu'ils augmenteront au rythme rapide de 15% par an, contre 12% pour la moyenne mondiale. Cela veut dire que les transports de passagers et de marchandises progresseront fortement d'ici 2008, à raison de 8,3% pour les premiers et de 8,7% pour les seconds, ce qui donnera respectivement 46,3 milliards de tonnes-kilomètres et 301,3 milliards de passagers-kilomètres.

435. Cette croissance des transports aériens repose toutefois sur la double hypothèse que la demande sera stimulée et que les compagnies aériennes qui offrent les services y répondront de façon dynamique, de même que les gouvernements qui fournissent les aéroports, les équipements de navigation et les autres infrastructures. Il faut aussi noter que l'expansion des transports aériens en Afrique dépendra de l'élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus.

e) Quelques questions d'orientation

436. Le développement des transports et des communications est indispensable pour permettre à l'Afrique de réaliser pleinement son intégration économique et sociale. Le Programme d'action de Lagos a assigné aux transports un rôle particulier dans le processus de transformation socio-économique. Pour renforcer le succès de la Décennie des transports et des télécommunications pour l'Afrique, il faut accorder une extrême attention au choix des projets dans les différents sous-secteurs des transports et des communications, au renforcement du mécanisme de coordination et de suivi aux niveaux sous-régional et régional grâce aux structures nationales existantes et prévues, ainsi qu'à la mobilisation et à la coordination des ressources financières, notamment pour les grands axes routiers et les routes de desserte du réseau transafricain prévu.

437. La création de liens efficaces entre les différents modes de transport et leur harmonisation en vue d'accroître leur efficacité font partie des objectifs adoptés par les gouvernements africains. Ces efforts doivent toutefois être renforcés par des mesures destinées à améliorer la capacité opérationnelle des différents modes de transport, à savoir :

- modernisation des transports;
- développement de la capacité d'entretien et de réparation;
- modernisation du secteur grâce à l'achat de matériel et d'équipement moderne pour faire face au trafic croissant;
- mise en place et amélioration des infrastructures matérielles;
- réduction des barrières matérielles ou non en vue de promouvoir le commerce entre les pays africains.

438. Ces mesures sont importantes pour appuyer les efforts préconisés dans le cadre du scénario normatif, qui prévoit le développement des zones rurales et l'expansion des activités industrielles en général, et dont la réalisation dépend fondamentalement de l'existence d'un réseau de transport efficace et intégré. Pour réaliser rapidement l'intégration du continent, il faut déployer des efforts intensifs allant au-delà de l'achèvement de la Décennie des transports et des télécommunications en 1990, en particulier dans les domaines qui ont une importance décisive pour l'intégration du continent africain. On prévoit donc que, d'ici 2008, 101 922 km de routes s'ajouteront au réseau grâce à la construction de quatre grandes routes transafricaines supplémentaires, à savoir : i) Tripoli-Luanda-Windhoek; ii) Nouakchott-Le Caire; iii) Dakar-N'Djamena-Massawa; et iv) Beira-Lobito. On prévoit en outre, conformément au plan directeur de l'Union africaine des chemins de fer, la construction de 26 000 km de voies ferrées d'ici 2008, autorisant des vitesses supérieures à 100 km/h grâce à des locomotives puissantes et à l'électrification des lignes.

#### 4. Maîtrise des ressources naturelles et de l'environnement

439. On sait que l'Afrique dispose de ressources naturelles diverses allant des minéraux aux vastes étendues de terres, en passant par l'eau et l'énergie. De nombreuses régions d'Afrique possèdent des terres qui se prêtent à des cultures très variées. Il existe des réserves abondantes et assez peu exploitées contenant toutes sortes de minéraux. Le potentiel hydro-électrique est considérable et les nombreux lacs et cours d'eau de la région constituent une véritable ressource capable d'assurer le bien-être de toutes les générations africaines. Les merveilles naturelles et les réserves d'animaux font de la région un lieu d'agrément exceptionnel. Les forêts contiennent de précieuses réserves de bois, et les essences exotiques y poussent rapidement. Les océans renferment également de précieuses réserves non seulement biologiques, mais aussi pétrolières et minérales.



a) Ressources naturelles

i) Eau

440. L'arrêt mis à la détérioration de l'environnement et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles auront un effet sensible sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau. Le débit des cours d'eau saisonniers augmentera durant la saison sèche et les cours d'eau permanents seront mieux régulés, ce qui diminuera les risques d'inondation et les dépôts de sédiments. Cela permettra aussi d'améliorer la gestion des cours d'eau et de créer des réservoirs pour l'agriculture, l'industrie, la production électrique et l'approvisionnement en eau, lesquels seront moins coûteux à construire et à entretenir.

441. Dans les zones rurales, la construction et l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau seront également moins coûteux, qu'ils fonctionnent grâce aux eaux de surface ou aux eaux souterraines. La tendance actuelle selon laquelle l'approvisionnement en eau augmente moins rapidement que la population sera inversée, ce qui procurera de multiples avantages aux millions d'habitants des zones rurales qui dépendent actuellement de sources d'eau traditionnelles polluées et aléatoires.

442. Parallèlement à cette amélioration de l'approvisionnement en eau des zones rurales, il y aura des progrès notables dans l'assainissement, les soins de santé primaires et l'éradication des maladies provoquées par l'eau telles que la filariose et la bilharziose. La santé et la productivité de la population rurale en seront améliorées, mais il ne faudra pas que les bénéfices réalisés à cet égard soient annulés par l'augmentation des taux de croissance démographique.

443. L'amélioration de la conservation et de la gestion de l'eau aura aussi pour effet d'accroître le rendement des cultures irriguées et pluviales. Les mesures d'incitation à prendre dans ce domaine sont indissolublement liées aux réformes de la production et de la commercialisation agricoles déjà mentionnées, portant notamment sur la structure des prix, l'infrastructure rurale et les systèmes de crédit agricole. L'augmentation de la quantité d'eau disponible et les techniques permettant de l'utiliser efficacement ne sont que l'un des éléments d'édification d'une économie solide.

444. Dans les agglomérations, l'amélioration des systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau permettra de faire progresser la qualité de la vie des populations pauvres. La croissance industrielle exigera davantage d'eau et d'électricité hydraulique, mais l'amélioration de la situation économique générale créera davantage d'emplois et diminuera le prix de l'électricité, ce qui augmentera la demande des biens de consommation.

445. L'expansion industrielle et commerciale ouvrira des marchés à l'électricité hydraulique et permettra de développer l'électrification des zones rurales, ce qui aura de profondes répercussions sur la vie rurale. Elle contribuera aussi à ralentir l'exode rural grâce à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie à la campagne en faveur des jeunes de demain.

446. La mise en valeur des ressources en eau du continent et leur utilisation pour le transport, l'industrie, l'agriculture, le développement urbain et rural, la pêche et l'énergie dépendent de la croissance de chacun de ces secteurs telle qu'elle est décrite par ailleurs. Si les ressources en eau sont conservées et gérées avec efficacité, la quantité à partager entre les pays voisins sera plus grande, ce qui devrait permettre de dépasser les intérêts nationaux égocentriques qui s'opposent actuellement à l'exploitation rationnelle des ressources communes.

#### ii) Métaux et minéraux

447. Dans une conjoncture de récession généralisée et de transformation de la structure mondiale de consommation des métaux qui empêche l'Afrique en développement d'investir plus que de faibles ressources dans l'exploration et l'exploitation minières, l'oblige à limiter la taille de ses projets et lui impose de réduire sa production, on peut se demander si la tendance des décennies passées s'inversera durant la période visée par le scénario normatif.

448. Bien qu'on manque de renseignements pour répondre à cette question, il est clair que de nombreux métaux à usage général ont atteint le «stade de maturité», ce qui veut dire que leur production n'augmentera guère, ou même diminuera. Tel est le cas du cuivre, du plomb, du zinc, du fer et de l'amiante. En revanche, les perspectives sont nettement meilleures pour les métaux précieux, à savoir l'or et le groupe des platinoides (platine, palladium, rhodium, ruthénium, iridium et osmium). Les métaux mineurs tels que béryllium, bismuth, cobalt, iridium, sélénium et terres rares pourraient connaître un meilleur sort, car la demande est forte. Cette tendance a des chances de se poursuivre durant les décennies à venir, car ces matériaux sont de plus en plus utilisés dans les alliages spéciaux et les techniques de pointe.

449. Les minéraux industriels de haute qualité qui possèdent des propriétés physiques essentielles et sont transformés de manière à répondre aux critères industriels seront également très demandés et amélioreront leur position sur le marché, car ils sont de plus en plus utilisés dans les plastiques et les polymères bon marché dont ils améliorent les performances, ce qui élargit la gamme de leurs applications.

450. Les matériaux de construction et les matériaux industriels courants tels que les matières premières nécessaires aux engrais, les minéraux destinés à la sidérurgie et à l'industrie chimique (fluorine, chaux, cendre de soude, sulfate de sodium, chloralcalis) et le kaolin, les minéraux réfractaires, le feldspath, la perlite, les argiles, les marbres et les agrégats pourraient offrir d'importants débouchés au niveau régional si les programmes d'industrialisation et de développement socio-économique de l'Afrique décollent.

451. Pour mettre en place un secteur moderne des matériaux de construction et des matériaux industriels, il faudra cependant disposer des techniques de pointe qui sont nécessaires pour fabriquer les minéraux de haute qualité spécialement purifiés à cet effet.

452. Si les perspectives dans les quatre domaines ci-dessus - métaux précieux, métaux mineurs, minéraux industriels de haute qualité et matériaux de construction et matériaux industriels courants - paraissent plus encourageantes pour les décennies à venir que dans le secteur traditionnel des métaux ferreux et des métaux de base, l'apparition de l'exploitation des nodules de manganèse, de nickel et de cuivre qui tapissent le fond de la mer ainsi que la récupération des croûtes, boues et saumures polymétalliques pourrait constituer d'ici l'an 2000 une nouvelle orientation en plus de l'exploitation classique des gisements terrestres pour l'industrie extractive africaine, là où ces produits représentent au moins 30% de la valeur d'exportation annuelle de tous les minéraux de la région.

453. En fonction des techniques actuelles et des perspectives commerciales jusqu'après l'an 2000, on peut estimer qu'il serait rentable de récupérer les croûtes riches en cobalt mises en évidence dans la zone économique exclusive des 200 milles marins, ainsi que le cuivre, le nickel, l'argent, etc. qui y sont associés. Il faut toutefois se rendre compte que ces opérations porteraient gravement préjudice à la production de cobalt extrait sur terre en Zambie et au Zaïre. Il ne faut pas exclure cette menace de la part des pays industrialisés tels que le Japon, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni, dont certains ont de grands besoins en cobalt et participent activement à des programmes d'exploration en mer.

#### b) L'environnement

454. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et les recommandations de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (décembre 1985) abordent tous le problème alarmant de la dégradation des terres. La diminution des forêts tropicales est estimée à 1,3 million d'hectares par an. Les ressources génétiques se perdent et les zones écologiques se modifient : désertification du Sahel, sahélisation de la savane et savanisation des forêts. Au cours des 100 dernières années, une bande de 150 km de large en bordure sud du Sahara s'est transformée en désert improductif.

455. Grâce à une démarche régionale intégrée entreprise pour arrêter cette dégradation, la liaison des programmes nationaux et sous-régionaux de lutte contre la désertification devrait commencer à se concrétiser d'ici 2008. Avec la stabilisation des zones écologiques, les effets indésirables de la dégradation - chute des niveaux d'eau, transport de grandes quantités de sédiments, érosion du vent et risque de répétition fréquente des sécheresses graves - devraient commencer à disparaître.

456. Dans les zones plus humides, les programmes de conservation du sol et de l'eau, qui prévoient notamment un vaste reboisement, devraient aussi réguler les cours d'eau et stabiliser la couche arable. Tous les villages et les petites municipalités seront entourés de plantations d'arbres destinés au chauffage et la vente anarchique de bois de chauffage et de charbon de bois sera révolue.

457. Le pâturage contrôlé et la limitation de la taille des troupeaux par rapport à la capacité de charge de la terre remplaceront le surpâturage et l'érosion extrême autour des points d'eau. Grâce à la commercialisation plus efficace du bétail, les terres seront moins pressurées et il y aura de l'espace pour des réserves où le braconnage et le massacre aveugle des animaux sauvages ne se pratiqueront plus. Ces réserves stimuleront l'intérêt pour la conservation et attireront des devises étrangères grâce au développement du tourisme.

458. Ces améliorations de la qualité des écosystèmes seront dues à un aménagement rationnel du territoire, à un développement rural intégré et à des programmes conçus pour arrêter la désertification et la détérioration de l'environnement. Les mesures prises poseront aussi les fondements de l'accroissement de la productivité dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, ce qui élèvera le niveau de vie et améliorera la qualité de la vie dans les zones rurales.

459. Divers gouvernements africains concrétisent actuellement les priorités écologiques définies dans le Plan d'action de Lagos grâce aux mesures déjà mentionnées dans les sections antérieures du présent document, notamment l'application du Programme de la Conférence ministérielle africaine du Caire sur l'environnement. Le Programme du Caire peut être considéré comme l'effort fait par les pays africains eux-mêmes pour fournir les ressources financières et les connaissances techniques leur permettant d'exécuter, avec l'appui de la CEA, de l'OUA et du PNUE, un programme régional établi par eux (à travers leurs ministères de l'environnement) et reposant sur les grandes priorités écologiques qu'ils avaient précédemment définies au sein de la région africaine. Comme on l'a indiqué plus haut, le Programme du Caire est axé sur la conservation des ressources dans les quatre grands systèmes écologiques de l'Afrique : déserts et terres arides, cours d'eau et bassins lacustres, forêts denses et claires, et mers. Il s'exprime par une trentaine de projets sous-régionaux répartis sur tout le continent et renforcés par des projets pilotes de villages conçus pour accroître à l'échelle des collectivités l'autosuffisance alimentaire et énergétique dans les zones rurales.

460. Les perspectives écologiques d'exploitation et d'utilisation des ressources naturelles par les pays en développement qui, dans la structure économique actuelle, fournissent les matières premières aux pays industrialisés, ont été étudiées et analysées dans le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement. Pour que s'instaure en Afrique un développement durable qui permette l'utilisation continue et rationnelle des ressources naturelles au profit des générations futures, qui améliore le niveau de vie par l'assainissement et la disparition de la pauvreté et qui assure un environnement sain, il faut que la région s'efforce non seulement de conserver ses riches ressources naturelles, mais aussi d'empêcher la détérioration de

l'environnement en luttant contre la pollution, le déboisement et le surpâturage ainsi qu'en régénérant les ressources et les écosystèmes. A cette fin, elle doit arrêter la progression du désert, mettre en oeuvre des plans de reboisement, régénérer les sols, stabiliser les dunes de sable et mettre en valeur la main-d'oeuvre grâce à l'éducation et à la formation en matière écologique.

c) Alliance des techniques nouvelles et traditionnelles fondée sur le savoir

461. Le scénario normatif de développement suppose aussi que les Etats africains cesseront de faire l'apologie des sciences et des techniques et mettront en oeuvre, aux niveaux sous-régional et régional, puis national, les politiques et les stratégies qui s'imposent pour tirer pleinement parti de leurs ressources naturelles en utilisant au mieux les connaissances africaines et en invitant la communauté internationale à soutenir éventuellement leurs efforts. L'avènement des technologies de pointe a ajouté une dimension nouvelle aux méthodes anciennes. Le Plan d'action de Lagos - remplacé par le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique - et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 ont posé les principes directeurs dans ce domaine et accordé aux sciences et aux techniques la place qui leur revient.

462. Si chaque Etat membre instaure des mécanismes nationaux pour coordonner les activités scientifiques et techniques, affecte d'amples ressources à la mise au point et à l'exploitation de cet outil, et élabore des plans nationaux harmonisés avec les plans sous-régionaux et régionaux, le scénario d'ici à 2008 sera prometteur. Pour éviter d'avoir recours à des techniques entièrement importées qui ne peuvent être pleinement maîtrisées, il faut améliorer les techniques traditionnelles et encourager leur alliance avec les techniques de pointe au niveau national.

463. Le domaine des biotechnologies se prête manifestement à cette amélioration et à cette alliance. Les biotechnologies offrent en effet des perspectives aux pays africains et constituent pour eux un enjeu. Les institutions de recherche réputées qui travaillent sur le continent dans le domaine de l'agronomie et de l'élevage peuvent, sans apport financier excessif, utiliser les biotechnologies et le génie génétique pour mettre au point des plantes et des animaux résistants aux agents nuisibles et aux effets néfastes du sol et du climat. Les techniques de télédétection accéléreront l'exploration des ressources naturelles, tandis que les télécommunications permettront d'améliorer considérablement les réseaux de communication sur tout le continent. Il existe déjà des signes, épars toutefois, de solution aux problèmes de la crise alimentaire grâce à l'application de politiques appropriées et à l'utilisation des sciences et des techniques. L'Afrique dispose aussi de techniques pour lutter contre l'explosion démographique. Des mesures sont en cours pour limiter la propagation de la sécheresse et de la désertification. On songe sérieusement à renforcer les capacités locales

de négociation, d'acquisition, de développement et de contrôle des courants technologiques. Une culture scientifique et technique émerge lentement, et le progrès socio-économique stimulé et entretenu par l'application généralisée des sciences et des techniques au développement, sans oublier le secteur rural, apparaît comme une solution viable pour préserver la paix et l'harmonie. Grâce à l'alliance des techniques nouvelles et traditionnelles fondées sur le savoir, l'Afrique, qui est exportatrice nette de matières premières et importatrice de produits manufacturés, peut devenir exportatrice de produits manufacturés et importatrice de matières premières.

464. Cette alliance sera aussi mise en place grâce à la micro-électronique qui peut donner aux pays en développement la possibilité de passer outre certaines phases de développement technique et d'opérer un "saut quantique". Pour cela, il faut que certaines conditions soient remplies : alimentation électrique fiable pour faire fonctionner les ordinateurs, réseau téléphonique sûr pour transmettre les données, mesures en faveur des investisseurs étrangers qui proposent des techniques acceptables, et programmeurs très qualifiés capables de remodeler les logiciels ou d'écrire de nouveaux programmes adaptés aux besoins locaux. La voie a déjà été ouverte par des pays tels que Taiwan et la Corée du Sud, qui ont conquis le marché de la "montre suisse" en combinant leur main-d'oeuvre peu coûteuse et les techniques électroniques modernes pour fabriquer des montres à quartz et des dispositifs d'affichage électronique de données. La robotisation gagne rapidement du terrain dans les pays industrialisés, car les robots sont agiles, travaillent plus vite et plus longtemps et font moins d'erreurs que les humains. Ces attaques sont particulièrement menaçantes pour l'Afrique avec sa main-d'oeuvre abondante et bon marché et ses matières premières traditionnelles. D'où la nécessité de mettre en place cette alliance des techniques nouvelles et traditionnelles, pour permettre à la région de tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles, à condition que les gouvernements africains fassent preuve d'une volonté politique et s'engagent à changer la façon traditionnelle de considérer les sciences et les techniques.

d) Ressources énergétiques

i) Offre et demande de pétrole brut

465. Il importe tout d'abord de souligner qu'entre 1982 et 1985 les tendances de la production, de la consommation et de l'exportation de pétrole brut n'ont pas été les mêmes pour l'Afrique en développement que pour le monde. En Afrique, la production de pétrole brut a augmenté au taux annuel de 3%, alors que la production mondiale a stagné ou légèrement reculé à raison d'environ 0,2% par an. De même, en Afrique, les exportations nettes et la consommation ont respectivement augmenté de 1,3% et de 3,5% en volume, alors qu'au niveau mondial les exportations ont baissé de 3,8% et la consommation est restée stable au même titre que la production.

466. Pour établir les présentes projections, on a tenu compte de plusieurs facteurs. A l'intérieur de l'Afrique en général, il faut noter que la situation pétrolière se caractérise par l'absence de coordination des politiques énergétiques nationales due notamment à la pénurie de ressources financières pour appliquer des programmes cohérents et bien conçus de mise en valeur des ressources énergétiques. En outre, la région africaine est fortement tributaire de l'aide et des capitaux extérieurs pour explorer, mettre en valeur et gérer ses ressources pétrolières. Au niveau mondial - qu'il faut nécessairement considérer pour examiner les perspectives de l'Afrique -, certaines études faisant autorité indiquent qu'en l'an 2000 le pétrole représentera encore, malgré les problèmes qu'il pose, un tiers de la demande d'énergie primaire. Ces études montrent aussi que les réserves de pétrole mises en évidence et exploitables dans l'Afrique en développement ne sont pas négligeables puisqu'elles se situent aux alentours de 8,5% du volume mondial qui est de 88 milliards de tonnes. C'est dans ce contexte général qu'ont été établies les projections de la demande et de la production de pétrole brut en Afrique.

467. Conformément aux objectifs d'intégration des économies africaines et d'accroissement de l'autosuffisance et de l'autonomie dans la région, on a commencé par projeter la consommation de pétrole pour l'ensemble de l'Afrique. Puis, on a projeté les exportations nettes qui pourraient être réalisées par la région, et on en a tiré les chiffres de production. Le taux de croissance prévu pour la consommation est assez élevé : 7,6% par an jusqu'en 2008. Il est calculé en fonction de l'élasticité passée de la consommation de pétrole, qui était de 1,3% par rapport au PIB. Il ne fait aucun doute que, pour accomplir la gigantesque tâche de transformation de ses différents secteurs, l'Afrique devra accroître sa consommation d'énergie. Le taux de consommation projeté suppose en outre que la région pourra moins compter sur ses exportations de pétrole pour importer d'autres produits manufacturés. Mais, même à raison de 7,6% d'augmentation au cours des 20 prochaines années, la consommation par habitant en 2008 se situera encore aux alentours de 434,8 kg. Les exportations augmenteront jusqu'en 2008 au taux modeste de 1,4%. Ce chiffre tient compte de la tendance passée ainsi que des problèmes du marché pétrolier mondial. A ce taux, l'Afrique exportera environ un tiers de sa production, contre plus de 65% actuellement.

#### ii) Demande et production de gaz naturel

468. Entre 1982 et 1985, la production de gaz naturel a augmenté au rythme très élevé de 80,3% dans les principaux pays producteurs, à savoir l'Algérie, la Libye et l'Egypte. Toutefois, l'augmentation de la production au Nigéria, qui est le deuxième producteur, n'a été que de 3,2% par an, tandis que dans les autres pays africains producteurs, elle est restée stable ou a diminué. Pour l'ensemble de la région, la production de gaz naturel a donc augmenté de 64%. L'un des principaux facteurs de ce bond en avant est la demande des pays européens, dont certains ont conclu des contrats à long terme avec les grands producteurs africains.

469. La consommation de gaz naturel en Afrique a augmenté de 49% entre 1982 et 1985. Toutefois, cette forte augmentation a eu lieu uniquement dans les pays producteurs. De même, les exportations totales - principalement en provenance d'Algérie et de Libye - ont doublé.

470. Les réserves de gaz naturel mises en évidence en Afrique sont de l'ordre de 6 155 milliards de m<sup>3</sup>, soit 8,4% du total mondial. Contrairement au pétrole, dont les réserves connues n'ont augmenté que de 1%, les réserves mondiales de gaz naturel ont augmenté de 30% depuis 1980, et leur durée de vie est estimée à environ 56 ans. L'évolution de la production, de la consommation et du commerce de gaz naturel dans le monde dépend surtout des progrès techniques qui seront accomplis dans l'exploration, le transport, la distribution et l'utilisation finale du gaz. L'exploitation des réserves actuelles exige en outre des investissements considérables et une planification à long terme, c'est-à-dire des ressources financières, techniques et humaines que les pays africains ont beaucoup de mal à réunir. Ainsi, pour augmenter la demande mondiale de 1,3% et de 2,3%, il faudrait investir respectivement d'ici l'an 2000 les sommes exorbitantes de 57 et 86 milliards de dollars. Pour assurer la sécurité de l'approvisionnement et minimiser les risques, les pays africains exportateurs de gaz doivent généralement conclure des contrats à long terme de 20 à 25 ans avec les pays développés, qui comportent des travaux préparatoires de 5 à 10 ans. Normalement, les pays africains qui ne produisent pas de gaz mais voudraient augmenter leur consommation ne peuvent passer de tels contrats.

471. Sauf en ce qui concerne les gisements exploitables (estimés à 89 milliards de m<sup>3</sup>, soit 1,4% des réserves africaines), il est donc probable que la situation des pays non producteurs ne changera guère d'ici 2008.

472. Les projections indiquées pour le gaz naturel sont fondées sur un taux d'augmentation annuelle de 6% de la consommation de la région, correspondant à une élasticité de 1,05 par rapport au PIB, contre 1 dans les autres pays en développement du monde. Dans ces conditions, la consommation totale de gaz naturel de l'Afrique en développement atteindra 33,7 milliards de m<sup>3</sup> en 2008. En supposant que ce chiffre représente 40% de la production, contre 46,5% en 1980, c'est-à-dire qu'il y ait de nouveaux producteurs, les chiffres de production et d'exportation en 2008 seront de 70,2 et de 36,5 milliards de m<sup>3</sup>, soit des taux de croissance respectifs de 5,9% et 5,7% par an. Il faut noter que le taux de croissance des exportations africaines de gaz naturel est plus élevé que celui de la demande mondiale, qui est de 2,3%. Cela veut dire que les pays africains exportateurs de gaz devront poursuivre les efforts qu'ils ont entamés au début des années 80.



iii) Electricité

473. En supposant une demande par habitant de 395,1 kWh, la consommation totale d'électricité en 2008 sera de 314 433 kWh, ce qui donne une croissance annuelle moyenne de 5,6%. Les projections de la production électrique nécessaire pour satisfaire la demande, qui sont fondées sur les tendances passées, reposent essentiellement sur l'hypothèse d'une amélioration de l'utilisation de la capacité installée par heure. En 1985, on estime que la capacité installée de 33 155 MW a été utilisée en moyenne pendant 3 171 heures. On prévoit que, durant les années 90, le taux moyen d'utilisation de la capacité installée augmentera jusqu'à environ 4 500 heures. Dans ces conditions, la capacité de production nécessaire en 2008 sera de 62 137 MW, ce qui suppose une augmentation annuelle moyenne de la capacité installée de 2,8% seulement. On suppose en outre que, au fur et à mesure que les petites installations hydro-électriques deviendront populaires, la plus grande partie de l'augmentation de la capacité installée se fera sous forme d'électricité hydraulique. La part de cette électricité dans la capacité installée totale passera ainsi de 48,6% en 1985 à environ 60% en 2008, soit 37 281 kWh. Cela suppose donc que la puissance installée de l'hydroélectricité devra augmenter au taux annuel moyen de 3,7%, contre 1,7% pour l'électricité thermique.

iv) Charbon

474. Les perspectives relatives au charbon pour l'ensemble de la région africaine n'ont guère changé depuis les premières prévisions de 1983. Comme l'indiquait l'étude de 1983, la part de l'Afrique dans la demande et la production de charbon a été très faible. Cette situation ne devrait guère se modifier à l'avenir. Toutefois, l'Afrique australe a montré des signes prometteurs, et la plupart des futures tendances en matière de production et de consommation de charbon dépendront beaucoup de cette sous-région.

475. Dans l'ensemble, on estime que les pays africains autres que ceux de la sous-région de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe suivront les tendances projetées en 1983, avec un éventuel ralentissement dû principalement à la baisse de production et de consommation de charbon en Afrique du Nord. Le taux de croissance de la production augmentera en moyenne de 1,0% par an, alors que la consommation des pays n'appartenant pas à la Conférence augmentera de 2% au plus.

476. Pour les pays de la Conférence, les perspectives sont meilleures. Dans cette sous-région, les réserves sont élevées. Les réserves mises en évidence et exploitables dans des conditions rentables sont estimées à 11,5 milliards de tonnes (dont 7 milliards de tonnes au Botswana, 2 milliards au Swaziland et

2,2 milliards au Zimbabwe). Selon les estimations de la Conférence, la production de charbon pourrait atteindre 16,5 millions de tonnes en 1990, alors que la consommation et les exportations seraient respectivement de 6,4 et 10,1 millions de tonnes. On prévoit donc que la production continuera à augmenter d'environ 4% pour doubler entre 1990 et 2008 et atteindre alors 33,4 millions de tonnes. La consommation dépassera la moyenne africaine d'environ 3%, pour atteindre 10,9 millions de tonnes, ce qui veut dire que les exportations seront de 22,5 millions de tonnes en 2008 et qu'elles rapporteront donc de plus en plus de devises.

v) Energie non commerciale

477. La structure générale de la consommation énergétique de l'Afrique est fortement manquée par la part très élevée de l'énergie traditionnelle. Plus de 80% des besoins de la population sont satisfaits par des sources d'énergie traditionnelles non commerciales. La consommation africaine d'énergie non commerciale représente 15% de celle de l'ensemble du monde, contre environ 1% pour l'énergie en général.

478. Les plus importantes sources d'énergie traditionnelles en Afrique sont le bois de chauffage et le charbon de bois. La biomasse, notamment la bouse de vache et les déchets agricoles, est également utilisée, mais pas de façon répandue sur tout le continent. Dans la présente étude, on traitera essentiellement du bois de chauffage en raison de son importance comme source d'énergie et des conséquences que son exploitation effrénée par une population en accroissement rapide risque d'avoir sur le rendement agricole et l'équilibre écologique de la région.

479. Bien que les données concrètes sur la production et la consommation des pays africains soient rares, on s'efforcera de donner quelques ordres de grandeur des perspectives en matière de bois de chauffage étant donné l'importance de ce combustible dans l'équilibre énergétique de la région. Ces projections indicatives reposent sur des estimations de la consommation de bois de chauffage par habitant. Selon certaines études, la consommation de bois de chauffage par personne et par an dans la zone sahélienne sèche avoisine 0,53 m<sup>3</sup>. Dans les pays d'Afrique australe, elle se situerait entre 0,5 et 1,5 m<sup>3</sup>, tandis qu'en Afrique orientale, elle serait d'environ 1,5 m<sup>3</sup>. Les statistiques de l'ONU en matière d'énergie donnent, pour l'ensemble de la région africaine, une consommation d'environ 0,78 m<sup>3</sup> par an, chiffre qui a été retenu comme moyenne de la région.

480. En supposant que la consommation par habitant prévue dans le scénario fondé sur les tendances passées ne baisse pas, l'Afrique consommera d'ici 2008 environ 807,2 millions de m<sup>3</sup> de bois de chauffage par an. Ce chiffre représentera plus 30% de la fourniture mondiale. Les conséquences de cette consommation élevée sur la production seront indéniablement catastrophiques car, dans bien des régions d'Afrique, les capacités sont nettement inférieures au taux d'épuisement, et il y aura un déficit élevé de la production par rapport à la consommation. Pour l'ensemble de la région, la production atteindra 730,6 millions de m<sup>3</sup> en 2008,

ce qui laissera un déficit de 76,6 millions de m3. Si l'on se fonde sur les chiffres les plus élevés de consommation par habitant pour calculer la demande projetée, il est évident que la région sera loin de pouvoir répondre à sa demande d'énergie traditionnelle, tout en épuisant ses réserves forestières déjà limitées.

Tableau 81

Projections concernant certaines ressources énergétiques

	1990	2008	Taux de croissance
<b>A. <u>Pétrole brut</u></b> (en millions de tonnes)			
- Production	288,8	685,0	4,6
- Exportations	-	-	
- Importations	-	-	
- Exportations nettes	167,4	234,8	1,8
- Consommation totale	111,9	450,2	7,6
- Consommation par habitant	182,4	434,8	4,7
<b>B. <u>Gaz naturel</u> (milliards de m3)</b>			
- Production	25,2	70,2	5,9
- Exportations nettes	13,3	36,5	5,7
- Consommation totale	11,8	33,7	6,0
<b>C. <u>Electricité</u> (GWh)</b>			
- Production	130 015,0	279 616,0	4,3
- Capacité installée	38 998,0	69 904,0	3,3
- Thermique	18 993,0	27 962,0	2,2
- Hydraulique	20 378,0	41 942,0	4,8
- Consommation	130 015,0	279 616,0	4,3
- Consommation par habitant	214,2	270,2	1,3
<b>D. <u>Charbon</u></b>			
- Production	16,5	33,4	4,0
- Consommation	6,4	10,9	3,0
- Exportations	10,1	22,5	4,6

Source : Projections de la CEA.

e) Quelques questions d'orientation

481. Pour mettre en place un développement articulé de l'intérieur comme on l'envisage dans le scénario normatif, les gouvernements africains devront s'efforcer d'utiliser pleinement les ressources naturelles du continent en créant l'infrastructure humaine, matérielle et institutionnelle nécessaire et en mettant en place des capacités techniques locales pour explorer, transformer et exploiter ces ressources. C'est seulement ainsi que les pays africains pourront exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et jouir de leur indépendance dans le domaine de l'équipement, de la spécialisation et de la technologie. Le Programme d'action de Lagos met en particulier l'accent sur les actions suivantes :

- i) Dresser l'inventaire des ressources naturelles et les évaluer;
- ii) Encourager la complémentarité entre les ressources naturelles des différents pays et favoriser les liaisons en amont et en aval que la mise en valeur de ces ressources peut permettre d'instaurer au sein des économies africaines;
- iii) Harmoniser les politiques nationales de mise en valeur des ressources naturelles à tous les niveaux, notamment en matière de formation, recherche, de production, de transformation, de fabrication, de commercialisation, de financement, etc.

482. Les points les plus importants sont les suivants : mise en place d'industries de ressources qui fassent appel aux compétences et aux matériaux locaux; mise au point de matériel simple et mobile pour les personnes ayant des compétences techniques limitées dans le domaine de la prospection de l'eau souterraine et des minéraux; diversification des sources d'énergie; intensification de l'exploration et de la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie; application de politiques de conservation et de rationalisation destinées à accroître la production grâce à des programmes de fixation de prix, de rationnement et d'affectation prioritaire.

5. Mise en valeur des ressources humaines

483. Pour établir le scénario normatif en ce qui concerne les ressources humaines, on a tout d'abord considéré que les hypothèses sur lesquelles reposaient les projections de l'étude préliminaire, c'est-à-dire le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos, étaient toujours valables. On a toutefois admis que deux grandes forces avaient surgi ces dernières années sur le continent et qu'elles influenceraient le cours des événements durant les 20 prochaines années. La première est l'apparition de la crise et l'adoption de mesures d'urgence pour y remédier. La deuxième est constituée par les interventions extérieures

provoquées par la crise et la position antithétique qu'elles semblent avoir prise par rapport aux objectifs du Plan d'action de Lagos. Il est incontestable que ces deux facteurs auront un effet négatif sur le scénario normatif préliminaire, car l'"avenir radieux" de 2008 envisagé en 1983 ne pourra se réaliser que beaucoup plus tard, quand le continent sera assez solide et dynamique pour résister aux adversités naturelles et extérieures.

484. En 2008, la population active ne devrait pas être très différente de ce qui était projeté en 1983, à savoir 397 millions de personnes. Toutefois, par suite d'un fort ralentissement du rythme de l'industrialisation et de l'exode rural et en raison de l'essor prévu des activités agricoles, on estime que la population active rurale sera plus nombreuse que prévu. Elle constituera 65,9% de la population active totale, soit 261,8 millions de personnes, alors que 135,2 millions de travailleurs seulement, soit 34,5% de la population active totale, se trouveront sur le marché du travail urbain. Cette situation sera due à l'expansion des activités rurales et agricoles résultant de l'application du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et des programmes d'ajustement. Les activités du secteur structuré ne se développeront pas aussi rapidement qu'il était prévu dans l'étude préliminaire. Les travailleurs salariés ne seront donc que 150 millions, au lieu des 158,9 millions prévus dans l'étude de 1983. Une plus grande proportion de la population active (9,09%) sera constituée de chômeurs déclarés dans le secteur structuré/urbain, car l'emploi progressera plus lentement dans le secteur public. Toutefois, le sous-emploi, qui concerne surtout les travailleurs du secteur rural/agricole, ne touchera plus que 130,5 millions de travailleurs, soit 32,8% de la population active totale, dont 26,5% sur le marché du travail rural et 8,9% sur le marché du travail urbain.

Tableau 82

Population active et emploi en Afrique en 2008

	Millions	Pourcentage
Population active	397	100
Rurale	261,8	65,9
Urbaine	135,2	24,5
Salariés	150,0	37,7
Chômeurs déclarés	36,1	9,0
Travailleurs sous-employés	130,5	32,8
Ruraux	105,5	26,5
Urbains	35,5	8,9

485. Dans le secteur de l'éducation, on estime que les mesures d'ajustement structurel modifieront profondément les projections faites en 1983. En raison de la baisse des subventions publiques aux niveaux secondaire et surtout tertiaire et de la plus grande priorité accordée à l'enseignement primaire ou fondamental, les taux d'inscription seront très impressionnants dans le primaire. L'éducation non scolaire et les programmes d'alphabétisation des adultes seront aussi nettement développés d'ici 2008. Mais l'augmentation des inscriptions au niveau tertiaire ne sera nulle part aussi élevée qu'il était prévu en 1983.

Inscriptions dans les établissements d'enseignement en 2008

	<u>Millions</u>
1er niveau	142,4
2ème niveau	73,4
3ème niveau	13,1

486. On prévoit aussi que les programmes d'enseignement seront réorientés en faveur des matières scientifiques, techniques et agronomiques, et que la formation professionnelle sera fortement développée, notamment dans les zones rurales.

487. Avec la progression plus rapide des soins de santé primaires, un nombre beaucoup plus grand de personnes aura accès aux services de santé, surtout dans les collectivités rurales. L'augmentation de la production alimentaire contribuera aussi à ramener la malnutrition à des proportions maîtrisables d'ici 2008. Le développement des activités économiques dans les zones rurales provoquera une nette augmentation du revenu rural et une amélioration générale du niveau de vie.

488. Aussi loin qu'on puisse envisager l'avenir, il est probable que le problème qui réapparaîtra régulièrement dans le développement de l'Afrique est celui de la gestion. Si les divers organismes d'exécution et autres responsables (fonction publique, organes semi-publics, administrations locales et services administratifs décentralisés, ainsi que les chefs d'entreprises et les directeurs du secteur privé) ne sont pas déterminés à atteindre les objectifs du redressement et du développement, l'Afrique ne commencera pas de sitôt son voyage vers la terre promise, peut-être même pas avant une période avancée du siècle prochain, et la population africaine abordera le XXI<sup>e</sup> siècle plus défavorisée qu'elle ne l'était au XX<sup>e</sup>. La révolution des techniques d'information a déjà provoqué un énorme décalage physique et chronologique entre les sociétés industrialisées et l'Afrique. Et quelle que soit la publicité souvent donnée aux programmes de "réforme administrative", il est probable que la fonction publique africaine emportera

au siècle prochain certains de ses disfonctionnements : structures d'organisation hiérarchiques et rétroactives, techniques de motivation retardataires, systèmes de gestion et de contrôle financier defectueux, formes modifiées de mécénat, corruption des fonctionnaires, etc. Il est donc indispensable que les services administratifs (des secteurs public et privé) remédient à ces problèmes et soutiennent les efforts entrepris par les dirigeants gouvernementaux pour inverser la tendance économique. Si, au début des années 90, il n'existe pas un mouvement organisé dans chaque pays africain pour entreprendre des réformes de gestion et d'administration publique- analogue au mouvement de réforme de la fonction publique dans l'Amérique du XIXe et du début du XXe siècles -, la conjoncture du début XXIe siècle sera très défavorable. Les pays africains doivent sans plus tarder choisir des dirigeants foncièrement attachés à la qualité de l'administration publique et privée et déterminés à faire disparaître toute trace de médiocrité.

#### C. MILIEU FAVORABLE DANS LES DOMAINES COMMERCIAL, FINANCIER ET EXTERIEUR

489. Les projections des exportations selon le scénario normatif portent sur les mêmes 12 produits que celles de la deuxième partie. L'exportation de ces produits, qui représentait 94,2% de la valeur totale des exportations en 1985, n'en représentera plus que 60,0% en 2008. Il faut noter que ces 12 produits ne comprennent pas certains minéraux tels que l'uranium, le chrome, le cobalt, le platine, les diamants, l'or, le charbon et le gaz naturel qui pourraient revêtir une plus grande importance à l'avenir. Les projections des importations portent en revanche sur tous les produits importés.

##### 1. Exportations de marchandises

###### a) Produits agricoles

490. Les projections des exportations de café, de cacao et de thé sont basées sur l'étude de la FAO intitulée "Agriculture : horizon 2000", selon laquelle les exportations de café et de cacao seront vraisemblablement limitées par la saturation de la demande mondiale. Les projections des exportations de café et de cacao d'ici 2008 reposent donc respectivement sur les taux de croissance assez modérés de 1,1 % et 1,5 % par an. Les exportations de thé, dont la demande est relativement plus forte, augmenteront de 2,1 % par an. Les projections des exportations de coton et de tabac ont été établies en fonction du taux de croissance prévu dans l'étude ci-dessus et du coefficient d'élasticité des exportations africaines par rapport aux exportations mondiales donné dans le Yearbook of International Commodity Statistics de la CNUCED. Les exportations d'arachides resteront stables en raison de la forte concurrence des autres huiles végétales sur les marchés des pays développés. Les projections relatives au sucre sont basées sur un taux de croissance de 2,8 % proche de l'hypothèse choisie dans l'étude de la FAO.

491. En fonction de ces projections, la valeur des exportations de produits agricoles sera de 21 874,3 millions de dollars aux prix constants de 1985, ce qui représentera environ 13,5 % du total des exportations de marchandises.

b) Métaux et minéraux

492. La tendance chez les grands producteurs africains de cuivre, de minerai de fer, de bauxite et de phosphates est d'accroître la transformation de ces produits au lieu de les exporter sous forme brute. Cette orientation est rendue nécessaire par l'incertitude des marchés, les fluctuations de prix et les pertes qui en résultent pour les pays exportateurs. Dans le scénario normatif, on suppose une forte augmentation de la consommation d'énergie en Afrique et un accroissement de la transformation des minéraux actuellement exportés. De même, il existe toute une gamme de produits intermédiaires qui pourraient être fabriqués localement, comme c'est le cas dans d'autres pays en développement d'Amérique latine et d'Asie. Les pays africains exportateurs de minéraux devraient donc s'engager plus catégoriquement dans la transformation industrielle de ces produits pour répondre aux besoins de la région et du marché mondial.

493. Compte tenu de ces hypothèses, on a établi les projections des exportations des principaux minéraux en fonction des tendances passées, à savoir des taux de croissance annuels de 1,6 % pour la bauxite, de 0,4 % pour les phosphates et de 0,24 % pour le minerai de fer. Les exportations de cuivre affiné augmenteront de 1,6 %. Dans ces conditions, la valeur totale des exportations de minéraux sera de 4 342,9 millions de dollars aux prix constants de 1985, soit environ 2,7 % des exportations totales de la région.

494. Il faut toutefois insister sur le fait que les pays africains producteurs doivent formuler des politiques bien conçues et tout mettre en oeuvre pour financer les investissements nécessaires à l'augmentation de leur capacité interne de transformation des minéraux.

c) Ressources énergétiques (pétrole brut)

495. La production, la consommation et les exportations de pétrole brut sont projetées dans la section consacrée aux ressources naturelles. Selon ces projections, les exportations nettes de pétrole brut pour l'Afrique atteindront 234,8 millions de tonnes en 2008, sur une production totale de 685 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation annuelle de 1,8 %. La part de la production exportée sera donc d'environ 34,0 %.

496. La valeur des exportations de pétrole brut aux prix constants de 1985 sera de 75 695,5 millions de dollars en 2008, ce qui représentera environ 46,4 % des exportations totales. La baisse de la part du pétrole brut dans les exportations totales de la région s'explique d'une part par le niveau assez élevé de la consommation locale, qui augmentera d'environ 7,6 % par an, et d'autre part par la situation de la demande mondiale, surtout du côté des pays développés. Elle suppose aussi une augmentation de la consommation et de la capacité de raffinage dans la région.



497. Dans l'ensemble, les exportations totales de l'Afrique projetées dans le scénario normatif augmenteront au taux annuel de 5,0 % pour atteindre, en 2008, 163 milliards de dollars aux prix constants de 1985. Il importe de noter que la structure des exportations se modifiera, car le commerce des produits primaires ne représentera plus que 60 % des exportations totales, contre 94,2 % en 1985. Cela signifie que, selon le scénario normatif, les 22 prochaines années seront marquées par une grande diversification des exportations ainsi que par la promotion des exportations de produits semi-finis et manufacturés. Le tableau ci-après donne les résultats des projections des exportations selon le scénario normatif.

Tableau 83

Projections des exportations de produits  
(en milliers de tonnes et en millions de dollars)

	1988		1990		2008	
	Montant	Valeur	Montant	Valeur	Montant	Valeur
<b>A. <u>Produits agricoles</u></b>						
1. Café	831,9	2 244,3	843,6	2 275,9	1 027,2	2 771,2
2. Cacao	882,9	2 120,6	906,0	2 176,0	1 184,5	2 844,9
3. Coton	657,6	2 024,5	664,2	2 044,8	853,0	2 626,0
4. Tabac	173,2	710,6	173,9	713,5	244,0	1 001,1
5. Thé	274,7	549,7	291,4	583,2	423,6	847,8
6. Arachides	93,8	32,8	94,0	32,9	97,4	34,0
7. Sucre	1 914,4	686,0	2 011,3	7 208,0	3 306,4	11 849,3
Sous-total		8 368,5		8 547,1		21 974,3
<b>B. <u>Métaux et minéraux</u></b>						
8. Cuivre	1 271,8	1 820,3	1 272,1	1 820,7	1 692,8	2 422,8
9. Minerai de fer	2 801,2	635,8	2 814,6	638,9	4 164,2	945,2
10. Bauxite	206,2	33,8	212,8	34,9	320,4	52,5
11. Phosphates	21 384,1	716,2	21 555,5	730,7	27 197,4	922,0
<b>C. <u>Energie</u></b>						
12. Pétrole brut (en millions de barils)	1 707,1	50 634,3	1 744,9	51 755,0	2 405,6	71 353,0
Sous-total		53 840,4		54 980,2		75 695,5
Total A+B+C		62 208,9		63 522,0		97 670,2
Total des exportations		66 039,2		67 438,7		163 042,0

Source : Projections de la CEA.

## 2. Importations de marchandises

498. Dans le scénario normatif, les projections des importations sont basées sur un taux de croissance annuel de 5,1 % avec une élasticité de 0,9 du total des importations par rapport au PIB. Dans ces conditions, la valeur totale des importations africaines atteindra 182,4 milliards de dollars aux prix constants de 1985. Ces projections supposent en outre que l'Afrique répondra davantage à ses besoins en alimentation, énergie, produits mécaniques, biens intermédiaires et biens de consommation essentiels.

499. Dans le domaine alimentaire, les importations de céréales diminueront, sauf en ce qui concerne le blé, dont les conditions de production ne permettront pas à l'Afrique de satisfaire entièrement ses besoins d'ici 2008. La région devra donc encore importer 31,7 millions de tonnes de blé. Globalement, le coût des importations de blé, de boissons et de tabac s'élèvera à 593,3 millions de dollars, soit 2,5 % seulement de la valeur des importations totales.

500. En ce qui concerne l'énergie, les principaux pays exportateurs de pétrole déploient actuellement des efforts considérables pour augmenter leur capacité de raffinage. Entre 1983 et 1985, une capacité supplémentaire de 254 000 barils par jour a été installée. Il est prévu de créer entre 1986 et 1990 une raffinerie d'une capacité de 329 000 barils par jour; ces efforts doivent être poursuivis, car la demande d'énergie pour l'industrie, la consommation domestique et les transports augmentera dans l'ensemble de l'Afrique. On suppose que le continent couvrira la totalité de ses besoins en 2008.

501. Dans le domaine des produits chimiques, les projections du scénario normatif supposent que l'Afrique sera autosuffisante en engrais, pesticides et ciment ainsi que dans un certain nombre de produits de consommation tels que le savon, la peinture, etc., pour lesquels il est possible et assez facile d'implanter des usines fabriquant des produits de substitution capables de répondre à la demande locale. Par contre, les importations de produits pharmaceutiques, dont la fabrication exige des techniques de pointe et des infrastructures industrielles, continueront d'augmenter au taux annuel de 4,7 %, compte tenu d'une élasticité de 0,82 par rapport au PIB. Dans ces conditions, les importations de produits chimiques atteindront 16 201 millions de dollars en 2008, aux prix constants de 1985, ce qui représentera 8,9 % des importations totales.

502. Malgré les progrès envisagés pour la production locale de matériel de transport et de tracteurs, les importations africaines de matériel continueront de peser lourd dans la balance commerciale. Dans le scénario normatif, les projections des importations de matériel ont été établies en fonction d'un taux de croissance annuel de 8,6 % identique à celui prévu pour les investissements. En 2008, les importations de matériel représenteront donc une valeur de 110 707,7 millions de dollars aux prix constants de 1985, soit 60,7 % du total des importations. Ce volume d'importations est nécessaire à la réalisation des objectifs prévus pour les différents secteurs socio-économiques dans le scénario normatif. Il faut noter que les importations africaines de matériel ont chuté de 7,2 % par an entre 1981 et 1985 en raison de la crise économique qui a frappé la région.

503. Les projections d'importation pour les autres produits manufacturés sont basées sur un taux de croissance annuel de 5,4 %, avec une élasticité de 0,94 par rapport au PIB. Dans ce domaine, l'Afrique a le plus bas niveau de production de tout le monde en développement. La valeur des importations atteindra 50 841,4 millions de dollars, soit environ 27,9 % des importations totales, contre 37,9 % en 1985.

504. Compte tenu des chiffres d'exportation et d'importation prévus dans le scénario normatif, le déficit du compte des opérations commerciales sera d'environ 19 350 millions de dollars aux prix constants de 1985. Le taux de couverture des importations par les exportations atteindra environ 89,9 %. Toutefois, si les changements de structure prévus se concrétisent, la répartition des exportations et des importations se modifiera considérablement. Les projections des importations selon le scénario normatif figurent dans le tableau ci-après.

Tableau 84

Projections des importations de produits  
(en millions de dollars, 1985)

	1988	1990	2008
1. Denrées alimentaires	11 285	11 580,3	4 057,6
2. Boissons et tabac	727	711,0	593,3
3. Combustible	5 574	5 574	-
4. Produits chimiques	6 545	7 068	16 201
Engrais et pesticides	1 079	1 156	-
Autres	5 466	5 912	16 201
5. Machines et matériel de transport	22 874	25 075	110 707,7
6. Autres	20 608	19 711	50 841,4
Total général	67 612	69 888,3	182 400,0

Source : Projections de la CEA.

3. Dette et financement extérieur

a) Balance des paiements

505. Dans le scénario normatif, on suppose que les termes de l'échange bénéficieront d'une certaine amélioration. D'une part, l'indice de la valeur unitaire des exportations augmentera de 1,5 % par an pour atteindre 110,6 (1980 = 100), et d'autre part, l'indice de la valeur unitaire des importations

n'augmentera que de 1,26 % par an, contre 3 % par an dans le passé, pour atteindre 106,0 en 2008. L'indice des termes de l'échange sera donc de 95,8, alors qu'il serait de 24,1 si les tendances passées persistaient (voir le tableau ci-après). Dans ces conditions, les exportations et les importations de marchandises qui, selon les tendances passées, devaient atteindre respectivement 163,0 et 182,4 milliards de dollars en 2008 aux prix constants de 1985 s'élèveront respectivement à 229,7 et 243,3 milliards de dollars en prix courants. Cela suppose une croissance annuelle de 7,6 % des recettes d'exportation et de 6,5 % des importations de ressources essentielles entre 1990 et 2008. Le déficit du commerce des marchandises sera donc de 13,6 milliards de dollars cette année-là, comme on peut le voir dans le tableau ci-après.

Tableau 85

Projections de l'indice des prix unitaires du commerce africain

	1990	2008
Indice des prix à l'exportation (croissance : 1,5 %)	85,1	110,6
Indice des prix à l'importation (croissance : 1,26 %)	87,0	106,0
Termes de l'échange	97,6	95,8

Source : Projections de la CEA.

506. Dans le domaine du commerce maritime, le compte de l'assurance et du fret représentera, du côté créditeur, 2 % des exportations de marchandises, contre 1,6 % dans le passé et, du côté débiteur, 8,9 % des importations de marchandises, contre 11,2 % dans le passé, ce qui donnera un déficit de 17,1 milliards de dollars en 2008. Les paiements d'intérêts augmenteront de 5 % par an du côté créditeur et de 2,1 % par an du côté débiteur, ce qui donnera un montant net égal à 1,3 milliard de dollars en 2008. En ce qui concerne ce poste, on estime qu'il variera peu étant donné l'amélioration de l'environnement extérieur. Le déficit des autres services augmentera de 3 % par an pour atteindre 12,1 milliards de dollars en 2008. Le déficit total des services au titre de la rémunération des facteurs et des services non facteurs sera de 30,5 milliards de dollars en 2008.

507. En ce qui concerne les transferts privés, on suppose qu'un certain nombre de travailleurs et de spécialistes africains qui travaillent à l'étranger rentreront sur le continent lorsque les conditions sociales, économiques et politiques y seront meilleures. En raison de ce changement d'attitude, les transferts privés de l'étranger n'augmenteront que peu. On estime donc qu'ils conserveront leur rythme de croissance passé, soit 4,1 % par an. De même, la valeur nette des transferts de l'Etat ne devrait pas augmenter au-delà des 7 % par an observés dans le passé. En 2008, la valeur nette des transferts privés s'élèvera donc à 11,8 milliards de dollars, et celle des transferts de l'Etat à 15,6 milliards de dollars.

508. Le déficit global du compte des opérations courantes s'améliorera donc pour se situer aux alentours de 16,7 milliards de dollars en 2008, contre 29,7 milliards de dollars projetés pour 1990 en fonction des tendances passées. Cette amélioration reposera sur les conditions suivantes :

- i) Croissance suffisante et soutenue des économies en développement (OCDE) provoquant une augmentation sensible de la demande des produits agricoles et minéraux africains;
- ii) Croissance soutenue des afflux de ressources, principalement sous forme d'aide (transferts privés et transferts de l'Etat);
- iii) Conditions de crédit plus favorables et réduction des paiements d'intérêts;
- iv) Amélioration des prix des produits de base pour que les termes de l'échange se modifient en faveur des pays africains.

509. En supposant que l'investissement étranger direct augmente de 1,5 % par an et que la variation des réserves couvre environ un quart du déficit des opérations courantes, la somme disponible pour financer le déficit des opérations courantes sera de 5,7 milliards de dollars en 2008 (2,3 milliards pour l'investissement étranger direct et 3,4 milliards pour les variations des réserves). La capacité de financement nette sera donc de 11,0 milliards de dollars.

Tableau 86

Projections de la balance des paiements  
(en milliards de dollars)

	1990	2008
Exportations de marchandises	61,4	229,7
Importations de marchandises	-77,4	243,3
Balance commerciale	-16,0	-13,6
Assurance et fret (net)	-7,7	-17,1
Paievements d'intérêts (net)	-9,2	-1,3
Autres services (net)	-7,1	-12,1
Balance des services	-24,0	-30,5
Transferts sans contrepartie privés (net)	5,7	11,8
Transferts sans contrepartie de l'Etat (net)	4,6	15,6
Total des transferts	10,3	27,4
Balance des opérations courantes	-29,7	-16,7
Financement	6,5	5,7
- Investissement étranger direct	1,7	2,3
- Variations des réserves	4,8	3,4
Capacité de financement	-23,2	-11,0

b) Flux de ressources

510. Dans le scénario normatif, on suppose que la plupart des ressources dont l'Afrique aura besoin pour réaliser la tâche monumentale du développement viendront des Africains eux-mêmes. Néanmoins, il faudra aussi une importante aide extérieure pour financer les apports et les équipements nécessaires au développement, à un niveau suffisant pour empêcher la baisse du niveau de vie de la population et soutenir une croissance assez élevée des investissements.

Tableau 86

Projections des flux de ressources  
(en milliards de dollars actuels)

	1990	2008
1. Financement public du développement	25,5	7,7
- Bilatéral	18,0	4,3
- Multilatéral	5,7	2,3
- Autres	2,3	1,1
2. Crédits à l'exportation	0,8	1,1
3. Flux privés	2,9	2,2
Total des flux nets	29,7	11,0

Source : Projections de la CEA.

511. L'aide publique au développement (APD) qui, durant la période d'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, devait atteindre selon les prévisions 25,5 milliards de dollars en prix courants, baissera fortement et ne sera plus que de 7,7 milliards de dollars en 2008, conformément aux objectifs d'autosuffisance. Les flux bilatéraux provenant des pays de l'OCDE et des économies planifiées représenteront environ 55 % du total de l'APD et les flux multilatéraux environ 30 %. La part des crédits à l'exportation dans le total des flux nets de ressources augmentera, passant de 2,7 % dans le scénario fondé sur les tendances passées à 10 % dans le scénario normatif, en raison de l'importance des apports de ressources et des biens d'équipement nécessaires après la période du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. En 1985, l'Afrique n'a reçu que 1,1 milliard de dollars par les circuits commerciaux privés et, durant l'exécution du Programme prioritaire, on a prévu que les flux nets d'aide privée non libérale totaliseraient 2,9 milliards de dollars en 1990, en termes nominaux. Quand l'Afrique se sera rétablie et qu'elle aura solidement entamé son développement ces flux diminueront jusqu'à 2,2 milliards de dollars en 2008, car les Africains seront capables de financer leur développement sans recours excessif aux emprunts privés coûteux.

c) Perspectives en matière de dette

512. Comme on l'a indiqué précédemment, l'un des plus graves problèmes qui se posent aujourd'hui aux pays africains est le fardeau de la dette, qui est devenu écrasant. La conjonction malheureuse des faibles prix des produits de base, du bas niveau des flux commerciaux et de la stagnation de l'APD rend insupportable le service de cette dette, qui s'élevait à quelque 11 milliards de dollars en 1987.

513. Compte tenu du déficit annuel prévu pour le compte des opérations courantes, la nouvelle capacité de financement cumulée entre 1991 et 2008 dans le scénario normatif sera de 290,3 milliards de dollars d'ici 2008, et la dette en cours atteindra 527,5 milliards de dollars. Toutefois, on suppose que 40 % de la dette accumulée sera convertie en dons, de sorte que l'Afrique ne devra plus que 174,2 milliards de dollars. En supposant une croissance annuelle de 3,1 %, l'encours de la dette en 2008 sera donc de 411,4 milliards de dollars. Dans le scénario normatif, on propose divers plans d'allégement qui réduiraient le montant des obligations africaines d'ici 2008, dans le cadre des hypothèses suivantes :

- i) La répartition entre dette publique et dette privée se modifiera : la dette publique augmentera pour atteindre 70 %, et la dette privée sera de 30 %;
- ii) La partie de don augmentera jusqu'à 75 % de la dette publique en 2008, alors qu'elle restera constante à 1,8 % pour la dette privée;
- iii) L'intérêt moyen sur la dette publique diminuera, passant de 6 % en 1985 à 4,5 % en 2008. L'intérêt moyen sur la dette privée, qui était de 9,4 % en 1985, passera à 8 % en 2008;
- iv) Compte tenu du fait que la dette et le paiement des intérêts seront fusionnés en prêts à long terme, l'échéance sera étendue à 35 ans en 2008 pour la dette publique (alors qu'elle était de 25 ans en 1985) et passera de 12,4 ans en 1985 à 14 ans pour la dette privée;
- v) Le différé d'amortissement passera de 5,7 ans en 1985 à 10 ans en 2008 pour les crédits publics, alors que pour les crédits privés il restera à 5,4 ans jusqu'en 2008.

514. On suppose aussi que le système financier et monétaire international s'améliorera pour devenir plus réciproque, plus équitable et mieux conçu, et que des remèdes seront apportés aux déséquilibres des marchés des produits de base, de manière à assurer des prix rentables à l'exportation et à supprimer les quotas et autres formes de protectionnisme. De ce fait, on prévoit que les recettes d'exportation seront multipliées par plus de trois pour atteindre en 2008 229,7 milliards de dollars en prix courants, contre 64 milliards de dollars en 1985.

515. En fonction des hypothèses ci-dessus, le remboursement de la dette atteindra 8,2 milliards de dollars en 2008, et le paiement des intérêts 3,6 milliards de dollars. En 2008 également, le coefficient du service de la dette sera de 5,1 %, et la part du service de la dette dans le PIB atteindra 1,1 %, soit une nette amélioration par rapport au chiffre du scénario fondé sur les tendances passées. Dans ces conditions, et si les améliorations de l'environnement économique extérieur se concrétisent, le fardeau de la dette ne sera plus vraiment un problème pour l'Afrique.



#### D. CADRE MACRO-ECONOMIQUE D'UNE ECONOMIE AFRICAINE AUTONOME ET AUTOSUFFISANTE

516. Le scénario macro-économique normatif repose essentiellement sur l'objectif du doublement du revenu par habitant d'ici 2008, conformément à l'intention qui est d'élever le niveau de vie de la population africaine. L'Afrique doit absolument atteindre cet objectif pour pouvoir bénéficier des biens et services qu'elle a les moyens de produire et d'acheter. Mais, outre l'augmentation de la production de biens, le cadre macro-économique dépend aussi de la transformation des structures socio-économiques du continent. La réorientation des politiques africaines en faveur de la restructuration des économies doit inclure comme priorité absolue la mise en place de mécanismes institutionnels nouveaux et dynamiques permettant d'assurer sans délai une transformation économique et sociale durable des structures économiques, lesquelles seront en même temps moins vulnérables aux chocs et aux déséquilibres intérieurs et extérieurs. Il faut en outre réaffirmer que l'essence même du développement africain doit reposer sur la propre dynamique économique et sociale du continent. Le Plan d'action de Lagos est sans ambiguïté sur ce point puisqu'il désigne comme piliers du développement africain l'autonomie et l'autosuffisance.

##### 1. Equilibres sectoriels optimaux

517. Pour que l'objectif principal du doublement du revenu par habitant soit respecté, il faut que le PIB augmente de 5,7 % par an entre 1990 et 2008. La réalisation de cet objectif dépendra en grande partie de la remise en ordre et de la restructuration cohérente des priorités intersectorielles, de manière à favoriser une production maximale. A cette fin, l'agriculture devra croître de 5 %, ce qui est supérieur au chiffre fixé dans le Plan d'action de Lagos. La production alimentaire devra progresser considérablement pour répondre entièrement aux besoins du continent, c'est-à-dire qu'elle devra doubler entre 1990 et 2008. Durant cette période, la production de céréales devra augmenter de 4,5 %, celle de racines et tubéreuses de 4,7 % et celle de légumineuses de 5,9 %. Ces résultats sont indispensables pour affranchir le continent du spectre toujours menaçant de la faim et assurer son entière indépendance. Il faudra structurer et équilibrer la production alimentaire de manière non seulement à produire des quantités suffisantes pour nourrir la population grandissante, mais aussi à offrir un éventail d'aliments qui présentent les meilleures qualités nutritionnelles. En outre, la stratégie prévue doit permettre non seulement de couvrir entièrement les besoins du continent avec une consommation par habitant plus élevée, mais aussi de produire des excédents pour l'exportation.

518. Pour obtenir ces résultats, il est indispensable de formuler une nouvelle politique agricole axée notamment sur le changement de répartition des cultures. La nouvelle répartition devra assurer l'équilibre entre les cultures vivrières et les cultures d'exportation. Pour appuyer cette stratégie, il faudra prendre des mesures favorisant l'approvisionnement en engrais à prix réduits, l'amélioration des variétés de semences, l'utilisation d'outils agricoles adaptés, l'extention du réseau des services de vulgarisation agricole, la fourniture de crédit, la garantie de prix rentables pour les

agriculteurs et le renforcement des circuits de commercialisation pour résoudre le problème de la distribution. Pour que la nouvelle répartition des cultures porte ses fruits, il faudra aussi entreprendre des réformes destinées à augmenter le rendement des terres. Les plus importantes à cet égard seront des modifications profondes apportées à l'utilisation et au développement des systèmes d'irrigation afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale, et l'instauration d'une recherche intégrée aboutissant à la mise en place d'un système agricole qui permette aux pays africains de maîtriser les éléments naturels. La recherche devra aussi porter sur la lutte contre la désertification et l'érosion des sols et sur la mise au point de technologies adaptées à la situation sociale et écologique de l'Afrique.

519. Les mesures ci-dessus stimuleront aussi l'accélération du processus d'industrialisation. On prévoit que la production industrielle augmentera de 9 % entre 1990 et 2008, ce qui est légèrement supérieur à l'objectif de Lima. Cette croissance industrielle fournira des bases solides pour l'instauration d'une économie africaine autonome et autosuffisante, capable de répondre à ses propres besoins fondamentaux en consommation intermédiaire, équipement et machines. Dans le sous-secteur des biens d'équipement, on prévoit surtout une augmentation de la production de matériel agricole, notamment sous forme de tracteurs et de matériel de traction, ainsi que de matériel de transport. Il faudra insister en particulier sur la mise en place d'un secteur des biens d'équipement capable d'apporter son concours aux entreprises rurales ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises, tout en assurant la fabrication de pièces détachées uniformisées. Dans le sous-secteur des biens intermédiaires, le scénario normatif prévoit la satisfaction complète de la consommation intermédiaire de base, indispensable au développement des économies africaines. Les projections sont centrées sur le développement du réseau régional des apports industriels de base tels qu'engrais, pesticides, matériaux de construction, fer et acier. C'est uniquement ainsi que l'Afrique pourra réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et acquérir la maîtrise de sa technologie. Les pays africains ont en effet de grandes possibilités de développer leur industrie s'ils poursuivent les orientations correctes avec vigueur et détermination. L'un des points les plus importants à cet égard est la formulation en temps utile de politiques destinées à optimiser l'utilisation du potentiel industriel grâce à des groupements sous-régionaux et régionaux et à la création d'industries de ressources qui exploitent les compétences et les matières premières locales. La promotion des petites agro-industries dans le secteur rural, la mise en place d'industries de base ayant des liaisons solides, l'encouragement de l'esprit d'entreprise et le développement des capacités techniques et de gestion sont les conditions fondamentales du décollage industriel.

520. Le scénario normatif accorde un rôle particulier à l'énergie dans le développement économique général de la région et dans l'expansion industrielle en particulier. L'amélioration de l'équilibre énergétique africain est un élément essentiel de la stratégie de développement. C'est pourquoi on a prévu que les diverses formes d'énergie progresseront plus rapidement, mais à des rythmes différents, pour maintenir l'équilibre énergétique dans le

cadre des besoins élevés. Le pétrole, qui est une source viable dans le processus de transformation, augmentera de 4,6 % par an entre 1990 et 2008. Ces résultats élevés sont en accord avec les activités d'exploration en cours et futures ainsi qu'avec la gestion efficace des ressources pétrolières africaines. De même, la production de gaz naturel augmentera de 5,9 %. Durant la période considérée, l'électricité augmentera de 4,3 %, car la région possède un énorme potentiel hydroélectrique qui pourrait facilement être utilisé en commun de façon très rentable. Mais il faut aussi passer du pétrole à d'autres formes d'énergie pour lesquelles les pays africains disposent d'un potentiel considérable. Le développement de l'électricité hydraulique pour assurer l'électrification des zones rurales en vue de réaliser des économies sur la consommation de combustible doit être au coeur des politiques énergétiques africaines. Cette évolution doit toutefois être complétée par l'intensification de la recherche sur l'énergie solaire, l'énergie éolienne et d'autres sources d'énergie renouvelable. Il est aussi important à long terme de rationaliser la consommation et la conservation de l'énergie.

521. Le scénario normatif accorde une place particulière à la mise en place d'une infrastructure intégrée, notamment pour les transports. Il est évident qu'il existe un lien fondamental entre le développement des secteurs productifs de l'agriculture et de l'industrie et le développement des transports routiers, ferroviaires, aériens et maritimes. L'infrastructure de transport est en outre l'une des principales forces de l'intégration économique de l'Afrique. Avec la mise en oeuvre réussie de la Décennie des transports et des télécommunications pour l'Afrique, le scénario normatif prévoit que la valeur ajoutée du transport augmentera d'environ 3 % entre 1990 et 2008. Cette augmentation est indispensable à l'intégration de chaque pays dans le continent. Il faut donc accélérer la mise en service des cinq grandes routes transafricaines et des routes d'accès aux villages, ainsi que la mise en place d'une capacité d'entretien, et accroître les investissements dans la modernisation et l'intégration de la structure ferroviaire.

#### Nouvelles tendances de la demande

522. Outre qu'il insiste sur la nécessité d'apporter des améliorations radicales à la structure de production afin de maximiser le revenu, le scénario normatif prévoit des changements importants dans la répartition des dépenses intérieures globales. Premièrement, il faut empêcher la consommation privée d'augmenter plus vite que le PIB, pour permettre la création d'une forte épargne. Il importe aussi de rationaliser la structure de consommation en faveur des produits intérieurs et non des importations. De cette façon, la demande africaine contribuera à l'augmentation de la production intérieure au lieu d'être un facteur de distorsion. Deuxièmement, les réformes budgétaires sous forme de rationalisation des dépenses publiques et d'élargissement de la base de revenu doivent constituer un ensemble au sein des efforts entrepris pour améliorer la situation des dépenses intérieures globales. Il importe à cet égard de réorienter les dépenses publiques de façon qu'elles contribuent au développement de la base productive en stimulant la croissance agricole et industrielle grâce des mesures d'encouragement, à des apports de ressources de base et à d'autres mesures privilégiées ayant un effet direct sur la future croissance technologique. Cette tendance doit être appuyée par des actions et des mesures destinées à renforcer la viabilité et la capacité opérationnelle des entreprises d'Etat pour améliorer leur situation financière grâce à des mesures généralisées de réduction des dépenses. En outre, les réformes fiscales doivent être complétées par des

politiques d'amélioration de l'administration fiscale et de la perception des impôts ainsi que de participation des secteurs privé et coopératif.

523. Troisièmement, il est prévu que les investissements augmenteront de 9 % par an entre 1990 et 2008 pour maintenir l'augmentation du PIB au taux prévu de 5,7 % et la part des investissements dans le PIB à 30 %. Le coefficient de capital pour la région sera de 5, car l'économie assurera en grande partie son propre développement grâce à l'amélioration de l'efficacité et de la productivité dans le domaine des apports de ressources intérieures. D'ici là, les facteurs nécessaires pour stimuler les investissements seront opérationnels, et les déséquilibres entre l'épargne et l'investissement auront disparu. Pour maintenir le rythme des investissements, l'épargne devra représenter entre 20 et 25 % du PIB, ce qui veut dire qu'il faudra donner la priorité aux réformes qui renforceront les mesures d'encouragement destinées à améliorer fortement la productivité.

524. Dans le scénario normatif, il est également prévu que les exportations atteindront un niveau élevé et soutenu et que les importations se maintiendront au niveau nécessaire pour assurer le développement. Les exportations augmenteront de 6,7 % en termes réels entre 1990 et 2008, et représenteront 17 % du PIB. En revanche, la plupart des produits actuellement importés, notamment les aliments et les biens de consommation, seront fabriqués sur place grâce au bond en avant des programmes de substitution des importations. Toutefois, dans l'ensemble, le taux d'augmentation des importations nécessaire pour soutenir la nouvelle accélération du développement durant cette période restera au niveau élevé de 6,7 % par an. Il s'ensuivra un certain déficit qui devra encore être comblé par des emprunts obtenus à des conditions privilégiées.

#### E. VERS UNE COMMUNAUTE ECONOMIQUE AFRICAINE : NOUVELLES DIMENSIONS DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE

##### 1. Efforts en cours au niveau sous-régional

525. L'application réussie de l'Acte final de Lagos dépendra des efforts concertés entrepris non seulement au niveau national, mais aussi aux niveaux sous-régional et régional. Il est absolument essentiel de prendre des mesures pour renforcer et rationaliser les organisations sous-régionales existantes en fonction de critères relatifs à l'économie et aux ressources naturelles. Il faut inciter les institutions nationales et multinationales africaines à intensifier leur coopération en améliorant leur gestion, en rationalisant leurs activités et en éliminant les actions qui font double emploi. La coopération intra-africaine doit être axée sur les domaines prioritaires suivants : agriculture et alimentation, transports et communications, industrie, commerce et finance, sciences et techniques, et ressources humaines.

526. Les principaux obstacles à l'intégration régionale des sous-régions africaines sont le manque d'infrastructures, le développement insuffisant des industries de base aux niveaux national et sous-régional et le fait que les gouvernements ne semblent pas déterminés à exécuter les programmes régionaux et sous-régionaux qu'ils ont formulés et adoptés. Toutefois, des mesures concrètes sont actuellement en cours pour appliquer au niveau sous-régional l'Acte final de Lagos, comme on le montre ci-après.

a) La région d'Afrique occidentale

527. L'Afrique occidentale dispose d'un vaste potentiel dont les caractéristiques sont les suivantes : i) un marché de 130 millions d'habitants; ii) deux grandes zones écologiques distinctes, à savoir la zone de savane (Sahel) productrice d'arachides, de coton, de millet et de sorgho, et la zone forestière (soudano-guinéenne) productrice de café, de cacao, d'huile de palme, de banane plantain et de manioc; à cela s'ajoutent des céréales telles que le riz cultivables dans toute la sous-région; iii) un relief assez plat qui facilite la construction de routes et de chemins de fer; iv) de longues côtes favorables au développement du commerce côtier et de la pêche en mer; et v) une grande variété de ressources minières, dont le pétrole (Nigéria), les phosphates (Sénégal et Togo), le fer (Libéria, Mali et Mauritanie), la bauxite (Guinée), etc.. Toutefois, ces avantages n'ont pas été pleinement exploités pour réaliser l'intégration économique de la sous-région en raison des facteurs suivants :

- Manque de coopération économique entre les Etats membres dans le domaine de la production, notamment en ce qui concerne les industries de base;
- Insuffisance des moyens de transport, notamment les liaisons est-ouest;
- Absence d'accords monétaires, sauf pour les six pays de la CEAO qui utilisent la même monnaie;
- Prolifération anarchique des organisations intergouvernementales, dont le nombre est estimé à une trentaine;

528. Malgré les facteurs ci-dessus, les efforts de coopération économique entrepris au niveau de la sous-région sont encourageants si l'on en juge par les mesures prises tout récemment à la suite de l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Dans le cadre du quatrième cycle de programmation régionale pour l'Afrique (1987-1991) exécuté sous les auspices du PNUD, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été désignée pour jouer un rôle décisif de transformation dans l'intégration de la sphère de production de la sous-région.

529. Le Conseil des ministres de la CEDEAO a adopté en novembre 1986 un programme de développement industriel pour 1987-1991. Plusieurs études réalisées par la Communauté sont en cours d'évaluation aux fins d'application et d'exécution d'études de préféabilité. Un programme d'action pour la mise en valeur à court et moyen terme des ressources agricoles et naturelles de la sous-région a également été adopté pour la période 1986-1989 ainsi que pour le moyen terme jusqu'en 1994. Il donne la priorité à des projets à court terme demandant peu d'investissements et permettant aux collectivités rurales de contribuer à l'augmentation rapide de la productivité, à des changements fondamentaux concernant la maîtrise des ressources en eau, à l'amélioration de la santé animale, à l'exploitation des ressources halieutiques, à la préservation du sol et à la recherche agronomique à moyen terme.

530. Dans le domaine des transports et des communications, des structures de base permettant la coordination efficace de certains modes de transport ont été mises en place, telles la législation routière harmonisée et la Convention de la CEDEAO relative aux transports routiers entre Etats. Les études relatives à la route traversant l'Afrique occidentale ont été achevées et de portions du réseau sont déjà en construction. D'autres études ont également été effectuées en vue de créer une compagnie maritime multinationale au niveau sous-régional, une compagnie aérienne multinationale et un centre régional de formation à l'entretien des routes. En ce qui concerne la rationalisation et l'harmonisation des activités des organisations intergouvernementales dans la sous-région, une étude parrainée par la CEA propose que la CEDEAO devienne le principal organisme d'intégration de l'Afrique occidentale et que les autres organisations intergouvernementales soient rationalisées et harmonisées de telle sorte qu'elles deviennent de plus en plus des institutions spécialisées pour la sous-région. Cette proposition est en cours d'approbation par le Conseil des ministres de la CEDEAO.

b) La sous-région de l'Afrique centrale

531. L'un des facteurs d'intégration économique les plus positifs en Afrique centrale est le vaste potentiel hydroélectrique de la sous-région. La capacité excédentaire de production suffit actuellement pour créer une base industrielle. De plus, la sous-région peut exporter de l'électricité dans les sous-régions voisines qui en manquent, notamment l'Afrique occidentale. L'abondance de matières premières minérales - pétrole, gaz, minéral de fer, bauxite, manganèse, phosphates, potassium, sel et charbon - peut permettre de transformer la sous-région en une zone industrielle à croissance rapide.

532. La coopération économique entre les six pays membres de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) a été principalement axée sur le commerce, avec l'élimination des barrières commerciales entre les pays membres et la mise en place de tarifs extérieurs communs. L'existence d'une monnaie commune et la relative harmonisation des politiques de développement dans les divers secteurs économiques ont contribué à améliorer la coopération dans la sous-région.

533. La création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, qui comprend tous les pays de l'UDEAC et de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), constitue un pas décisif vers l'intégration de la sous-région. Le principal objectif de cette communauté est de mettre en place des structures d'intégration telles que liaisons de transport, réseaux d'interrelations et de télécommunications, projets de production hydroélectrique et liaisons des réseaux et lignes électriques. Si ces objectifs se réalisent, la sous-région disposera d'un fort potentiel de développement intégré de l'agriculture et de l'industrie, c'est-à-dire d'intensification du commerce.

c) La sous-région de l'Afrique orientale et australe

534. L'Afrique orientale et australe se caractérise aussi par un vaste potentiel hydroélectrique estimé à environ 106 000 MW. La capacité des

installations actuelles se situe aux alentours de 6 392 MW, ce qui ne représente que 6 % du potentiel. La sous-région possède aussi d'importantes réserves minérales : bauxite de haute qualité, minerai de fer, cuivre, cobalt, charbon, gaz naturel, gypse, calcaire, etc.. Il existe en outre de grandes quantités de matières premières permettant de fabriquer les trois principaux types d'engrais.

535. Contrairement aux autres sous-régions de l'Afrique, celle-ci se heurte à des problèmes géopolitiques et à des difficultés structurelles internes, à savoir :

- i) La déstabilisation constante des économies des Etats de première ligne par le régime d'apartheid sud-africain, qui a coûté à ces Etats plus d'un milliard de dollars;
- ii) Le fait que les principales liaisons routières sont au point mort, à savoir la route transafricaine Gaberones-Djibouti-Le Caire et les deux routes transversales Beira-Lobito et Mombasa-Kigali-Lagos, et que la modernisation des chemins de fer n'avance pas;
- iii) La stagnation des efforts de production commune, notamment en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles de la sous-région en vue de la production industrielle.

536. Dans le domaine des transports et des communications, la mise en place de la zone commerciale préférentielle en est aux stades avancés de la mobilisation des ressources financières pour les projets inter-Etats, de l'adoption d'un régime sous-régional d'assurance automobile au tiers, de l'harmonisation des horaires de vol des compagnies aériennes et de la création d'un réseau de transport intégré. Elle en est aussi au stade avancé de la mobilisation de ressources pour financer les projets inter-Etats dans le domaine des transports et des communications à l'intérieur du couloir de transit des Etats d'Afrique orientale. Une fois que le document douanier de transit routier et la carte jaune des Etats membres de la zone commerciale préférentielle seront en service, le secrétariat de la zone incitera les Etats membres à utiliser ces documents.

1. En ce qui concerne la production industrielle commune, les Etats membres de la zone commerciale préférentielle exécutent actuellement dans la sous-région des projets en matière d'engrais et de produits chimiques. Ainsi, l'Ouganda a progressé dans la préparation de la fabrication de superphosphates normaux et triples à livrer au Kenya et en Tanzanie. La Zambie doit fournir de l'électricité et de l'acide sulfurique en échange de nitrate d'ammonium et de superphosphates triples livrés par le Zimbabwe, dans le cadre de la chambre de compensation. Il ne s'agit là que de quelques exemples parmi de nombreux projets dans le secteur des engrais et des produits chimiques.

2. Des programmes et projets de création d'industries multinationales dans le domaine mécanique et métallurgique sont en cours, notamment pour moderniser les fonderies et les forges destinées à la production de pièces détachées, d'outils et de composants. Plusieurs accords ont été conclus récemment entre la société zimbabwéenne Ziscostsel et des utilisateurs de produits sidérurgiques de la sous-région.

3. L'exécution de programmes de recherche et de développement agricoles est bien avancée dans la sous-région, notamment au sein de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). Les pays membres de la SADCC utilisent déjà les résultats communiqués par les stations expérimentales et de recherche sous-régionales. La zone commerciale préférentielle en est au stade de la formulation de programmes multinationaux dans divers domaines agricoles, notamment la sélection, l'élevage et la gestion du bétail ainsi que la lutte contre les maladies du bétail et leur éradication.

## 2. Les hypothèses de base - Stratégies et méthodes nouvelles

537. Les problèmes critiques du développement ont été définis à de multiples reprises par une succession de grandes conférences internationales africaines, tant en termes généraux qu'en ce qui concerne certains secteurs d'activité. De thème est omniprésent dans la déclaration de Monrovia qui a donné naissance au Plan d'action de Lagos et à l'Acte final de Lagos et qui préconise l'extension progressive de l'intégration économique pour aboutir à la mise en place d'une communauté économique africaine d'ici la fin du siècle.

538. Pour lancer avec succès une communauté économique africaine d'ici l'an 2000 et lui permettre de se poursuivre au-delà de 2008, il faut remplir les conditions suivantes :

a) Le Comité directeur permanent de l'OUA doit avoir exécuté ses tâches sans délai et avec grand sérieux, notamment en ce qui concerne les activités complémentaires au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, en consultation étroite avec le système des Nations Unies et diverses organisations multilatérales de financement ou autres;

b) Les organisations nationales, régionales et sous-régionales existantes doivent s'être acquittées des tâches fixées dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, dans le cadre du Programme d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, notamment en ce qui concerne la création des instruments et mécanismes de promotion de la coopération monétaire et commerciale au sein des sous-régions, et la mise en place de liaisons transfrontières dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des télécommunications;

c) Le Comité directeur permanent de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA doit intervenir pour faciliter la coordination des politiques économiques nationales menées par les Etats membres qui constituent les groupements sous-régionaux. Sans cela, il ne sera pas possible de progresser à l'unisson vers la création d'une communauté économique africaine si les intérêts nationaux et égocentriques, parfois même les querelles de clocher nationales, l'emportent sur les exigences de l'intégration sous-régionale.



### 3. Stimulation du processus d'intégration économique

539. Les années 90 et au-delà devront être la période d'une vigoureuse deuxième phase d'intégration sectorielle et d'harmonisation des stratégies, politiques et plans de développement, de promotion de projets communs dans le domaine économique et d'harmonisation des politiques financières et monétaires.

540. Le problème clé à résoudre dans la coordination des politiques économiques et sociales est celui de l'harmonisation des politiques et plans de développement aux niveaux sous-régional et régional. Pour mener à bien cette stratégie de coordination qui porte sur les aspects économiques, politiques et sociaux, il faut concevoir et exécuter des stratégies de coopération dans les domaines de la production, des sciences et des techniques et de l'édification commune de divers secteurs économiques.

541. Pour assurer le fonctionnement de la communauté économique, au moins lors des premiers stades de sa création, il faut que les groupements sous-régionaux compétents et les institutions spécialisées régionales créés à des fins précises puissent être mobilisés et coordonnés en faveur de l'intégration économique du continent. Parmi les problèmes à résoudre pour assurer la coordination des politiques économiques et sociales, cinq doivent absolument l'être si l'on veut atteindre les objectifs de la communauté économique. Ce sont les suivants :

- Coordination des politiques économiques et sociales menées par les entités économiques sous-régionales, institutions spécialisées et Etats membres, pour pouvoir concilier les divergences entre les divers plans et programmes avant leur exécution.

- Harmonisation des politiques d'achat, c'est-à-dire notamment uniformisation des modèles et conceptions pour tout un ensemble de matériel de transport et autre matériel vital pour lesquels les gouvernements dépensent une part importante de leurs devises. Cela facilitera l'entretien et les réparations et ouvrira la voie à la fabrication de pièces détachées et de composants dans les pays membres des différents groupements sous-régionaux.

- Harmonisation des politiques industrielles, et notamment accord sur l'emplacement d'une certaine catégorie d'entreprises. Cette mesure pourrait éventuellement être appliquée aux premières phases des programmes d'action sous-régionaux relatifs aux différents sous-secteurs de l'industrie, avec création d'industries multinationales, si besoin est.

- Suppression des barrières douanières tarifaires ou non et harmonisation des tarifs extérieurs, ce qui permettrait de rationaliser le coût des apports industriels étrangers et donc le prix des produits fabriqués dans les différents pays.

- Libre circulation des personnes, qui contribuerait à l'accroissement global de la productivité.

#### 4. La communauté économique au XXI<sup>e</sup> siècle

542. Comme on l'a montré précédemment, les instruments et les mécanismes de promotion des programmes d'intégration au niveau sous-régional sont en place ou, s'ils ne le sont pas, des mesures sont prises à cet effet. Certaines organisations sous-régionales telles que la CEDEAO et la zone commerciale préférentielle pour l'Afrique orientale et australe ont lancé leurs phases opérationnelles et pris depuis longtemps des décisions sur le mode de fonctionnement et le calendrier d'application de certains de leurs programmes et projets.

543. Mais, en raison du manque de volonté politique des Etats membres des groupements sous-régionaux ou d'une simple lourdeur, les calendriers fixés pour la réalisation de certains objectifs n'ont pas été entièrement respectés. Si le rythme d'exécution des programmes sous-régionaux ne reçoit pas une nouvelle impulsion grâce à l'engagement et à la volonté des dirigeants africains, il sera difficile de réaliser une communauté économique épanouie d'ici l'an 2008.

544. Quelques signes d'engagement se sont toutefois manifestés. Ainsi, le sommet de la CEDEAO qui a eu lieu en mars 1986 a progressé dans le domaine de la circulation des personnes à l'intérieur de la communauté - la décision a été prise après une grave crise entre les Etats membres durant les dernières années. La décision également prise par la CEDEAO de convoquer une réunion des ministres du Plan pour examiner les plans nationaux de développement et leurs priorités a insufflé une énergie nouvelle dans l'organisation, mais il faudrait des négociations laborieuses pour maintenir le rythme. A son récent sommet de décembre 1987, la zone économique préférentielle a fait un pas en examinant les problèmes qui retardent ses activités et a déclaré que 1988 serait l'année d'exécution des activités retardées.

545. Ces exemples devraient constituer un enseignement précieux pour les groupements plus jeunes et leur permettre d'avancer beaucoup plus rapidement, de manière que tous les groupements sous-régionaux soient unifiés d'ici la fin du siècle. C'est la condition sine qua non pour réaliser l'union continentale, c'est-à-dire la communauté économique africaine - qui peut paraître un rêve à de nombreux observateurs, mais qui n'en est pas moins le fondement sur lequel doit reposer la survie du continent. Faute de cela, la situation de l'Afrique ne fera qu'empirer, au milieu des progrès techniques gigantesques que l'année 2008 ne manquera pas d'entraîner dans son sillage.

## PARTIE IV

### RESUME ET CONCLUSIONS : UN PROGRAMME D'ACTION

546. Le scénario de développement a très largement décrit les orientations à suivre et les efforts à entreprendre par tous les peuples africains individuellement et collectivement pour assurer pleinement leur indépendance économique et être les maîtres de leurs destins au regard de leur production, de leur consommation et de leurs échanges dans des conditions équitables et mutuellement avantageuses avec leurs différents partenaires des régions du monde. Pour que l'Afrique soit maîtresse de son destin, les peuples africains doivent édifier les bases et mettre en route le processus nécessaires, essentiellement à l'aide de leurs propres ressources et en entreprenant eux-mêmes les actions qui s'imposent. Une telle entreprise appelle des changements quantitatifs et qualitatifs.

547. Le soutien de la communauté internationale dans cette tâche est également important. De fait, pour traduire dans la réalité les espoirs actuels d'un avenir meilleur, les actions nécessaires à la mise en route de ces changements devraient être entreprises avec vigueur et résolution aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

#### A. Actions de l'Afrique

548. Il y a lieu de souligner qu'il incombe principalement aux populations et aux institutions africaines d'entreprendre les actions nécessaires. Il convient donc que les actions et les stratégies appropriées soient minutieusement formulées et mises en oeuvre et que le soutien institutionnel nécessaire pour l'exécution avec succès du programme soit pleinement mobilisé. Aux niveaux sous-régional et régional, des programmes visant à favoriser la coopération économique intra-africaine et l'intégration aux niveaux sous-régional et régional devraient convenablement être étudiés et mis en oeuvre. Enfin, il conviendrait de concevoir avec précision le rôle des institutions et des organisations africaines dans la concrétisation et l'orientation du développement.

#### 1. Actions au niveau national

549. Dans le cadre du scénario normatif, on admet que, d'ici l'an 2008, l'Afrique devrait être en mesure de mettre en place une structure de production assez bien équilibrée susceptible de lui permettre de répondre à ses besoins fondamentaux et d'améliorer radicalement les conditions sociales de sa population. Pour assurer ces changements des structures économiques et sociales, les pays africains doivent élaborer et appliquer des politiques et des stratégies adéquates. La plupart de ces politiques et stratégies ont déjà été très largement examinées dans les sections précédentes de la présente étude, mais il est important de mettre en évidence certaines de celles qui sont les plus essentielles.

550. Dans le secteur de l'agriculture, les pays africains devraient formuler un plan de développement agricole mettant particulièrement l'accent sur une plus grande modernisation des structures traditionnelles de production, une intensification de l'utilisation des méthodes de culture appropriées,

une vaste mise en valeur des terres et un meilleur équilibre entre la culture, l'élevage et l'exploitation forestière. Des mesures d'aide à l'agriculture visant à améliorer la productivité doivent être formulées et mises en oeuvre. Ces mesures d'incitation pourraient notamment revêtir les formes suivantes:

- a) fourniture de semences, d'engrais et d'outillages aux exploitants à des prix abordables;
- b) élaboration d'une politique de prix rémunérateurs à la production;
- c) amélioration des systèmes de commercialisation;
- d) fourniture de biens de consommation en nombre suffisant aux populations rurales;
- e) accès au crédit et aux ressources foncières;
- f) prestations de services de vulgarisation, y compris pour la réparation des unités agricoles et l'entretien du matériel agricole.

551. Pour créer les bases d'une restructuration concrète du secteur industriel, il est nécessaire d'accorder une attention particulière à des questions comme les pénuries de devises des entreprises industrielles, la dépendance à l'égard des fonds publics et la rentabilité globale des exploitations. La structure d'appui devrait être améliorée notamment par le recours à la sous-traitance, un accès plus facile aux sources de matières premières, aux ressources financières et aux marchés. L'application de politiques de promotion des exportations et de programmes élargis de remplacement des importations par de nouveaux produits pour répondre aux besoins des industries de base et de biens d'équipement devraient représenter l'élément essentiel du plan industriel comme le prévoit la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

552. Pour que "l'avenir recherché" se concrétise, un mécanisme institutionnel solide et efficace doit être mis en place en vue d'aider les gouvernements africains à se doter des moyens et des infrastructures nécessaires pour favoriser le processus de transformation et de développement socio-économiques. Il est important à cet égard d'établir et de rénover les institutions essentielles chargées de construire des capacités nationales, de formuler les politiques à suivre et de donner des orientations générales, et d'intégrer le programme de réformes institutionnelles dans la planification globale du développement national. Les réformes devraient viser à améliorer comme il convient les moyens institutionnels et les normes de gestion pour permettre aux pays africains d'assurer et d'orienter eux-mêmes leur développement. En outre, en créant les institutions nécessaires, il faudrait tenir compte de la nécessité fondamentale d'assurer l'acquisition, le traitement, le stockage, la diffusion et l'échange d'informations sur la science et la technologie. Pour que les institutions deviennent des instruments efficaces de modernisation de la production et de la distribution, des plans devraient être élaborés en vue d'allouer régulièrement des crédits pour permettre la mise en place des installations nécessaires comme les laboratoires et les stations expérimentales.

553. La mauvaise gestion économique est due en partie aux imperfections des structures de planification. Les gouvernements des pays africains doivent, en priorité, créer des capacités institutionnelles et renforcer celles qui existent déjà et en faire des instruments efficaces susceptibles de favoriser au maximum le développement et de réduire au minimum les gaspillages et les mauvaises affectations des vastes ressources du continent. Il est indispensable d'assurer tout d'abord l'efficacité et le fonctionnement opérationnel du secteur public et d'en faire un instrument viable de promotion et d'orientation du processus de développement. Il est important d'entreprendre tout d'abord un examen critique des activités du secteur public en vue de supprimer les gaspillages abusifs et les mesures inefficaces afin de réduire les chevauchements d'activités et les charges budgétaires. L'établissement d'un nouvel ordre de priorités dans le secteur public permettra d'améliorer sa capacité institutionnelle et de gestion et de faire de ce secteur une force essentielle dans le développement.

554. En outre, les gouvernements devraient adopter une approche globale intégrée du développement de la planification tenant compte de la démocratisation des facteurs économiques, sociaux et politiques. Le processus de prise de décisions politiques et économiques devrait être décentralisé pour permettre une plus large participation de la population au développement en modifiant radicalement les structures trop centralisées actuelles. A cet égard, il conviendrait de ne pas négliger le rôle que peuvent jouer les femmes et les jeunes. Des programmes visant à faire participer les femmes au processus de développement et à promulguer les lois nécessaires pour assurer leur bien-être devraient constituer une partie intégrante de la stratégie de participation des masses. L'adoption de mesures visant à remédier aux disparités de revenus entre les zones rurales et urbaines et d'une vaste politique axée sur les zones rurales en vue de développer ce secteur en lui fournissant les services essentiels et en créant des possibilités d'emploi rémunérateurs revêt encore plus d'importance. Ces mesures doivent être conjuguées avec des programmes de répartition des revenus bien définis et des politiques de prix appropriées favorables au véritable producteur.

555. Pour traduire dans la réalité le nouvel avenir de l'Afrique, les ressources humaines devront occuper une place importante dans les efforts visant à modifier la structure de production de la région. Il est presque unanimement reconnu que l'insuffisance de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines de l'Afrique constitue un des obstacles les plus sérieux au développement. Si ce problème n'est pas systématiquement résolu, la mise en oeuvre avec succès du scénario de développement prévu ne sera qu'un simple rêve. En conséquence, la pleine mobilisation et l'utilisation efficace de toutes les forces productives pour le développement national et le progrès social doivent constituer l'un des facteurs essentiels de la réalisation des objectifs du scénario normatif. A cette fin, il faudra assurer une planification et une mise en valeur de la main-d'oeuvre dans les domaines scientifique et technique et, ce qui n'est pas non moins important, former des cadres intermédiaires qui sont incontestablement nécessaires pour mettre en route et maintenir un processus autonome et auto-entretenu de développement et de croissance. Des modifications radicales

du système éducatif axées plus largement sur l'acquisition de compétences techniques dans le cadre d'une formation professionnelle et spécialisée pour remédier à l'insuffisance flagrante du nombre de spécialistes dans les secteurs de production constituent les conditions essentielles nécessaires pour amorcer un processus de croissance soutenue. En outre, le perfectionnement et la formation systématiques de cadres d'entreprise par la création des institutions nécessaires pour faciliter leur intégration effective au nouveau processus de développement sont également indispensables.

## 2. Actions aux niveaux sous-régional et régional

556. Dans sa vision de l'avenir, le scénario normatif prévoit que la dynamique du développement africain devrait reposer sur les ressources et le potentiel de la région. A cette fin, un développement véritable ne pourra être assuré en Afrique si la région n'est pas convenablement intégrée par le biais d'accords de coopération économique solides dans tous les domaines de la production et de la distribution. De fait, des objectifs concernant la sécurité, l'autosuffisance et l'autonomie alimentaires ne peuvent être dans une large mesure atteints que dans un cadre collectif sous-régional et régional.

557. Pour assurer l'intégration économique, sociale et culturelle du continent, des mesures devraient être prises immédiatement pour renforcer la coopération sectorielle dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation, de l'industrie, du commerce, des transports et des communications et de l'énergie par le biais d'une harmonisation des stratégies et des politiques, des plans de développement économique et la promotion de projets communs.

558. Dans le secteur de l'agriculture, la stratégie devrait viser à intégrer et à harmoniser les programmes de sécurité alimentaire des différents pays dans un cadre sous-régional bien défini. Cette action doit être complétée par une coordination des politiques de prix au niveau sous-régional pour faciliter effectivement l'échange de produits agricoles et d'autres denrées alimentaires entre les régions excédentaires et déficitaires ainsi que la mise en oeuvre de plans visant à renforcer et à créer les circuits de commercialisation nécessaires et à construire des routes tous temps dans les pays limitrophes.

559. La production industrielle ne pourra décoller que si une coopération industrielle est instaurée en vue d'étudier et d'évaluer en commun les ressources naturelles et l'état des stocks pour déterminer le volume et la disponibilité des matières premières, des ressources minérales et énergétiques, et les possibilités de transfert de technologie. Il est aussi particulièrement important que les politiques et les mesures tendent à développer les complémentarités, à échanger des connaissances spécialisées et des technologies nationales, à utiliser en commun les moyens de formation et les installations de réparation et d'entretien disponibles, à conclure des accords sur l'accès aux marchés, à importer en commun des produits en vrac afin de réduire les coûts par une harmonisation des politiques d'achat, à établir des institutions financières sous-régionales et régionales et

à renforcer celles qui existent déjà en modifiant les conditions de leurs prêts, à assouplir les réglementations fiscales et de gestion commerciale en vigueur et à encourager le commerce frontalier. Seule l'adoption de ces mesures permettra d'accroître et de développer le commerce intra-africain.

560. Des efforts concertés sont déjà entrepris notamment dans le cadre de la Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique, la Décennie du développement industriel de l'Afrique, la Zone de commerce préférentiel des Etats de l'Afrique de l'Est et australe, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale. Tous ces arrangements constituent des actions positives propres à favoriser la mise en place progressive du marché commun africain qui constituerait la première mesure sur la voie de la création d'une grande communauté économique africaine qui pourrait, il faut l'espérer, commencer à porter ses fruits en l'an 2000.

### 3. Actions des institutions et des organisations

561. Les organisations sous-régionales et régionales qui exercent leurs activités en Afrique dans les domaines de la production, du commerce et des finances, et de l'enseignement et de la formation, ont un rôle important à jouer dans la promotion du développement de la région africaine. Les nombreuses tâches nouvelles nécessaires pour assurer le développement de l'Afrique appelleront certainement l'adoption de méthodes et d'approches nouvelles pour traduire dans la réalité l'avenir décrit dans le scénario de développement envisagé. En conséquence, les institutions devraient jouer un rôle plus radical de catalyseurs dans la diffusion de nouvelles approches du développement en particulier dans le processus d'internalisation du développement de l'Afrique. Une des tâches les plus difficiles que devront accomplir ces institutions consistera à populariser les nouvelles idées du développement et des modes de vie axés sur le milieu national en faisant bien prendre conscience au peuple africain des conditions nécessaires pour bâtir un nouvel avenir. En conséquence, il est extrêmement important de favoriser les efforts propres à modifier les attitudes des populations. Il est également important de tenir compte de la nécessité de rechercher les moyens de faire concorder le développement avec les valeurs sociales, les coutumes et les traditions en vue d'adopter une approche intégrée du développement qui ne soit pas étrangère à leurs cultures. Ce n'est que si une telle approche était adoptée que les peuples africains pourront réagir symboliquement et positivement à l'égard du processus de développement.

562. Nul n'ignore que l'absence de volonté politique fait obstacle aux efforts de développement. Les institutions politiques et de développement sont plus que jamais nécessaires pour intensifier les efforts visant à susciter une prise de conscience politique et une volonté d'action collective pour soutenir et accélérer la mise en oeuvre des stratégies de développement convenues aux niveaux sous-régional et régional. En même temps, il conviendrait de rechercher des moyens plus efficaces de résoudre les problèmes communs et de définir des positions concertées à l'égard des problèmes internationaux dans les domaines économique, social et technologique.

563. Il faudrait intensifier les efforts dans le domaine de la formation, de l'enseignement et de la recherche en vue de créer des centres d'excellence qui pourraient participer concrètement au développement socio-économique de la région. Il est encore plus important que la recherche ait un caractère novateur et soit adaptée aux réalités africaines.

#### B. Actions au niveau international

564. Dans le monde interdépendant actuel, il devient de plus en plus évident qu'aucun progrès viable et concret en Afrique ne pourrait être accompli sans une réorientation véritablement nouvelle des relations économiques internationales. La communauté internationale doit soutenir les efforts de développement de l'Afrique. Il est nécessaire de modifier d'urgence les modalités de l'assistance pour qu'elles soient plus favorables au développement. L'assistance devrait être modifiée à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif.

565. Premièrement, il est important que l'aide internationale soit affectée au développement rural en Afrique car sans cela aucun développement véritable ne pourra être réalisé. Il conviendrait de mettre l'accent sur les projets susceptibles d'améliorer la qualité de la vie de la population rurale en développant les villages et en leur fournissant les services essentiels dont ils ont besoin. Deuxièmement, et cela est également important, il est nécessaire de soutenir d'urgence les réformes de restructuration qui sont nécessaires pour supprimer les obstacles au développement dans la région. Troisièmement, l'aide à l'exécution de projets dans le cadre de programmes intégrés devrait être coordonnée de manière à permettre une mise en oeuvre cohérente et en temps voulu des programmes de développement de la région. Quatrièmement, une aide visant à mettre en place les mécanismes nécessaires pour le transfert de la technologie et l'amélioration de la capacité de développement de la technologie africaine devrait être fournie dans des conditions propres à accélérer le processus de développement socio-économique de la région.

566. Les institutions multilatérales devraient également accroître et élargir leurs services en Afrique et être des partenaires à part entière dans le développement de ce continent. A cette fin, il faudrait adopter les mesures suivantes :

- 1) Expansion des programmes de prêts conformément aux besoins croissants et fluctuants des pays africains;
- 2) Reformulation des critères régissant les mécanismes particuliers des prêts; et
- 3) Nouvelle répartition des droits de tirages spéciaux pour tenir compte de l'ampleur des déséquilibres économiques.

567. Pour accroître le rôle du commerce extérieur de l'Afrique en tant qu'instrument dynamique susceptible de favoriser des transformations structurelles rapides, les nouvelles mesures suivantes propres à inverser les tendances actuelles des échanges internationaux de produits de base et des relations financières doivent être adoptées :



a) Inverser la tendance continue et accélérée à une baisse des prix des produits de base;

b) Accroître dans des conditions plus favorables les ressources financières fournies pour compenser les baisses des recettes d'exportation des produits de base;

c) Prendre des mesures particulières en faveur des pays africains concernant les prix des produits de base en assurant le fonctionnement d'un fonds commun pour le programme intégré des produits de base en vue de leur permettre d'obtenir des conditions plus favorables dans le cadre des accords de financement des produits de base;

d) Accroître la fourniture de capitaux d'investissement pour établir, renforcer et moderniser les capacités de transformation des entreprises industrielles;

e) Améliorer l'accès aux marchés en supprimant les restrictions contingentaires et d'autres formes de protectionnisme concernant les produits primaires et les articles transformés de l'Afrique.

568. Une coopération économique et technique interrégionale constitue un élément essentiel et une mesure importante dans la promotion de la croissance de régions en développement. La participation positive de l'Afrique à la coopération Sud-Sud devrait certainement permettre d'accomplir des progrès dans le domaine des échanges commerciaux, des apports de capitaux, du transfert de la technologie et, ce qui est encore plus important, de l'ouverture de marchés et de la coopération dans les programmes industriels dans le but de supprimer la concurrence intense entre les produits des régions en développement. L'Afrique a surtout besoin d'un ordre économique plus satisfaisant et plus équitable dans lequel elle jouera le rôle d'un partenaire égal dans les domaines de la production, de la distribution et de la consommation des richesses du monde. L'ordre international devra tenir compte des véritables besoins de l'Afrique. Les principaux changements dans ce domaine devraient viser à soutenir les efforts déployés par l'Afrique pour assurer son intégration matérielle, sociale et économique.

